

« Les filles sont un problème, c'est bien connu »

La prévention spécialisée face à la problématique des filles



**Journées de formation
CNAPE**

23 et 24 novembre 2010

OUVERTURE DES JOURNEES

Patrick DUBECHOT, sociologue démographe, responsable du centre de recherche et d'études en action sociale de l'ETSUP de Paris.

Nous allons débiter ensemble ces deux journées autour de la question de la prévention spécialisée et des filles. Comme vous l'avez vu sur le programme, ces journées sont organisées autour de quatre thématiques. Au cours de la matinée nous tenterons « d'appréhender la problématique des filles » ; nous tenterons d'identifier cette problématique. Cet après-midi, nous étudierons « les conduites déviantes des jeunes filles ». La matinée de demain sera consacrée aux « apprentissages et à la socialisation chez les filles » et enfin mercredi après-midi, nous aborderons leur « rapport au corps ». Ces thématiques seront traversées par le souci de voir en quoi celles-ci sont spécifiques aux filles, ou pas, comment les professionnels s'emparent et abordent ces questions.

Au cours de ces deux jours, nous avons voulu croiser les analyses, les points de vues, les regards des chercheurs et des professionnels de la Prévention spécialisée. Nous avons eu également le souci de favoriser les débats avec vous, participants à ces deux journées. Les interventions et les temps de débats seront enregistrés. Les actes de ces deux journées seront diffusés dans quelques mois.

Pour introduire ces journées, je vais laisser la parole à Mme Fabienne QUIRIAU, directrice générale de la CNAPE ; elle présentera la CNAPE et vous expliquera comment est venue l'idée de l'organisation de ces deux jours. Ensuite, je reprendrai la parole pour me présenter et expliquer ma fonction au cours de ces deux jours.

Fabienne QUIRIAU, directrice générale de la CNAPE

Je vous remercie de me donner la parole pour ouvrir ces deux journées portant sur une thématique au titre un peu provocateur, que nous devons à notre animateur, monsieur Patrick DUBECHOT. Permettez-moi tout d'abord de me présenter. Je suis nouvellement directrice générale de la CNAPE, la Convention nationale des Associations de Protection de l'Enfant qui est une fédération d'associations elle aussi nouvellement mise en place. En réalité, il s'agit de l'évolution de l'UNASEA, que la plupart d'entre vous connaissent sans doute, qui s'est enrichie d'autres mouvements associatifs qui ont tous pour préoccupation commune l'enfance, la jeunesse en difficulté et les familles.

L'objectif de la CNAPE est d'avoir davantage de poids vis-à-vis des pouvoirs publics, de peser sur les politiques publiques, de porter nos convictions, nos réflexions afin de défendre une certaine idée de l'enfance et de la jeunesse et surtout prendre appui sur nos principes parmi lesquels je citerai la primauté de l'éducatif. Nous sommes naturellement attentifs à l'évolution de notre société, aux effets qu'elle induit particulièrement sur l'enfance et la jeunesse et à son impact sur l'ensemble du champ social et médico-social. Nous sommes donc vigilants aux différents propos publics qui peuvent être tenus concernant la jeunesse, aux projets politiques et aux propositions qui émergent, notamment ces derniers temps, dans des rapports successifs.

Je voudrais évoquer d'ailleurs deux de ces rapports parmi les plus récents, tout d'abord le dernier en date, le rapport BOCKEL qui est paru et a été remis au Président de la République en novembre, il y a une quinzaine de jours. Je ne vais pas m'attarder sur ce rapport, mais parmi les propositions et les constats faits, nous avons relevé que concernant la prévention spécialisée tout particulièrement, son auteur souhaitait « donner une meilleure visibilité à la prévention spécialisée ainsi qu'au métier d'éducateur de rue », tout en appelant à une rénovation de la doctrine d'emploi des éducateurs de rue au sein des quartiers difficiles. L'auteur regrette que ce métier demeure encore trop lié à la protection de l'enfance. En clair, pourquoi ne pas repenser l'appartenance de la prévention spécialisée qui a suscité tant de débats par le passé ? Je dirais brièvement que la CNAPE est déterminée à défendre la place de la prévention spécialisée dans la protection de l'enfance.

Le second rapport, à peine plus ancien, qui est paru à la fin de cet été, concerne le sujet de ces deux journées. Je tiens à préciser que nous avons choisi ce sujet bien avant que ne paraisse ce rapport. Il s'agit du rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales dont vous avez sans doute entendu parler puisque les médias en ont fait un écho tout particulier. Il y a d'ailleurs depuis comme un effet de mode puisque l'ensemble des discours et des propos publics sont fortement imprégnés par ce que pointe ce rapport. Que dit-il ? Il parle de la délinquance des filles mineures qui, selon les données recueillies et les statistiques avancées, progresse davantage que la délinquance des garçons depuis quelques années. Ce rapport pointe un certain nombre d'évolutions dont je vais parler très rapidement. Je voudrais dire d'ailleurs qu'il y a un effet de mode puisque le rapport BOCKEL reprend ce que pointe ce rapport, en disant par exemple, que la délinquance des filles est grandissante et en évoquant notamment les phénomènes de bandes de filles.

Je voudrais faire trois observations rapides concernant le rapport de l'Observatoire. En ce qui concerne d'abord la réalité des données, que recouvrent-elles ? Je pense qu'il est important de garder en tête la proportion de ces données. Quelle importance représentent ces données ? Pour vous donner rapidement un ordre d'idée, le rapport nous indique qu'en France, le nombre total des mises en cause des mineurs et des majeurs s'élève en 2009 à 1,175 million. Que représente la part des mineurs dans cette donnée globale ? Sur 1,175 million de mises en cause, les mineurs en représentent 214 000, ce qui veut dire que un mis en cause sur six est mineur. Cela nous ramène à d'autres proportions, comparativement aux discours que l'on entend ici ou là sur la délinquance juvénile. Allons plus loin. Que représentent les filles dans ce nombre global de mises en cause ? Elles représentent un peu plus de 33 000 mises en cause, ce qui veut dire que 2,8 % des personnes mises en causes sont des filles. Il faut revenir à des proportions qui sont le reflet de la réalité. Enfin, que représentent les filles dans la délinquance des mineurs ? En 2009, elles représentent 15,5 % des mineurs mis en cause. Les garçons représentent 181 000 mises en cause et les filles 33 000.

Par ailleurs, le rapport nous dit qu'il y a une très forte évolution de la délinquance des filles en treize ans. Les statistiques partent de 1996. Il faut aussi savoir de quoi on parle et rappeler les proportions. Le rapport nous dit que de 1996 à 2009, la délinquance des filles a augmenté de 133 % et que la délinquance des garçons a augmenté d'un peu moins de 40 %. Il pointe l'évolution fulgurante de la délinquance des filles. De quoi parlons-nous ? Quelles formes prend cette délinquance ? Le rapport est un peu moins clair sur cet aspect. Quelles sont les infractions commises par les filles ? Plus de la moitié des infractions concernées (54 %) sont des atteintes aux biens. Pour le reste, les chiffres sont très réduits. Le rapport donne des

indications sur des vols sans violence, des vols avec violence, etc. Au final, le rapport indique qu'un mineur sur dix constitue une infraction caractérisée par un vol avec violence. Optiquement, les proportions nous laissent penser qu'il y a une forte évolution, mais en réalité, il faut se pencher sur les chiffres pour voir de quoi on parle.

Que faut-il retenir de tout cela ? La part des filles reste proportionnellement faible, voire très faible par rapport à l'ensemble des infractions commises sur le territoire français et par rapport à celle des garçons, mais elle a évolué ces dernières années. Cela se traduit-il sur le terrain de la prévention spécialisée et sur les autres terrains ? Est-ce que les autres professionnels qui interviennent auprès des mineurs, notamment auprès des filles, constatent concrètement ces évolutions ? Ce phénomène est-il nouveau ? S'il y a évolution, comment se traduit-elle ? Y a-t-il des différences entre filles et garçons ? Ce phénomène de bande qu'évoque le rapport BOCKEL est-il une réalité ? Comment se traduisent les violences des filles ?

Je pense que nous allons être amenés à réfléchir à un ensemble de questions à l'occasion des différentes présentations. Elles vont également nous amener à nous interroger sur cette réalité et à nous demander, si évolution il y a, quelles seront ses conséquences sur les pratiques professionnelles. Je souhaitais vous délivrer ces quelques réflexions et interrogations qui nous traversent au sein de la CNAPE et qui traversent, me semble-t-il, le champ tout entier de la protection de l'enfance. Je vous remercie.

Patrick DUBECHOT

Je pense que votre intervention, Mme QUIRIAU, constitue une bonne entrée en matière pour resituer la place des filles dans la délinquance. Au cours de ces deux journées, nous allons essayer d'y voir plus clair sur la réalité de cet affichage à partir d'un certain nombre de travaux et de rapports, mais aussi de la perception des travailleurs sociaux de la Prévention spécialisée.

Pour ma part, je suis ici pour animer les deux jours. Je ne suis pas animateur de métier, mais je vais essayer de rendre vivantes ces deux journées. Actuellement, je suis responsable d'un centre de recherche et d'études en action sociale qui se situe à l'ETSUP, une école de travailleurs sociaux, à Paris, située dans le XIV^{ème} arrondissement. C'est en fait ma troisième carrière professionnelle. Ma deuxième carrière professionnelle s'est déroulée au sein du CREDOC¹. Je travaillais dans le département « Évaluation des politiques sociales ». J'ai donc évalué un certain nombre de politiques sociales entre 1985 et 2002. C'est à cette occasion que j'ai réalisé des travaux sur le travail social. Plus précisément, à partir d'une enquête nationale, j'ai construit le premier référentiel métier de la branche sociale et médico-sociale en 1995-96... à une époque où la notion de référentiel était peu fréquente dans le secteur. C'était un référentiel métier de la Prévention spécialisée². Je suppose que chacun ici a connaissance de ce référentiel... non ? J'ai fait bien d'autres travaux sur le travail social, sur les mutations du travail social notamment, durant cette période.

Enfin, entre 1972 et 1985, j'ai travaillé comme éducateur de rue, à une époque où le contrat de travail précisait que l'éducateur devait habiter dans les quartiers. J'ai arrêté cette carrière en

¹ Centre de recherche, d'étude, de documentation et d'observation sur la consommation et les consommateurs.

² Patrick DUBECHOT : *La prévention spécialisée : situations professionnelles et compétences*, Collection des Rapports du Crédoc, (étude financée Promofaf, actuellement Unifaf), n°170, septembre 1996

1985. Il se trouve que j'ai une formation de sociologue et de démographe. À cette époque, j'ai donc réorienté ma vie professionnelle du côté des études et de la recherche, mais je n'ai pas abandonné la prévention spécialisée. Dès 1987, des directeurs éclairés m'ont demandé de travailler avec eux sur la question de l'évaluation en prévention spécialisée... avant que l'on impose l'évaluation et des modèles d'évaluation, disaient-ils, il faut que nous nous intéressions. À cette époque, quelques directeurs étaient déjà soucieux de cette question. À la demande d'associations, j'ai donc continué à travailler auprès d'équipes de prévention spécialisée et c'est toujours le cas aujourd'hui, sur l'évaluation, mais aussi sur d'autres objets.

Avant d'introduire à mon tour, ces deux journées, je voudrai avant tout rendre un hommage particulier à Françoise TETARD. Elle aurait dû être présente parmi nous pour ces deux journées. Elle est décédée brutalement à la fin du mois de septembre. Son décès a suscité une vive émotion parmi nombre d'entre nous qui avons collaboré avec elle. J'étais engagé dans un travail avec elle depuis un an et demi et il devait se poursuivre. Claire DUMAS vous dira ses liens avec Françoise TETARD. C'est une immense perte pour le travail social. Françoise TETARD était une historienne du travail social et était la mémoire de ce champ professionnel. Je pense que si elle avait été là, elle aurait animé bien mieux que moi ces journées, d'une manière certainement beaucoup plus riche parce qu'elle connaissait très bien la prévention spécialisée. Claire DUMAS vous parlera de l'ouvrage qu'elle a écrit avec Françoise TETARD, mais vous devez absolument lire l'ouvrage de Françoise TETARD et de Vincent PEYRE, (un sociologue qui a beaucoup travaillé sur la prévention spécialisée), *Les éducateurs dans la rue*³. Pour connaître l'histoire de ce secteur d'activité, l'identité de l'éducateur de rue, dont beaucoup de professionnels encore aujourd'hui se réclament, pour comprendre les enjeux que vient de soulever Fabienne QUIRIAU. Il faut absolument lire cet ouvrage, vous serez au cœur de l'identité de l'éducateur de rue, de son évolution jusque dans les années 80. L'ouvrage se lit très bien.

Je voulais rendre cet hommage à Françoise TETARD avant de débiter ces deux journées auxquelles elle a largement contribué, qu'elle a construites avec les personnels de la CNAPE. C'est elle qui m'avait demandé de venir à ces journées, mais comme intervenant.

Il se trouve qu'il y a quelque temps, j'ai écrit un article, à sa demande, sur la Prévention spécialisée et les filles⁴. Celui-ci débutait par « *Les filles sont un problème, c'est bien connu* ». Cet article visait modestement à proposer un éclairage sur la place qu'occupe « la catégorie des filles » dans l'action des professionnels de la Prévention spécialisée. Comment sont-elles évoquées, ces filles ? À quelles occasions ? Pour cela je me suis appuyé sur un corpus de documents datant des années 80 à aujourd'hui et notamment de rapports d'activités de service et équipes de Prévention spécialisée ; mais j'aurai l'occasion de rendre compte de ce travail dans nos échanges au cours de ces deux jours.

Pour conclure cette introduction, je voudrai juste relever un aspect essentiel évoqué par Mme QUIRIAU, celui de la construction des problèmes de société, ou plus exactement de la construction de catégories de population qui posent problème à la société. Une approche historique de la pauvreté et du travail social, nous montrerait que les discours sur la pauvreté et le comportement des pauvres est récurrent au fil des siècles. Ainsi, en 1526, le philosophe Vivès publie un ouvrage intitulé « De l'assistance aux pauvres ». Il démontre

³ Vincent PEYRE, Françoise TETARD, *Des éducateurs dans la rue, Histoire de la Prévention spécialisée*, Editions La Découverte, Paris, 2005.

⁴ Patrick DUBÉCHOT : *La Prévention spécialisée et les filles. Une attention qui s'amplifie, une représentation de leurs problèmes qui perdure*, Revue des CEMEA, Vie Sociale et Traitement (VST), n°103, septembre 2009

l'intérêt d'éduquer les enfants des « nécessiteux » en dehors de leur milieu familial où ils sont éduqués dans la perversion. L'éducation domestique pour les filles, l'apprentissage d'un métier pour les garçons. Un peu plus d'un siècle plus tard, en 1666, Charles Démia, prêtre au sein de la congrégation de Saint-Charles, fonde les « Petites écoles » qui accueillent des jeunes vagabonds et autres mendiants « *car les jeunes mal élevés tombent ordinairement dans la fainéantise ; de là vient qu'ils ne font que battre le pavé, qu'on les voit attroupés dans les carrefours... qu'ils deviennent indociles, libertins, querelleurs, s'adonnant à l'ivrognerie...* ». Quand je cite cet extrait, j'invite les étudiants à en transposer les termes dans les années 2000... et alors on constate que l'on pourrait l'utiliser encore de nos jours avec quelques arrangements de vocabulaire⁵.

Ce que vient de montrer Fabienne QUIRIAU me rappelle les travaux que j'ai pu faire sur le RMI. Cela m'évoque ce qui est souvent véhiculé sur les allocataires du RMI, qui sont particulièrement fainéants, qui ne se bougent pas et qu'il faut les stimuler sans arrêt ! Or, tous les travaux dans les années 90 montraient que seuls 5 % des allocataires « profitaient du système ». Et, au nom de ces 5 %, on remet en cause la question de la solidarité nationale pour désigner une population qui pose problème. On prend donc des mesures parce qu'il est inadmissible que certaines personnes profitent du système. Et ainsi l'attention portée sur ces comportements minoritaires permet de masquer d'autres problèmes, notamment le fait qu'il y ait de moins en moins d'emplois.

Concernant les filles, le phénomène est un peu similaire. Pour nous, les hommes, les femmes deviennent un problème. Je m'explique. Par exemple, l'emploi des femmes augmente de plus en plus et elles commencent à prendre des postes à responsabilité. A la fin des années 90 et au début des années 2000, les femmes représentaient environ 70 % des personnes dans ce secteur social et médicosocial, mais occupaient seulement 30 % des postes de cadres et de cadres supérieurs⁶. Aujourd'hui, la tendance est en train de s'inverser. Les femmes progressent et prennent des postes à responsabilité. Aujourd'hui, dans toutes les écoles où l'entrée se fait par concours, les filles réussissent mieux que les hommes. Un tiers de garçons au maximum entre actuellement dans les écoles d'éducateurs. C'est également le cas dans la magistrature, dans l'enseignement, etc. Les filles réussissent mieux les concours, ce qui devient pénible, avouons-le pour nous, les hommes !

Aujourd'hui, alors même que les femmes ont conquis de haute lutte une place dans la société, on voudrait nous persuader que le comportement des filles devient problématique. On leur découvre donc des problèmes : elles se comportent... comme les hommes ! Comme des garçons, la preuve elles s'organisent en bandes... mais aussi, on va s'intéresser aussi à elle sur des registres qui traversent les siècles, comme leur activité sexuelle.

Je m'arrêterai là pour le moment. Les intervenantes de la journée vont certainement nous aider à repenser ces questions. Ainsi, nous allons voir, dans le travail qu'ont réalisé Françoise TETARD et Claire DUMAS, que la manière dont on aborde « les problématiques » des filles aujourd'hui n'est pas si nouvelle. Merci.

⁵ Par exemple, remplaçons « carrefour » par « hall d'immeuble », ou « ivrognerie » par « toxicomanie »...

⁶ Dubéchet P., (CREDOC), Bigot F., Rivard T. (LERFAS) : "Contrat d'étude Prospective social et médico-social de la branche professionnelle des établissements et services à but non lucratif", Collection des Rapports du Crédoc, septembre 2002. Ce Contrat d'Etude Prospective a été financé par la DGEFP, la DGAS et les deux OPCA, Promofaf et Uniformation.

APPREHENDER LA PROBLEMATIQUE DES FILLES

L'histoire de la prise en charge du public féminin

Claire Dumas, éducatrice en retraite, co-auteur de l'ouvrage « Filles de Justice. Du Bon Pasteur à l'Education surveillée »

J'ai la lourde tâche de remplacer ici Françoise TETARD, puisque c'est elle qui était prévue pour vous faire l'exposé. On m'a demandé de venir à sa place, ce que je fais bien volontiers puisque nous avons pris l'habitude toutes les deux de parler ensemble du livre que nous avons écrit ensemble. Je suis éducatrice et Françoise était historienne. Nous avons coécrit cet ouvrage dont vous pourrez facilement avoir les coordonnées à l'entrée.

Quand j'ai commencé ma carrière d'éducatrice, je n'étais pas une éducatrice spécialisée. Je venais de l'Education surveillée, façon dont était appelée auparavant la PJJ, la Protection judiciaire de la jeunesse. J'avais fait l'école d'État, l'unique qui existait à Paris, du ministère de la Justice, sur deux sites différenciés : l'école des filles qui se situait au nord de Paris, alors que l'école des garçons se situait au sud de Paris, à Savigny-sur-Orge. Nous étions 30 élèves éducatrices à Saint-Brice-sous-Forêt et il y avait 120 élèves éducateurs à Savigny-sur-Orge. Nous étions la promotion 67-69. Quand je suis sortie de l'école et que j'ai pris un poste, j'avais vingt ans, en 1968. Je ne connaissais absolument rien de la façon dont la profession avait été exercée auparavant. Simplement, en prenant cette première fonction, j'entrais dans un lieu qui nous avait été présenté comme un établissement d'un genre nouveau pour des filles. Un tel établissement s'appelait un IPES, un Internat public d'éducation surveillée. Un changement venait de s'effectuer puisque cette maison venait d'être achetée par le ministère de la Justice qui cherchait des institutions pour filles parce qu'il manquait de places pour les filles. Le ministère avait fait l'achat des locaux du Bon Pasteur de Bourges à la Congrégation Notre-Dame-de Charité du Bon Pasteur d'Angers, que pour raccourcir j'appellerai « Bon Pasteur ».

En arrivant au Bon Pasteur de Bourges, je n'avais absolument aucune idée de ce qui s'y était passé auparavant, alors que peu après, j'ai compris que les religieuses venaient de quitter la place. Elles avaient déserté l'établissement dans lequel elles s'occupaient de filles depuis plus d'un siècle, durant l'été 1968, juste avant que la nouvelle équipe laïque entre dans les murs. Cette nouvelle équipe était dirigée par Mademoiselle Renée PREVAUD, célibataire à l'époque, qui venait du secteur associatif. Elle avait été directrice de l'ANEF, l'Association nationale d'entraide féminine, à Paris, pendant neuf ans. Je pense que vous connaissez cette association puisqu'elle fait partie du secteur de la prévention spécialisée et de l'éducation spécialisée. Elle avait été sollicitée par le ministère de la Justice pour venir ouvrir cet établissement de filles à Bourges. À partir du moment où l'équipe laïque rentre dans ces locaux conventuels, les lieux sont investis tout à fait différemment. Cependant, tout cela nous était inconnu. Nous n'avions à cette époque aucune formation à l'histoire dans les écoles d'éducateurs filles et garçons dont je vous ai parlé. Non seulement il n'y avait pas de mixité dans notre formation, mais en plus aucun cours spécifique sur l'histoire de la prise en charge des filles ne nous était dispensé, à nous les élèves éducatrices. Je ne sais pas ce qu'il en était dans les écoles du secteur privé, mais en l'occurrence, dans les écoles d'État, il n'y avait pas de cours d'histoire.

C'est en travaillant dans cet établissement que peu à peu le poids de l'histoire est apparu. Je suis restée assez longtemps dans cette institution, en tant qu'éducatrice. Une association sur l'histoire de l'Education surveillée s'est créée à Vaucresson, au moment où l'Education surveillée a changé de nom pour devenir la Protection judiciaire de la jeunesse, en 1991. J'ai alors eu l'idée de présenter un travail sur l'histoire de cette maison de Bourges qui avait eu un destin assez particulier. En effet, sur la trentaine de Bon Pasteur en France existant lors de l'ouverture de cet IPES pour filles, le Bon Pasteur de Bourges est le seul à être devenu une maison d'État, achetée par le ministère de la Justice. Peu après la création de l'association dans le cadre de la nouvelle PJJ, j'ai organisé des journées d'études à Bourges, en 1993. Soit 25 ans après 1968, pour permettre une réflexion collective sur le passage qui a eu lieu en 1968, le passage du religieux au laïc, des bonnes sœurs aux éducatrices laïques. Les deux directrices qui s'étaient passées la main en 1968 sont venues à ces journées. Il y a eu un travail de réflexion très intéressant parce que la plupart des personnes présentes à ces journées d'études étaient des femmes du coin qui avaient connu les deux systèmes. Il y avait les maîtresses d'ateliers qui s'étaient occupées des filles au moment où le Bon Pasteur gérait la maison et qui leur apprenaient principalement les métiers de la confection, de la couture et du blanchissage. Les filles étaient destinées à s'occuper du linge.

À l'occasion de ces journées, j'ai fait connaissance avec Françoise TETARD qui est venue en tant qu'historienne du Centre de recherche de Vaucresson. C'est de ces journées qu'a germé l'idée de faire un livre. Les témoins qui y avaient participé étaient pour une bonne part des gens du Cher, des Berrichons puisque Bourges se situe dans le Berry. Ils ont décidé de faire un comité d'écriture car ils n'avaient pas fini de témoigner de la façon dont ils avaient vécu les choses. Françoise TETARD et moi sommes devenues animatrices de ce collectif d'écriture qui a duré environ deux ans et qui s'est effiloché ensuite. Nous ne sommes restées que toutes les deux, avec l'idée qu'il fallait poursuivre les recherches. En tant qu'historienne, Françoise m'a dit qu'on ne pouvait pas seulement s'en tenir aux témoignages, qu'il fallait aussi faire un travail de recherche d'archives. C'est donc avec elle que j'ai été orientée vers la recherche d'archives, tout un pan nouveau et passionnant pour moi qui avais tout à apprendre. Dans les archives municipales et les archives départementales on rencontre cette maison berruyère du Bon Pasteur. Nous avons pu accéder aussi à un tout petit bout des archives du Bon Pasteur qui se situent toujours à la maison mère de la congrégation, à Angers. Désormais, le Bon Pasteur existe dans cette seule ville d'Angers, mais il n'a plus tout à fait la même vocation qu'auparavant. J'ai donc été entraînée vers les archives, ce qui a apporté un surcroît de temps et d'investissement dans notre travail, mais fort enrichissant.

Françoise et moi, nous avons écrit tous les témoignages qui sont placés dans la dernière partie du livre. Une quinzaine de personnes ont apporté leur vision sur la façon dont elles avaient vécu le passage. Parmi ces témoins, il y a trois anciennes élèves. L'une fut pensionnaire du Bon Pasteur avant et pendant les années de la guerre de 1939- 1945. C'est un témoignage très impressionnant parce qu'il montre bien la façon dont la maison fonctionnait à cette époque. Madame R., qui a souhaité garder l'anonymat, avait été envoyée dans cette maison pour apporter des fruits à l'une de ses sœurs qui était entrée comme Madeleine, c'est-à-dire comme sœur contemplative. C'était en fait un piège de ses parents qui considéraient qu'elle était trop émancipée, qu'elle voulait trop sortir et qui l'avaient envoyée là parce qu'ils avaient décidé qu'il fallait qu'elle soit gardée par les religieuses. Il faut dire qu'à cette époque

et jusqu'à une période pas très lointaine, cette façon de voir les choses était bien partagée par tout le monde. Les filles ne devaient pas avoir de manifestations trop intempestives d'autonomie, d'indépendance, encore moins de vie sexuelle. Celles qui manifestaient, avant ou pendant l'adolescence, trop de désirs de cet ordre devaient être mises à l'abri et il fallait mettre aussi à l'abri la société de ces manifestations.

Le Bon Pasteur était une maison de redressement. Quand elles y entraient, les filles étaient exclues du reste du monde. La maison vivait dans la clôture. Les religieuses étaient cloîtrées. Certaines filles étaient envoyées par les parents, ce qui paraît incroyable aujourd'hui, mais beaucoup de filles y étaient également placées par les juges et les autorités. Les juges des enfants n'ont existé qu'à partir de 1945, mais à cette époque, au moment où l'Education surveillée a été créée, perdurait toujours cette idée que seules les religieuses pouvaient s'occuper des filles. On appelait les filles « les filles perdues », « les brebis galeuses », « les brebis égarées ». Il fallait les remettre dans le droit chemin. À cette époque, le titre donné aux quelques maisons d'Etat existantes fut un temps « écoles de préservation ». Par ailleurs les Bon Pasteur, beaucoup plus nombreux, ouvraient des classes de « préservées », à côté de celles des pénitentes et des repenties. Le titre d'école de préservation veut bien dire ce qu'il veut dire. Il fallait préserver les filles des risques d'une sexualité trop libre, qui pouvait surtout leur faire perdre leur virginité. C'était une crainte bien partagée par l'ensemble de la société, y compris par la société civile et les milieux non religieux.

En 1968, quand la maison a été achetée par le ministère de la Justice, on a fait appel à cette directrice qui venait de l'ANEF et qui avait des idées révolutionnaires. Elle est venue aux journées d'études de 1993, en même temps que la religieuse qui avait été supérieure juste avant elle à Bourges. On s'est aperçu, à l'occasion de ces journées, qu'elles s'étaient fait confiance toutes les deux. La religieuse avait été appelée par la congrégation après que le juge des enfants de Bourges ait manifesté son mécontentement sur la façon dont les filles étaient prises en charge dans la maison. Il y avait eu un rapport d'inspection très défavorable en 1963. Cette supérieure était alors arrivée, envoyée par la maison mère d'Angers, avec des idées de modernisation de la maison. Elle avait créé un centre d'observation. Ayant elle-même fait des études, de philosophie notamment, elle a commencé à envoyer ses religieuses éducatrices en formation. C'était aussi le début des écoles d'éducateurs. Quand elle est arrivée en 1964, elle ne savait pas que la maison allait être vendue au ministère de la Justice, mais dans les trois ans qui ont suivi, il a fallu qu'elle se fasse à cette idée. La directrice laïque et la directrice religieuse ont fait une passation de pouvoir plutôt en douceur pour que l'éducation spécialisée pour les filles se continue. L'accord de la nouvelle directrice laïque pour continuer à s'occuper des filles s'explique parce qu'à l'époque les femmes s'occupaient des filles et les hommes s'occupaient des garçons. Les deux étaient vraiment séparés. C'est d'ailleurs pour cela qu'à l'école d'éducatrices, on nous donnait une formation spécifique pour femmes devant s'occuper de filles, avec travaux manuels, cuisine, cours ménagers, etc. Mais Renée PREVAUD, déjà dans ses fonctions à Paris, avait une autre conception de la rééducation.

Les jeunes femmes qui arrivaient à l'ANEF sortaient pour beaucoup d'institutions fermées, et notamment de Bon Pasteur, et avaient très peu de possibilités d'autonomie. Elles en sortaient très démunies. Cette directrice laïque, qui est devenue Madame PRETOT cinq ans après son arrivée à Bourges lorsqu'elle s'est mariée avec l'inspecteur de l'Education surveillée Lucien PRETOT, avait des idées très novatrices à l'époque. Elle pensait que les grosses institutions

étaient nocives et qu'elles ne permettaient pas à l'éducation des filles de se développer au mieux. Elle nous a dit qu'elle avait accepté le défi de prendre cette direction d'une grosse institution à Bourges parce qu'on était en 1968. Sinon, elle ne l'aurait vraisemblablement pas fait. À l'administration centrale de l'Education surveillée, on lui a plus ou moins laissé carte blanche sur la façon de procéder.

Elle est arrivée avec l'idée qu'il fallait, avant la gestion de la collectivité, donner priorité à l'individualisation de la prise en charge, en tenant compte des blessures narcissiques que les filles avaient en général connues dans leur enfance. Elle avait aussi relevé le défi d'ouvrir cette institution à Bourges parce qu'elle lui permettait de travailler en créant une ouverture sur la ville pour les filles placées. Il faut dire que les Bon Pasteur étaient toujours implantés en ville, contrairement aux institutions pour garçons qui étaient le plus souvent implantées à la campagne, l'idée étant que les garçons devaient s'occuper de la terre.

Pour les filles, l'implantation en ville qui pourrait sembler un peu étrange s'explique par le fait que pour les religieuses, les risques de corruption des filles venaient de la ville. C'est ce que nous avons découvert dans les archives du Bon Pasteur dont nous n'avons été autorisées à voir qu'une petite partie concernant Bourges. Françoise et moi avons pu consulter ces archives à la maison mère d'Angers grâce à la religieuse qui était venue aux journées d'études, mais la vision en a été très parcimonieuse parce que les Bon Pasteur n'ont pas très envie que l'on aille fouiller dans leurs archives. De plus, quatre brochures ont été faites par des sœurs sur l'histoire de leur congrégation. Nous avons eu accès à ces brochures dans laquelle une phrase sur Bourges, qui fut de longue date une ville militaire, a attiré notre attention : « on fonde un arsenal dans notre ville, ce qui contribuera que trop peut-être à une plus grande corruption. En vraies religieuses du Bon Pasteur, n'est-il pas juste de préparer d'avance un asile de salut aux malheureuses victimes de la séduction ? ». Cette citation émane d'une des Lettres de Communautés, de décembre 1863, année où le Bon Pasteur existait à Bourges depuis une quinzaine d'années et était déjà bien rempli (106 pénitentes, 39 préservées, 30 détenues et 7 libérées sont répertoriées cette année 1863). Ce Bon Pasteur avait donc été créé au milieu du XIX^{ème} siècle, ce qui fut le cas du plus grand nombre, une quarantaine en France du vivant et après la mort en 1868 de la fondatrice, Mère Euphrasie Pelletier. C'était en général des ecclésiastiques du diocèse qui sollicitaient la congrégation du Bon Pasteur pour qu'une maison soit fondée dans une ville afin que d'ouvrir un lieu repéré pour les filles en perdition.

Renée PRETOT a donc favorisé l'ouverture de cette institution sur la ville de Bourges. Elle a aussi instauré la mixité dans le personnel, avec un ou deux éducateurs au début, pour une vingtaine d'éducatrices, presque toutes en formation. Cela a été une révolution dans la ville. En effet, les portes de cette maison, clôturée jusque-là, se sont ouvertes. Une équipe de jeunes éducatrices est arrivée à la place des religieuses qui n'étaient généralement pas visibles en ville, à part les sœurs tourières qui faisaient les courses et occupaient le sas d'entrée, dit le tour, entre intérieur et extérieur. La différence la plus importante tient au fait qu'un travail avec les familles a commencé, option qui n'était absolument pas envisagée par les religieuses qui avaient l'objectif certes d'aider les jeunes filles dont elles avaient la charge, mais tout en maintenant la rupture avec leur famille. Les sœurs estimaient que ces familles ne pouvaient que tirer les filles vers le bas et qu'il fallait leur apprendre à vivre sans. C'est à mon sens la différence essentielle entre leur pédagogie et celle qui a suivi.

Je vous ai parlé de la clôture, de la sexualité des filles qui fait peur. Les filles ont toujours fait peur, y compris aux professionnels du jeune métier d'éducateur en 1945. Les juges des enfants eux-mêmes ont continué à confier les filles à des religieuses, en estimant qu'il n'y avait rien de mieux pour elles. Il a fallu attendre les années 60 pour que la donne change un peu. Dans les années 1960-70, pratiquement tous les Bon Pasteur ont fermé les uns après les autres, ainsi que les refuges. Notre livre raconte la naissance des Bon Pasteur, une congrégation née d'une autre congrégation qui s'appelait Notre-Dame de Charité du Refuge et qui avait la même mission de s'occuper des filles perdues, des filles en risque de déchéance, de déconstruction de leur vie et de prostitution. La lutte contre la prostitution était aussi la mission de ces maisons de Refuge et de Bon Pasteur. Cependant en creusant un peu dans les archives et en entendant les témoignages de femmes étant passées dans ces maisons, nous nous sommes aperçu que les filles accueillies n'étaient pas toutes des prostituées, loin de là. Elles avaient pu être victimes, dans leur famille ou dans la société, d'agressions sexuelles, voire d'inceste et étaient dès lors flétries. N'étant plus considérées comme « préservées », il fallait les mettre à l'écart.

Des films parlent de ce sujet, mais je crois que notre livre est le premier à évoquer cette question. En tant qu'historienne, Françoise TETARD était très intéressée à cette idée de faire un livre sur le sujet parce qu'elle savait combien, concernant l'histoire de l'éducation spécialisée, la porte était barrée sur la possibilité de travailler avec les Bon Pasteur. La mutation vécue à Bourges qui est une histoire atypique puisque c'est le seul établissement qui a été acheté et qui est devenu maison d'État, offrait la possibilité de parler des Bon Pasteur. Nous avons été aidées pour le faire par cette religieuse, la supérieure d'avant 1968, qui est toujours en vie. A 97 ans, elle finit ses jours à la maison de retraite d'Angers (elle est maintenant décédée, en janvier 2011). Quant à la directrice laïque à laquelle elle a passé le relais à Bourges, elle est décédée en 2003.

Je suis prête à répondre à des questions. Il y en a certainement beaucoup parce que je n'ai pas tout dit bien sûr. Je pourrai parler plus longuement du livre.

Patrick DUBECHOT

Merci Claire Dumas. Outre la dimension historique à propos de l'œuvre des Bons Pasteurs, votre ouvrage montre bien le rapport qui existe en ce qui concerne les filles, entre leur enfermement et les représentations sur le corps des filles, voire le traitement du corps des filles. Dans la prise en charge des filles et leur enfermement, vous montrez qu'il y a une suspicion permanente autour de leur désir d'autonomie que l'on va traduire par un problème d'ordre sexuel, une sexualité précoce, malsaine. Cette orientation de la prise en charge des filles dites délinquantes constitue un élément important que l'on retrouve toujours, dans l'histoire du travail social : cette orientation est récurrente, elle traverse les siècles. Bien différents sont les registres auxquels s'attache la prise en charge des garçons.

Je voudrais soulever un deuxième point suscité par l'intervention de Claire Dumas : les lieux d'enfermement sont différents et non raisons. Dans les maisons de correction et dans les maisons de redressement, qui accueillent des garçons, la perspective rééducative tient davantage dans le redressement physique et moral. Celui-ci passe par le travail, parce que les garçons sont destinés à aller travailler. En 1832, le Comte D'ARGOUT, ministre des Travaux publics et du Commerce affirme dans une circulaire adressée aux préfets : « une prison ne

sera jamais une maison d'éducation » et propose de placer les enfants chez des cultivateurs ou des artisans sous la surveillance des sociétés de patronage. Charles Lucas, inspecteur des services administratifs, impose la solution agricole. DEMETZ⁷ crée la Colonie agricole de Mettray, modèle de maison de correction, pour « arracher les enfants à la prison » en 1839.

Tout autre est la perspective pour les filles. De 1830 à 1840, nombre d'asiles et de refuges confessionnels comme Les Bons Pasteurs sont créés. Or, les filles sont cloîtrées, comme les religieuses, et elles vivent une condition quasi monacale. Certaines sont d'ailleurs devenues des religieuses. Les établissements peuvent être en ville puisqu'elles ne sortent jamais. L'ambition, outre de les garder au sein de l'œuvre et d'en faire des religieuses, il s'agit surtout d'en faire des épouses et de bonnes ménagères.

Claire DUMAS

Les manifestations des filles gênent énormément. Il fallait les mettre derrière les murs pour qu'elles ne soient pas visibles. Les films dont je parlais sont notamment *Magdalene Sisters* et *Les Diablesses*. *Magdalene Sisters* parle d'un établissement qui se situe en Irlande, mais qui fait aussi partie de la congrégation du Bon Pasteur. Les sœurs de cette congrégation n'exerçaient pas leur mission qu'en France ; elles ont essaimé dans le monde entier. Le film *Les Diablesses* présente un établissement du Bon Pasteur, à Lille, dans les années 1950. Il y est décrit la façon dont une fille à son arrivée était soumise à une inspection gynécologique plutôt sauvage par l'une des sœurs dont le rôle était de constater si la fille était vierge ou pas. Selon qu'elle l'est ou pas, elle sera mise dans un secteur différent. Il y a donc les préservées, les pénitentes et les repenties. Il y a aussi les filles qui deviennent des Madeleine. Les Madeleine sont les contemplatives qui arrivent de l'extérieur volontairement. Du moins, il est dit dans les historiques du Bon Pasteur qu'elles viennent volontairement. On peut se poser la question ; mais à l'époque, il est vrai aussi qu'il pouvait être important d'entrer en religion. Au XIX^{ème} siècle, cela fut parfois pour certaines femmes le seul moyen d'accéder à un travail. Il y avait aussi des jeunes filles qui, comme madame R qui témoigne dans notre livre, avaient des qualités telles que les sœurs ont voulu les mettre à leurs services. Madame R est devenue auxiliaire des religieuses et elle a été maîtresse d'un groupe de filles. Elle a eu énormément de mal à quitter l'établissement, ce qu'elle n'a pu faire que bien après ses 21 ans. À l'époque, la majorité était à 21 ans. Les filles entraient dans l'établissement « jusqu'à la 21 », selon la formule consacrée. Quelques-unes ne savaient même pas qu'à cet âge, elles avaient le droit de partir parce que les sœurs ne le leur disaient pas forcément.

L'idéal des sœurs était de les amener à la religion ou d'en faire de bonnes ménagères, au service de particuliers en ville. Au moment où l'Education surveillée est arrivée, c'était le sort le plus courant des filles, mais avec l'apprentissage de la confection qu'elles avaient reçu, elles étaient également orientées vers les usines de la ville. Dans les années 1960, l'objectif était donc aussi d'en faire des travailleuses en usine. L'objectif était enfin, si elles ne semblaient pas aptes à entrer en religion, qu'elles se marient, qu'elles aient des enfants, une famille saine. Tel était l'objectif des sœurs, avec cette conviction que leur famille d'origine ne leur permettrait absolument pas de réaliser cet idéal.

⁷ F.-A. Demetz (1796-1873), fondateur de la colonie agricole de Mettray (près de Tours)

Fabienne QUIRIAU

À travers les propos que vous avez tenus, on voit l'impact de la religion, notamment pour les filles. On peut supposer que pour les garçons, ce n'était pas tout à fait le cas. Au regard de ce que l'on attendait des filles et d'une représentation morale, on peut y voir un impact très fort. Il y a quelque chose de très moral, mais quarante ou cinquante ans après, on passe d'une morale très imprimée par la religion à une morale laïque. Je pense qu'aujourd'hui, il est toujours aussi intolérable que les filles aient des attitudes qui transgressent la loi. Tel est mon ressenti. Certes, la représentation apparente a évolué, mais l'évolution n'est pas toujours profonde, notamment pour nos politiques, pour ceux qui nous gouvernent et qui décident. Comme je le disais tout à l'heure, par rapport à la proportion que représentent les filles, l'impact sur le discours et les intentions politiques sont disproportionnés. Cette disproportion peut s'expliquer pour justifier une politique de plus en plus coercitive, mais je crois que se joue là aussi ce côté intolérable. Les femmes ne peuvent pas, dans la représentation que l'on en a, transgresser la loi et devenir violentes. C'est inconcevable.

Séverine ROLET, éducatrice à l'association Soleil dans le 12^e arrondissement de Paris

Je voudrais surtout revenir au moment où le Bon Pasteur était sous l'égide de l'Education surveillée. Quel type de jeunes filles était orienté vers le Bon Pasteur, sous l'égide de l'Education surveillée ? Avaient-elles les mêmes problématiques ?

Claire DUMAS

Le Bon Pasteur n'a jamais été sous l'égide de l'Education surveillée, il l'a précédée.

À Bourges, non seulement elles avaient les mêmes problématiques, mais une cinquantaine d'entre elles a vécu le passage. Du temps du Bon Pasteur, il y a eu jusqu'à 200 filles de tous âges. Quand les religieuses ont su qu'il fallait passer la main, elles ont cherché des solutions pour la plupart des filles, mais pour 54 d'entre elles, elles n'en avaient pas trouvé. Quand la nouvelle équipe dont je faisais partie est arrivée, ces 54 filles étaient là. Elles avaient vécu avec les religieuses et il fallait qu'elles se fassent maintenant à une prise en charge complètement différente. C'était donc les mêmes filles.

La façon dont la jeune fille piégée par sa famille est arrivée n'a plus existé ensuite du temps de l'Education surveillée. N'étaient accueillies ensuite que des jeunes filles placées par les juges des enfants de la région. La nouvelle directrice laïque, Renée Prévaud à son arrivée, était très intéressée par le fait que la régionalisation avait déjà été réalisée par la dernière religieuse supérieure arrivée en 1964. La possibilité était donc donnée d'avoir des filles de la région Centre, d'Orléans, de Blois, de Nevers, de Châteauroux. Cela était assez atypique à cette époque parce qu'en 1968, à l'Education surveillée, l'administration centrale parisienne dispatchait encore les filles et les garçons à travers la France en fonction des places dans les établissements. Le Bon Pasteur avait déjà pris l'option de la régionalisation, ce qui a représenté un atout considérable pour la directrice laïque.

Les jeunes filles accueillies étaient donc les mêmes. Ce pouvait être des filles ayant eu des problèmes avec leur identité de femme. Pour beaucoup, comme je vous l'ai dit tout à l'heure,

elles n'étaient pas délinquantes. C'étaient des filles qui soit risquaient de se prostituer, soit étaient victimes d'inceste, soit encore elles venaient de milieux pauvres, avaient des parents absents ou considérés comme négligents, défaillants ; ou même elles pouvaient simplement être issues de familles dissociées. D'une certaine façon, elles étaient doublement victimes. Il y avait très peu de délinquantes. Je n'en ai connu qu'une qui était là parce qu'elle avait tué son beau-père. C'était une criminelle. Elle était la seule à avoir été jugée pour un tel crime. Elle avait tué son beau-père à un moment où il frappait sa mère. Le jour de la reconstitution, elle avait été incapable de refaire le geste qu'elle avait fait le jour du drame : soulever un énorme billot avec lequel elle l'avait assommé. C'est sans doute pour cela qu'elle ne fut pas mise en prison, mais à l'IPES. Une autre que j'ai connue et qui venait de Paris, avait une soeur jumelle qui était morte lors de jeux dans la rue. Celle qui était en vie et qui est arrivée à l'IPES de Bourges avait tué sa soeur par mégarde. À côté de ces filles là au parcours dramatique, beaucoup d'autres avaient été victimes d'abus sexuels chez elles.

A la différence du Bon Pasteur, l'IPES n'a jamais eu le statut d'un quartier de prison pour mineures.

Séverine ROLET

Le nombre de jeunes filles accueillies était d'environ 200.

Claire DUMAS

Non, pas du temps de l'Education surveillée. Beaucoup des 54 filles dont je parle et qui ont vécu le passage sont ensuite parties chez elles parce que l'objectif de la nouvelle équipe n'était pas de les garder aussi longtemps qu'auparavant. Je pense que le nombre de 50 a ensuite été un maximum.

Odile MAILLARD, Protection judiciaire pour la jeunesse

Je voulais soulever une autre partie du livre qui est aussi très intéressante et qui porte sur les réponses institutionnelles. Tout un pan du livre qui m'a beaucoup intéressée montre, dans cette période après 1968, quelles étaient les réponses institutionnelles apportées à ces problématiques de filles délinquantes ou en danger. On voit combien il était difficile pour l'État à l'époque d'arriver à monter des projets dans des institutions, qu'elles soient étatiques ou associatives, pour répondre à la question des filles. Je ne m'étendrai pas sur ce qui se passe, mais il semble que ce soit toujours aussi difficile.

Claire DUMAS

Renée PRETOT avait participé à des réunions collectives avec des directrices d'établissements de filles. Ces directrices estimaient qu'il fallait faire du spécifique pour les filles, mais Renée PRETOT contestait l'idée qu'il faille mettre les filles les plus difficiles à l'écart. Elle estimait pour sa part que la grosse institution était nocive pour les filles, que c'était cette collectivité contraignante qui les rendait difficiles. Son idée, bien partagée aussi par d'autres puisque les gros internats ont assez vite disparu, était d'individualiser la prise en charge. Elle a aussi la particularité d'avoir conçu un système dont elle a fait un article

paru dans les Annales de Vaucresson en 1973 intitulé « Le complexe éducatif ». Selon elle, il fallait permettre aux filles placées dans une institution d'évoluer d'équipe en équipe. Il y avait une petite équipe d'accueil où à son arrivée, la fille était prise en charge pendant huit jours avec toujours la même éducatrice, pour faire le lien entre l'intérieur et l'extérieur. Ensuite, le complexe éducatif conçu par Renée PRETOT devait permettre à la fille d'aller d'une section à une autre en fonction de son évolution. La directrice avait aussi tout à fait à cœur d'aider chaque fille sur le plan psychologique, de faire tout un travail de restauration de son image, option déjà prise à l'ANEF où le travail avec les psychologues était un axe prioritaire du suivi des jeunes femmes. Elle a également entraîné toute l'institution dans la pratique du travail avec les familles, dans une approche systémique. Il s'agissait de dire aux filles qu'elles arrivaient de quelque part, qu'elles repartiraient, que leur place dans la maison n'était pas définitive et qu'elles n'y construiraient pas leur vie. Voilà ce qui était assez fondamentalement différent.

Jacques LAHAYE, président de l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance de l'Allier

Il se trouve que nous avons une maison d'enfants qui est la succession d'un ancien établissement du Bon Pasteur. Ce travail de mémoire nous paraît important. En tant que bénévole, le seul contact et le seul lien que l'on ait tient en la visite de temps en temps d'anciennes pensionnaires qui viennent souvent revoir les lieux qui vont d'ailleurs disparaître puisque nous avons un projet de réhabilitation et de renouvellement du bâtiment. Nous avons encore les anciennes cellules. Il y avait des grands escaliers en bois à chaque étage et il y avait, à chaque étage, une cellule, une sorte de mitard. Plusieurs femmes sont venues pleurer devant ces cellules et nous ont dit tout ce qu'elles avaient vécu. Je pense que c'est assez dur, mais je trouve que votre présentation est assez optimiste. Le changement apparaît assez radical et est finalement fixé sur peu de temps. Je suis devenu président de la Sauvegarde en 1990 et nous avons eu à changer le règlement intérieur. Le directeur diocésain était toujours membre de droit et non l'inspecteur d'Académie, ce qui a été changé. Cette influence a duré pendant des années.

Claude THIBAUT, ancien secrétaire de l'UNASEA

J'étais secrétaire général de l'UNASEA jusqu'à l'année dernière et responsable de l'organisation de ces journées jusqu'à cette année. Je me permets de prendre la parole pour témoigner. Je partage les propos de Claire Dumas puisqu'en février 1971, j'ai pris la direction du Bon Pasteur de Poitiers. Je voudrais tout de même préciser un certain nombre de choses en complément, si Claire me le permet.

La société était rurale. Nous étions au début des grands ensembles. L'établissement, qui est devenu l'Institut Jacques-Trivas, est allé jusqu'à 120 jeunes filles. Je rappelle que la majorité était à 21 ans. Nous étions dans le créneau 16-21 ans. La plupart des jeunes filles arrivaient de zones rurales. Très peu de filles étaient de milieux urbains. Les filles d'une vingtaine d'années étaient plutôt de la limite Bayonne-Biarritz et étaient déjà impliquées dans les trafics de drogues avec l'Espagne.

À cette époque, il faut savoir aussi que c'étaient des dortoirs. Comme vous l'avez rappelé tout à l'heure, il y avait encore un centre d'observation de 20 à 25 places, un centre de rééducation et des foyers de transition, des foyers de semi-liberté travail, des foyers de semi-liberté étudiants et des appartements en ville. Je partage tout à fait l'histoire du trousseau. À Poitiers, il y avait une entreprise qui s'appelait Bouscaillou où les filles faisaient de la couture, mais surtout un trousseau. Il fallait faire son trousseau. Il faut bien réaliser le contexte. Ces jeunes filles n'avaient pas la liberté de s'habiller. Il y avait le trousseau de la Ddass. Avec un bon, elles s'habillaient d'un trousseau donné par la Ddass. Je vous laisse imaginer les vêtements.

Nous avons eu de gros problèmes. Quand j'ai pris la direction en 1971, je crois qu'une vingtaine de Bons Pasteurs étaient passés à la laïcité. Il y avait moins de personnel. Il fallait concilier structure architecturale, nouveau personnel non formé, absence d'archives, absence d'idée sur la prise en charge de ces jeunes filles. Je terminerai simplement en disant que nous avons cherché. À cette époque, la psychanalyse battait son plein et elle était la seule à compter au niveau de la démarche éducative. Pour notre part, nous nous sommes penchés sur la méthode d'Adler, un disciple de Freud qui avait dit qu'il y avait aussi, dans tout individu, un complexe d'infériorité. Si on ne s'aime pas, on ne peut pas aimer les autres. Dans la relation avec les filles, cela nous a semblé peser très lourdement. Nous avons mis en place une démarche adlérienne. Nous avons notamment embauché une esthéticienne à temps plein qui a retravaillé l'aspect physique, etc. Nous en étions au début, mais retenez bien que le contexte était différent qu'à l'heure actuelle. Je confirme que la plupart des jeunes filles qui arrivaient restaient jusqu'à 21 ans. Je suis resté directeur de l'Institut Jacques Trivas de 1971 à 1975, au moment où la majorité a été descendue à 18 ans. Comme nous étions surtout dans un créneau de 18 à 21 ans, en 48 heures, l'établissement a dû se vider de 50 % de ses effectifs. Il faut bien resituer le contexte des Bons Pasteurs. Je voulais apporter ces précisions.

Patrick DUBECHOT

La première intervention nous a éclairés sur les conditions de prise en charge des filles dites délinquantes à travers l'exemple de l'œuvre des Bons Pasteurs. Cette mise en perspective historique constitue une démarche à laquelle nous tenons Françoise TETARD et moi-même. Nous avons eu l'occasion de conjuguer nos champs disciplinaires pour montrer en quoi l'histoire peut apporter des éclairages nécessaires à la compréhension du présent et des processus à l'œuvre aujourd'hui. Nous allons entrer maintenant dans le cœur de vos préoccupations et du sujet de ces deux journées puisque Josette MAGNE a réalisé un travail de recherche sur cette question spécifique des filles en prévention spécialisée. Plus exactement, elle a étudié la place qu'occupe le travail avec les filles aujourd'hui au sein des services et équipes. Elle va donc nous présenter ce travail, ainsi que les observations et les questions qu'il soulève.

Filles invisibles des quartiers populaires : mythe ou réalité ?

Présentation d'une étude sur la place des filles en prévention spécialisée menée auprès de deux associations de prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis

Josette MAGNE, chef de service de prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis

Je remercie tout d'abord les organisateurs de la CNAPE de m'avoir invitée à prendre la parole aujourd'hui. Initialement, je dispose d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants et d'un diplôme d'éducatrice spécialisée. J'ai longtemps travaillé en internat, avant de découvrir la prévention spécialisée. J'ai travaillé d'ailleurs dans un ancien refuge et j'ai connu, dans les années 80, au début de ma carrière, les chambres d'isolement. Il y avait même une prison sous la chapelle qui n'était pas utilisée, à Rennes, dans cet internat. Depuis 2001, je suis chef de service éducatif dans une association de prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis, à Montreuil. J'ai travaillé pendant une dizaine d'années à Paris, dans une petite association qui était composée alors d'une seule équipe.

Mon intervention d'aujourd'hui est basée, comme l'a dit Patrick, sur une recherche que j'ai réalisée dans le cadre d'études que j'ai présentées fin 2007 au CNAM. Trois années de travail supplémentaires m'ont été nécessaires pour publier ce travail qui reprend le titre du mémoire et qui s'intitule « Quelle place pour les filles en prévention spécialisée ? – Étude auprès de deux équipes de prévention en Seine-Saint-Denis ».

Avant de résumer le contenu de mon exposé, je voudrais citer une phrase de l'historienne Michelle Perrot qui disait ceci à propos des femmes : « Parce qu'elles apparaissent moins dans l'espace public, objet majeur de l'observation et du récit, on parle peu d'elles. Le manque d'informations concrètes et circonstanciées contraste avec l'abondance des discours et la prolifération des images. Faire leur histoire, c'est d'abord inévitablement se heurter au bloc de représentations qui les recouvre et qu'il faut nécessairement analyser ».

Dans mon exposé, je vais vous présenter ce qui a été ma question centrale, au cœur de la recherche et vous présenter ensuite les questions périphériques que je reprendrai d'ailleurs dans les résultats à la fin. Je situerai le contexte de cette étude et ce qui m'a conduit précisément à l'entreprendre. Pourquoi avoir choisi ce thème en effet ? J'exposerai ensuite la méthodologie que j'ai empruntée parce qu'elle est obligatoirement liée aux difficultés auxquelles je me suis heurtée au départ et parce qu'elle ne peut pas être dissociée des résultats. Enfin, je présenterai les principaux résultats, à la fois quantitatifs et qualitatifs, avant de vous proposer quelques pistes de réflexion et de conclure.

Ma question de départ était la suivante : comment comprendre les disparités existant dans les accompagnements éducatifs entre filles et garçons en prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis ? Quelle lecture proposer ? Quels enseignements en tirer ? La problématique s'est orientée autour des difficultés quantitatives constatées et des arguments que les professionnels en donnent, à savoir que les filles sont invisibles dans l'espace public et qu'il est difficile de les y rencontrer. Cette assertion me semblait tout à fait à questionner. Cette étude porte donc autant sur les représentations professionnelles véhiculées par les discours que sur les réalités rencontrées. C'est pourquoi j'ai choisi de comprendre les résultats de leur activité à travers le prisme du masculin et du féminin et ce à tous les niveaux, au niveau des textes officiels, au niveau de l'organisation du travail, de la mixité des équipes, des rapports filles/garçons, en essayant d'analyser à chaque fois la part de réel et la part de représentation.

Nous pouvons considérer en cela qu'il s'agit d'une étude de genre. J'ai fait en effet l'hypothèse qu'il y avait quelque chose à comprendre du côté des représentations que les hommes et les femmes ont de leur rôle et des difficultés des jeunes qu'ils accompagnent.

D'emblée, j'insiste sur le caractère imparfait et partiel des résultats que je vous présente. En raison de la diversité des contextes étudiés et des particularités de chaque territoire et du fonctionnement des équipes, ils ne sont pas généralisables. L'activité des éducateurs en prévention spécialisée s'accommode mal de moyennes et de statistiques. Vous vous retrouverez sans doute dans ce côté un peu réfractaire. Vous ne trouverez pas non plus dans ce propos de schéma explicatif ni de réponse toute faite. En effet, je pense que les schémas explicatifs sont les mêmes que les schémas prédictifs et on voit où ils nous conduisent dans les politiques actuelles. Mon propos n'est donc surtout pas de faire des filles une catégorie à part, mais bien l'inverse. Je rejoins en cela totalement Jacqueline COSTA-LASCOUX qui attire notre attention depuis très longtemps et celles des travailleurs sociaux en particulier, sur le risque de stigmatisation sociale et culturelle des jeunes et sur le risque d'ethnisation des problèmes sociaux. Les relations entre filles et garçons dans les quartiers sont avant tout la résultante d'une organisation sociale des quartiers et c'est sur ce point qu'il faut insister. C'est pourquoi je poserai la réflexion en termes d'étude de situation, de socialisation des genres et non en termes de catégorie de populations et de catégorie de filles.

Autour de cette question principale, j'ai formulé un certain nombre de questions annexes. Je vous en cite quelques-unes. Une première série vise la difficulté à rencontrer les filles dans l'espace public et la nature de ces difficultés. Qu'en est-il de cette invisibilité des jeunes filles mise en avant dans tous les discours ? Est-elle réelle ? Quelles sont les places respectives des filles et des garçons sur les quartiers ? Les filles sont-elles totalement absentes ou est-ce que ce sont les éducateurs qui ne les voient pas ? Pourquoi est-il difficile d'entrer en contact avec elles ? Existe-t-il des modes opératoires plus pertinents que le travail de rue pour favoriser leur rencontre ? Existe-t-il des difficultés spécifiques entre filles et garçons, selon le genre ? Quelles représentations ont les professionnels de ces difficultés ? S'il y en a, nous allons essayer de les préciser.

Une deuxième série de questions annexes concerne la composition des équipes sous l'angle de leur mixité. Qu'en est-il de cette mixité en termes de fonctionnement et d'organisation, dans les équipes ? Suffit-il qu'une équipe soit mixte pour entraîner une égalisation des rôles sexués ? N'y a-t-il pas chez certains éducateurs des résistances, voire des impossibilités à travailler avec les filles ? N'y a-t-il pas au contraire chez d'autres une volonté de partager ce travail qui est parfois freinée ? Y sont-ils invités par leurs collègues féminines ? Quelle place celles-ci leur laissent-elles prendre ? Les équipes mettent-elles en œuvre des stratégies particulières pour nouer les premiers contacts avec les filles, comme chacun apprend à le faire pour entrer en contact avec des groupes de garçons ? Comment se légitiment l'organisation et la répartition des rôles entre hommes et femmes au sein de chaque équipe ? Pour reprendre une expression du sociologue américain, Erving Goffman, comment travaille-t-on ensemble et séparé ? Toutes ces questions sont éminemment traversées par le rôle du personnel d'encadrement.

Enfin, dans la troisième série de questions annexes, je me suis intéressée aux textes de référence de la prévention spécialisée, aux textes officiels, pour comprendre comment sont présentées les missions des éducateurs de rue qui jusqu'à aujourd'hui relèvent de la

protection de l'enfance et en quels termes les textes définissent eux-mêmes ces difficultés pour les éducateurs de rue.

Pourquoi avoir choisi ce thème ? Le choix d'un objet de recherche ne doit rien au hasard. Il est le fruit d'une approche méthodologique. En ce qui me concerne, il ne s'est pas imposé d'emblée, mais il s'est construit progressivement, dans le cadre de ces études et de ce mémoire, grâce à l'approche méthodologique d'Henri Desroche qui a établi cette méthode au sein de l'université coopérative internationale qu'il a créée dans les années 70. Cette méthode inclut un entretien biographique et une autobiographie raisonnée et elle est utilisée depuis plusieurs années dans les centres d'économie sociale du Cnam. Elle est aujourd'hui reprise et adaptée par de nombreux acteurs sociaux, à la suite des collèges coopératifs et des unités du réseau des Hautes études sociales. Très synthétiquement, Henri Desroche pense que la phase orale est irremplaçable. Il met donc en face à face deux personnes en entretien, l'une qui parle, l'une qui écrit et qui retranscrit dans un tableau, en correspondance chronologique et historique, toutes les expériences qu'un sujet livre dans cet entretien, c'est-à-dire aussi bien les expériences d'études et de parcours professionnels que les expériences militantes, bénévoles, associatives, culturelles et sportives. À partir de cette trame, la personne qui a parlé va pouvoir retirer deux ou trois fils conducteurs de son parcours et les écrire dans une autobiographie raisonnée. Je pourrai en parler un peu plus à la pause si quelqu'un le souhaite. Dès lors, le choix d'un objet de recherche s'inscrit dans un continuum logique, dans une expérience. Il n'en est pas détaché et c'est ainsi qu'il prend sens.

Quant à la démarche sociologique, passer d'une place de patricien à une position d'apprentie-chercheur, en ce qui me concerne, suppose une série de ruptures, de déconstructions, de décisions afin de se distancer de la pratique. Cela suppose également un approfondissement de toutes idées énoncées et des concepts au cœur d'une étude. Pour autant, comme vous allez le voir, une posture sociologique scientifique n'est ni totalement neutre ni totalement objective. Il est intéressant au contraire de ne pas gommer la subjectivité du chercheur dans les situations d'entretien, mais de l'intégrer à l'analyse. Pour vous donner une anecdote, cette démarche méthodologique a mis en lumière une évidence, une sensibilité extrêmement précoce au rapport de genre qui relie tout mon parcours. En effet, dans les années 80, j'ai démarré mon expérience dans un ancien refuge, à Rennes et toute ma carrière professionnelle est animée de la volonté de faire en sorte que filles et garçons se parlent, échangent. Cela m'a beaucoup amenée sur ce registre, dans mes positions professionnelles et dans ma vie étudiante.

Je vous livre une anecdote. Quand j'ai cinq ou six ans et que ma mère m'apprend à lire, j'éprouve le premier sentiment de révolte. Dans le milieu où je grandis, le poids des normes, du religieux et des traditions est très fort. Je vis dans une région assez enclavée, dans le nord Aveyron précisément. Malgré les apparences d'amour qui sont les mêmes pour tous, les places des filles et des garçons sont très inégalitaires, ce qui illustre plus tard les inégalités successorales. Je prends conscience à cinq ou six ans qu'il y a quelque chose qui cloche parce que ma mère m'explique que son père est venu la retirer brutalement de ses études, alors qu'elle était une élève des plus brillantes et souhaitait devenir prof de français. Les supplications de la directrice de l'école réputée où elle se trouve ne le font pas fléchir. Il a besoin d'elle pour garder les cochons dans la grosse ferme qu'il exploite. Ma mère est pourtant la seule de ses sept frères et sœurs à aimer les études et à avoir envie de poursuivre des études. Très jeune, elle a ce projet. Cette histoire me bouleverse complètement parce que

son frère qui a un an de plus qu'elle est obligé de continuer ses études jusqu'en terminale. Il aura une moto à 16 ans et n'apprendra à travailler qu'à 28 ans. Tous les deux doivent épouser la personne de leur choix le même jour. Ma mère brave son milieu social pour épouser le domestique de la ferme, alors qu'elle est d'un milieu social plus élevé. Ils arrivent à se marier alors que quelqu'un lui était promis, ce que l'on appellerait aujourd'hui un mariage arrangé. La situation s'inverse pour son frère. Il doit se marier avec la meilleure amie de ma mère le même jour, avec une fille très fortunée. Le frère de ma mère n'a pas pu épouser la femme qu'il souhaitait. Ce mariage est cassé parce que dans cette province, la transmission de la propriété prime sur tout le reste. L'aîné est promis à l'héritage et lorsque c'est une fille, l'aînée des filles doit hériter. Les parents n'ont pas pu s'entendre. En me racontant ces histoires, ma mère ne se doute absolument pas qu'elle va faire de moi une petite anthropologue très jeune. Enfant, j'étudie en effet comment les couples se forment et quels sont les rapports de pouvoir. Dans cette génération, en milieu rural, les familles cohabitent encore et il est très intéressant d'étudier comment cela fonctionne. Dès mon plus jeune âge, je suis passionnée par ces histoires.

Je passe sur l'histoire professionnelle – nous allons en retrouver des éléments par la suite – mais c'est une lecture qui est venue sceller mon choix. Je voudrais vous en parler. En décembre 2000, le Conseil économique et social à la délégation aux Droits aux femmes et à l'Égalité des chances entre hommes et femmes souligne la nécessité de faire évoluer les mentalités en valorisant l'image des femmes. En 2003, il commande un rapport dans ce sens. Ce rapport sort en 2004 et il est écrit par Annette WIEVIORKA qui en est le rapporteur. Il évoque des choses qui vont être déterminantes dans mon choix de recherche. Il évoque « la place limitée accordée aux femmes dans le matériel d'enseignement d'histoire, notamment dans les manuels scolaires. Les figures féministes représentées y apparaissent sous des représentations dépréciées ou stéréotypées. Leur place se réduit trop souvent à la portion congrue – Jeanne d'Arc, la pucelle, les régentes et leur caractère, les suffragettes caricaturées – ou à la littérature du XVIII^{ème} siècle. Or, celle-ci a une influence directe sur l'image de la femme auprès des jeunes générations scolarisées. Seuls les événements, les guerres et les grands hommes structurent le récit ». Annette WIEVIORKA parle de déni d'historisation, d'oblitération des femmes, de silence des archives. Ces mots saillants « représentation », « invisibilité », « exclusion », « inégalité », « construction du masculin/féminin », « oblitération » sont pour moi en correspondance avec mon propre projet de recherche qui est en maturation. Ils font écho en tout cas à l'invisibilité de la place et du rôle pourtant essentiel que jouent les femmes dans le travail social, mais je ne peux pas m'engager dans cette étude, je n'en ai pas le temps. Ils font également écho à l'invisibilité des filles dans l'espace public. Voilà la motivation, le fil conducteur et ce qui fait sens pour moi.

La recherche s'est déroulée de 2005 à 2007, en deux temps. Il y a eu d'abord une phase d'exploration de données chiffrées, sur les conseils de Françoise TETARD, notamment. Elle m'avait dit qu'il n'existait aucune bibliographie et qu'il fallait absolument partir de choses factuelles, objectives et tangibles. Je suis allée aussi à Vaucresson. J'ai également mené, dans cette première phase, une série d'entretiens que j'ai appelés exploratoires, dont deux directement avec le terrain et que j'ai analysés avec les entretiens d'enquête. Le recueil de données chiffrées avait pour but d'apporter la preuve des écarts existants et de les mesurer le plus finement possible, selon les différentes tranches d'âge. Cette phase a d'abord porté sur une association assez importante de 1991 à 2001, puis sur l'ensemble des associations du département de 2001 à 2006. J'ai ensuite essayé de faire une étude comparative auprès de

l'ASE et de la PJJ pour voir si les filles étaient davantage prises en compte par ces services qui concourent aussi à la protection de l'enfance. Une dernière investigation a porté sur les centres de formation de moniteurs, éducateurs et éducateurs spécialisés. J'étais partie de l'idée que l'aisance professionnelle à entrer en contact avec les publics dans la rue, en particulier avec les filles, pouvait découler d'une qualification. Je vais y venir. Voilà pour la première partie.

La deuxième partie de la recherche concerne une enquête sociologique proprement dite qui a porté sur deux associations qui exercent dans deux villes différentes et des contextes territoriaux différents. Au total, 16 personnes ont été interviewées sur le terrain : dans la première partie, un directeur et une équipe composée de trois hommes et d'une femme et onze personnes dans l'enquête sociologique proprement dite que j'ai appelée la deuxième étape. Parmi ces onze personnes, il y avait six hommes dont deux chefs de service, un stagiaire et trois éducateurs et il y avait cinq éducatrices. Pour moi, il était important d'avoir une proportion équitable d'hommes et de femmes et d'avoir également des chefs de service parce qu'ils ont un rôle très important de formation et qu'ils sont en général très proches du terrain.

Tous les entretiens ont été menés sur le modèle sociologique de l'entretien compréhensif de Jean-Claude KAUFMANN qui a écrit « La trame conjugale » sur l'analyse de l'entretien du linge dans les couples. Ce modèle a été choisi pour être au plus près de la parole des acteurs et au plus près du terrain. Pour KAUFMANN, il ne s'agit pas de réaliser une enquête pour vérifier les hypothèses du chercheur, mais de produire de la théorie à partir de la parole même des acteurs en partant d'en bas. Il parle d'une hypothèse partant d'en bas. J'ai trouvé que ce modèle était très approprié à mon type de recherche. Bien que ce ne soit pas obligatoire, j'ai fait un petit questionnaire, avec une dizaine de questions très ouvertes. Par contre, tous les entretiens ont été enregistrés parce que pour KAUFMANN, l'enregistrement est la pièce maîtresse du dispositif. Il permet une imprégnation active, ce qui prend énormément de temps. Pour un entretien de deux heures et demie, j'ai mis environ deux jours en ce qui me concerne. Cela oblige à une écoute active de tout ce qui se dit, y compris les silences, les rires, les dérangements, les temps morts, les mimiques. Cela permet de faire ensuite une analyse longitudinale de chaque entretien, avant de les croiser et de voir quelles sont les thématiques qui se regroupent. Voilà donc la méthode qui a été empruntée.

Maintenant, j'en viens aux résultats de la phase de recueil des données statistiques. J'ai été confrontée à des choses qui ont déjà été énoncées tout à l'heure, à savoir à l'opacité des statistiques, souvent asexuées sous le vocable « jeunes », notamment dans les rapports du CTPS, à l'effacement des traces, au défaut d'archivage et à l'absence de données qualifiant les problématiques des publics. J'ai donc rencontré quatre difficultés importantes au départ.

En ce qui concerne l'étude de l'association avant 2001, ce travail était complètement inutile. Je me suis rendu compte que les données recueillies n'étaient pas exploitables parce qu'elles n'étaient absolument pas homogènes d'un quartier à l'autre et que les tranches d'âge avaient des fluctuations très marrantes. Les enfants pouvaient aller de 6-8 ans jusqu'à 9-13 ans et pour les adolescents, il n'y avait pas de limite. En ce sens, c'était intéressant, mais les données étaient totalement inexploitables dans une enquête. C'est ce qui a déterminé le choix de la variable temps et de l'étude statistique sur les années 2001-2006. C'est aussi à ce moment que le choix d'une seule association m'est apparu limité et peu représentatif.

En ce qui concerne les associations de prévention spécialisée, il s'est avéré complètement impossible d'analyser les rapports d'activité de neuf associations sur cinq années, d'autant plus qu'ils étaient entreposés près de la photocopieuse et n'avaient jamais fait l'objet d'aucun archivage, en 2006. Je me suis donc appuyée sur les synthèses qu'a bien voulu me remettre le bureau Prévention qui établit chaque année des moyennes et qui fait une grille globale des statistiques. Je ne vais pas vous abreuver de chiffres que je ne retiens pas moi-même. Le plus intéressant concerne plutôt les remarques qui accompagnent chaque synthèse annuelle et qui donnent des recommandations pour l'année suivante. Elles sont très éclairantes. Elles nous permettent de situer très précisément à partir de quelle date la question des filles devient sensible. On découvre également les transformations successives des grilles et la fabrication des grilles de lecture. Dès lors, cela laisse place à différentes interprétations. Ce n'est pas éloigné des politiques publiques et des attentes des politiques.

De quand date l'intérêt du Département de Seine-Saint-Denis pour cette question ? Très précisément, il date des années 2000. Dans ces années 2000, la société dans son entier est traversée par des faits divers et par des questions qui attirent l'attention sur ces phénomènes. En 2003, on assiste, en Seine-Saint-Denis, à une série d'initiatives et de propositions pour comprendre et vérifier ce qui se passe dans le département. Dans son rapport de synthèse de 2004-2005, le Conseil général demande aux équipes de prévention de poursuivre le travail de réflexion autour du public féminin, en lien avec d'autres services, ce qui est nouveau, notamment en lien avec la Mission des préventions des conduites à risques et l'Observatoire des violences faites aux femmes. Il confie l'animation de cette réflexion à une sociologue, Monique Leroux, qui va travailler avec quatre équipes de prévention pendant un certain temps. Dans son rapport de synthèse de 2005, le bureau Prévention de Seine-Saint-Denis demande également aux associations que le nombre de garçons et de filles accompagnés soit systématiquement renseigné dès l'année suivante, dès 2006, dans les différents tableaux thématiques, ce que tout le monde ne faisait pas de manière homogène. Nous pouvons donc considérer que jusqu'en 2006, la catégorie de sexe est loin d'être considérée comme pertinente par la totalité des associations, même si dans certaines, des éducatrices et des équipes ont engagé depuis bien longtemps un travail auprès des filles. Ce travail a d'ailleurs toujours existé. La prise en compte des publics féminins est donc récente puisqu'ils sont officiellement comptabilisés de manière identique et homogène, à partir de 2006 par les neuf associations. L'autre constat intéressant dans cette partie tient au fait que l'ensemble des documents de synthèse n'offrent aucun élément qualitatif sur les difficultés sociales croisées des garçons et des filles. Monique LEROUX l'avait déjà démontré dans son rapport qui s'intitulait, en 2004, *Quand les filles ruent dans les brancards*.

On observe également des variations entre les différentes catégories d'âges : les enfants, les adolescents, les préadolescents, les jeunes majeurs, les jeunes adultes. C'est aussi très intéressant et très détaillé. D'une manière très schématique, on observe que jusqu'à 10-11 ans, les proportions d'accompagnement sont sensiblement identiques, que l'écart commence à se creuser à partir de la puberté et qu'il augmente progressivement pour être au plus haut chez les 17-18 ans. Après 22 ans, cet écart baisse de nouveau. Cette observation laisse place à un certain nombre d'interprétations qu'il n'est pas utile que je vous rappelle ici.

Concernant l'étude comparative auprès de l'ASE et de la PJJ, elle consistait à voir si les jeunes filles étaient mieux prises en compte ailleurs et autrement. Au niveau de l'ASE, il y a un système très au point de recueil des données chiffrées, mais ces données n'étaient

absolument pas exploitables au regard de la question de départ. Le nombre de filles et de garçons pris en charge dans les différents types de mesures est voisin et équitable, mais cela n'apporte rien par rapport à la question de la prévention. À la PJJ au contraire, c'est très intéressant. Je me suis rendu compte, par un contact auprès de la direction-adjointe de l'époque, que les données ne sont pas conservées au-delà de trois années. Il n'existe aucun archivage. Cette information m'a totalement surpris et je me suis dit qu'elle était très intéressante au regard des discours médiatiques sur l'augmentation des incivilités et de la délinquance des mineurs, ce qui explique sans doute que les tribunaux pour enfants soient les seuls en mesure d'apporter un discours contradictoire.

Dans cette étude comparative, le plus intéressant est certainement de constater que les filles n'atteignent pas plus de 15 % des mesures exercées par les services de la PJJ. La délinquance des adolescentes est mineure. Cependant, il ne faut pas la banaliser ni occulter l'existence d'une délinquance juvénile chez les filles. Je crois qu'à ce sujet, Stéphanie RUBI, dans son essai *Les crapuleuses*, a vraiment mis en évidence un travail très intéressant. Elle explique vraiment que les phénomènes de délinquance des filles des quartiers populaires doivent être abordés encore une fois sous l'angle de la socialisation des genres. Pour elle, étudier les différences entre les formes de délinquance adoptées par les filles et par les garçons revient à étudier comment chaque sexe est socialisé.

Au vu de ces premiers résultats quantitatifs, seule une enquête sociologique semblait en mesure d'apporter de véritables réponses à ma question initiale. Concernant l'investigation auprès des centres de formation de moniteurs et d'éducateurs, sur les treize centres de la région parisienne, je n'ai obtenu que deux réponses. C'est pourquoi j'ai été obligée de faire une étude au niveau national, en m'appuyant sur la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, la DREES. Je me suis rendu compte qu'il n'est pas possible d'établir de rapport entre d'une part le déficit de publics féminins en prévention et d'autre part l'hétérogénéité des parcours et des diplômes qui caractérise la prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis. Je parle bien de la Seine-Saint-Denis ; je ne sais pas quelle est la situation ailleurs. L'investigation, en revanche, met en valeur la large féminisation des effectifs. Sur la période étudiée, les femmes atteignent près de 80 % des effectifs. Cette étude m'a donc fait me poser la question des logiques et des critères de recrutement, toujours par rapport à la question des filles, et à la nécessité d'un encadrement de proximité formateur.

Dans cette première phase, j'ai réalisé également six entretiens exploratoires dont deux avec le terrain. Je ne vais pas parler des quatre premiers. Ils étaient très intéressants et ils ont vérifié l'importance de travailler ce sujet et de maintenir ce choix de recherche. Je vais vous dire ce qui était le plus frappant dans les deux derniers entretiens, l'un avec un directeur et l'autre avec une équipe rencontrée collectivement. Dans cette équipe, il y avait trois éducateurs et une jeune professionnelle qui venait d'arriver. Le plus frappant, c'est l'information que tous m'ont apportée en fin d'entretien et hors micro en me parlant du machisme et des stéréotypes de genre présents qu'ils venaient juste de découvrir lors d'une journée de formation qui avait été organisée en 2005 pour l'ensemble des clubs de prévention en Seine-Saint-Denis et qui s'intitulait « Masculin Féminin ». Lors de cette journée, Daniel Welzer-Lang qui est l'un des spécialistes de ces questions, était l'intervenant. Le débat avait été volontairement séparé. Les hommes éducateurs, chefs de service, directeurs étaient dans le théâtre de la commune et les femmes étaient plus proches de la cuisine. Elles étaient en groupes séparés et étanches. Il n'y a pas pu avoir de restitution parce que ces journées ont été

enregistrées à l'insu des gens et l'information n'avait pas été donnée. Par conséquent, les cassettes ont dû être détruites. Le fait d'être entre hommes ou entre femmes a certainement permis que les choses se libèrent. Cependant, les éducateurs et le directeur que j'ai rencontrés et qui en ont parlé ne se sont absolument pas reconnus dans ce machisme. Ils se sont dits au contraire sidérés, au point qu'ils n'ont pas considéré utile d'intervenir. Je leur ai demandé s'ils pouvaient me dire quel genre de propos avaient été tenus. Ils m'ont répondu qu'il s'était dit des propos vraiment machistes qu'on ne peut même pas imaginer, surtout dans la bouche de directeurs et de chefs de service. Cette question reviendra d'ailleurs dans deux entretiens avec de jeunes femmes, mais en début d'entretien cette fois et d'une manière étonnante dans la qualité des propos qui étaient restitués. Je n'ose pas vous les redire ici. La personne disait que ces propos étaient inqualifiables et qu'on ne pouvait pas imaginer que des jeunes filles aillent parler à des professionnels lorsqu'entre professionnels, on entend de tels discours. L'autre éducatrice s'est livrée trop vite et n'a pas pu continuer. Elle a dit qu'elle n'avait pas une très bonne expérience avec ses collègues masculins. Elle a évoqué la déception que tous les hommes dans l'association lui ont causée jusqu'à présent, en trois ou quatre ans.

Cette question est assez occultée en général. Pourtant, je pense que la prévention spécialisée n'est pas un îlot isolé dans la société. Elle est à l'image du reste de la société. Les stéréotypes de genre existent. Ils sont consensuels et partagés par hommes et femmes. Ils nous servent à classer le monde qui nous entoure en catégories, ce que je ne souhaite pas que l'on fasse. Il est important d'avoir conscience qu'ils empêchent surtout de penser et d'avancer collectivement. Nous pouvons faire l'hypothèse que ces stéréotypes de genre ne sont pas sans effet sur le développement du travail éducatif auprès des filles.

Je passe maintenant aux principaux résultats de l'enquête sociologique proprement dite. Je vais les regrouper grosso modo dans les mêmes thématiques que les questions annexes que j'ai introduites au départ. Elles révèlent comment réalités et représentations sont mêlées. Le langage et les mots utilisés par les éducateurs pour parler de leur réalité professionnelle sont très intéressants parce qu'ils ont vraiment une portée euristique, c'est-à-dire qu'ils indiquent le positionnement de personne à personne et la manière dont celles-ci se considèrent entre elles. Je donne deux exemples rapides. Ils disent tous qu'ils ne touchent pas les filles, que les filles ne stationnent pas. Pour parler de leurs collègues, ils parlent de filles ou pour parler de collègues masculins, de garçons. Il est très intéressant d'analyser ce langage parce que je trouve qu'il parle vraiment d'une pratique.

Concernant l'invisibilité des filles dans l'espace public, l'observation qui est au fondement de la prévention spécialisée et qui sert à repérer les difficultés des jeunes à prendre en compte, est essentielle. On ne peut pas ne pas s'interroger sur cette place du regard et des représentations qui y sont associées. Cela me paraît être le minimum. Il y a indéniablement des difficultés qui sont liées aux configurations des territoires. Cela fait partie de ce que j'appelle les réalités. Chaque territoire d'intervention est particulier, bien entendu. Toutes les personnes confirment l'impact de la sexuation de l'espace public et l'appropriation de l'espace public par les garçons. Sur le quartier, les filles sont obligées d'adopter un visage respectable. Elles trouvent alibis et stratégies pour rechercher l'anonymat et conquérir des espaces de liberté hors du quartier.

Je vais vous citer quelques extraits des entretiens. « Elles sont contraintes, dit un éducateur, à une double vie. Cela a des inconvénients, mais c'est en même temps plein d'avantages. C'est très formateur parce que cela force l'organisation, la subtilité, la prise en charge. Cependant,

à être trop empêché de faire quelque chose, on a tendance à aller trop fort et trop loin, ce qui conduit parfois à des prises de risques et à des excès ». Les adolescentes qui commencent à s'éveiller à leur féminité et à vivre leurs premières relations quittent le quartier, elles s'en éloignent. Dès lors, leurs problèmes deviennent invisibles sur le quartier où elles résident. Les éducateurs identifient très bien ce phénomène, mais ils disent qu'ils n'ont pas de prise sur lui. En gérant le contrôle social dont elles sont l'objet, les jeunes filles font preuve de ressources, mais certaines se mettent vraiment en danger. Un éducateur dit : « On n'en parle pas beaucoup, mais il y a aussi des filles en errance et le souci de nos filles à nous, sur nos quartiers à nous, c'est que lorsqu'ils sont en errance – il dit « ils » pour les filles – cela veut dire qu'on les a virés de la maison. Ils vont sortir du quartier, on va les retrouver beaucoup à Châtelet, à gare du Nord ». Les relations amicales sont également invisibles, mais cela ne veut pas dire qu'elles n'existent pas. Simplement, elles ne peuvent pas s'afficher. Sur ce plan, il faut dire que les garçons et les filles sont soumis aux mêmes contraintes, au même poids du contrôle social, à la différence que les groupes de garçons produisent leurs propres codes, ce que les filles ne produisent pas.

L'analyse croisée des entretiens permet de dire aussi qu'il est impropre de parler d'invisibilité dans l'espace public. En effet, les filles sont présentes dans l'espace public, mais elles ne l'investissent pas, elles ne stationnent pas, comme disent pratiquement tous les éducateurs. Elles sont visibles, mais mobiles à certaines heures du jour et dans des lieux autorisés. Les déplacements des filles n'attirent pas le regard car leurs trajectoires sont généralement fonctionnelles. Elles font les courses, elles vont à l'école, elles vont au gymnase, elles vont faire leurs devoirs. Cette mobilité explique aussi la difficulté à entrer en relation avec elles à partir des approches habituelles de travail de rue. Les filles sont également présentes dans les espaces publics banalisés et pluriels, c'est-à-dire les espaces mixtes (les marchés, les centres commerciaux, les centres-villes, les gares et les arrêts de bus). Elles investissent aussi d'autres types d'espaces qu'un éducateur appelle des espaces intermédiaires mi-privés mi-publics parce que plus tranquilles, moins contrôlés, moins repérables, moins accessibles et donc moins accessibles aussi aux professionnels.

Dans l'espace public, par ailleurs, les filles ne fonctionnent pas selon les mêmes schémas de groupe que les garçons. Tous s'accordent à dire que les groupes de filles sont des groupes restreints qui ne comportent pas plus de trois ou quatre personnes, ce qui donne une image qui n'attire pas le regard. Elles donnent une représentation qui n'attire pas vraiment le regard.

L'observation des éducateurs est influencée par l'histoire du métier, mais aussi par les politiques publiques et parfois, par la commande à l'origine d'une implantation d'équipe. Nous savons que ces commandes sont très axées sur la sécurité et la tranquillité publique. Ces questions sociales devenues prioritaires concernent essentiellement les garçons. Pourtant, parfois, les filles sont présentes au départ d'une implantation, mais les éducateurs disent que ce sont les garçons qui viennent d'abord vers eux. Dès lors, pour les filles, pratiquement tout va bien. La scolarité masque aussi des difficultés silencieuses. Comme dans l'ensemble de la société, la scolarité plus longue et plus assidue correspond à une norme et à l'idée qu'on va mieux si l'on est scolarisé que si on ne l'est pas. Je trouve que cela interroge beaucoup de choses.

Par ailleurs, la non-mixité professionnelle d'une équipe ou une surreprésentation masculine d'une structure entraîne souvent une fréquentation exclusive d'un genre au détriment de

l'autre. Ceci est vrai dans les deux sens. Si un SMJ ne fait que du foot, certes certaines filles aiment le foot, mais elles n'iront peut-être pas. De la même manière, des garçons n'iront peut-être pas dans un lieu artistique ou dans un lieu scolaire dédié à des filles.

L'analyse des entretiens d'enquête insiste vraiment, dans toute sa splendeur, sur les interactions entre l'identité sexuée des professionnels et celle des publics. L'absence de mandat et l'absence de cadre ne rendent ni simple ni naturelle ni spontanée la présentation de soi et de son rôle social. Ce sont des choses que l'encadrement oublie parfois. Erving GOFFMAN dit que les professionnels se trouvent exposés dans leur identité d'homme et de femme. Une jeune éducatrice le dit très bien. « Lorsque deux femmes se retrouvent face à quinze hommes, ce n'est pas évident. Les hommes les voient plus comme un objet sexuel que comme éducateur. Pourtant, je n'ai pas l'impression de me maquiller de façon provocante au boulot parce que je pense qu'il ne faut pas mélanger les deux. On travaille quand même beaucoup avec des garçons, mais on sent, même en hiver et avec un manteau, qu'ils nous regardent de la tête en pied ».

Pour un éducateur, aborder une fille dans la rue est socialement chargé de représentations. On l'oublie et je crois qu'il faut le redire. On parle beaucoup de pédophilie, mais ne parle pas du tout de ces représentations. Quelle représentation une jeune fille ou un groupe de jeunes filles peut avoir si un jeune et bel éducateur ou au contraire un éducateur plus âgé et moins beau s'adresse à elle et va vers elle pour expliquer ce qu'il fait ? Ce n'est pas évident. Plusieurs éducateurs soulignent qu'ils doivent très clairement se positionner avec les filles, bien marquer leur rôle social et leur statut professionnel parce que l'identification de l'action éducative ne doit laisser planer aucun doute. Ils le disent avec des mots très marrant et très forts. Ils ont à prouver leur moralité. Erving GOFFMAN dirait qu'ils ont à prouver leur innocuité, en particulier avec les parents des jeunes filles, pour obtenir leur confiance. Un éducateur disait ceci : « Je ne voulais pas me mettre en porte-à-faux. Le moindre doute et c'était cuit ! Il fallait que je fasse très attention à l'image que je renvoie dans le quartier pour qu'à un moment donné, je puisse m'approcher des filles ». Il choisit d'emmener les mamans à la braderie de Lille pour sympathiser avec elles avant de travailler avec les jeunes filles. Chacun a ses stratégies. Elles sont très intéressantes et créatives.

Quelles difficultés spécifiques se manifestent selon les genres ? En premier lieu, le travail éducatif avec les filles, comme le disent un directeur et une éducatrice, relève d'une volonté. Ils disent textuellement que si elles ne sont pas visibles, encore faut-il se donner les moyens d'aller les chercher là où elles se trouvent et d'avoir la volonté d'aller à leur rencontre. Tandis que les difficultés des garçons sont regroupées sous trois rubriques (le décrochage scolaire, l'insertion professionnelle et les problèmes judiciaires), les éducateurs et les éducatrices interviewées parlent tous des difficultés des filles en termes de souffrances. Ils décrivent des difficultés beaucoup plus lourdes, beaucoup plus complexes, beaucoup plus longues à travailler que celles des garçons, mais aussi des situations plus passionnantes, ce qui ne manque pas d'interroger le travail qu'ils font avec les garçons.

La plupart des difficultés relevées chez les adolescentes, à partir de la puberté, relèvent du poids du contrôle social qui pèse sur la construction de leur identité de fille et de jeune femme, bien au-delà de la seule sexualité. Ce poids social augmente au fur et à mesure qu'elles se rapprochent d'un statut de femme. Sous l'effet de ce contrôle social et des difficultés qui viennent beaucoup de la famille et sous le poids des violences qui pèsent sur elles, les filles réagissent de différentes manières. Certaines se mettent en danger, dans des

attitudes d'exposition de soi, avec des vêtements incongrus et inadaptés, dans des attitudes de prise de risque, de provocation. D'autres prennent des risques en s'éloignant du quartier. D'autres reproduisent des comportements de domination agressifs et violents qu'elles subissent. D'autres finissent par intégrer ces mêmes modèles de domination et les reproduisent à leur tour. D'autres ont des grossesses précoces, d'autres s'engagent beaucoup trop tôt dans la vie conjugale pour quitter la maison. Leurs difficultés relèvent essentiellement de la famille. Elles sont d'autant plus fortes qu'elles demeurent cachées et qu'elles ne peuvent en parler sans s'exposer à des risques de représailles et à des menaces. En cela, les résultats de l'enquête rejoignent les analyses de l'historienne Michelle Perrot qui disait que « la souffrance des filles est presque toujours associée au silence auquel elles sont assignées ». Lorsque les filles se mettent en danger, notamment en s'éloignant des quartiers et parfois sur le quartier lui-même, elles sont peu accessibles aux éducateurs. Il n'est pas simple pour elles de demander de l'aide et il leur faut une médiation.

Je vous ai parlé de la scolarisation. Je passe aux représentations. Les représentations sont très intéressantes. Ne vous affolez pas, il y a des situations dans lesquelles tout fonctionne bien et où des binômes travaillent bien. Dans ce cas, le travail est fluide, le partage des rôles et des publics se fait et les publics s'en saisissent. J'ai rencontré des gens heureux de travailler ensemble. Il y a aussi des représentations dépréciatives chez certains éducateurs et chez certaines éducatrices. Cependant, elles ne sont pas de même nature chez les hommes et chez les femmes. Chez les hommes, c'est la crainte de la sexualité qui est sous-jacente. Je cite : « Les filles représentent une énigme. Elles sont affabulatrices, menteuses, manipulatrices, capables d'aller très loin. On ne sait pas de quoi elles sont capables, on ne sait pas jusqu'où elles peuvent aller ». Chez les éducatrices, les représentations tiennent plus à leur propre histoire. Elles disent que les filles font tout le temps des histoires, papotent entre elles, ne veulent rien faire, ne sont pas dans l'action, se titillent pour rien, sont difficiles à supporter.

Les entretiens révèlent donc des attitudes de méfiance et de suspicion. Les modes de communication ne sont pas les mêmes entre hommes et femmes. Je citerai une partie assez longue d'un entretien avec un chef de service parce que cette représentation est courante. « Il y a deux mondes différents entre les garçons et les filles. Les filles ont des pensées que les garçons n'ont pas. C'est vrai qu'avec les garçons, c'est facile. Moi, j'aime bien quand le défi est énorme. Plus l'enfant est dur, plus il a des difficultés, plus j'arrive facilement à lui poser un cadre, à comprendre vite la situation. Avec les filles, ce n'est pas pareil. Avec elles, il faut poser le cadre le plus strict qui soit, parler le plus clairement possible. Aux garçons, on n'a pas besoin de dire tout cela. Avec un garçon, on peut fonctionner sur le non-dit. On n'est pas obligé de leur dire qu'on n'est pas leur pote. Ce sont eux, les garçons, qui vont nous le rappeler. Au contraire, il faut le dire aux filles. Avec elles, il faut que le cadre soit mis avant même d'établir la relation ». Je lui demande : « Pour qui est-ce nécessaire ? Pour les jeunes ou pour toi ? ». Il me répond : « Pour les deux parce que l'ambiguïté existe. Elles vont en jouer. Si on n'impose pas un cadre, s'il n'est pas inscrit, elles vont croire que c'est de la séduction ou quelque chose de malsain ». Je raccourcis un peu le propos. L'éducateur dit à la fin : « Il faut leur dire parce que si on ne le dit pas, elle va croire que c'est pour elle, que l'on a un intérêt pour elle. C'est ce qui est compliqué avec les filles ». Les problèmes avec les filles sont donc aussi présentés de l'ordre de l'intimité. J'ai eu plusieurs entretiens très drôles qui montrent comment des éducateurs interrompent un accompagnement pour passer le relais à une collègue parce qu'ils pensent que la situation va basculer et qu'ils ne vont pas la

contrôler. J'ai des entretiens très longs et très parlants en la matière. Les hommes craignent d'être manipulés et ils ont peur de comportements incontrôlables.

Le troisième grand groupe concerne des facteurs internes aux associations. La vie des institutions est parfois traversée de difficultés structurelles. Certaines associations ont un lourd héritage à porter qui mobilise beaucoup d'énergie psychique et qui a des répercussions sur les équipes. Dans une équipe, un important turn-over par exemple décuple des attentes de genre idéalisées. Il existe, dans beaucoup d'équipes, des blocages et des tensions plus ou moins liées à des stéréotypes de genre partagés. Certes, le fait qu'ils existent est ennuyeux, mais lorsqu'ils ne sont pas traités, réglés et résolus, les éducateurs finissent par adopter des conduites de répétition que Goffman appelle des routines. Ainsi, ils vont travailler, ensemble ou séparé, tout en conservant une façade d'équipe. Un éducateur va faire par exemple beaucoup de chantiers d'insertion et une éducatrice ne va faire que du soutien scolaire. Les jeunes ont alors des représentations orientées et faussées du travail. Plusieurs entretiens le révèlent très bien. La manière dont les professionnels s'accommodent de ces stéréotypes de genre, s'en défendent, s'en protègent, les répètent et les reproduisent, a des répercussions. Ces stéréotypes sont indéniablement un frein à la réflexion sur la pédagogie en général et sur la question des filles en particulier.

Je dirais également que le travail avec les filles résulte parfois d'une appropriation des publics plus ou moins volontaire, plus ou moins consciente pour différents motifs et argumentée de différentes manières. Dans les entretiens, j'ai vu trois personnes empêchées de partager le travail avec leurs collègues féminines, au prétexte que leur présence allait inhiber les jeunes filles, lors d'une journée sur les femmes, alors que les filles étaient prêtes à intégrer les personnels masculins dans un deuxième temps. Elles demandaient qu'on leur laisse le temps, disaient qu'elles allaient démarrer sans eux, mais qu'ils pourraient ensuite les rejoindre. Parfois, les éducatrices n'ont pas conscience qu'elles ne laissent pas d'ouverture à leurs collègues masculins qui sont pour la plupart pleins de bonne volonté. Cette répartition et cette catégorisation des rôles étaient intéressantes. Je pense qu'elles méritent vraiment réflexion puisqu'elles s'appuient sur l'idée que le travail avec les filles est plus naturel pour des femmes.

Je donne quelques pistes de réflexion et je conclus. Vu ce que j'ai présenté, je pense qu'il est indispensable d'élaborer de nouvelles stratégies de rencontre pour arriver à rentrer en contact avec des filles. Il faut élargir le travail de rue à d'autres lieux, aller vers les lieux qu'elles fréquentent, voire adopter leurs stratégies de contournement du quartier. Il faut trouver des moyens d'être plus largement identifié de tous, y compris des garçons. Il faut développer des actions mixtes pour faire vivre des expériences et des dialogues qui mettent les jeunes à l'épreuve de l'autre différent, pour se confronter à l'étrangeté de l'autre sexe, cet inconnu familier que tout le monde côtoie chaque jour, mais que l'on tient à distance et sur lequel toutes sortes de choses se projettent. En plus de créer des espaces d'échanges entre filles et garçons, il faut sans doute aussi ne pas avoir une vision univoque de la mixité. Il faut certainement aussi parfois des espaces de rencontres et des lieux de paroles privilégiés et réservés aux filles, le temps qui leur est nécessaire. Il ne faut pas hésiter à démarrer des actions précoces avec les filles pour obtenir la relation de confiance. Il faut également penser des solutions de logement entre le départ de la famille et l'entrée dans la vie conjugale. Cela permettrait moins de catastrophes aux jeunes femmes qui deviennent adultes. Je pense qu'il y a également une impérieuse nécessité de former les futurs professionnels, dans les centres de formation, aux représentations de genre, aux constructions du masculin et du féminin et à la mise en scène des relations sociales. Au

niveau institutionnel, il faut aussi, à mon sens, que l'action avec les filles soit inscrite dans un projet éducatif global et non pas laissée à la seule initiative des femmes, afin que les rôles soient mieux partagés. Ces éléments peuvent passer par un travail d'écriture. Je pense qu'il faut conduire une pédagogie résolument antisexiste qui permette de refuser les lignes de partage fondées sur une prétendue nature.

En conclusion, je dirais que guider vers une égalité qui respecte les différences relève bien de l'éducation, même si celle-ci n'y suffira pas. Les occasions ne manquent pas, mais elles sont souvent contournées, tant elles gênent les adultes peu formés à de tels enjeux. La question des filles est une question sociale aujourd'hui. La réalité sociale, dans sa dynamique et sa complexité, ne peut être correctement appréhendée si l'on exclut les faits structurants des rapports sociaux entre les hommes et les femmes. En effet, la question des relations entre les sexes revisite l'ensemble des problèmes du temps : le travail, la souffrance, la violence, l'amour, les représentations, le réel, les images, le social, le politique. Je dirais, comme Daniel Welzer-Lang, que nous n'avons pas intérêt à laisser les jeunes des quartiers populaires à l'écart des rapports sociaux de sexe, même s'ils sont désagréables parfois. Il y va de la vie et du bien-être des femmes jeunes et moins jeunes et des hommes eux-mêmes.

Patrick DUBECHOT

L'intervention de Josette MAGNE est particulièrement éclairante sur la place de la question du genre dans le travail social, et donc y compris en Prévention spécialisée. Il y a quinze jours, avec la DREES⁸ nous organisons une journée d'étude sur le genre dans le travail social. Le constat est que le genre constitue ce que l'on appelle un impensé. Comme l'a souligné notre intervenante, beaucoup d'écrits font mention de la catégorie « jeunes », sans distinction. La manière dont tu as travaillé et ce que tu nous rapportes dévoilent cet impensé, les dessous de cet impensé et ses enjeux. Dans un champ professionnel qui a à penser cet impensé, qui a à penser les rapports de genre, on voit que comme ailleurs, celui-ci est occulté et il est pensé à travers les propres stéréotypes de genre des professionnels. Ce que dévoile Josette MAGNE est souvent un peu masqué dans des champs professionnels qui ont à gérer ces questions de genre et de rapport de genres. Son approche est très intéressante, prenant en compte à la fois les rapports de genre entre les jeunes eux-mêmes et les rapports entre professionnels et jeunes, les rapports de genre entre professionnels.

Je laisse maintenant la parole à la salle pour des questions sur cette intervention qui est au cœur de la problématique. Je vous signale simplement que sur les 230 inscrits, il y a 170 femmes. Il y a quelques anciens de la prévention spécialisée dans la salle qui pourraient attester que si nous avions organisé ces journées il y a vingt ou trente ans, la proportion aurait été inversée. Comme Josette MAGNE l'a souligné, ce changement de configuration, de répartition sexuée, dans les équipes a peut-être un impact sur les pratiques et la place des filles aujourd'hui. C'est un des aspects que j'évoque dans mon article, mais d'autres comme Marc Bessin⁹ ont également questionné l'impact de cette évolution sur les problématiques traitées, les pratiques professionnelles.

⁸ Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques

⁹ Marc BESSIN : *Le travail social est-il féminin ?* article in « Le travail social en débat(s) », coord. Par J.ION, La Découverte, Paris, 2005.

Caroline HELFTER, ASH

J'avais vu dans votre ouvrage qu'il y a un tiers d'accompagnements de filles pour deux-tiers d'accompagnements de garçons, alors que les équipes sont très largement féminines. Quelle est l'explication ?

Josette MAGNE

En Seine-Saint-Denis, les équipes sont réellement mixtes et ne sont pas féminines. En Seine-Saint-Denis, beaucoup d'associations recrutent des personnes non diplômées qu'elles engagent dans une voie de formation qualifiante. On ne peut donc pas dire que les équipes soient féminines.

Caroline HELFTER

La proportion n'est pas non plus à 50/50 pour les accompagnements en Seine-Saint-Denis.

Josette MAGNE

Je ne comprends pas votre question.

Caroline HELFTER

Vous disiez qu'il y avait beaucoup plus d'actions menées en direction des garçons.

Josette MAGNE

Il y a des actions menées en direction des garçons, certes, mais les actions menées en direction des filles sont davantage menées par les éducatrices. S'il n'y avait pas d'éducatrices, je pense qu'il n'y aurait pas de fille dans les publics en prévention.

Jacqueline MATHIEU, présidente de l'association Jeunes et Cité à Nancy

Je voudrais simplement dire deux ou trois choses par rapport à cette proportion de femmes et d'hommes dans les instances. J'ai travaillé durant toute ma carrière professionnelle en prévention, je vous en ferai part tout à l'heure. Je suis actuellement, depuis ma retraite, présidente d'une association de prévention spécialisée. J'ai assisté à beaucoup de commissions qui travaillent sur ces sujets. Dans ces commissions, une très grande majorité de personnes s'intéressant à la prévention et étudiant la prévention était des hommes et nous étions deux ou trois personnels féminins.

Je voudrais aussi citer deux anecdotes. Nous avons travaillé dernièrement sur les groupes de jeunes en prévention. J'ai été remise à ma place parfois. Les filles ne sont pas en très grands groupes ; elles sont en groupe de deux ou trois. Quand j'ai cité des groupes de filles, on m'a répondu que ce n'était pas un groupe.

Il y a quelques années, il y a dix ou quinze ans, lorsque j'ai changé de quartier, beaucoup de femmes se sont mises à la prostitution en chambre pour payer leur loyer dans des grands ensembles. J'habite dans l'est de la France. J'avais voulu que l'on étudie le problème de la prostitution des mères de famille, notamment dans les quartiers. J'avais eu une fin de non recevoir parce que ce n'était pas très important aux dires des uns et des autres. Le problème est devenu important lorsqu'il y a eu une prostitution importante des jeunes garçons aux frontières. Une étude pouvait alors peut-être être envisagée. Le phénomène d'alcoolisme et de prostitution que j'ai découvert dans les années 68-69 n'était pas pris en considération. Voilà ce que je voulais dire.

Virginie LE MIGNON, éducatrice à l'association Médiane, à Athis-Mons en Essonne

Dans l'équipe, nous retrouvons la question des représentations de genre que vous venez de décrire. Je pense qu'elle nous fait écho et que je vais rapporter la question à l'équipe en rentrant. Non seulement, on a tendance à sexualiser l'intervention en direction des jeunes filles, mais aussi à calquer l'intervention sur celle proposée aux garçons. Dès lors, on rencontre des difficultés à poser des dynamiques collectives dans le travail à destination des jeunes filles. J'aurais souhaité savoir si dans votre étude, des questions rejoignent ces difficultés. L'action peut-elle être collective en direction des jeunes filles ou est-elle exclusivement individuelle ?

Josette MAGNE

Je partage cette question, mais elle n'est pas apparue dans l'enquête. Lorsque des filles sont en tout petit nombre, à partir de combien forment-elles un groupe ? Quel type d'actions ? Cette question n'est pas du tout apparue au moment de la recherche et dans l'enquête.

Laurie LAPORTE, éducatrice en prévention spécialisée dans les Hautes-Pyrénées

Je voulais revenir sur ce que vous avez dit sur l'évolution du travail de rue vers de nouvelles stratégies de rencontre. Il faut en effet aller dans les lieux qu'investissent les filles et qui peuvent être des espaces publics du centre-ville, mais aussi des lieux d'aide aux devoirs, etc. J'ai l'impression que cela relève aussi d'un choix. En effet, est-ce qu'investir d'autres lieux ne signifie pas parfois désinvestir l'espace public sur lequel nous avons un ancrage plus facile ? C'est le cas pour nous sur deux quartiers différents. Sur l'un, nous faisons le choix d'investir davantage ailleurs parce que nous avons un bon ancrage auprès des jeunes, des jeunes garçons principalement, que nous rencontrons habituellement sur l'espace public. Sur un autre, notre ancrage est encore à travailler et nous remettons cette question des filles à plus tard. Avez-vous retrouvé cette problématique dans les équipes auprès desquelles vous avez enquêté ?

Josette MAGNE

En Seine-Saint-Denis, les équipes ont des pratiques extrêmement diverses et variées. Depuis peu, une expérimentation a été mise en place entre la prévention spécialisée et les collèges et elle vient d'être restituée, il y a quinze jours. Elle montre qu'il faut trouver des points de rencontre, des points de contact, ce qui veut dire aller vers d'autres lieux, notamment vers d'autres lieux institutionnels et non pas seulement vers les gares et les centres-villes. Il faut par exemple aller dans les écoles. C'est quelque chose qui à mon avis, est très intéressant. En tout cas, en 2009, nous avons constaté une légère augmentation de la proportion de jeunes filles accompagnées suite à ce travail qui est mené depuis deux ans. Je ne l'ai pas vérifié, mais je pense que cette augmentation est tout à fait liée à cette expérimentation dans les collèges.

Je crois qu'il y a un point d'équilibre à trouver. Les équipes sont souvent réduites. Il est vrai qu'il ne faut pas perdre le travail de rue et qu'il faut vraiment le conserver. Sur certains quartiers, les jeunes dans leur ensemble sont moins dans l'espace public. Pour rencontrer des filles et des garçons, je pense qu'il va falloir inventer d'autres points d'approche. Le métier a su faire preuve de créativité dans le passé. Il va certainement trouver ses propres ressources. Il n'y a pas de modèle ni de généralisation à faire. Ce qui marche à un endroit n'est pas forcément modélisable ailleurs. Je crois qu'il faut se poser des questions lorsqu'on ne croise pas certains jeunes. S'il n'y a pas d'adolescents ou de jeunes de 18 ans, il faut aller voir où ils sont et comment les atteindre.

Isabelle FOUSNAQUER, ADSEA de Manosque

J'avais une question concernant le nombre de filles dans les écoles d'éducateurs. Il me semblait aussi que cela traduisait une dégradation des conditions de travail des éducateurs. Il devient un peu moins intéressant pour les hommes de s'inscrire dans cette profession qu'avant, au niveau du salaire, du statut et de l'aura. Les hommes désertent ce secteur, me semble-t-il.

Patrick DUBECHOT

Plusieurs facteurs marquent l'augmentation du nombre de femmes dans le travail social. En premier lieu, il faut préciser que nous voyons émerger un développement des emplois de niveau 4 (moniteur éducateur) et de niveau 5 (AMP, aide-soignante, auxiliaire de vie, etc.), emplois qui se développent autour de l'aide à domicile, des maisons de retraites, des foyers d'hébergement pour personnes handicapées vieillissantes. Il y a une « naturalisation de ces métiers autour des tâches dites féminines : le soin, le ménage, le souci de l'autre, etc. »¹⁰. C'est un corpus d'activités et de représentations qui ont été et sont au fondement du travail social. Nous voyons resurgir aujourd'hui massivement, dans ces emplois, la valorisation de la capacité des femmes à prendre en charge le quotidien, le corps de l'autre. Ils sont une source importante d'emplois pour les femmes.

Pour ce qui est des éducateurs, il y a, je l'ai évoqué en début de journée, un effet de sélection, de réussite dans les concours d'entrée dans les écoles. Il y a donc beaucoup moins de candidats éducateurs, notamment depuis la réforme de 1990 qui introduit l'obligation de

¹⁰ Marc Bessin, op.cit.

posséder le Bac pour s'y présenter, et les jeunes hommes réussissent moins bien au concours d'entrée.

Enfin, en 2006, nous avons réalisé une étude pour le Conseil régional d'Île-de-France et l'UNIFAF Île-de-France et la DRASSIF. Elle avait pour objectif de comprendre pourquoi, fréquemment est évoqué le fait que le secteur manque toujours de diplômés en Ile-de-France. En fait, il y a plusieurs facteurs qui produisent ce déficit d'éducateurs spécialisés. Comme pour d'autres emplois, l'Île-de-France est une région dans laquelle le coût de la vie est élevé, les temps de transport allongés, etc. Mais, ce qu'à mis en évidence notre étude, c'est que dans le travail social comme ailleurs, les professionnels vont vers des emplois qui correspondent plus à un certain confort ; confort en termes d'horaires, au regard des populations accueillies, etc. Ainsi, les éducateurs spécialisés (diplômés) sont concentrés dans certains établissements du handicap adulte, les services d'AEMO, les externats, tandis que les internats et autres foyers de l'Enfance, la prévention spécialisée ont du mal à recruter des éducateurs et des éducatrices spécialisés.

Dans les années 70, être éducateur en prévention spécialisée et avoir affaire à des délinquants était extrêmement valorisant. En école d'éducateurs, être éducateur en prévention spécialisée correspondait au sommet de la hiérarchie dans le métier, autour de valeurs viriles, fondées sur le mythe de la rencontre avec les Blousons Noirs. A cette époque, la prévention spécialisée et le travail de rue, mode d'intervention nouveau, étaient sujets à une valorisation extrême qui attiraient certainement les hommes. Les éducateurs étaient dans leur rôle en termes de genre. Par ailleurs, les jeunes ne savaient pas ce qu'étaient des éducateurs, c'étaient des personnages nouveaux pour eux. Aujourd'hui, la Prévention spécialisée s'est institutionnalisée, les jeunes savent ce qu'est un éducateur, ce qu'ils peuvent en tirer comme bénéfice, il y a des difficultés d'affrontements avec des jeunes qui sont certainement moins enclins à négocier. Le rapport n'est donc pas du tout le même. Les rapports plutôt professionnels et d'intérêts avec les jeunes sont peut-être moins valorisants qu'ils ont pu l'être il y a vingt ou trente ans.

Enfin, très peu d'écoles d'éducateurs orientent leurs enseignements et leurs stagiaires vers la prévention spécialisée. Ce mode d'intervention n'est guère valorisé. Il faut dire que sur les quelques 99 000 éducateurs¹¹ en exercice, la Prévention spécialisée n'en compte qu'environ 3 000.

Mais je vais laisser la parole à Jacqueline MATHIEU qui va évoquer les questions que nous venons d'aborder durant cette matinée à double titre. Tout d'abord, elle fait partie de ces « pionniers » avec son mari qui ont inventé et développé la Prévention spécialisée. Mais elle a été aussi une de ces pionnières qui ont montré que les femmes avaient toute leur place dans ce mode d'intervention.

¹¹ ¹¹ Dominique BEYNIER, Benoît TUDOUX (Lamas, Université Caen), Milan Momic (Drees) : *Les métiers du travail social ; hors aide à domicile*, Coll. Etudes et Résultats, Lettre de la DREES, n°441, novembre 2005.

Quelles évolutions des problématiques des filles ?

Quels enjeux pour l'encadrement des pratiques des équipes de prévention ?

Jacqueline MATHIEU, présidente de l'association Jeunes et Cité à Nancy

« Les filles sont un problème, c'est bien connu ». Cela ne date pas d'hier et je ne sais pas si cela va s'arrêter un jour. Mon propos sera surtout un témoignage de mon travail auprès des filles en prévention spécialisée. Les hasards de la vie m'ont amenée à être responsable d'un club ne recevant que des filles et à en assurer la permanence. En 1953, lorsque j'ai poussé la porte du club des filles, le Club des Maréchaux, ainsi nommé parce qu'il se trouvait rue des Maréchaux à Nancy, je ne me doutais pas que j'étais en train d'engager mon avenir professionnel. Je n'étais pas éducatrice, je le suis devenue en faisant une formation grâce aux accords UNAR/ANEJI, pendant ma période professionnelle. J'ai travaillé jusqu'à ma retraite, en 1991 et depuis, j'ai continué à m'intéresser à la prévention spécialisée parce qu'elle était presque une drogue pour moi et que j'ai eu du mal à m'en séparer. Je suis donc présidente d'une association de prévention à Nancy. Parallèlement, j'ai travaillé pendant très longtemps au conseil technique des clubs et équipes de prévention. J'ai aussi eu la pénible tâche d'être la dernière présidente de l'ANEJI qui pour des raisons financières, a dû s'arrêter, ce qui n'a pas été très facile. Je crois que l'ANEJI avait beaucoup travaillé sur la formation des éducateurs et la position sociale du statut, mais l'association s'est arrêtée dans les années 90.

J'ai donc commencé en 1953, ce qui paraît très lointain. Beaucoup n'étaient certainement pas nés à l'époque. J'étais étudiante en fac de droit et j'avais un peu de temps libre. L'une de mes amies m'a sollicitée car elle cherchait des bénévoles pour assurer l'ouverture d'un lieu particulier qui ne recevrait que des filles âgées de 8 à 14 ans et plus. Il s'agissait de les rencontrer, de discuter avec elles et de leur proposer des activités. Ce local était ouvert tous les jours après l'école, le jeudi qui était à l'époque le jour de relâche dans la semaine, ainsi que le samedi après-midi. Il se situait en plein centre-ville, à Nancy, dans un quartier de mauvaise réputation où résidaient et travaillaient des prostituées. Ce quartier était très mal famé à Nancy parce que c'était le quartier des maisons closes. Marthe RICHARD était passée par là, les prostituées avaient donc quitté ces maisons, mais s'étaient installées à proximité. Les maisons étaient habitées par des gens issus d'un quartier très défavorisé. J'ai donc travaillé dans ces maisons et avec les prostituées qui étaient dans la rue à proximité. Les maisons vidées étaient devenues des habitations pour des familles nombreuses à revenus plus que modestes. C'est ainsi que j'ai fait mes premiers pas dans ce que l'on appelait encore les clubs d'enfants et d'adolescents.

Ces clubs avaient été mis sur pied à l'initiative du juge pour enfants, monsieur PUZIN et la déléguée à la liberté surveillée qui est l'actuelle PJJ. Deux clubs étaient nés à Nancy. L'idée de ces clubs était de suivre particulièrement des garçons qui avaient fait l'objet de mesures pénales, de mieux les connaître, ainsi que leur famille et d'éviter ainsi que les frères, plus jeunes, suivent l'exemple des aînés. Très peu de filles dépendaient de la liberté surveillée, mais elles vivaient dans un quartier où sévissait la prostitution. Elles étaient donc à proximité de ces femmes. Elles étaient considérées par la déléguée à la liberté surveillée et par le juge des enfants en danger moral, terme qui à l'époque était très notoire et qui était très souvent utilisé. Elles n'étaient pas délinquantes, mais susceptibles de le devenir un jour parce que vivant auprès des prostituées. Cette approche m'avait assez étonnée.

Pour que les clubs voient le jour, une association avait été créée et une subvention avait été accordée par la Caisse d'allocations familiales. Des locaux avaient été mis à la disposition par la Ville de Nancy qui en assurait l'entretien et l'électricité. Pour l'anecdote, elle n'assurait pas le chauffage. Tous les matins, lorsque nous arrivions, il fallait allumer un chauffage au bois, ce qui était le cas également au sein des familles. La subvention de la Caf avait permis l'embauche d'un permanent chargé de faire fonctionner ces locaux, avec l'aide de bénévoles, essentiellement des étudiants. Ce permanent, Robert MATHIEU, éducateur sortant de Vaucresson, qui avait déjà vécu la même expérience rue Mouffetard à Paris, recrutait des étudiants. Il n'avait aucun mal à trouver des bénévoles pour s'occuper des garçons, mais il n'en était pas de même pour s'occuper des filles. Ce travail ne tentait pas du tout les étudiants. Pour ma part, la démarche me plaisait. Qu'il s'agisse de filles ou de garçons, cela m'importait peu. J'ai donc accepté.

Très vite, dès l'ouverture, les filles sont venues et ont investi le lieu. Elles avaient entre 6 et 18 ans. Elles étaient intriguées du fait qu'on ne leur demandait rien et qu'on leur proposait des activités susceptibles de les intéresser. Elles me questionnaient, ainsi que les étudiants qui m'aidaient. Au niveau des écoles d'éducateurs, à cette époque, la prévention ne pouvait pas servir de lieu de stage, mais l'école d'éducateurs de filles de Nancy dont les activités étaient très axées sur le fait d'être des bonnes ménagères, avec quelques notions de psychologie, considérait que la présence au club comme une sorte de stage pour les travaux manuels. Les filles venaient très souvent avec leurs petits frères ou leurs petites sœurs. Elles donnaient d'ailleurs des biberons au club, elles changeaient leur petit frère. C'était très familial.

Quelles activités faisions-nous ? En ce qui me concerne, je n'avais pas beaucoup de notions, je n'étais pas éducatrice. J'avais aussi vécu dans l'idée de cette période. J'étais destinée à faire des études, mais nous savions très bien que certaines filles attendaient de se marier et de monter leur ménage. Nous faisions des activités manuelles classiques, de la cuisine suivie de repas. Les repas étaient très importants, surtout avec les plus âgées. J'avais quelques notions de couture ; nous faisions donc aussi de la couture. Nous allions en balade dans Nancy, nous faisions des sorties piscine et de la danse qui était une discipline assez familière pour moi. Naturellement, je les avais amenées à faire un peu de danse. Elles étaient ravies. Nous préparions une fête annuelle et elles aimaient beaucoup cette activité.

La rencontre et la connaissance des parents se faisaient tout naturellement. Il s'agissait d'obtenir l'autorisation pour des sorties, des balades et la piscine. Il n'était pas question que l'on emmène les filles sans l'autorisation parentale. Il ne faut pas oublier que ceci était très présent. Elles étaient mineures. Tous les prétextes étaient bons pour entrer en contact avec les parents. J'étais aussi très étonnée d'être bien accueillie parce qu'aux dires de certaines assistantes sociales avec lesquelles j'étais en contact, tel n'était pas toujours le cas. Mes contacts avec les prostituées étaient très bons. Certaines étaient mère des filles qui venaient au club. Elles étaient très soucieuses de l'avenir de leurs enfants. Je voudrais vous faire part d'une anecdote qui démontre bien l'état d'esprit de l'époque. L'une des prostituées qui était un peu la reine dans son quartier avait obtenu l'autorisation d'ouvrir un café dans un quartier de Nancy. Elle avait une fille qu'elle avait eue avec un Américain noir, une très belle fille qui à 12 ans en paraissait 14 ou 15. Elle avait obtenu aussi la possibilité que cette fille travaille dans ce café. Je travaillais à cette époque avec l'assistante sociale qui s'occupait des prostituées ; nous étions un peu effrayées. Nous nous sommes bagarrées pour que cette fille

ne soit pas dans l'arrière-boutique de ce café. Elle avait convenu avec la mère qu'elle verrait cela plus tard. Vous voyez qu'il fallait faire attention.

Avec les filles, surtout avec les adolescentes, au fil du temps et au cours des moments passés ensemble, nous échangeions. Elles me parlaient de leurs problèmes, de leurs envies, de leurs relations avec les garçons. On consolait des peines de cœur et les envies n'allaient pas très loin. Elles se voyaient un peu suivre l'exemple de leur mère. Il n'était pas question à l'époque d'aborder la sexualité. J'avais essayé, mais je sentais bien que c'était vraiment un tabou. En prévention, il faut prendre le temps. On ne peut pas toujours faire ce que l'on a envie en tant qu'éducatrice. Il faut trouver aussi le moyen, le moment où il peut y avoir une certaine écoute. Je crois que je n'apprends rien à personne en la matière.

En fait, bien que ce quartier soit dans le centre de Nancy, les filles en sortaient très peu. Prendre le bus ou prendre le train était toute une affaire. Il fallait beaucoup de persuasion auprès de leur famille pour avoir une autorisation de sortie. Elles étaient considérées comme des aides. Elles s'occupaient des frères et sœurs et faisaient les courses. Leur avenir semblait tout tracé. Elles suivaient leur scolarité et venaient de temps en temps faire leurs devoirs au club. Elles envisageaient de se mettre au travail. La fin de la scolarité était possible à 14 ans à cette époque. Elles envisageaient un travail à la chaîne, notamment pour les chaussures André ou chez Ferembal pour faire des boîtes de conserve. Leur avenir était assez fermé. J'avais essayé à plusieurs reprises de les faire rentrer en apprentissage, mais l'expérience s'était très mal passée. Il était inutile d'insister. Si elles ne trouvaient pas de travail, elles restaient à la maison, elles aidaient leur mère, elles se mettaient en ménage ou se mariaient.

J'étais très étonnée de voir comment elles se livraient facilement avec moi et avec les autres bénévoles. Elles parlaient beaucoup, elles évoquaient leur quotidien. Très peu d'entre elles avaient affaire à la justice, pour des petits vols à l'étalage notamment. Parfois, elles étaient aussi placées par mesure éducative parce que les parents avaient été jugées incapables d'assumer leurs tâches parentales. Il y a là un aspect que j'ai connu pendant très longtemps en prévention : la peur que les parents avaient du placement. C'était assez traumatisant et je l'ai rencontré pratiquement jusqu'à la fin de ma carrière. La crainte s'est un peu adoucie ensuite, mais jusqu'en 1990, cette crainte qu'on leur prenne leurs enfants était très latente. Nous avions d'ailleurs institué une règle : quand les filles étaient au club, il n'était pas question que l'on vienne les prendre. Parfois, nous trouvions le moyen d'avertir la famille pour qu'elle soit présente. Je ne sais pas si cette pratique existe encore, mais à cette époque, à la sortie de l'école, des éducateurs et des assistantes sociales prenaient parfois les jeunes pour les mettre dans un établissement. J'ai connu cette pratique. Au club, il n'en était pas question et nous essayions de biaiser la chose.

Au bout de cinq ans, une autre éducatrice est venue me remplacer et a continué ce travail. Elle a approfondi son travail avec les adolescents. Elle proposait par exemple des repas. Les petites que j'avais connues étaient devenues grandes et disaient donc un tas de choses. Elle organisait ainsi des moments plus intimes pendant lesquels elle pouvait aborder certains de leurs problèmes. Il y avait un gros problème dont nous n'avons pas encore parlé, à savoir que certains jeunes de 15, 16 ou 17 ans étaient déjà alcooliques. J'ose à peine le dire ici parce qu'elle se ferait incendiée si elle le faisait maintenant. Cette éducatrice faisait des repas pour apprendre aux filles à ne pas boire à outrance. Nous recueillions parfois des filles qui étaient complètement ivres. Par ailleurs, les filles se retrouvaient enceintes très tôt. Dans ces années, la contraception était très difficile. Une fille m'avait dit quelque chose qui m'avait vraiment

étonnée. Elle m'avait dit que les filles couchaient avec des garçons et que si elles se retrouvaient enceintes d'un des garçons, elles savaient que c'était avec lui qu'elles devaient se marier ou se mettre en ménage. J'étais complètement affolée de cette sorte de fatalité que j'ai retrouvée dans les années 68-70.

En 1972, un autre club s'est créé. Cet autre club était un quartier très démuné. C'était une ancienne cité très vétuste, très fermée, très délimitée. Les filles et les garçons le côtoyaient journalièrement et très naturellement, le local était ouvert également aux filles. Le premier club de garçons dont je vous ai parlé était à l'autre bout de Nancy, assez loin du club de filles. Cependant, les filles étaient très discrètes. Elles participaient aux activités, aux propositions, mais il était très difficile de mettre en place des activités spécifiques pour elles. Souvent, elles ne venaient pas au club parce qu'il fallait qu'elles restent encore à la maison pour s'occuper des frères et sœurs, faire les courses et le ménage.

Pendant les vacances, nous organisions des camps mixtes, ce qui était très risqué. Les autorités de tutelle voyaient ces camps d'un très mauvais œil. Ils avaient du mal à nous donner les autorisations ; il fallait vraiment se bagarrer et avoir un tas d'arguments. La Jeunesse et les Sports nous toléraient, mais le ministère de la Santé voulait interdire ces camps et nous traitait d'irresponsables et d'inconscients quant aux conséquences de cette vie de proximité avec les garçons. Il fallait convaincre les parents eux-mêmes qui laissaient facilement partir les garçons, mais qui étaient beaucoup plus réticents pour les filles, même pour des petites sorties. Cependant, nous commençons à bien les connaître et ils avaient confiance en nous. À force de persuasion, nous arrivions quand même à faire ce genre de camps. Malgré notre organisation qui ne faisait aucune différence entre les filles et les garçons, il fallait batailler avec ces derniers pour que des tâches telles que la cuisine, la vaisselle, le nettoyage et l'entretien soient partagées avec eux et que des travaux tels que l'aménagement d'un chemin ou le débitage de bois, ne soient pas uniquement de leur ressort. Les filles avaient envie de faire ces travaux, mais les garçons leur mettaient des bâtons dans les roues et avaient du mal à l'admettre. Il fallait beaucoup de persuasion. Ensuite, j'ai arrêté de travailler pour des raisons familiales et dans ce club, j'ai été remplacée par un éducateur. L'équipe est devenue masculine. Les filles étaient toujours admises, mais petit à petit, elles ne venaient plus.

En 1968, à la suite de réhabilitation de quartiers et de la construction de grands ensembles à la limite de Nancy, une nouvelle implantation a vu le jour. 1968 était passée par là : nouveaux quartiers, nouvelles options. L'équipe éducative était mixte. C'est l'époque où il y avait un certain nombre de personnes en prévention. Nous étions une équipe de six personnes : trois éducateurs et trois éducatrices dont je faisais partie. Il faut noter que j'avais une certaine expérience de prévention derrière moi, mais la présidente de notre association m'avait envoyé un jour un mot en me disant qu'elle ne pouvait pas me nommer responsable de l'équipe. C'est l'un de mes anciens stagiaires qui est devenu responsable de cette équipe. Son argument était de dire que les familles et les jeunes étaient souvent en contact avec des assistantes sociales et qu'il serait donc préférable que le responsable soit un homme.

À cette époque, la société commençait à changer vis-à-vis des femmes. Les femmes du quartier prenaient de l'importance. Les projets de travail concernaient un rapprochement avec les adultes et concernaient particulièrement les femmes qui étaient très demandeuses. Il y avait cependant un « mais ». Autant les éducateurs s'investissaient volontiers dans ce travail auprès des femmes, autant ils avaient du mal à s'investir dans le travail avec les filles.

Elles leur posaient problème. Ils se sentaient démunis, ils ne les comprenaient pas, ils les trouvaient provocantes, notamment dans leur façon de s'habiller. J'ai eu de grandes discussions sur le maquillage notamment parce qu'ils étaient horrifiés de voir ces jeunes filles de 14 ou 15 ans se maquiller autant. On sait qu'à cet âge, les filles aiment bien se mettre plein de choses sur la figure, ce que je traduis pour ma part comme un masque. Pour eux, c'était absolument insoutenable. Quand nous partions faire des matchs de foot, ils disaient aux filles de se tenir bien et de ne pas se maquiller.

Nous avions malgré tout toujours privilégié des moments qui étaient destinés aux filles : petites soirées, repas, sorties en ville. Après 1968, dans les années 70-72, nous pouvions parler de la contraception, de leur sexualité. À cette époque, j'ai eu beaucoup de contacts avec le planning familial qui n'était d'ailleurs pas très admis. J'ai eu parfois de grands scrupules à emmener des filles sans trop en parler à leur famille pour pouvoir aborder ces questions de contraception. Les femmes étaient considérées comme mères dans ces quartiers et sans les enfants, il semblait qu'elles n'avaient plus de statut. Leur donner la possibilité de ne pas avoir d'enfant était pour elles très difficile à admettre. Ne parlons pas des hommes. Pour eux, leur femme ou leur fille use de moyens de contraception parce qu'elle veut coucher avec d'autres personnes. Elles deviennent pires que des putes. Ce quartier n'était pas de majorité magrébine. Je n'ai donc pas connu, à cette époque, la suprématie des grands frères.

Parlons de leur scolarité. Elles envisageaient d'entreprendre une carrière professionnelle et le plus souvent, passaient de dispositif en dispositif, sans véritablement aboutir. En ce qui concerne la violence, elles étaient agressives en paroles et en actes, mais au sein du quartier. Elles se battaient entre elles et se battaient parfois avec les garçons. Il y avait cependant de leur part très peu d'actes de délinquance par rapport aux actes que les garçons posaient.

Je voudrais citer une anecdote concernant un camp que nous avons organisé dans les Cévennes. Nous sommes arrivés dans un lieu en pleine nature, prêt d'un petit ruisseau. Nous n'avions qu'un abri qui était un abri de bergerie. Nous avons apporté des bols, cuillères, fourchettes, quelques plats et des grilles pour faire des grillades. Chacun faisait sa vaisselle. Au bout de trois jours, les filles voulaient partir. Nous avons discuté avec elles, ce qui a été très important pour moi car je me suis rendu compte dans quel état d'esprit elles étaient et continuaient à être dans les quartiers. En fait, elles n'avaient plus de rôle. Elles ne faisaient plus la vaisselle, tout le monde préparait les grillades, elles n'avaient rien à balayer. Elles étaient complètement démunies et ne se sentaient pas bien. Par ailleurs, nous faisons quelques petites sorties dans les villages où durant l'été, il y avait des fêtes. Elles pleuraient en nous disant que lorsqu'un garçon parlait avec une fille de la région, il la prenait en considération, lui parlait bien et ne l'injurait pas. Ces deux aspects avaient été assez difficiles pour elles. Il a fallu que l'on en discute et que l'on essaie d'arranger les choses. Elles sont d'ailleurs restées jusqu'à la fin. C'est assez significatif. Dans le quartier, les garçons les sifflaient ou les appelaient comme des moins que rien, alors que lorsqu'ils rencontraient d'autres filles, ils étaient sympas, polis avec elles et les traitaient autrement. Puis, elles se sentaient démunies au niveau des tâches.

À cette époque, nous avons toujours gardé cette espèce de moment privilégié avec les filles. Nous avons multiplié des moments où nous pouvions nous retrouver de façon plus intime avec elles. À un moment donné, les garçons se sont dit qu'ils pourraient peut-être également bénéficier de ce genre de choses. Il y avait aussi des rencontres mixtes. Parfois, lorsque

quelque chose n'était pas bien compris de la part des garçons ou des filles, nous faisons une pause, nous allions discuter avec les garçons ou les filles et nous reprenions ensuite la conversation.

Les filles avaient très peur des mariages arrangés. Pour elles, les vacances étaient un gros problème. À une époque, j'étais dans un quartier qui était à prédominance magrébine. En interrogeant les mères de famille, je me suis rendu compte que la plupart d'entre elles avaient eu des mariages arrangés. C'était vraiment une peur de la part des filles.

En 2004, nous avons organisé par l'intermédiaire d'un groupe de travail, des groupes qui s'appelaient « Parlons-en » dans lesquels nous avons parlé des problèmes des filles. Je voudrais juste vous faire part de ce que m'a dit un éducateur parce que ses propos donnent matière à réflexion. « La mixité existe aussi dans l'équipe. Il y a une éducatrice et elle doit s'occuper des filles. Ensuite, les garçons la rejoignent ». Il avait aussi une théorie qui était assez particulière. Vous savez qu'en général, les filles viennent pour faire quelque chose, alors que les garçons viennent seulement pour être là. Pour cet éducateur, « il existe un aspect symbolique, à savoir que l'espace rue qui symbolise le rôle paternel est un espace public ouvert et plus attirant pour les garçons. C'est dans cet espace que se situe particulièrement la prévention spécialisée. Un centre social symboliserait plutôt le côté maternel, l'espace public certes, mais fermé et encadré. Cet espace correspond mieux aux filles. » Cette réflexion date de 2004. Je vous laisse le soin d'en tirer les conclusions.

Par ailleurs, les éducateurs voulaient travailler avec les femmes et ils étaient très demandeurs. Les femmes aussi aimaient bien travailler avec eux. Cependant, ils ne voulaient pas travailler avec les filles alors qu'elles étaient des futures femmes. Cela m'a toujours posé problème. Ils n'étaient pas démunis vis-à-vis des femmes, mais ils étaient continuellement démunis vis-à-vis des filles.

Patrick DUBECHOT

Cela rejoint ce que l'on disait ce matin sur les rapports de séduction.

Jacqueline MATHIEU

Je vais arrêter là ma présentation. Il y aura peut-être des questions. Pour actualiser ce projet, je vais me tourner vers Monique Perrin qui est accuelement éducatrice en prévention dans l'association dont je vous ai parlé et qui travaille journalièrement avec les filles de ce quartier notamment. J'aurais bien aimé lui poser certaines questions. Comment les filles sont-elles accueillies par l'équipe ? Qui s'en occupent, éducatrices ou éducateurs ? Comment se font les sorties ? Nous n'avons pas parlé d'internet, mais elle me disait que c'est actuellement un outil très important avec les filles. Comment se situent-elles dans leur scolarité, dans le rapport avec leur famille ? Qu'en est-il de la contraception, de la sexualité et de la connaissance de soi ? Je voudrais que tu nous parles de tous ces aspects.

Monique PERRIN, éducatrice au sein de l'association Jeunes et Cité à Nancy

Merci, Jacqueline. Je travaille depuis près de trente ans en prévention spécialisée. J'ai donc vu beaucoup évoluer les choses. Je suis arrivée dans les années 80, dans un quartier où il y avait une forte population immigrée et où j'avais déjà fait deux années d'alphabétisation avec les mamans. Quand j'ai été embauchée en prévention, j'ai eu tout de suite des connexions très faciles avec les filles parce que les mères de famille me connaissaient et avaient confiance en moi. J'ai donc pu très rapidement monter des projets avec les filles du quartier. À cette époque, les filles avaient une seule idée en tête : sortir du quartier pour échapper au regard des grands frères qui avaient vraiment l'œil sur elle et au regard des familles. Je faisais des sorties et des camps.

Je suis revenue après avoir travaillé près de dix ans dans un autre quartier et j'ai été sidérée de voir la régression. J'ai retrouvé les mères de famille auxquelles je faisais des cours d'alphabétisation qui portaient toutes le foulard, certaines davantage. Maintenant, la plupart des filles n'ont pas le droit de passer la nuit en dehors du logis familial. Actuellement, nous avons plus de petites Françaises que de filles d'origine immigrée, alors que celles-ci représentaient auparavant la majeure partie du public dans le quartier où je travaillais.

Étant donné le fait que nous sommes installés dans ces quartiers depuis de nombreuses années, nous sommes bien connus. Ce matin, on parlait de travail de rue. Ce travail n'est plus nécessaire dans un tel quartier de 4 000 habitants. Les filles viennent plus vers les éducatrices que les éducateurs. Nous sommes désormais trois dans l'équipe ; je travaille avec deux collègues masculins. Ce n'est pas trop un problème parce que nous organisons des sorties et des camps mixtes. Pour certaines questions, les filles vont aussi bien voir les garçons que moi-même.

Il a été dit aussi que l'on voyait peu de filles dans l'espace public. Pour ma part, je trouve que l'on voit aussi de moins en moins de garçons dans l'espace public, hormis ceux qui font leur petit business. Nous avons le sentiment que chacun est rivé à son écran, que ce soit l'ordinateur ou la télévision. J'entends des collègues qui disent que les jeunes ne sont pas très motivés pour partir en camp et qu'ils préfèrent rester chez eux.

Les filles sont extrêmement motivées pour le travail scolaire, au moins jusqu'à la fin du collège. Elles sont très motivées pour faire leurs devoirs. Par contre, les garçons continuent à venir lorsqu'ils sont au lycée, ce qui n'est pas le cas des filles. Je ne sais pas comment l'expliquer. Je pense qu'elles sont passées à autre chose.

Je veux dire aussi que j'ai peu connu de filles délinquantes au cours de ma carrière. J'ai connu de la violence physique et verbale, mais non des comportements délinquants. Actuellement, les propos des filles sont toujours extrêmement violents et grossiers.

Patrick DUBECHOT

Le choix des interventions de Jacqueline MATHIEU et de Monique PERRIN illustre notre souci de mettre au regard de l'histoire, les situations, les processus actuels. Jacqueline nous a rappelé que les filles de son époque n'étaient pas tendres. Monique PERRIN propose un

certain nombre de constats à partir de sa pratique quotidienne, actuelle qui évidemment sont au cœur de nos deux journées.

Pour lancer le débat, je voudrais poser une question à Monique PERRIN : cette expression des filles est-elle vraiment violente ou agressive ou est-ce plutôt un mode d'expression ?

Monique PERRIN

Je pense que c'est un mode d'expression. Parler en utilisant des mots grossiers est passé dans les mœurs.

Patrick DUBECHOT

On est davantage dans le jeu d'acteurs, avec des enjeux de positionnement et de domination. L'idée n'est pas de faire mal. C'est un mode de communication.

Monique PERRIN

Oui.

Patrick DUBECHOT

Comment vous, éducateurs, qui utilisez un autre langage, arrivez-vous à entrer en communication avec cette différence de langage ?

Monique PERRIN

Nous nous sommes appropriés les codes.

Jacqueline MATHIEU

Il faut connaître les codes.

Monique PERRIN

Nous ne nous exprimons pas de la même manière, mais ce langage est tellement habituel qu'il ne me choque plus et que je n'y prête plus attention.

Jacqueline MATHIEU

Mais tu ne rentres pas dedans.

Monique PERRIN

Non.

Patrick DUBECHOT

À certains moments, ne faut-il pas entrer dans ce jeu pour que les personnes en face découvrent que vous êtes capables d'entrer dans ce langage et que vous êtes en capacité de comprendre à quoi il sert ? Si on emploie un langage académique, se pose un problème de communication. Ne faut-il pas parfois entrer dans un jeu pour montrer à l'autre que l'on saisit ce type de langage ?

Monique PERRIN

Je ne sais pas.

Patrick DUBECHOT

Cela ne concerne pas uniquement la langue, mais aussi le comportement.

Un participant

Je suis chef de service de plusieurs équipes de prévention spécialisée en Moselle et j'ai fait mon école à Laxou. Vous me rappelez donc des souvenirs d'il y a trente ans. Avant le langage, il faut d'abord les approcher et aller vers eux. Finalement, très peu d'adultes vont vers ces jeunes. Ensuite, je ne sais pas s'il faut vraiment adopter leur langage. Avec mes équipes, je ne suis pas trop pour le langage de quartier. Dans mes équipes, il y a des personnalités et des manières différentes, mais il me semble que la priorité est d'abord d'aller vers eux. Les jeunes savent très bien qui nous sommes quand nous allons vers eux et nous y allons à des tas de moments, y compris à des moments où il y a des tensions. Malgré les tensions, on y retourne. Il me semble que le premier langage est d'abord celui de les approcher.

Patrick DUBECHOT

Y a-t-il d'autres remarques ? Je ne dis pas qu'il faille parler comme eux, mais peut-être à certains moments donnés. À l'image des sociologues, parfois, on ne les comprend pas. Il faut trouver des clés pour nous comprendre entre nous, ce qui veut dire accepter le langage de l'autre, voire l'utiliser, mais non pas en permanence, pour mieux s'en retirer ensuite. J'ai le sentiment que le langage peut créer une barrière entre des jeunes qui ont une culture et un certain type de comportements et des personnes qui ont un autre type de comportements.

Monique PERRIN

On ne peut pas tomber dans des clichés en disant qu'il faut s'adapter à leur langage et adopter leurs codes, mais l'inverse est tout aussi bien. La question est de savoir quelles valeurs nous souhaitons leur faire porter à travers un langage dit correct, un langage commun.

Jacqueline MATHIEU

Un langage soutenu, disent les jeunes.

Monique PERRIN

Je ne sais pas s'il est soutenu. Je ne sais pas comment vous évaluez le mot « soutenu ». Je ne maîtrise pas certaines de leurs expressions et je leur demande de me les expliquer. Dès lors, ils finissent par discuter comme moi, par dire les mêmes choses que moi et par composer une phrase correcte.

Jacqueline MATHIEU

Il faut peut-être aussi maintenir la conversation, même quand le langage est soutenu. Dans les autres structures, notamment à l'école, il y a une incompréhension entre l'enseignant et le jeune. En général, l'enseignant ne tolère pas cette forme de langage. Je ne suis pas en train de dire ce qu'il faut faire et ne pas faire, mais pour notre part, lorsque le langage est soutenu, on continue la conversation et il n'y a pas de blocage.

De la salle

Je crois que comprendre quelque chose, c'est aussi acquérir cette possibilité de changer de langage. Je crois que la démarche va dans les deux sens. Toute notre société porte sur la maîtrise du langage et sur le fait de pouvoir changer et s'adapter. Si le sociologue ne peut pas changer de langage, il ne sera pas compris non plus. Je crois qu'il est très important de le faire comprendre aux jeunes. Il y a plein d'exemples d'éducation et de projets réussis avec du langage soutenu, etc. Je crois qu'il y a avant tout une forme d'empathie pour ce public. Il y a un minimum de compréhension au niveau de la transformation. Je pense que c'est l'un des aspects du déroulement de ces conférences qui sont fort intéressantes. Sommes-nous dans la problématique actuelle ou sommes-nous trop dans l'historique ? Certes, l'historique est important, mais il doit aussi nous dire en quoi les choses ont maintenant changé et ce qui fait que le fossé se creuse véritablement. Ce monde est quand même différent. Je suis d'accord sur le fait qu'il faille relativiser, mais nous sommes tout de même confrontés à des pratiques qui sont tout à fait nouvelles.

Patrick DUBECHOT

Il ne faut pas oublier que dans la génération de Jacqueline MATHIEU, il y avait une proximité entre le milieu ouvrier des jeunes et les éducateurs. Beaucoup d'éducateurs étaient soit des prêtres ouvriers soit des militants de l'éducation populaire, souvent d'origine ouvrière. Il y avait une proximité de langage. Cette question du langage a commencé à poser problème avec l'immigration qui a introduit un autre type de langage. Aujourd'hui, dans les centres de formation, tous les gens ont le baccalauréat, voire de plus en plus une licence, etc. Ce n'est pas un problème, à condition qu'il y ait ce travail autour des modes de communication : savoir communiquer avec des gens qui n'ont pas les mêmes codes de communication, constitue un atout et une compétence. Par rapport à l'histoire, il est

important de pourquoi aujourd'hui, l'écart est un peu plus grand. Beaucoup d'association de Prévention spécialisée recrutent dans leurs équipes des professionnels issus des quartiers populaires, mais qui parfois ont des difficultés à entrer dans les formations d'éducateurs spécialisés. On les retrouve davantage dans les filières moniteurs-éducateurs. Cette question est importante car les filles n'y échappent pas non plus à ce processus. Les filles ont peut-être davantage un langage commun avec les travailleurs sociaux parce qu'elles sont dans des stratégies de réussite scolaire. Elles adoptent les codes de la scolarité pour « s'en sortir ». Il y a certainement une plus grande proximité entre les éducateurs/éducatrices et les filles aujourd'hui qu'entre les garçons et les éducateurs/éducatrices.

Habib ABDELLI, éducatrice à « Agir »

Concernant la question du langage, vous mettez en avant le fait de se mettre au niveau des jeunes. C'est peut-être une mauvaise interprétation de ma part. Je parlerai plutôt d'un lâché dans la manière de parler. Dans notre quotidien, que ce soit au travail ou ailleurs, nous nous adaptons et l'éducateur a cette faculté d'adapter sa manière de parler. Auparavant, je travaillais à l'aide sociale à l'enfance. Nous retrouvons les mêmes jeunes au sein de la prévention spécialisée, mais nous nous en occupons dans un autre cadre. On représente une institution et lorsqu'on reçoit le jeune, on ne se permet pas de lui parler de la même manière que lorsqu'on le rencontre dans la rue. En prévention spécialisée, le côté informel nous amène, sans même nous en rendre compte, à être plus proche des gens. Il ne faut pas confondre cette proximité avec du mimétisme.

Claude MILLERAND, Institut régional du travail social, Moselle

Pour revenir aux filles, je dirais que depuis quelques années, je suis troublé quand j'entends des filles dire « Ça me pète les couilles ». C'est une illustration qui me pose problème et je ne sais pas quoi en faire. Comment traiter cette appropriation exagérée et provocante ? C'est une évolution qui correspond aussi à une évolution des positions et des postures. Sur Metz, on voit des filles tenir les murs, prendre le pavé et parfois tenir la dragée haute aux garçons. On les voit dans ce fameux reportage de la *Cité du mal* sur Arte où les filles ont trois techniques pour se défendre. En tout cas, il nous en est montré trois. D'une part, elles portent le voile pour traverser la cité tranquillement et quand elles en sont sorties, elles le retirent et redeviennent femmes. D'autre part, elles portent des joggings et distribuent des coups pour ne pas se faire importuner. Enfin, elles disent qu'elles prennent des coups parce qu'elles le valent bien, un peu pour faire le parallèle avec la marque l'Oréal. Je voulais poser cette question parce que cette clé d'entrée me semble importante dans la prévention spécialisée.

De la salle

Je voulais réagir à ce que disait madame ABDELLI tout à l'heure. Pour rejoindre ce qu'elle disait, je dirais que ce n'est pas parce qu'on est éducateur que l'on emploie un langage soutenu. Je voulais juste préciser qu'il y a d'autres niveaux de discours dont le discours familier qui porte bien son nom et qui peut permettre une proximité avec les jeunes. Il nous

revient peut-être d'abord de nous adapter, avant d'offrir aux jeunes la possibilité de s'adapter.

Patrick DUBECHOT

Je voudrais juste poser une question à Monique. Tu as posé la question d'internet. En quoi est-ce un problème ?

Monique PERRIN

Certains dans la salle sont certainement plus à l'aise que moi sur ce sujet. Récemment, j'ai découvert Facebook. Nous avons créé un site Facebook et nous avons accès à toutes les données concernant les jeunes du quartier. Je suis surprise. Nous voyons toutes les photos, des photos dans les caves, des photos de garçons, de filles, etc. Ils livrent vraiment en pâture toute leur vie privée et ils passent des heures à échanger.

Patrick DUBECHOT

Y a-t-il dans la salle une ou un spécialiste de Facebook qui peut répondre sur l'utilisation de ces moyens de communication modernes ?

Monique PERRIN

Je disais que nous les voyons de moins en moins traîner dans le quartier parce qu'ils passent des heures devant l'ordinateur. Nous avons notamment une salle avec des ordinateurs et ils passent des heures dans cette salle. La télé et l'ordinateur les captivent, autant les filles que les garçons.

De la salle

Pour l'anecdote, une fille m'avait dit « je m'en bats les couilles » ; je lui ai répondu « ce n'est pas très féminin » et elle m'a dit « je m'en bats les ovaires ». J'ai trouvé que c'était une bonne réponse. Ce langage est assez fréquent.

Les jeunes sont assez présents sur internet, avec les blogs, avec Facebook. J'ai une adresse mail professionnelle sur Facebook, mais j'ai refusé des invitations car cela met tout le monde sur le même plan. Aller dans ces réseaux suppose de s'y impliquer soi-même. De la même manière qu'il y a une police d'internet, on devrait peut-être mettre en place des éducateurs d'internet qui aillent dans les réseaux. Au moment des émeutes, on regardait sur internet car certains jeunes font des blogs. J'ai vu aussi des profs en photo, etc. Il faut surveiller parce qu'ils sont vraiment présents sur la toile. Je pense que le langage internet est un langage commun et n'est pas un langage de jeunes ou de moins jeunes. Je rappelle que nous avons aussi été jeunes. Je pense qu'il faut aussi s'intéresser à ce langage.

Patrick DUBECHOT

Je vous propose de nous intéresser à un autre univers que la prévention spécialisée. Nous avons vu, avec Jacqueline Mathieu, que dès les années 50, les filles se bagarraient. À l'époque, elles étaient peut-être mal élevées. Nous allons voir si aujourd'hui, certains comportements s'y rapprochent singulièrement avec des jeunes filles qui sont encadrées dans un autre univers et dans un autre lieu que vont nous présenter Philippe SCHINDLER et Christelle MALANDAIN.

Il se trouve qu'avec Françoise TETARD, nous avons organisé une journée d'étude au mois d'avril 2010, consacrée à la création des foyers de semi-liberté après la seconde guerre mondiale. Cette journée était intitulée : « Années 50 : semi-liberté ; années 2000 : semi-enfermement ? ». Ce titre évoquait évidemment les nouvelles formes de prise en charge des jeunes comme les centres éducatifs fermés. Cette journée s'inscrivait évidemment dans la logique dans laquelle nous travaillions avec Françoise, comme je l'ai expliqué auparavant, l'articulation entre passé/présent, histoire/sociologie.

Mais je vais laisser Philippe SCHINDLER et Christelle MALANDAIN quels constats et quelles analyses ils font du comportement des filles à partir d'un espace particulier -un centre éducatif fermé- lieu d'observation privilégié.

LES CONDUITES DEVIANTES DES JEUNES FILLES

Les comportements « déviants », « délinquants » des jeunes filles : pourquoi et comment ?

Philippe SCHINDLER, directeur adjoint du centre éducatif fermé de l'association Les Nids à Rouen

Bonjour. On a nous a demandé de faire un exposé sur ce thème : « Les comportements déviants, délinquants des jeunes filles : pourquoi et comment ? ». C'est une vaste question que celle qu'il nous est demandé de traiter devant vous aujourd'hui en trente minutes. Humblement, nous tenterons de partager avec vous les observations que nous accumulons et que nous tentons de croiser depuis l'ouverture du centre pour y déceler des constances éventuelles, des prémices d'explication, des hypothèses, mais de façon encore très artisanale. Il s'agit donc bien de nuancer nos propos. Notre intervention se base sur les observations que nous faisons depuis l'ouverture du CEF en avril 2007, auprès de 58 jeunes filles accueillies. Aucune statistique validée n'a été menée jusqu'alors. Il faut donc prendre avec prudence les chiffres, les constats et les observations que nous vous présentons aujourd'hui.

Le CEF de Doudeville, situé en pleine campagne normande, est construit pour cette activité : accueil de dix à douze adolescentes âgées de 15 à 18 ans, dans le cadre d'un sursis, d'une mise à l'épreuve, d'un contrôle judiciaire, d'un placement extérieur ou d'un aménagement de peine. Ces jeunes filles encourent une peine de prison et leur placement constitue donc une alternative à l'incarcération, pour une durée de six mois, renouvelable une seule fois. Le

CEF de Doudeville est le seul CEF exclusivement féminin. Un centre avait ouvert précédemment, mais il avait fermé au bout de deux mois suite à un incendie, causé par les jeunes filles. C'est une structure éducative dans la contrainte où les jeunes, de par leur contrôle judiciaire, sursis ou mise à l'épreuve, ont obligation d'effectuer le programme.

Concernant les comportements déviants et délinquants des jeunes que nous accueillons au CEF, depuis l'ouverture, sur 58 jeunes accueillies, 90 % sont des multirécidivistes et 10 % sont des primo-délinquantes. Les faits multirécidivistes sont à 69 % des vols avec violence ou en réunion, des consommations ou transports de stupéfiants pour 8 %, du proxénétisme pour 2 %, des incendies volontaires pour 2 % et du harcèlement à 2 %. En primo-délinquance, les faits sont des viols ou actes de torture et de barbarie pour 10 % et des tentatives d'homicides pour 7 %. 10 % représentent environ cinq filles. Sur 58 jeunes filles, 5 ont donc été placées pour viols ou actes de torture et de barbarie.

Ainsi, pour la grande majorité, les délits sont des atteintes aux biens, des affaires de vols en réunion le plus souvent, avec des circonstances aggravantes que sont les violences. Les vols et la violence sont donc les actes les plus fréquents à l'origine du placement. Il faut noter également que les violences s'exercent principalement à l'égard d'autres filles ou femmes. Il faut y ajouter des outrages à l'égard des représentants de l'ordre public chargés de missions de service public. Beaucoup de jeunes filles consomment du cannabis ou de l'alcool, parfois associés. Nous nous sommes rendu compte également que peu de jeunes filles consommaient des drogues dures avant de venir au CEF. C'est une problématique pour laquelle nous pensons ne pas pouvoir accueillir les jeunes filles. Nous pensons qu'elles doivent d'abord passer par une phase de sevrage pour intégrer le CEF. Les actes violents sont d'ailleurs très souvent associés à ces consommations.

Les jeunes filles que nous recevons sont souvent ancrées dans un parcours conséquent de délinquance. Ainsi, nous pouvons nous poser deux questions. Ces jeunes filles sont-elles moins lourdement condamnées que les garçons ? Existe-t-il une prime à la féminité ? Nous pouvons remarquer également que ces jeunes filles ne sont pas punies dans un premier temps, mais qu'elles sont orientées vers une structure de soins. Du fait qu'il n'y ait pratiquement pas de quartier mineur pour filles dans les prisons et qu'il n'y ait pratiquement pas de place pour accueillir les filles dans les EPM, les établissements pénitentiaires pour mineurs, lorsqu'elles sont incarcérées, les filles le sont dans les quartiers femmes adultes. Est-ce une prime à la féminité ou un évitement de l'enfermement compte tenu de son inadaptation par rapport aux jeunes filles ?

Les comportements des filles violents ou déviants au sein du CEF s'expriment différemment. Comme nous l'avons précisé, quasiment toutes les jeunes filles ont commis des actes de violence avant leur placement au CEF. Au CEF, cette violence peut revêtir différentes formes : violences physiques, atteintes à l'intégrité corporelle sur elles-mêmes ou sur les autres jeunes filles, blessures avec ou sans objet et violences contre le matériel, violences verbales, injures, insultes, moqueries, menaces, propos à connotation sexualisée, violences psychiques à l'encontre des autres jeunes, des manipulations entre elles, de l'isolement social, des rumeurs, des mensonges et des dégradations d'objets personnels ou de vêtements des autres jeunes. Ces violences peuvent être graves, fréquentes et intentionnelles.

Parfois, certaines jeunes filles banalisent ces comportements, soit pour leur côté intégrateur et fédérateur dans leur milieu social, mais elles comprennent qu'elles sont répréhensibles, soit comme un marqueur identitaire de cette tranche d'âge, de la loi du plus fort. C'est un

comportement qui se rapproche de ceux connus chez les garçons. Elles règlent leurs comptes ainsi disant qu'en inspirant la crainte, on force le respect ou qu'elles ne sont pas des bouffonnes. Certaines n'ont connu que cela familialement et socialement et ne voient pas d'autres façons d'agir ou de réagir.

Si la violence physique est la plus visible, la violence des propos et des attitudes est autant douloureuse, mais plus difficile à voir et à endiguer. Certaines peuvent avoir des propos, des attitudes et des regards qui font réagir fortement d'autres ou une autre, codes qu'il est parfois difficile de mettre à jour pour nous. Des alliances se font et se défont fréquemment, parfois d'une heure à l'autre. Parfois, certaines confidences peuvent être utilisées à des fins manipulatoires à l'égard des autres jeunes filles.

Au CEF, il y a eu des passages à l'acte violents physiquement entre filles, mais la présence et la vigilance constante des professionnels permettent d'intervenir très rapidement et d'arrêter l'escalade de la violence qui peut aller très loin. Certaines disent que lorsqu'elles commencent, elles ne s'arrêtent qu'une fois que la fille est à terre, quand elle est sur le carreau ou quand le sang coule. En revanche, cette permanence des adultes a aussi des travers auprès des jeunes filles. Elle tend aussi parfois à créer certaines situations. Certaines filles profitent de cette présence constante des éducateurs pour provoquer ou insulter verbalement d'autres, pour régler des comptes, exciter un peu les autres pour pouvoir en venir aux mains.

Quelles sont les attitudes des jeunes filles avec les professionnels ? Nous avons évidemment des professionnels hommes et des professionnels femmes. Avec les hommes, elles sont parfois dans un rapport de séduction. À l'adolescence, l'expression de la sexualité devient possible, avec une apparence qui peut en témoigner. Certaines en font trop dans les vêtements ou dans les attitudes, d'autres semblent la nier. Il y a un rapport de séduction important à l'égard de ces professionnels : des attitudes entreprenantes, des comportements et un vocabulaire sexualisés qui peuvent générer des conflits, des tensions entre elles, de la rivalité, de la jalousie, de la possessivité et de l'exclusivité d'un adulte. L'intervention d'un autre professionnel, pour mettre de la distance, peut générer aussi de l'agacement et de la colère chez la jeune fille. Elles peuvent être aussi dans une recherche d'affection paternelle. Dans tous les cas, la bonne distance professionnelle est indispensable pour pouvoir accompagner ces jeunes filles.

En ce qui concerne leur rapport avec les professionnels femmes, il semble qu'elles se mettent sur un pied d'égalité, sans strate générationnelle, pouvant essayer d'aller vers du copinage. Elles essaient parfois d'empêcher les relations entre les professionnels femmes et les professionnels hommes, pour garder la place qu'elles pensent avoir auprès des hommes. Je donne maintenant la parole à Christelle.

Christelle MALANDAIN, psychologue au centre éducatif fermé de l'association Les Nids à Rouen

Je vais essayer de vous présenter quelques éléments pour tenter de comprendre d'où vient cette violence et quelles sont les raisons de ces comportements. On observe que la violence, la délinquance et les troubles psychologiques sont souvent liés. Nous avons précisé tout à l'heure qu'à leur arrivée au centre éducatif fermé, ces jeunes filles sont ancrées dans un parcours de délinquance. Ce n'est pas une délinquance de type initiatique ; ce ne sont pas des actes de délinquance qui se font dans un temps limité, pour s'affirmer au moment du passage à l'âge adulte. Il s'agit plutôt d'une délinquance de type pathologique. Les jeunes filles sont à la frontière entre troubles du comportement et passage à l'acte. Elles ont des problèmes familiaux importants qui ont souvent généré des troubles psychologiques individualisés. Elles sont soit dans une délinquance de type pathologique, soit dans une délinquance d'exclusion, liée à une aggravation des problèmes sociaux, au chômage, à l'errance, etc.

Au centre éducatif, nous observons que toutes ces jeunes filles connaissent des contextes familiaux difficiles, perturbés, des histoires de vie complexes. Avant de venir au centre éducatif fermé, environ 50 % de ces jeunes filles ont été placées dans le cadre de la protection de l'enfance. À la vue des parcours des jeunes que nous avons accueillis jusqu'à aujourd'hui, nous pouvons penser que beaucoup auraient pu bénéficier d'une intervention sociale soutenue. Sur 58 jeunes filles, 53 ont des parents séparés, pour de multiples raisons (divorce, décès, un parent inconnu). Beaucoup sont donc de familles monoparentales ou de familles recomposées, avec toutes les incidences que cela peut avoir. 17 jeunes filles sur 58 sont par ailleurs issues des quartiers dits sensibles.

Nous observons que toutes ces adolescences sont en souffrance et ont souvent subi de la violence et des traumatismes dans leur histoire. Selon le moment de leur développement où ces perturbations sont intervenues, les effets, les conséquences psychologiques et leurs expressions seront différents et plus ou moins graves. Nous savons que l'impact des traumatismes psychiques est d'autant plus important qu'il est précoce. C'est vraiment quelque chose que l'on observe au sein du CEF. Pour des jeunes qui ont été aux prises avec des situations très compliquées dès leur prime enfance, les incidences psychologiques sont d'autant plus importantes. Les traumatismes parfois répétitifs qu'elles ont subis peuvent être de différentes natures. Il y a des maltraitements physiques, des maltraitements psychiques, des maltraitements sexuels, des carences ou des négligences affectives ou éducatives graves. Certaines jeunes filles ont pu être également confrontées à de l'imprévisibilité, au délaissement parental, voire à l'abandon parental, à des séparations et à des conflits parentaux, à des divergences éducatives très importantes. J'ai en tête une jeune fille qui a des parents séparés, qui est allée chez sa mère, qui a été reprise par son père et qui a été renvoyée chez sa mère. Pour imaginer ce qu'elle vivait, elle disait que c'était comme si, tous les jours, les lois changeaient. Sur le plan éducatif, la situation pouvait être parfois extrêmement compliquée pour elle. Certaines jeunes filles ont pu être aussi exposées à des spectacles de violence ou à des scènes sexuelles ou ont pu parfois être aux prises avec la folie parentale, etc.

La plupart de ces jeunes ont donc d'abord été des victimes, avant de devenir auteurs de violences. Certaines jeunes filles peuvent toujours être victimes et auteurs en même temps. J'ai en tête certaines situations. Des jeunes qui ont été placés pour maltraitements physiques et

psychologiques extrêmement importantes dès leur prime enfance, sont arrivés au centre pour des vols et du harcèlement et sont dans une situation familiale d'abandon massif et de maltraitance qui perdure encore. D'autres qui ont connu aussi un parcours dans le cadre de la protection de l'enfance, avec des parents toxicomanes, nous sont confiés pour des actes de violence principalement et pâtissent encore aujourd'hui de situations familiales.

Violence et souffrance sont donc intimement liées. D'ailleurs, lorsque les jeunes arrivent au centre éducatif, nous observons souvent des symptômes anxio-dépressifs, c'est-à-dire des symptômes anxieux généralisés qui peuvent s'exprimer par de la fatigue, des difficultés d'endormissement, une hypersensibilité, des préoccupations liées à la perception de soi, mais aussi des symptômes dépressifs (une irritabilité, une humeur triste, un manque d'énergie, un sentiment d'impuissance, de la provocation). Quand elles arrivent au centre éducatif fermé, il y a un arrêt de la consommation de stupéfiants. Or la majorité d'entre elles consomme stupéfiants, parfois associés à l'alcool. L'arrêt de ces consommations entraîne aussi des réactions extrêmement vives. Elles se trouvent d'un coup d'un seul confrontées à elles-mêmes, sans pouvoir utiliser ces produits pour passer à autre chose. Elles le disent très bien. Ces consommations leur permettaient de fuir la réalité, de ne pas se prendre la tête, comme elles le disent. Se retrouver confrontées à elles-mêmes a systématiquement des effets extrêmement douloureux. Nous avons des plaintes somatiques importantes. Elles ont souvent une très mauvaise image d'elles-mêmes. Elles sont dans une recherche d'identité. Certaines ont des troubles des conduites alimentaires, des problèmes d'hygiène, des problèmes de rythme veille/sommeil. Beaucoup avaient un rythme inversé, vivaient la nuit et dormaient dans la journée. Quand elles arrivent au centre éducatif fermé, beaucoup aussi sont en échec scolaire. Tous ces symptômes sont liés à leur vécu, à leur histoire, mais on observe aussi tous les symptômes qui sont réactionnels au placement, avec l'enfermement, le cadre, les limites et les règles qui sont extrêmement difficiles à leur arrivée. On observe également tous les symptômes qui sont liés aux mutations physiques et psychologiques de l'adolescence. Tous ces symptômes s'ajoutent et font que la prise en charge peut être parfois extrêmement compliquée, face à des profils complexes.

Au niveau intellectuel, les évaluations que j'ai pu mener jusqu'alors montrent souvent des quotients intellectuels qui sont moyens à faibles, voire très faibles pour certaines. Les résultats chutent souvent au niveau des capacités de compréhension, d'expression et d'élaboration. D'où sans doute des relations qui passent davantage par le corps et par la gestuelle que par la parole. Au centre éducatif fermé, nous constatons que lorsque les jeunes filles sont confrontées à des difficultés relationnelles, à des conflits ou à des disputes, la résolution des tensions passe quasi systématiquement par des insultes toutes faites et automatiques, comme celles que nous avons pu entendre tout à l'heure. Comme un disque rayé, les insultes fusent tout de suite. Parfois, elles sont associées à des passages à l'acte violents et physiques. Il n'y a pas de réflexion, d'analyse de la situation ni de recherche de compréhension. Il n'y a pas de mentalisation ni de pensée. La jeune fille est débordée par ses émotions, par ses ressentis et l'agression verbale et/ou physique est le moyen le plus rapide de se débarrasser d'une tension, de ne pas perdre la face et d'imposer le respect. Les traumatismes, parfois répétitifs et parfois très précoces, que les jeunes ont pu subir ont une incidence sur le développement intellectuel et le niveau intellectuel. Des recherches ont analysé des images IRM de cerveaux d'enfants âgés de trois ans qui avaient subi d'importantes négligences, sans avoir été battus ou secoués. Les imageries des IRM montraient des zones atrophiées dans le cerveau, des zones qui étaient dépourvues de

neurones. Les traumatismes psychiques précoces ont vraiment des incidences sur le développement.

Ces jeunes filles ont une gestion émotionnelle difficile, une émotion à fleur de peau, une susceptibilité et une impulsivité manifestes. Les comportements et les relations sociales sont donc plutôt gérés et dictés par l'impact émotionnel que par une quelconque analyse intellectuelle. Elles sont très vite débordées et très vite, une réaction comportementale intervient pour apaiser la tension. Chez toutes, on observe aussi un besoin de reconnaissance et de revalorisation de l'estime de soi. L'estime de soi est souvent aussi très liée aux projets que les parents peuvent faire. Or, très souvent, chez les jeunes filles que l'on a accueillies, ces projets sont quasi inexistantes de la part des parents.

Je dirai que quasiment toutes les jeunes filles n'ont pas bénéficié de liens d'attachement solides. Nous savons aujourd'hui que ces liens revêtent une importance critique qui forme vraiment l'ancrage sur lequel reposent les relations futures, le développement des capacités d'adaptation, des compétences sociales, relationnelles, émotionnelles et intellectuelles. Ce sont donc des adolescentes en souffrance, qui ont construit leur identité sur un mode particulier qui est celui de la violence, de la délinquance et qui s'y sont enfermées.

L'un des objectifs de notre prise en charge est de ne pas les réduire à leurs symptômes, mais il est parfois extrêmement compliqué de savoir ce qu'il reste derrière ces symptômes. Notre travail est aussi de comprendre avec elles comment elles en sont arrivées là et de quelles ressources elles disposent. Ces ressources sont d'autant plus difficiles à déceler que leur histoire a été compliquée très tôt. Il est donc important de ne pas les voir uniquement sous l'angle de leurs symptômes, des faits délinquants et de la violence qu'elles peuvent montrer, de ne pas les voir comme celles qui posent problème et qui sont responsables de tous les maux de la famille. Il est important de ne pas mettre en avant ces faits symptomatiques dans le travail avec les parents, pour que chacun puisse se remettre en question, prendre ou reprendre sa place. Toutes ont une histoire douloureuse, avec des traumatismes divers, à des moments divers de leur développement, ce qui entraîne des conséquences plus ou moins graves entravant leur développement. Toutes celles qui ont vécu ces parcours ne finissent pas forcément délinquantes, ne finissent pas en centre éducatif fermé, en EPM ou en prison, mais il est vrai que ces filles délinquantes et violentes surprennent, bouleversent l'image de la féminité, déroutent quant à leur prise en charge et interrogent quant à des mesures de prévention éventuellement spécifiques à mettre en œuvre.

Philippe SCHINDLER

Je ferai une conclusion, rapidement. Nous nous interrogeons sur ce que nous pouvons vous apporter en termes d'enseignements et d'indicateurs. Nous intervenons chacun dans un cadre parfaitement distinct. La prévention spécialisée intervient essentiellement dans le cadre de la protection de l'enfance, de l'accompagnement social. Pour notre part, nous intervenons dans le cadre d'une alternative à l'incarcération, plutôt sur un versant répressif, mais pas uniquement. Il se veut aussi éducatif. Nous pourrions dire que les CEF sont à la prévention spécialisée ce que les soins intensifs sont à la prévention médicale. Non opposables, ils se complètent.

Patrick DUBECHOT

Pour introduire le débat je vais vous poser une question : pourrions-nous retrouver cette description des comportements et des symptômes chez les garçons ? Qu'est-ce qui ferait la différence entre un garçon et une fille ?

Philippe SCHINDLER

Notre association gère également un centre éducatif fermé pour garçons de 13 à 15 ans. Les comportements que l'on observe chez les filles sont sensiblement les mêmes chez les garçons. Il n'y a pas une grande différence. Peu de choses différencient les filles, si ce n'est leurs attitudes par rapport aux encadrants. La proportion d'hommes est très importante dans l'encadrement des garçons, mais le rapport qu'ils ont avec les femmes est complètement différent de celui que les filles peuvent avoir avec les hommes.

Philippe SCHINDLER

C'est peut-être dû aussi à l'âge. Je rappelle que les garçons ont entre 13 et 15 ans. Lorsqu'ils sont légèrement entreprenants avec une femme, les femmes les reprennent et ils s'arrêtent beaucoup plus rapidement.

Jacqueline MATHIEU

Je voulais savoir si vous étiez d'accord avec cette notion de séduction qui n'est que d'un côté. Je suis assez septique. J'aimerais bien étudier un peu plus profondément la question.

Patrick DUBECHOT

Dans la salle, est-ce qu'il y a des éducatrices qui ont travaillé avec des filles dans les années 70-80 ? Par rapport à ce qui vient d'être dit sur le comportement des filles, il y a 20 ans, y avait-il ces mêmes comportements ? Ensuite, je poserai la question à des plus jeunes éducateurs, à des personnes qui travaillent actuellement avec des filles.

Une participante

Je suis éducatrice à Toulouse depuis plus de trente ans et je travaille avec des filles depuis toujours. Personnellement, il ne me semble pas avoir remarqué que les comportements, les attitudes et les problématiques aient véritablement changé. Je crois que c'est surtout notre société qui a changé. C'est une sacrée question à laquelle aujourd'hui, les jeunes filles ou garçons, sont durement confrontés.

La description que vous avez faite de ces jeunes filles, monsieur SCHINDLER, m'a un peu choquée. J'ai eu l'impression que vous décriviez des espèces de diabesses incontrôlables et vicieuses. Cette description m'a beaucoup dérangée. J'ai préféré l'intervention de madame MALANDAIN qui était beaucoup plus affinée. Elle a parlé de souffrance, a dit qu'elles étaient avant tout des victimes, qu'elles s'infligeaient à elles-mêmes de la violence. Je

trouvais que votre descriptif n'apportait rien. J'aurais aimé vous entendre décrire les garçons dont vous dites qu'ils ont à peu près les mêmes comportements, mise à part la séduction. Qu'est-ce que la séduction ? Lorsque ces jeunes filles se mettent en scène avec leur corps, dans leur façon de s'habiller, de parler et d'interpeller, s'agit-il de sexualité ? Je n'en suis pas certaine.

Christelle MALANDAIN

Non, pas forcément. Nos deux interventions ne sont absolument pas opposables. J'ai tenté de donner des éléments de compréhension des comportements que l'on observe et monsieur Schindler a montré ce que nous observons dans leur façon d'être au quotidien au centre éducatif fermé. Nous avons donc chacun notre part. Nous n'avons pas parlé de vicieuses, etc. mais la violence verbale est très crue et très sexualisée. Parfois, on leur demande ce qu'elles entendent et ce qu'elles mettent derrière ces mots et on constate qu'elles ne le savent pas très bien.

De la salle

Je pense que les jeunes filles, comme les jeunes garçons, qu'elles soient dans vos établissements fermés ou qu'elles aient des comportements moins problématiques, ont envie que l'on parle avec elles de questions dont on ne parle pas encore aujourd'hui, de la sexualité et de l'affectivité. Ils nous interpellent évidemment avec un langage qui est souvent cru, les filles empruntant un langage viril des garçons, l'affichant et le renvoyant. Je crois que certaines renvoient la propre violence qu'elles subissent en adoptant cette posture.

Karen JOSSE, éducatrice spécialisée à Saint-Nazaire

Je voulais revenir sur deux points. Nous sommes en train de dire que parfois, les filles ont tendance à vouloir devenir comme les garçons ou à emprunter certains de leurs codes, notamment un langage un peu plus cru que l'on a l'habitude d'attribuer aux garçons. Je pense que cela rejoint un problème de société qui est lié à cette égalité hommes/femmes. Pour elles, l'égalité hommes/femmes ne doit-elle pas passer par le fait de s'approprier des codes de garçon ? C'est une question très ouverte. En équipe, nous y réfléchissons régulièrement.

Je voulais revenir également sur la question des genres et de la séduction. Je n'exerce que depuis dix ans, je n'ai pas remarqué spécialement que les filles étaient toujours dans un rapport de séduction. Je pense qu'elles sont dans un rapport de séduction comme toute femme au quotidien. Ce n'est pas propre qu'aux jeunes filles. Il ne faut pas oublier que les hommes sont aussi dans un rapport de séduction. Je pense que le positionnement de nos collègues masculins y est pour beaucoup. Certains ont peut-être peur de ce rapport de séduction, mais certains s'en sortent très bien et de par leur posture professionnelle, arrivent à remettre beaucoup de cadre et de sens vis-à-vis de ces jeunes filles par rapport à ce que représentent un homme et un éducateur.

De ma place de femme éducatrice, j'ai souvent eu l'occasion de discuter avec des collègues sur cette question. Doit-on être féminine pour être éducatrice en prévention spécialisée ? Est-ce que nous devons adopter nous aussi des codes vestimentaires particuliers pour aller

travailler dans la rue ? Je pense que nous pouvons rester féminines, que nous pouvons renvoyer l'image d'une femme respectée tout en étant féminine auprès des garçons. Je voulais juste faire cette remarque. Je vous remercie.

Stéphanie PARENTI, éducatrice spécialisée à l'Association picarde d'action préventive

Ma question est de savoir si vous avez pu évaluer un nombre beaucoup plus important de tentatives de suicide chez les jeunes filles dans les centres éducatifs fermés que chez les jeunes hommes. Est-ce que des études ont été faites sur le sujet ?

Philippe SCHINDLER

Très peu d'études sont faites sur les centres éducatifs fermés. Une étude a débuté il y a un an avec la CNAPE et elle porte sur le suivi des mineurs avant, pendant et après la prise en charge en CEF. Nous n'avons aucune statistique sur les tentatives de suicide des mineurs dans les centres éducatifs fermés. Dans notre centre, nous n'en avons pas eu, ce qui ne veut pas dire que les filles ne sont pas en souffrance. Celle-ci se manifeste autrement, parfois par des scarifications à outrance. Nous n'avons pas eu de tentative de suicide réelle, mais nous ne savons jamais à quel moment un acte devient une tentative de suicide. Faut-il avoir la corde au cou ? La scarification peut-elle être vue comme une tentative de suicide ? C'est difficile de le déterminer.

Stéphanie PARENTI

Dans notre travail avec les jeunes filles sur les quartiers, on constate qu'elles expriment beaucoup plus leurs souffrances sur leur propre corps. C'est difficile à travailler. Peut-être y aura-t-il des éléments de réponse aujourd'hui ou demain. Cette question nous interpelle énormément.

Patrick DUBECHOT

Les garçons ne s'infligent pas de souffrances corporelles.

Stéphanie PARENTI

Les garçons sont davantage dans la prise de risques. J'ai l'impression que cette prise de risques est plus visible parce qu'elle est plus destructrice et qu'elle est sur la scène publique, alors que les jeunes filles s'infligent une violence contre elles-mêmes et la cachent. C'est vraiment très violent. J'ai le sentiment qu'elles vont beaucoup plus loin contre elles-mêmes que les garçons. C'est ma petite analyse d'éducatrice.

Patrick DUBECHOT

Nous sommes là pour cela, pour faire ces petites analyses. Est-ce qu'il y a d'autres remarques ?

De la salle

Je voudrais faire un lien avec ce qui a été dit tout à l'heure à propos d'internet. Internet renvoie peut-être à la difficulté de limiter ce qui est de l'ordre du public et du privé. Les filles expriment maintenant beaucoup de choses au travers des blogs, leurs souffrances, leurs émotions, etc. Tout passe beaucoup par l'écrit et ce genre d'expression. Je voulais faire cette interrogation sur la limite du secteur privé et du secteur public.

SYNTHESE DE LA JOURNEE DE TRAVAUX

Patrick DUBECHOT

Je vous propose de remercier nos intervenants de l'après-midi. Je vais me prêter à un exercice un peu délicat qui est de faire une synthèse de la journée. Je vais demander à Fabienne QUIRIAU de me rejoindre.

Comme je vous l'ai dit en début de matinée, j'ai rencontré Françoise TETARD qui est une historienne, en 1995, à Angers, au cours d'une journée d'étude sur la prévention spécialisée. Nous intervenons sur ce domaine. Je dois dire que ma formation de démographe m'a amené à considérer l'histoire comme un pan important de la connaissance pour éclairer le présent. Dans les travaux que je peux faire, je me méfie donc toujours de ce qui peut apparaître comme nouveau et je m'attache à aller voir dans le passé si des choses ne ressemblent pas à cette nouveauté. C'est pourquoi nous sommes entrés dans ces journées par l'histoire de la prise en charge des filles dans des établissements comme le Bon Pasteur. Le livre de Claire DUMAS et de Françoise TETARD retrace une histoire de la prise en charge des filles, de leur enfermement qui sont parfois assez insupportables. Pensez à l'exemple qu'a donné Claire Dumas de cette fille qui croit venir pour porter des fruits à sa sœur et qui se retrouve cloîtrée, enfermée. C'est terrible. Nombre de filles étaient cloîtrées et n'avaient pas de possibilité de s'échapper de cet univers. Les jeunes filles devaient changer de prénom. On leur donnait un prénom, comme à d'autres on donnait un numéro. Leurs tenues visaient à nier le corps. Il faut bien sûr le resituer dans le contexte de l'époque. C'étaient des bonnes sœurs qui encadraient ces jeunes filles, avec un rapport au corps qui est celui de la religion. Elles ont fait subir leur propre perception de l'existence des filles à des jeunes filles qui étaient là pour des motifs parfois très futiles, simplement pour la suspicion qu'engendrait leur comportement.

Cet élément de suspicion des comportements des filles est à l'œuvre aujourd'hui. Contrairement aux garçons, on a toujours, en ce qui concerne les filles la suspicion d'un comportement qui va les conduire à une sexualité précoce et bien sûr avec le risque de la prostitution. Il y a une permanence historique sur cette question. Cette entrée dans l'histoire

permet de comprendre que les regards que l'on porte aujourd'hui sur les filles ne sont pas si étrangers à ceux du XVIII^{ème}, XIX^{ème} et XX^{ème} siècle. Nous sommes au XXI^{ème} siècle et nous voyons que les choses avancent lentement. Il était donc important pour nous d'entrer dans cette histoire.

Josette Magne nous a ensuite parlé de la manière dont les équipes de prévention spécialisée travaillent avec les filles. Nous voyons bien la complexité de ce travail parce qu'il met en jeu des rapports de genre, aussi bien entre les garçons et les filles des quartiers, ou les lieux dans lesquels vous travaillez, qu'entre éducateurs et éducatrices. Ces rapports sont souvent « impensés », comme si les éducateurs et éducatrices étaient asexués. Dans sa recherche, Josette MAGNE montre aussi que les éducatrices ont parfois elles-mêmes tendance à reproduire des perceptions genrées. Par exemple, l'approche des comportements des filles est analysée à l'aulne de la psychologie. Pour ce qui est des garçons, les conduites problématiques, voire déviantes sont étudiés à travers le filtre des rapports sociaux. Quand Josette Magne nous interroge sur la représentation que l'on a des rôles des uns et des autres, elle interpelle aussi le rôle que les filles vont jouer dans la société. Aujourd'hui, les filles qui s'adressent à des éducateurs ne le font peut-être pas dans le même rapport qu'il y a vingt ou trente ans parce que la place des femmes a changé dans notre société. Aujourd'hui, elles prennent des places et des positions qu'elles ne prenaient pas il y a vingt ou trente ans.

Josette Magne a parlé de l'invisibilité des filles. Les problèmes qui se posent aujourd'hui se sont posés au moment du débat sur la contraception. La sexualité n'existait pas dans les années 60-70. Si les femmes ne l'avaient pas rendu visible, ce ne sont pas les hommes qui l'auraient fait. Cette visibilité vient des filles et des femmes. La question du rapport de genre est essentiellement portée par les femmes et non par les hommes. Pourquoi les filles sont peut-être plus visibles aujourd'hui ? Parce qu'elles sont dans une société où on tend vers l'égalité. Elles ont donc une possibilité de se rendre visibles. Elles ne le font pas dans les mêmes lieux ni de la même manière, mais elles le font aussi parfois de la même manière. Comme nous l'avons vu avec Jacqueline Mathieu, les bagarres et la violence féminine ne sont pas des phénomènes nouveaux. Ils ont toujours existé, mais à l'époque, on rendait invisible cette violence. Elle était anormale. Aujourd'hui, on la banalise peut-être un peu plus ou l'on s'en empare peut-être plus médiatiquement pour montrer qu'il y a des limites à la liberté des femmes.

Je pense que l'enjeu pour vous qui êtes en prévention spécialisée est de déjouer en permanence ces enjeux de société, ces enjeux de représentation autour de cette question du genre et de ne pas faire du problème des filles un problème particulier et des filles une catégorie particulière que l'on va traiter de manière particulière et spécifique. Il faut en permanence resituer le comportement des femmes et des jeunes filles dans une société dans laquelle s'exercent des rapports sociaux de genre. De mon point de vue, ces rapports sociaux de genre sont aujourd'hui plus visibles, grâce aux femmes, qu'il y a vingt ou trente ans. Il faut faire attention de ne pas exacerber d'une manière particulière et spécifique ces comportements des jeunes filles qui ne sont pas nouveaux, alors qu'ils sont justes plus visibles dans la sphère publique. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas développer des stratégies différentes pour travailler avec les filles. Elles sont toujours en but à une vie plus compliquée que celle des garçons. Leur accès à l'autonomie est plus est toujours plus dépendantes des relations au sein de la famille. Les filles sont moins visibles parce qu'il y a derrière elles des hommes (pères, frères) qui les surveillent davantage. Vous avez la chance

d'avoir aujourd'hui, dans les équipes de prévention spécialisée, des femmes qui sont en nombre plus important que du temps de Jacqueline Mathieu où les femmes étaient un peu seules. Il faut donc penser et développer des rapports au sein des équipes, et dans les pratiques avec les jeunes en lien avec les questions de genre.

Fabienne QUIRIAU

Je reprendrai simplement quelques expressions ou propos qui ont retenu mon attention, d'abord les propos de Josette MAGNE qui disait que les filles n'étaient pas forcément visibles dans l'espace public. C'est une observation qui me semble aller en contradiction avec l'évolution des femmes qui prennent de plus en plus de place dans notre société. C'est quelque chose qui m'interroge. Il est vrai que les filles n'occupent pas l'espace public comme les garçons l'occupent. Elle nous invitait à aller à la rencontre des filles là où elles se trouvent. Pour moi, cette discrétion des filles dans les rues est un premier paradoxe. D'ailleurs, j'ai toujours une question en tête : de quelles bandes de filles parlent le rapport BOCKEL ?

Deuxièmement, je me dis que finalement, il est apparu cet après-midi une similitude suite aux observations qui nous ont retranscrites, notamment dans le cadre de ce qui se fait au sein du centre éducatif fermé. En fait, il y a de très grandes similitudes entre les garçons et les filles quand il s'agit de souffrance. Les parcours se ressemblent étrangement. Pour ma part, je n'ai pas vraiment vu de différence entre ce que peuvent vivre des garçons et ce que peuvent vivre des filles qui à un moment donné, se retrouvent en rupture. Ils se différencient peut-être ensuite dans la façon de traduire ce qu'ils ressentent dans les comportements. On voit à nouveau ce retour vers l'intimité de la fille qui va peut-être le traduire beaucoup plus par un retour sur soi et une violence vers soi que les garçons. C'est aussi une question. Les causes, les parcours et les facteurs ne remontent pas facilement. On ne s'improvise pas du jour au lendemain un enfant en souffrance et en difficulté. Malheureusement, c'est tout un chemin.

J'ai entendu parfois réagir la salle quand on faisait des retours sur l'histoire. Les différents intervenants se sont beaucoup référés à ce qu'ils ont vécu eux-mêmes il y a trente ans. Certes, pour un jeune professionnel, trente ans signifient l'antiquité, mais je pense que l'histoire nous apprend des choses. Je retiens qu'il y a eu de fortes évolutions et qu'elles ne résultent pas du comportement même des garçons et des filles, mais de notre société qui vient impacter complètement les histoires de filles et de garçons. C'est ce que nous pouvons aussi enseigner. Il y a trente, quarante ou cinquante ans, il y avait aussi des comportements violents, les filles étaient aussi violentes, elles se battaient entre elles et pouvaient dire des mots grossiers, mais j'observe surtout l'impact de notre société par rapport à ces jeunes qui sont percutés. Que fait-on de tout cela en tant que professionnel ?

Je retiens par ailleurs deux points. Les professionnels sont tous traversés par ces mêmes questions. On retrouve ce que l'on dit pour la prévention spécialisée en internat et en CEF. Il y a des similitudes dans les histoires de vie que l'on retrouve à des moments plus ou moins critiques. Ils sont déjà dans la rue avec des comportements qui les mettent en danger. Ils se mettent en rupture. On les retrouve ensuite en CEF. Cela nous interroge : qu'est-ce que nous pouvons faire pour éviter de telles évolutions ?

Enfin, j'avoue très humblement que la question de différence de genre ne m'était pas apparue, à une époque où moi-même j'avais à diriger différentes équipes de travailleurs sociaux dont des équipes de prévention spécialisée. J'avoue qu'il y a six ou sept ans, la

différence de genre ne m'avait jamais été posée comme une vraie interrogation. Aujourd'hui pourtant, cette question est très présente dans les réflexions et les propos des intervenants. Demain, des réflexions seront sans doute rapportées par rapport au corps. Finalement, il y a une façon d'être. Quand on est une fille, le corps prend peut-être plus de place parce que c'est une façon de s'exprimer et qu'il veut dire aussi d'autres choses. C'est un moyen d'être, d'exister, de s'identifier. Ce n'est pas tant la question du sexisme, du genre, etc. qu'un mode d'expression qui est peut-être beaucoup plus fort chez les filles que chez les garçons, même si je crois que la question du corps reste très importante aussi chez les garçons. Voilà ce que je voulais vous dire ce soir. Merci.

LES APPRENTISSAGES ET LA SOCIALISATION CHEZ LES FILLES

Patrick DUBECHOT

Bienvenue à cette deuxième journée. J'espère que vous avez passé une bonne soirée, parisienne, pour certains et certaines, que vous avez, après cette première journée, relu vos notes attentivement et que cela a fait débat lors du dîner du soir. Mais j'espère que cela n'a pas perturbé votre nuit.

En introduction, je voudrais vous parler du « *Journal de la Prev* ». Ce sont de petits fascicules, sous la forme d'un journal, qui ont été distribués lors des Assises de Marseille, en 2002. On y évoque notamment l'émergence des « blousons-noirs ». Vous avez une image du blouson noir, un jeune homme en blouson, les jambes écartées, viril... Le titre est le suivant – il s'agit de sauver la jeunesse délinquante –, entre deux silhouettes : « *Un jugement pour quatre blousons-noirs : le sursis avec mise à l'épreuve qui transforme les blousons-noirs en boy-scouts.* » Et on voit le modèle du boy-scout, musclé tout de même, en short... Ce sont des extraits de journaux qui datent de l'été 1959, « l'été des blousons-noirs », au cours duquel la prévention spécialisée a pris toute son importance, appuyée le ministre de la Jeunesse et des Sport de l'époque, Maurice Herzog. Si Françoise TETARD était là, elle vous dirait, comme elle le raconte dans son livre, comment est né ce mythe des blousons-noirs. C'est très intéressant. Nous sommes en juillet. En juillet, il ne se passe rien cet été là, sur le plan politique. Les journaux ne savent donc pas sur quoi vendre et tout à coup, il y a deux bagarres entre des jeunes, l'une dans le sud, à Juan-les-Pins, et l'autre à Paris, square Saint-Lambert – c'est dans le 15^e arrondissement de Paris –¹². Les journalistes s'emparent de cet événement pour titrer : « *L'été de tous les dangers* », « *Faut-il aimer les blousons-noirs ?* »

Cette question des bandes constitue un élément à rapprocher avec notre actualité. Des bandes se sont toujours affrontées. Certes les formes ont évolué, les motifs aussi. Mais surtout, les affrontements entre bandes constituent des faits divers largement médiatisés qui entretiennent la peur de la jeunesse, quelque soit l'époque ; je vous renvoie aux travaux de Laurent MUCCHIELLI¹³ sur ce thème.

Un titre en particulier doit vous parler puisqu'aujourd'hui, la délinquance rajeunit de plus en plus. C'est en 1965 : « *Les éducateurs sont inquiets : les jeunes voyous délinquants sont de plus en plus précoces.* ». Vous voyez que la question du rajeunissement de la délinquance n'est pas un sujet nouveau. Depuis le temps qu'ils sont précoces, on se demande pourquoi ils ne sont pas délinquants en maternelle, aujourd'hui...

¹² Extrait de l'ouvrage de V. Peyre et F. Tétard : « *Les 6 et 7 juillet 1959, les journalistes en mal de papiers en cette période estivale, en quête de thèmes le moins politiques possibles (la guerre d'Algérie fait rage) couvrent deux rixes entre bandes : l'une se produit au Square Saint Lambert à Paris (15^{ème} arrondissement) entre deux bandes du quartier ; l'autre à Juan-les-Pins sur la Côte d'Azur, entre des jeunes du coin et des jeunes en vacances. Il n'en faut pas plus pour déclencher un phénomène de presse de grande envergure, qui durera au moins jusqu'en 1962. les « Blousons noirs » entrent en scène et la peur qu'ils suscitent se répand sur tout le territoire, telle une traînée de poudre. Comme l'avait imaginé l'inspecteur Jean Péraud, l'expérience positive des Clubs de quartier est brandie comme une antidote, et les éducateurs de Prévention deviennent des héros, sauveurs providentiels d'une société en déroute* » (p.122).

¹³ Laurent Mucchielli : *Violences et insécurité. Fantasmes et réalités dans le débat français*, La Découverte, Paris, 2001 (2^e éd. augmentée 2002).

Une autre image qui s'inscrit dans l'objet de nos deux journées, c'est le rapport avec les filles : « *Depuis que les meneurs sont en prison, ceux du square Saint-Lambert – c'est dans le 15^e arrondissement de Paris – sont désœuvrés. Ils sont pour l'instant des petits garçons bien sages.* » L'illustration montre un garçon qui gifle une fille. Ce sont des rapports de domination qui ne sont pas non plus très nouveaux.

À la page suivante, vous avez : « *Les parents stupides* », avec une jeune fille à l'air respectable, vêtue d'une robe à fleurs. Pour les jeunes filles, il ne s'agit pas de bagarres : « *Très souvent, les parents ont vu partir leur enfant avec quelque inquiétude et avec des réticences. Parfois, ils lui ont fait confiance ou ont accepté... l'inévitable. Dans la grande majorité des cas, on se trouve donc surtout dans les débuts de la prostitution, en présence de parents qui seraient prêts à se porter garants de la bonne moralité et de la vie sans reproche de leur malheureuse fille.* » On retrouve là, les thèmes que nous avons vu hier, cette stigmatisation des comportements des filles autour des registres affectifs et sexuels.

Il y a d'autres petits journaux sur cette période où l'on retrouve des éléments de préoccupation qui sont totalement actuels. Quelqu'un posait la question de l'intérêt de l'Histoire, hier. Vous voyez que l'intérêt de l'Histoire est aussi de montrer qu'il y a des processus qui sont assez récurrents et qu'il y a des observations, des analyses qui ne sont pas nouvelles.

Aujourd'hui, nous allons travailler notre objet la prévention spécialisée et les filles à partir d'autres interventions. Nous aurons l'occasion de l'aborder à partir de travaux de recherche en milieu scolaire avec Sophie RUEL. Puis, Rachida AZOUGUE, directrice d'une association de Prévention spécialisée nous rapportera la mise en place d'un projet de structure innovante, grâce à l'action de filles du quartier. Nous aurons cet après-midi l'intervention d'une personne de l'association « Ni putes, ni soumises », et enfin une table ronde avec des éducateurs et éducatrices d'une association de prévention spécialisée qui évoquerons des actions spécifiques avec les filles. Vous le voyez, nous croiserons les travaux de recherche, les expériences professionnels, ce qui nous permettra d'avoir des approches diversifiées autour de notre thème.

La première intervention, autour de la construction identitaire du genre au sein de l'institution scolaire, sera donc le fait de Sophie RUEL, docteure en sciences de l'éducation. Elle va nous montrer comment les comportements genrés se jouent dans l'institution scolaire, institution dans laquelle les enfants passent énormément de temps ? Nous allons donc essayer, avec Sophie Ruel, de voir ce qui se passe dans cette institution scolaire autour des questions de genre.

Le décryptage des modes de construction identitaire de genre au sein de l'institution scolaire

Sophie RUEL, docteur en sciences de l'éducation, socio-anthropologue de l'enfance

Je suis docteur en sciences de l'éducation à l'université de Caen, chercheuse associée au CERSE, le Centre d'Etudes et de Recherche en Sciences de l'Education, et également enseignante à l'université du Havre, au sein du département Carrières Sociales.

Mon intervention va porter sur le décryptage des modes de construction identitaire de genre au sein de l'institution scolaire. La recherche que je vais vous présenter aujourd'hui est issue de mon travail de thèse, thèse que j'ai soutenue en mars 2009 à l'université de Caen. Un premier temps sera consacré à la présentation de ma recherche : son fondement, la problématique traitée, le dispositif de l'étude... Un second temps sera consacré à l'exposé de quelques résultats issus de ma thèse et traitant uniquement de l'expérience scolaire des filles.

S'agissant de la présentation de la recherche, de son fondement et de la problématique, jusque dans les années 1980, les sociologues s'étaient peu posés la question de savoir si les enfants eux-mêmes jouaient un rôle actif dans le processus de socialisation et de formation des identités de genre. Comment, par exemple, les enfants, les filles ou les garçons s'approprient-ils les rôles, les identités, les représentations de genre qui leur sont dévolus dans la société actuelle ? En effet, au fil de mes nombreuses lectures propres à cette thématique, je me suis aperçue que beaucoup de travaux ont traité du processus de socialisation, mais particulièrement du côté des structures, laissant peu voir l'autonomie potentielle de l'enfant socialisé. Ils se sont davantage intéressés aux institutions qui socialisent l'enfant qu'aux enfants eux-mêmes. Ils ont donc longtemps suivi ce que nous appelons, en sociologie, une logique verticale et une conception unilatérale qui limitait l'enfant au seul rôle de réceptacle passif soumis aux logiques du genre.

Mon travail de thèse, qui s'inscrit dans le champ d'une socio-anthropologie de l'enfance, domaine de recherche encore relativement vierge, proposait de tenter de renouveler la réflexion. Je suis partie du principe que l'enfant ne peut être confiné dans une position de spectateur ou de reproducteur par rapport aux modèles sociaux propres aux logiques du genre. Mon objectif n'est certes pas de nier l'importance des pratiques de socialisation différenciée. En effet, selon moi, la question de la redéfinition de la place des genres au sein de la société ne doit pas manquer de déboucher sur l'importance du processus de socialisation différenciée des filles et des garçons. S'interroger sur le statut d'une société et des individus, c'est aussi réfléchir sur le processus de socialisation et sur les mécanismes qui produisent ou entretiennent les logiques du genre, et ceci, dès les premières étapes de la socialisation. Tenter d'appréhender les enjeux de cette socialisation différenciée, mais pour les enfants, et de comprendre comment les enfants, dans un environnement socioculturel médiatisé par le genre, se construisent en tant que filles ou garçons de leur culture, donne l'occasion d'élargir le propos.

Au cours de mon travail de thèse, mon attention s'est portée sur l'étude de la population enfantine, à partir de son vécu quotidien, en centrant mon travail autour de la construction culturelle des sexes. Et plus précisément, de savoir, au-delà des théories spécifiques du déterminisme social – je me réfère surtout aux théories de Bourdieu –, ce que font les enfants de l'héritage culturel propre à la construction sexuée, construction sexuée qu'ils reçoivent de leur environnement social et culturel. Qu'en font-ils au quotidien ?

Mon hypothèse centrale a été la suivante, tout au long de mon travail : la construction culturelle des sexes n'est pas simplement référée à la reproduction des modèles sociaux, mais est également envisagée comme une construction propre aux enfants et à laquelle ils participent.

Du point de vue de la méthodologie, comment ai-je abordé les attributs du processus d'appropriation de la construction culturelle par les enfants ? Pour connaître le point de vue des enfants sur leur expérience socialisatrice propre à la différence des genres, j'ai dû réfléchir au choix d'une méthodologie me permettant d'élaborer une réponse à ma question de recherche. J'ai opté pour une méthode uniquement qualitative, basée sur un travail d'observation que j'ai réalisé au cours de l'année scolaire 2004-2005 au sein de quatre écoles élémentaires essentiellement situées en Normandie et comptant au total 880 élèves. J'ai donc pu observer 880 enfants. Mon travail d'observation a été réalisé sur les espaces circonscrits que sont les cours de récréation et les salles de classe. Aujourd'hui, mon propos va uniquement porter sur le travail d'observation que j'ai réalisé au sein des salles de classe, et non dans les cours de récréation.

J'ai complété ce travail d'observation par une série de 40 entretiens individuels auprès de 21 filles et de 19 garçons âgés de 6 à 11 ans, issus de milieux socioculturels variés et scolarisés dans l'une des quatre écoles élémentaires sur lesquelles a porté ma recherche.

Pour mener à bien cette recherche, qui se centre sur des enfants fréquentant l'école élémentaire, mon travail s'est appuyé sur un dispositif méthodologique qui coordonne deux approches complémentaires : des entretiens semi-directifs et un travail d'observation. Pourquoi ? Je vais vous donner un exemple concret. Au cours d'un entretien, un garçon m'avait confié qu'il ne s'intéressait pas aux filles. Lors de mes observations au sein de l'école élémentaire fréquentée par ce garçon, j'ai observé, durant les temps récréatifs, qu'il courait auprès de filles qui portaient des jupes ou des robes dans le dessein de leur soulever la jupe ou la robe. Il peut en effet exister un décalage entre les déclarations des enfants et leurs actes (phénomène de désirabilité sociale) C'est pourquoi j'ai retenu ces deux méthodes. Cela permet d'approcher ce décalage qui peut exister entre la pratique et le discours, entre ce que nous disons et ce que nous faisons.

Tout au long de mon travail de thèse, mon objectif n'a pas été de militer pour une égalité. Je ne nie pas le fait que la tentation du discours idéologique était là. L'héritage des courants féministes, ma propre identité féminine sont autant d'éléments qui ont pu influencer ma perspective et qui peuvent conduire à une certaine perception faussée de la réalité. Pour parer à ces difficultés liées à mon objet d'étude, j'ai réalisé un long travail d'écriture, de réécriture, de correction, j'ai eu de nombreux échanges avec des personnes. Les garanties de mon choix méthodologique m'ont aussi permis de penser mon objet d'étude en tant que chercheuse et non en tant que femme ou encore en fonction de mes opinions propres aux rapports sociaux de sexe. Ce temps de maturation de la recherche a été essentiel à une certaine prise de distance à l'égard de mon sujet de recherche et de mon propre travail. Il m'a permis de dépasser certaines de mes convictions, certains de mes a priori, certains stéréotypes que je pouvais avoir, et de faire émerger une vision plus exacte de la réalité sociale, exempte de jugements de valeur. Il me semblait important de le préciser.

Je vais vous exposer mes résultats de recherche, qui analysent et tentent de comprendre la place des filles à l'école. Par exemple, qui sont-elles ? Comment sont-elles perçues ? Quel regard portent-elles sur elles-mêmes, sur les garçons, sur l'école, sur leur scolarité, sur la

société qui les entoure ? Une première partie de ma présentation sera consacrée à la gestion de l'espace de classe : comment les filles se l'approprient-elles ? Qu'en font-elles ? Comment s'y construisent-elles ? Une seconde partie sera consacrée à la relation qu'elles entretiennent avec le cadre scolaire : comment perçoivent-elles leur scolarité, leur travail scolaire, la scolarité des garçons ?

Pour illustrer mon propos, j'ai tiré de nombreux extraits d'entretiens et d'observations de mon travail de thèse, ce qui permettra de rendre l'exposé un peu plus évocateur et de donner la parole à ces filles. C'était vraiment le but de ma recherche.

Au cours de mon travail de thèse, je me suis intéressée à la manière dont les filles – et les garçons, entre parenthèses, parce qu'il était difficile de les laisser de côté, même si, aujourd'hui, je ne parlerai que des filles – s'approprient l'espace de classe à travers les interactions scolaires, les modes d'occupation sonore et de motricité et la conformité aux normes scolaires.

Comme le souligne Bernard Charlot, qui a beaucoup travaillé sur le rapport au savoir à l'école, *« l'école au quotidien, c'est d'abord et avant tout la classe. »* Il était donc incontournable d'analyser ce qui se passe en classe. Mais il faut savoir qu'au sein de cet espace, se joue autre chose que la seule acquisition de connaissances et de savoirs. Certes, c'est un premier point : dans la classe, on apprend des choses, mais pas uniquement cela. La classe est également un espace au sein duquel les enfants construisent singulièrement la différence des genres et se saisissent de la construction culturelle qui est transmise par leur famille pour l'ajuster dans leurs propres interactions.

S'agissant des interactions scolaires, je vais d'abord traiter de la participation en classe. J'ai pu constater que les filles, majoritairement, demandaient systématiquement l'autorisation de prendre la parole. Dans les faits, elles lèvent la main pour être interrogées, attendent d'être désignées pour parler, font moins d'interruptions que les garçons, proposent moins de réponses spontanées que leurs pairs masculins. D'une façon générale, elles sont spectatrices et participent peu en classe. Nina, 10 ans : « en classe, je ne dis pas grand-chose. Je suis dans mon coin et j'attends l'accord de la maîtresse si je veux parler. » Et si l'une d'entre elles tente de s'imposer par la prise de parole, j'ai pu remarquer qu'elle n'était pas très bien accueillie par les garçons. J'ai en effet constaté que les garçons avaient du mal à tolérer les interventions des filles et que dans la majorité des cas, cela se traduisait par des réactions très agressives et négatives : « putain, tu ne peux pas la fermer ? » ou : « il faut toujours qu'elle se fasse remarquer... » Ce sont des propos que j'ai pu entendre durant l'instruction en classe. De ce fait, j'ai pu observer que les filles présentent plus de comportements passifs de participation que les garçons, ce qui aboutit à une limitation de leur échange avec l'enseignant. Cependant, je me demande légitimement si le fait de se taire et de rester en retrait n'est pas une stratégie que pourraient adopter les filles pour être admises au sein de l'espace de classe. C'est une hypothèse que j'émetts.

J'ai tout de même pu remarquer que quelques filles ont conscience que les garçons, en majorité, s'autorisent le droit d'intervenir sans forcément lever le doigt ou avoir été clairement désignés par l'enseignant. Certaines d'entre elles, en particulier Marine, n'hésitent pas à le faire savoir à d'autres filles et à participer en classe. Par exemple, l'enseignante demande à une fille combien font $15 + 22$. Avant même qu'elle puisse répondre, deux garçons ont déjà crié : « 37 ». L'enseignante leur demande de se taire et dirige son regard vers l'élève interrogée, qui répète : « 37 » et se tait en regardant l'enseignante. Marine, 8 ans,

répond alors : « 'faut pas te laisser faire ! » Lors de son entretien, elle me confie : « je participe en classe dès qu'il s'agit de lire, de faire un problème au tableau. Je lève le doigt pour y aller. Les garçons, y lèvent pas le doigt pour répondre. Eh bien moi, des fois, je fais pareil. Y a pas d'autre solution, des fois, si tu veux parler en classe. C'est sûr, si tu ne bouges pas et que tu ne dis rien, tu peux toujours attendre pour parler. » Marine, pour être reconnue au sein de la classe, s'approprie donc quelques-unes des attitudes masculines éloignées des normes sociales de la féminité.

Question de la salle

C'est un maître ?

Sophie RUEL

Non, une maîtresse. Je précise qu'il n'y a que des enseignantes.

Marine est respectée par les filles et les garçons et son statut résulte de la combinaison de multiples éléments. C'est une élève qui maîtrise largement les normes de comportement associées à la masculinité. Les autres élèves lui reconnaissent volontiers une force de caractère et il est vrai que c'est une élève qui n'a pas peur de défier les garçons, lorsqu'elle se sent offensée.

Ainsi, à côté des garçons dominants, dont certains peuvent être qualifiés de garçons dominants agressifs, apparaissent, au sein du groupe d'élèves du groupe féminin, deux catégories de filles : des filles dominées résignées, celles qui ne rétorquent pas à l'emprise interactive des garçons, et des filles que j'ai appelées non soumises répondantes, nettement minoritaires, mais qui n'hésitent pas à riposter à la dominance de l'espace scolaire par les garçons, en particulier lors des interactions avec les enseignants.

Voilà pour la participation en classe.

S'agissant du rapport aux pairs, mes observations m'ont permis de constater que les filles étaient plus promptes à donner un appui, un soutien et à proposer de l'aide, particulièrement entre elles. Cette entraide entre les filles est plurielle : elle va du simple fait de prêter des affaires à l'aide directe lors de difficultés dans la réalisation d'une tâche. « On se soutient, dans les cours, avec mes amies » (Gaëlle, 9 ans). Clara, 6 ans : « des fois, quand mes copines elles n'ont pas leurs feutres, je leur prête. » J'ai pu constater qu'elles tiennent également davantage compte du bien-être de la personne et n'hésitent pas à laisser la parole aux autres enfants. J'ai décrit que leur attitude, par rapport aux pairs, pouvait être qualifiée de collaborative. Elles n'hésitent pas à manifester une grande attention, une implication dans les relations sociales, état de fait qui se caractérise notamment par des comportements tels que l'empathie ou l'altruisme. Elles développent donc plus de comportement social que leurs homologues masculins qui, eux, centrent leurs relations sur le contrôle et l'action. Cela se traduit, à certains moments, par des agressions verbales envers les filles qui veulent participer oralement en classe : « t'as envie que je te coupe la langue ? », ai-je pu entendre durant l'instruction scolaire.

Cependant, ces échanges plus ou moins violents entre les filles et les garçons ne sont pas constants, dans le sens où tous les garçons ne sont pas enclins à une violence verbale à l'encontre des filles. Par exemple, la présence d'un champ lexical parfois restrictif : « des

fois... », « il y a des garçons » ou « certains garçons » en témoigne. Gaëlle, 9 ans : « les garçons, des fois, en classe, y sont pas gentils avec moi. Ils me jettent des papiers, se moquent de moi avec mes chaussures vernies. » Les interactions révèlent également une agressivité à l'encontre des filles, qui se manifeste aussi dans des situations de séduction. J'ai constaté que ces échanges s'apparentaient plus à une maladresse et à une envie d'interagir avec l'autre groupe de genre. Anna, 8 ans, me confie : « on a fait un travail en groupe, la dernière fois, en classe. Gabriel est venu s'asseoir à côté de moi et il m'a mis un coup de poing dans l'épaule. Si tu savais comment il m'a fait mal ! Je l'ai insulté. Il m'a dit d'arrêter et m'a expliqué que c'était pour rire. Super ! Mais bon, pour me consoler, il a frotté sa main sur mon épaule et m'a parlé gentiment. » On voit ainsi, dans cette perspective, qu'au sein de la salle de la classe, les relations de séduction sont relativement rares mais que, quand elles ont lieu, elles sont plutôt violentes et maladroites.

J'ai aussi pu remarquer, dans le cadre de mes observations, que certains garçons n'hésitaient pas à ignorer les filles, ne leur adressaient pas la parole et restaient ensemble durant toute la durée de l'instruction. On repère également cette attitude chez certaines élèves féminines, dans le sens où, en fait, elles présentent une indifférence aux garçons et affichent tout simplement un désir d'être entre elles. Donc, elles restent entre elles.

En ce qui concerne le rapport statutaire enseignant / enfant, j'ai observé que des attitudes d'écoute, d'attention, de respect et d'exécution des consignes données par l'enseignante caractérisent le répertoire comportemental d'une majorité des élèves féminines. La plupart des élèves féminines sont réceptives et se soumettent à la parole de l'enseignante. Cette attitude générale leur vaut parfois le surnom de « chouchoute de la maîtresse » ou de « lèche-bottes » de la part des garçons. C'est ainsi qu'ils définissent les filles. Lors des entretiens, ce signe de sujétion et d'observance aux propos de l'enseignante m'a permis de voir que la majorité des filles ne voulaient pas se heurter à la désapprobation de l'enseignante. Emma, 6 ans, m'a confié : « la maîtresse, elle est gentille. Je fais toujours ce qu'elle me demande. » Et Adeline, 9 ans : « j'essaie toujours de faire ce que la maîtresse me demande. »

Mes résultats montrent également que les filles, dans leur discours, soulignent que les élèves masculins reçoivent une plus grande part d'attention des enseignants que les élèves féminines. De nombreuses recherches ont montré cela, mais du côté des structures, sans forcément déceler que les enfants en avaient conscience. Emma, 8 ans, me dit : « même si on lève le doigt, on n'est pas interrogées, car la maîtresse sait qu'on travaille mieux que les garçons, alors elle préfère les interroger eux. »

Les filles soulignent aussi le fait que les enseignants demandent plus aux filles d'aider les garçons. Elles en ont conscience. Léa, 6 ans : « la maîtresse, des fois, elle me demande d'aider les garçons qui y arrivent pas. Mais moi, y a jamais de garçon qui vient m'aider quand j'y arrive pas. C'est toujours mes copines. »

Voilà pour cette partie qui traitait des interactions scolaires.

S'agissant des modes d'occupation sonore et de motricité, que j'évoquerai rapidement, il faut savoir que les comportements et attitudes de la majorité des filles sont marqués par l'attention, l'écoute et le calme. Dans les faits, les filles sont silencieuses, assez discrètes et les prescriptions de passivité caractérisent leur conduite scolaire. Emma, 6 ans, me dit : « je ne fais pas de bruit en classe. Il faut être sage. » Ou Cécile, 10 ans : « en classe, j'écoute attentivement ce que nous enseigne la maîtresse. Elle n'est pas là pour rien. »

Je me suis donc demandée, de même que pour la participation en classe, si ce silence et ce retrait des filles ne seraient pas une stratégie pour pouvoir être tolérées et continuer à se maintenir dans le groupe de la classe. En effet, face à ces expériences distinctes de socialisation, les filles semblent avoir appris à déployer des stratégies qui consistent à demeurer dans l'ombre et à laisser l'espace aux garçons. Cet état de fait me montre que loin d'être passifs, les élèves sont bien acteurs, des acteurs très actifs dans le processus de scolarisation et de socialisation. Bien sûr, les filles ne sont pas toujours ni tout le temps silencieuses. Lorsqu'elles discutent entre elles, c'est souvent à voix basse, ou par l'intermédiaire de messages écrits qui circulent dans les rangs, par exemple. Christelle, 9 ans : « en classe, avec mes copines, on aime bien se faire passer des petits mots. Dans les petits mots, on parle souvent des garçons de la classe, genre : lui, il est beau avec son nouveau pull, ou : lui, il est canon avec du gel dans les cheveux... Des trucs comme ça. » À travers cet extrait d'entretien, j'ai pu remarquer que les filles portent bien un regard sur les garçons et certaines élèves, mêmes, devant les bêtises de certains garçons, ont du mal à cacher leur envie de rire. Elles ne sont pas insensibles. Aux pitreries d'un garçon, Inès, 7 ans, fait semblant de tousser. En réalité, elle se cache pour s'empêcher de rire.

Ces exemples montrent un élément intéressant, à savoir que certains garçons cherchent à plaire aux filles et donc, que la mise en scène de la différence des genres par les enfants n'est pas seulement un jeu de domination, mais également un jeu de séduction.

De la même façon que des modes d'occupation sonores différents sont présents au sein de l'espace de classe, j'ai relevé que l'attitude motrice de la majorité des filles était marquée par une faible mobilité. Les élèves féminines écoutent attentivement les propos de l'enseignante et demandent systématiquement une autorisation pour se déplacer. Emma, 6 ans : « en classe, je ne cours pas partout et je demande à la maîtresse quand je veux aller faire pipi, car c'est trop long, des fois, de se retenir. » À l'inverse, les attitudes motrices des garçons sont plus caractérisées par l'agitation et l'instabilité.

Ainsi, au sein de cette partie consacrée aux modes d'occupation sonore et de motricité, j'ai pu constater que les filles et les garçons s'appropriaient de manière distincte le territoire de la classe et que, dans la vie de groupe, identité de genre et identité de classe ne se conjuguèrent pas de la même façon pour les filles et les garçons.

S'agissant de la conformité aux normes scolaires, j'ai pu remarquer que les élèves féminines, en majorité, sont scolaires et ne créent pas d'indiscipline. Elles sont attentives. J'ai observé une meilleure adéquation de leur comportement de genre aux normes scolaires. À l'inverse des garçons, les élèves féminines que j'ai rencontrées ne vivent pas de conflit d'identité à l'école et sont peu sanctionnées. C'est comme si les exigences scolaires n'entraient pas en contradiction avec leur socialisation. En effet, respecter les normes scolaires ne vient pas en contradiction avec la perception qu'ont les filles des caractéristiques de la féminité : bien se tenir, obéir, respecter les normes est un effet évident de la socialisation féminine. L'obéissance des élèves féminines aux adultes de la communauté éducative et le respect du règlement de l'institution scolaire sont, sur ce point, révélateurs. Adeline, 9 ans, me confie : « en classe, j'obéis à la maîtresse. » Nina, 10 ans : « je me soumetts au règlement de l'école. Je n'ai pas envie d'avoir affaire au directeur. »

En outre – c'est ce que j'en ai conclu –, se conformer au code de conduite de l'institution scolaire s'apparente aussi à un moyen, pour les filles, de ne pas être associées au groupe des garçons, dans le sens qu'il s'agit de s'affirmer en tant que fille, par le biais d'une stratégie de

distinction vis-à-vis du genre masculin, qui peut se comporter d'une autre manière en classe. Cependant, bien que les élèves féminines, pour la plupart, soient conformes aux normes scolaires, j'ai pu en surprendre certaines en train de se faire passer des petits mots.

Je conclurai cette première partie consacrée à la gestion de l'espace de classe en disant que mes résultats de recherche montrent que la classe est investie comme un espace d'expériences spécifiques de la construction culturelle des sexes par les filles. Au sein de cet espace, les filles – et les garçons – tendent à définir ce que j'ai appelé « un espace ensemble / séparé » (en référence aux travaux de Goffman) qui participe à l'expression et à la construction de dispositions de genre selon les normes en vigueur dans la société. C'est comme si les filles affichaient une volonté de se distinguer des garçons au sein d'un espace où le genre féminin et le genre masculin se côtoient. Est-ce un effet de la mixité ? L'hypothèse est soulevée. Les filles n'hésitent pas à établir un type de relations sociales bien particulier, entre ségrégation et proximité, toujours selon un système binaire défini en termes de masculinité et de féminité.

Pour revenir à l'hypothèse centrale à laquelle je m'étais attachée, j'ai pu remarquer que les filles étaient loin d'être passives, dans le sens où elles apparaissent vraiment comme actrices. Elles adoptent des stratégies où plusieurs formes de féminité plus ou moins dominées sont discernables. Et l'on voit bien qu'elles ne grandissent pas dans l'indifférence de l'autre et qu'elles n'hésitent pas à se construire dans le rapport et le regard aux autres, où chaque genre devient un dispositif de formation pour l'autre genre.

Au cours de mon travail de thèse, je me suis également intéressée à la relation des filles – et des garçons – avec le cadre scolaire. Qu'en est-il du rapport à l'institution scolaire ? Comment les filles perçoivent-elles l'école ? Quelles attitudes ont-elles ? Quel est leur vécu scolaire ?

Questionnées sur leurs raisons d'aller à l'école, les filles évoquent en premier lieu leur goût pour l'apprentissage, l'acquisition des connaissances scolaires, les contenus d'apprentissage, qui développent chez elles une curiosité intellectuelle. Adeline, 9 ans : « l'école, ça sert à apprendre beaucoup de choses, à être instruite. » Bérangère, 8 ans : « je suis curieuse. J'aime apprendre toujours de nouvelles choses. » De même, j'ai pu constater que lire, écrire, compter demeurent des apprentissages scolaires de base qui font fortement sens pour les filles. Emma, 6 ans : « j'apprends à lire et à écrire comme une grande. » Clara, 6 ans : « on apprend à lire, comme ça, moi aussi, après, je pourrai lire des histoires à mes bébés, quand je serai une dame comme maman. » Bérangère, 8 ans : « grâce à l'école, tu sais compter. Comme ça, quand tu vas faire des courses et qu'on te rend la monnaie, tu peux vérifier si on ne t'a pas volé. »

Pour la plupart des filles, le rapport à l'école est avant tout un rapport au savoir. Vient en second plan la sociabilité juvénile. Cécile, 10 ans, me confie : « déjà, on s'instruit. Et en plus, y a mes copines. » On voit donc bien que les filles affichent, de ce fait, un rapport positif à l'école, qui est à la fois en liaison avec l'acquisition de savoirs et les aspects relationnels du cadre scolaire ; à l'inverse des garçons qui, eux aussi, affichent un rapport à l'école, mais beaucoup plus en lien avec la sociabilité amicale.

En ce qui concerne la finalité de l'école, les filles y sont sensibles. Elle représente à leurs yeux un enjeu essentiel. Pour certaines, l'école fait sens par rapport aux diplômes auxquels elle est censée permettre d'accéder. Gaëlle, 9 ans : « l'école, ça donne des diplômes. » Pour d'autres

filles, le rapport à l'institution scolaire est d'abord un rapport au métier. Pour celles-ci, il s'agit d'apprendre pour s'assurer un avenir. Nina, 10 ans : « l'école, c'est toujours utile. Imagine si je ne deviens pas chanteuse. Ce que j'aurai après l'école, ça me servira pour trouver un travail. Mais ne parlons pas de malheur... » Pour certaines élèves féminines, l'école permet aussi d'accéder à une indépendance. Marine, 8 ans : « l'école, c'est grâce à elle que je vais être indépendante. Donc, c'est quand même important. » Enfin, quelques filles n'hésitent pas à associer école et intelligence. Anna, 8 ans : « c'est là que je vais devenir intelligente. »

Ainsi, j'ai pu constater que les filles étaient sensibles à la finalité de l'école et que celle-ci prenait différentes formes. Il existe une variété de cas au sein d'un même groupe et au sein d'un même genre. Le discours des filles peut prendre plusieurs tonalités et montre que le sens de la finalité de l'école est construit par chaque fille.

S'agissant de la perception de l'école, j'ai pu constater que les filles avaient plaisir à être au sein de l'institution scolaire. Les expressions telles que : « l'école, c'est bien », « l'école, c'est chouette », « j'aime bien l'école » illustrent ce constat. Marine, 8 ans, qui, par contre, se structure comme un garçon, est l'unique fille qui n'adhère pas à cette vision de l'école : « des fois, l'école, c'est chiant, quand même. Moi, je préfère être au-dehors. » Ainsi, bien que la majorité des filles n'affichent pas un discours hostile à l'école, Marine, dans ses propos, n'hésite pas à émettre une certaine critique à son égard. Chaque fille, au cours de son parcours scolaire, peut donc construire singulièrement son rapport à l'école. Ainsi, même si de grandes tendances, marquées par des clivages de genre, sont perceptibles, la définition de la perception de l'institution scolaire peut également demeurer une construction personnelle et propre à chaque enfant.

Enfin sur le plan du vécu scolaire, j'ai pu constater que les filles, pour la plupart, se plaisaient à l'école. Adeline, 9 ans : « je suis bien dans mon école. Tout se passe bien. » Cependant, certaines filles se montrent stressées et perçoivent l'école comme un lieu d'angoisse. Lors des entretiens, elles n'ont pas dissimulé cet état de tension qu'elles pouvaient ressentir et me l'ont exprimé de manière parfois assez éloquente. Delphine, 9 ans : « de pas réussir à l'école, des fois, ça me fait bien stresser. Ça m'angoisse. Si je n'ai pas de bonnes notes et de diplôme, je ne pourrai rien faire dans la *life*. » Bérangère, 8 ans : « quand y a des contrôles ou des récitations, j'ai toujours une petite boule au ventre avant de rentrer en classe. J'ai peur de ne pas réussir. » Comment interpréter cet état de tension ? Ceci mériterait d'être approfondi.

Abordons à présent la relation des filles avec le cadre scolaire à travers l'investissement dans le travail scolaire. À cet égard, les élèves féminines présentent une assiduité apparente. Dans les faits, elles prennent de l'avance sur le travail à effectuer, n'attendent pas le dernier moment pour travailler et consacrent du temps à leur apprentissage et à la réalisation de leurs devoirs. Rachel, 9 ans, me confie : « j'essaie toujours de prendre de l'avance sur le travail à faire. On me dit que c'est bien, qu'il faut que je continue et que ça m'aidera quand j'irai au collège. » Elles se disent également studieuses et sérieuses : « en classe, je suis sérieuse » (Inès, 7 ans) ; « je fais ce que je peux, même si des fois, je n'aime pas ce qu'on fait en classe » (Marine, 8 ans). Elles n'hésitent pas à mettre en avant la bonne tenue de leurs cahiers : « mes leçons sont toujours faites et j'essaie de tenir mes cahiers propres. » À travers les propos de ces élèves féminines, on peut voir que les filles se disent – j'insiste sur le fait que ce sont elles qui se qualifient ainsi – soigneuses, travailleuses et consciencieuses. Selon elles, elles sont appliquées et fournissent un travail régulier.

L'hypothèse que l'on peut essayer d'émettre pour comprendre cette meilleure assiduité des filles dans le travail scolaire est peut-être à relier avec le processus de construction des identités masculines et féminines, dans le sens où l'investissement dans le travail scolaire peut s'apparenter, aux yeux des filles, comme une caractéristique propre à l'identité féminine et donc, une caractéristique qui peut être reconnue et valorisée quand elle s'exprime chez elles.

Pour montrer cette attribution des habilités scolaires identifiées comme féminines, les filles mettent en place une stratégie d'adhésion assez logique, visible dans leur comportement vis-à-vis du travail scolaire et surtout, elles n'hésitent pas à juger les performances des garçons. Bérangère, 8 ans : « qu'est-ce que les garçons écrivent mal ! Je ne sais pas comment ils font, le soir, pour apprendre leurs leçons... » Ou Adeline, 9 ans : « les garçons, y sont brouillons. » Et Clara, 6 ans : « les garçons, y sont sales... Leurs cahiers, y sont pas aussi beaux que ceux des filles. » On voit que les filles font preuve d'une participation active dans les situations scolaires, ce qui facilite leur réussite. Et, par une certaine maîtrise de leur métier d'élève, elles rentabilisent au mieux leur investissement dans le travail scolaire.

Dans le petit groupe de filles que j'ai pu interroger, la présence de non-redoublement chez la plupart d'entre elles avalise ce constat. Mais je tiens à préciser ce point dans le sens où je suis consciente de l'influence possible de la situation d'enquête : compte tenu des effets de la présentation de soi, pendant les entretiens, les filles ont très bien pu en profiter pour se montrer bonnes élèves vis-à-vis de moi. Mais ce sont leurs propos, c'est leur discours. On dit souvent que les filles réussissent mieux que les garçons et l'on se demande si c'est ou non un stéréotype. Dans les faits, c'est vérifié. Le phénomène des meilleures performances des élèves féminines est connu. De la maternelle au baccalauréat, les filles réussissent mieux. Je pense aux travaux de BAUDELLOT et ESTABLET, qui ont écrit *Allez les filles !* Ils viennent de publier un nouvel ouvrage « *Quoi de neuf chez les filles ?* » qui refait le point sur cette question. Ils constatent que la réussite scolaire des filles est toujours effective, qu'elles redoublent moins que les garçons à l'école élémentaire et qu'elles obtiennent des résultats légèrement meilleurs au baccalauréat. Cela ne garantit en rien une meilleure insertion sur le marché du travail, bien sûr.

Je me suis demandée si les filles avaient conscience de ce constat, à savoir qu'elles étaient meilleures que les garçons. En ce qui concerne les résultats scolaires et l'évaluation de leurs propres capacités, les filles se savent meilleures. Emma, 6 ans, me dit : « sur mes cahiers, la maîtresse, elle écrit souvent : très bien ou bien. Les filles, elles sont plus fortes que les garçons. » Ou Christelle, 9 ans : « j'ai de bonnes notes en classe, mais c'est normal : je suis une fille. On est meilleures, nous, les nanas. » Et Nina, 10 ans : « je suis plus forte, quand même, que la majorité des garçons. Ne t'inquiète pas. » [Petit clin d'œil à la fille que je représentais moi-même, lorsque j'étais avec elle en entretien.]

Mais cette meilleure réussite scolaire des filles est parfois mal vécue par certains garçons. La conséquence de cette confrontation avec la meilleure réussite scolaire des filles se traduit souvent par des comportements, des opinions et des propos négatifs envers les filles. Rachel, 9 ans, me confie : « les garçons, y sont pas contents quand les filles, elles ont des meilleures notes. C'est souvent. » Ou Marine, 8 ans : « les filles, en général, elles bossent comme des folles pour être les premières. Et comme elles ne peuvent pas toutes être premières, ça y va, la compète. Moi, je ne suis pas comme ça. J'm'en fous, de la première place. Et puis après, t'es mal vue par les garçons. Alors je préfère être dans la moyenne. » Ou Gaëlle, 9 ans : « j'ai

toujours des bonnes remarques, sur mes cahiers. Même si ça ne plaît pas aux garçons et qu'ils me le font savoir en me traitant d' "intello coincée du cul". »

Les filles ont donc conscience qu'elles sont meilleures. Je suis demandée comment elles expliquaient ce fait. Il est intéressant de noter que si les filles réussissent, selon elles, c'est parce qu'elles fournissent un travail régulier (assiduité qu'elles ont dans leur scolarité). Adeline, 9 ans : « si j'ai de bonnes notes, c'est parce que je bosse. On n'a pas rien sans rien. » Nathalie, 8 ans : « je fais des efforts pour avoir de bonnes notes à l'école. Je travaille régulièrement, pas en dents de scie. » Ou encore Cécile, 10 ans, qui me confie : « moi, si je réussis, c'est parce que je fournis un travail régulier. Y'a pas de miracle. » En gros, elles m'expliquent donc que si elles réussissent, c'est grâce à leur travail.

Cependant, lorsque j'ai interrogé ces jeunes filles, je leur ai demandé : « alors, les garçons, s'ils ne réussissent pas, c'est à cause de quoi ? C'est parce qu'ils ne travaillent pas ? – Non, Sophie, ce n'est pas parce qu'y travaillent pas. C'est tout simplement parce qu'y font pas assez d'efforts. » Rachel, 9 ans, me dit : « les garçons, ils auront des bonnes notes comme nous quand ils arrêteront de ne pas trop se fouler. » Ou Christelle, 9 ans : « les garçons, en classe, ils se fatiguent pas trop. Pourtant, y sont pas si cons que ça. Je le vois bien : y a des garçons qui ont des bonnes notes, des fois, alors qu'ils ont rien révisé. C'est dégueulasse ! » Et Adeline, 9 ans, qui me dit : « les mecs, s'ils sont moins bons, c'est parce qu'ils ont un long poil dans la main, alors qu'ils ont tout dans la tête pour réussir. » Je me suis interrogée sur le sens de ces propos. J'ai pu constater que les filles font preuve d'un double standard dans leur manière d'évaluer les élèves : elles pensent que les garçons n'utilisent pas toutes leurs capacités quand elles, elles font tout ce qu'elles peuvent pour réussir. Si vous préférez, elles tendent à imputer leurs performances scolaires à l'effort, l'application et l'attention au travail alors que pour les garçons, c'est lié à des aptitudes ou à des dispositions innées. Voilà ce qu'en pensent les filles.

Pour clore mon propos sur cette dynamique des scolarités féminines, on voit bien que dans la relation avec le cadre scolaire, les filles sont de meilleures performatrices du métier d'élève. Dans leur acceptation et leur adhésion à la logique du système scolaire, elles se trouvent à l'aise et valorisées en milieu scolaire. Elles affichent un rapport à l'école qui est avant tout un rapport au savoir, sont également sensibles à la finalité de l'école et ont plaisir à y être. Sur le plan de leur investissement dans le travail scolaire, elles présentent donc une assiduité apparente. Néanmoins, même si de grandes tendances marquées par des clivages de genre sont perceptibles, chaque fille construit singulièrement son rapport à l'école.

Je conclurai mon intervention en disant que la conception différenciée de la gestion de l'espace de classe et de la relation avec le cadre scolaire mise en place par la majorité des filles constitue à mes yeux un marqueur majeur d'expression de la construction des sexes, où se cristallise une dualité fondamentale des genres. Les filles, pour la majorité, n'hésitent pas à façonner leur identité de genre sur un mode différenciateur de celui des garçons. Cependant, mes résultats de recherche ne doivent pas laisser penser que les filles sont l'objet d'un conditionnement passif. En effet, cette différenciation qu'elles mettent en œuvre au sein de l'école leur permet de manifester fermement leur identité de genre en tant que représentantes de leur propre sexe social, dans le sens où les filles sont immergées dans une société sexuée et ne sont pas passives. En se différenciant, elles se confirment, elles disent : « moi, je suis fille », elles se confirment comme filles de leur culture et cherchent à être

reconnues comme telles. Elles ne peuvent pas être confinées dans une position de spectatrice. En tant qu'êtres vivants, elles possèdent des capacités d'action.

Pour élargir mon propos et sortir un peu de l'école, ce qui avait été jusqu'à présent, peu étudié et que mon travail de terrain a permis de faire apparaître est le fait que l'enfant est un sujet actif dans le processus de socialisation et de formation des identités de genre. Contrairement à ce que les sociologues ont pensé pendant longtemps, l'enfant ne reproduit pas tels quels les modèles sociaux propres à la construction culturelle des sexes. Nous avons bien vu que les filles n'attribuaient pas toutes le même sens à la finalité de l'école ; le cas de Marine, qui formule une certaine critique de l'école ; ou encore, les différentes figures de féminité plus ou moins dominées. Les filles ne forment donc pas un groupe uniforme et homogène. Elles ne sont pas toutes pareilles. Ainsi, même si de grandes tendances marquées par des clivages de genre sont perceptibles, chaque fille construit singulièrement son expérience scolaire. Certes, les filles n'échappent pas aux pesanteurs sociales. Les logiques du genre préexistent aux filles et les déterminent en partie, je ne le nie pas. Mais les filles vont s'inscrire activement dans cette logique et lui donner une signification qui leur est propre.

Ce qu'il importe de retenir est que la socialisation de genre est aussi le fait des enfants eux-mêmes. De par des activités de perception, de projection, d'imitation, de comparaison, etc., la socialisation de genre est un processus interactif entre les enfants et les adultes. Ce processus de socialisation ne peut être perçu uniquement de façon unilatérale. À tout instant, il y a un rapport réciproque entre l'action engagée par l'environnement socioculturel en direction de l'enfant et l'enfant qui s'approprie l'héritage culturel.

Il convient, à mon avis, de ne pas négliger cette part de réception active des enfants dans le cadre de la construction de leur identité de genre. En effet, pour moi, mesurer l'importance de ce que les enfants peuvent mettre en œuvre permet de porter une réflexion sur les compétences enfantines, une dimension qui, à mes yeux, n'est pas assez étudiée dans le champ de recherche de la sociologie de l'enfance.

Patrick DUBECHOT

Merci pour cette présentation, qui était intense. Et vous avez tenu les délais, ce qui est extraordinaire : dire tout cela en si peu de temps...

Ce qui est étonnant, dans votre propos, est qu'ils donnent le sentiment que les identités de genre sont déjà construites à 6 ou 10 ans. Même si vous dites que les enfants participent de cette construction, on a l'impression que cette construction est déjà à l'œuvre à cet âge-là. La question de la reproduction peut être soulevée : est-ce une reproduction familiale ? Une reproduction à partir de l'école maternelle ? Comment expliquer que ces comportements différenciés soient déjà à l'œuvre ?

Sophie RUEL

Dans toute la littérature sur laquelle je me suis penchée, beaucoup de travaux ont montré que cela se faisait notamment au niveau du cadre familial. Je vous renvoie à l'ouvrage intitulé *Filles – garçons, socialisation différenciée ?*, pour ceux qui veulent étudier comment se

passé ce processus de socialisation dès l'enfance. Il est notamment montré qu'au sein de la famille, dès la naissance du bébé, les parents se comportent différemment si c'est une fille ou si c'est un garçon. Les parents parlent d'une voix beaucoup plus douce s'il s'agit d'une fille et beaucoup plus énergique s'il s'agit d'un garçon. Au niveau de l'école, cela passe par les manuels scolaires au sein desquels il y a encore de stéréotypes, et également par les pratiques pédagogiques enseignantes. Enseigner ce n'est pas seulement transmettre objectivement des connaissances, c'est les transmettre d'une certaine façon en fonction des codes culturels de la société mais aussi en fonction de sa connaissance personnelle, subjectivité formée et informée par sa propre histoire de vie, ses expériences antérieures, son histoire scolaire, ses rencontres avec des modèles du savoir-enseigner, sa carrière (TARDIF). Cela se joue aussi à travers les médias, par exemple dans le cadre des publicités. Famille, école et médias sont donc les principales instances à l'œuvre.

Patrick DUBECHOT

Est-ce que le fait que l'école est un univers de femmes influe sur ces comportements ?

Sophie RUEL

J'ai pu remarquer – je fais une petite parenthèse pour les garçons, dans cette journée dédiée aux filles – que les garçons, lorsque je les ai interrogés sur le fait qu'ils n'aimaient pas l'école, m'ont dit que s'ils n'aimaient pas l'école, c'était parce que c'était un milieu de filles, de femmes. Et d'abord, l'école maternelle. « Maternelle »... On peut s'interroger : cela signifie bien quelque chose. Ils en ont conscience. Mais plus on monte les échelons, moins on trouve de femmes. C'est aussi lié à cette pyramide. On le ressent dans les propos d'enfants.

Patrick DUBECHOT

C'est un élément important. Vous êtes dans un secteur où il y a de plus en plus de femmes, dans vos métiers. Quel impact cela peut-il avoir par rapport à la construction identitaire des jeunes garçons ? De plus en plus, les jeunes garçons ne rencontrent des hommes qu'à l'âge du collège – et encore, il y a de moins en moins d'hommes. Ils rencontrent des hommes au lycée ou éventuellement plus tard. L'univers dans lequel évoluent les jeunes n'est pas anodin.

Sophie RUEL

Je me réfère aussi aux travaux de Nicole MOSCONI et à son ouvrage : *La Mixité dans l'enseignement secondaire : un faux-semblant ?* Elle a remarqué qu'il existait également une bi-catégorisation, donc sexuée, des comportements scolaires, qui étaient plus stéréotypés en milieu mixte qu'en milieu non mixte. Cela pose la question de la mixité scolaire.

Laurence PEREZ, éducatrice spécialisée en prévention spécialisée, Chaville

Pourriez-vous m'expliquer la conclusion de votre première partie, à savoir : l'espace d'expériences spécifiques de la construction culturelle des sexes par les filles ? Je n'ai pas compris ce que cela voulait dire.

Sophie RUEL

Sur l'aspect de la gestion de l'espace de classe, mes résultats montrent que la classe est investie comme un espace d'expériences spécifiques de la construction culturelle des sexes. Pour parler plus simplement, au sein de cet espace, les filles et les garçons tendent à définir un espace à la fois ensemble, mais séparés, lié à cette question de mixité scolaire.

Laurence PEREZ

Mais n'est-ce pas propre à tout espace dans lequel on met des garçons et des filles ? Dans la famille, c'est pareil.

Sophie RUEL

Bien sûr. C'est propre à tout espace. Les recherches actuelles montraient que la classe était juste un lieu où l'on apprenait des choses et qu'il ne s'y passait rien d'autre : la classe, lieu d'apprentissage et de savoir. Moi, j'ai été un peu au-delà de cette vision, pour dire que la classe n'était pas uniquement un lieu où l'on s'instruisait, où l'on apprenait des choses, mais que c'était également un lieu de vie, un lieu de socialisation où les filles et les garçons font cette expérience de la différence des genres et tendent à construire un espace ensemble / séparé qui participe à la construction de leur identité de genre. Auparavant, on n'aurait jamais pensé que la classe participait à une certaine construction des identités de genre.

La même chose vaut pour la cour de récréation. On disait que la cour de récréation est uniquement un lieu où il y a des jeux et qu'elle sert à se défouler. Maintenant, on constate que, tout comme la classe, la cour de récréation est aussi un lieu où se construisent des identités de genre. Je voulais aller à contre-courant des recherches qui cantonnent la classe uniquement à un lieu de transmission de savoirs. Certes, c'en est un, mais les filles et les garçons y font aussi autre chose : ils expérimentent la différence sociale des genres propre à notre culture.

Monique JASKOWJAK, éducatrice en prévention, Troyes

Je suis un peu surprise par les réponses de vos jeunes élèves. Je travaille dans des cités. J'ai l'impression que dans une classe regroupant des élèves des cités, vous n'auriez peut-être pas eu les mêmes réponses.

Sophie RUEL

Bien sûr. Laurence Gavarini, qui travaille exactement sur les mêmes thématiques que moi, m'avait invitée, lors d'un séminaire, parce qu'elle a travaillé sur la scolarité des filles en cité, afin de comparer ses résultats avec ceux recueillis auprès de filles de quatre écoles essentiellement situées en

Normandie. L'objectif était de comparer entre des écoles propres au bassin normand et des écoles de cité.

Patrick DUBECHOT

En Normandie, il y a aussi des cités.

Sophie RUEL

Tout à fait. Je voulais dire que les écoles sur lesquelles j'ai travaillé ne sont pas classées en zone urbaine sensible ou en Zep.

Patrick DUBECHOT

J'ai mené des travaux sur les quartiers sensibles, en 1998. On retrouvait des choses concordantes avec les constats de Sophie Ruel : le rapport à l'école est surinvesti par les filles parce que le diplôme reste un moyen d'accès à l'autonomie, puis à de l'indépendance. Certaines jeunes filles de ces quartiers populaires développent des stratégies d'intégration et des comportements normatifs vis-à-vis des institutions. A la sortie du système scolaire, elles sont capables d'accepter un emploi déqualifié par rapport à leur niveau de diplôme. Elles surinvestissent la dimension scolaire, la dimension de l'insertion professionnelle, alors que les garçons sont sur des positions d'attente, parce que ce sont des positions liées à une culture : la place des garçons, des hommes, dans les générations antérieures, était acquise : le monde du travail était pour eux. Ils avaient une position de domination à la fois dans le lieu scolaire, mais aussi dans l'emploi. Et aujourd'hui, c'est bien cette position de domination qui est largement remise en cause. Les garçons ont tendance à « attendre l'emploi », et pour le dire rapidement, que le processus d'insertion professionnelle vienne à eux, les conduise à l'emploi alors que les filles vont développer des stratégies, c'est-à-dire se projeter dans l'avenir. Quand on travaille sur ces questions d'insertion, on doit travailler sur la capacité d'anticipation qui se traduit par la manière dont l'enfant se voit dans l'avenir : pompier, aviateur, institutrice ou aviatrice, etc. Cette capacité permet aux individus se projeter, d'aller « vers » un avenir. Or, quand on travaille avec les populations les plus en difficulté, très en marge – je travaillais à l'époque avec le Groupe Permanent de Lutte contre l'Illettrisme – on se rend compte que les gens perdent cette capacité d'anticipation. Plus la personne a à vivre dans l'immédiat, plus on a du mal à se projeter. Or, nous avons constaté une différence importante : les filles se projettent beaucoup plus que les garçons, même quand elles sont en difficulté, et donc, développent des stratégies par rapport à ces projections et aux objectifs qu'elles se fixent. C'est un élément que l'on retrouve ici : très tôt, les filles ont une vision, une perception de leur avenir, alors que les garçons, beaucoup moins. Et ceci, quel que soit le quartier.

Virginie LE MIGNON, éducatrice en prévention, Athis-Mons

Si l'on suit votre hypothèse, lorsque les filles « déconnent » à l'école, est-ce que l'on peut l'interpréter comme un refus, un déni de leur identité de genre ?

Sophie RUEL

Il faudrait que je les interroge. Cela peut être un refus. Je ne sais pas. Je ne peux pas me mettre dans la position de l'enfant, parce que chaque enfant est unique, a ses expériences et ses stratégies propres... Il peut y avoir un déni de l'identité, mais il y a aussi des jeunes filles que j'ai rencontrées – pour citer l'exemple de Marine – qui ont conscience que dans notre société, c'est le genre masculin qui a la suprématie et qui se disent : « ah oui, c'est comme ça ? Eh bien moi, je veux avoir les deux palettes. » Elles jouent sur les traits propres à la féminité mais s'attribuent également des traits propres à la masculinité. Au début, je voulais intituler ma thèse : l'enfance en rose bonbon et bleu poudre. Et au cours de mes recherches, je me suis dit qu'il n'y avait pas que du rose, qu'il n'y avait pas que du bleu. Il y avait aussi des nuances de violet. Je me suis aperçue que j'ai rencontré des filles hyper féminisées, des filles féminisées mais qui s'attribuent des traits d'identité masculine qui leur plaisent et également, des garçons qui s'attribuent des traits de l'identité féminine – je pense à Jérôme, qui fait du patinage artistique. D'où une complexité qui se crée dans les identités, où chaque enfant a son propre parcours, ses propres stratégies. Il est difficile de répondre si l'on peut l'interpréter comme un déni. Il faudrait davantage travailler avec des enfants et savoir ce qu'ils nous en diraient, eux, en tant qu'enfants.

Magali DE HAAS, conseil général des Yvelines

J'ai bien compris votre démarche méthodologique, qui visait à montrer que les enfants n'étaient pas des réceptacles, mais étaient actifs dans la construction de leur identité propre. Mais à l'inverse, je trouve que votre enquête a le défaut de donner l'impression que ce sont eux tout seuls qui la construisent et de ne pas mettre en avant, en tout cas dans votre présentation, tout ce que les structures, elles aussi, génèrent comme comportements. Je prends un exemple : vous dites que les filles s'inscrivent activement dans ces processus ; pour autant, l'espace de classe est une première représentation de l'espace public, et quand on voit que les filles prennent moins la parole, qu'elles ont peur de se faire rabrouer par les garçons, je ne trouve pas que ce soit une démarche très active, mais plutôt la reproduction de ces mécanismes de domination. En outre, on parle des bons résultats scolaires, certes, mais d'une insertion professionnelle plus difficile, de prise de responsabilités moindres dans de multiples domaines de la vie, que ce soit la vie associative, politique ou dans les médias... C'est aussi lié à cette prise de parole, qui correspond au fait de se mettre en avant, d'exprimer une pensée. En tout cas, à mon avis, ce n'est pas quelque chose de très actif. Je pense que les structures et l'école, comme nos associations de prévention spécialisée, ont également un rôle à jouer pour que les filles puissent aussi s'approprier cet espace public. Je trouve dangereux de parler de construction de cette identité féminine et masculine, parce que l'on reprend l'idée qu'il y aurait une identité masculine bien définie, une identité féminine bien définie – quand vous parlez de patinage artistique... Il faut faire attention, sur

ce plan, parce que l'on reproduit les idées selon lesquelles nous avons en nous des choses innées qui sont des identités psychologiques...

Sophie RUEL

Pour être validé et pour conférer le statut de docteur, le travail de thèse présenté doit être un travail original. Des livres qui traitent de l'influence des structures, il y a en a des rayons complets, dans les bibliothèques : comment se fait la reproduction ? Pourquoi la domination ? Comment l'explique-t-on ? Du côté de l'école, du côté des familles, du côté des médias ? Il y a eu énormément de travaux sur ces questions. Mais lorsque l'on ouvre les travaux, il n'y en a aucun qui donne la parole aux enfants. Les enfants ? Ah oui, ils sont là...

Patrick DUBECHOT

Ce que vous venez de dire est intéressant. Votre étude converge avec les politiques publiques actuelles, qui disent qu'il faut prendre l'avis des usagers. Dans beaucoup de travaux antérieurs, mais aussi dans les pratiques professionnelles, on n'entendait pas l'utilisateur. Ce que vous venez de faire – c'est un travail compliqué, d'interroger des enfants – est totalement nouveau, justement, dans la manière de travailler : recueillir le point de vue des enfants, et uniquement le point de vue des enfants.

Sophie RUEL

Effectivement, j'aurais pu faire une intervention sur le poids des structures. Mais je me suis dit qu'il était peut-être bien que vous ayez la parole de l'enfant donnée à travers cette construction de genre.

S'agissant des stratégies, vous pensez que c'est davantage propre à la reproduction. Je suis partie de l'hypothèse explicative que ce retrait et cette mise en arrière étaient vraiment une stratégie développée par les filles pour se maintenir dans un espace. Derrière les apparences, malgré tout, il y a des stratégies qui sont en place, par rapport aux stratégies de garçons, qui sont des stratégies de dominance ou de contrôle.

Patrick DUBECHOT

Dans le monde de l'entreprise, quand des femmes adoptent des positions comme les garçons, on dira qu'elles se masculinisent. Quand les filles se bagarrent, on dira qu'elles se masculinisent, alors que le problème est que nous sommes malgré tout en présence de luttes de pouvoir, de rapports de domination mais aussi une lutte pour obtenir une place dans un espace social conflictuel. Dans le monde de l'entreprise, quand une femme exerce des fonctions de cadre dirigeante, les regards vont chercher à identifier dans son comportement, une similitude avec celle des hommes, alors qu'il s'agit d'un comportement adapté à la fonction. Ce qui est peut-être en jeu, aujourd'hui, c'est que nous avons des générations de jeunes femmes qui occupent des fonctions et des positions sociales qui remettent en cause celles des hommes... cependant, de ce point de vue, la fracture avec les milieux populaires est peut-être en train de s'accroître. Les jeunes garçons des quartiers populaires luttent pour

conserver ce rapport de domination avec les jeunes filles. Pour s'en défendre, certaines peuvent être amenées à trouver des formes d'organisation nouvelles, comme la bande.

Sophie RUEL

Vous parliez d'identité masculine et d'identité féminine. Quand je parle de patinage artistique, je ne parle pas de mes propres repères. Je me base sur notre culture, qui estime que le patinage artistique est propre aux femmes. Il faut faire cette distinction entre identité masculine et identité féminine, mais prise dans la culture. Et vous voyez bien que les choses avancent. Je pars du principe qu'aucune culture n'est figée. La question de l'inné et de l'acquis est encore un autre point. Nous pourrions en rediscuter.

Patrick DUBECHOT

Avec l'intervention suivante, nous allons être au cœur de votre préoccupation, qui est la prévention spécialisée, à partir de deux expériences : une expérience à Paris, à savoir un programme innovant, avec notamment un éclairage sur la place des filles dans l'élaboration, la construction et la mise en œuvre du projet. Rachida AZOUGUE, vice-présidente de l'Union parisienne de la prévention spécialisée, directrice de l'Association des jeunes amis du Marais (AJAM), et Karima DAOUD, éducatrice spécialisée dans cette association, vont nous présenter cette expérience exceptionnelle.

Ensuite, nous enchaînerons avec une expérience de l'espace CESAME, qui est un travail d'expression autour de la danse et du corps, avec Rachel Tanguy et Séverine Martin, éducatrice de prévention spécialisée à la Sauvegarde du Val-d'Oise.

Je laisse la parole à Rachida AZOUGUE, qui va nous présenter le cadre de la première expérience.

La participation et la place des filles dans la construction de projets

Rachida AZOUGUE, vice-présidente de l'Union parisienne de la prévention spécialisée, directrice de l'Association des jeunes amis du Marais (AJAM)

Bonjour et merci de nous accueillir ce matin. Nous allons vous parler du projet spécifique – Karima, éducatrice, complétera mes propos – de ce lieu innovant qui s'appelle 10^e United, nom adopté par 653 jeunes de l'arrondissement, âgés de 14 à 18 ans, qui ont voté pour ce nom. Un petit clin d'œil : sur les 600 et quelques jeunes qui ont voté, 40 % étaient des votantes – des collégiennes, lycéennes, filles des quartiers. Depuis deux ans, ces jeunes sont accompagnés par l'association que je dirige, dans une démarche de création d'un lieu innovant dédié à la jeunesse, qui met en œuvre l'éducation populaire et les pratiques de la prévention spécialisée mais où les jeunes sont considérés comme des jeunes en tant que ressource. Ceci a nécessité, pour les équipes de l'AJAM, tout un travail de déconstruction, puisque l'on rompt un peu avec la notion de besoin – moi, travailleur social, je sais ce qu'il te faut et c'est vers là que je vais t'accompagner... Au contraire, dans cette expérience, on part du postulat que les jeunes impliqués dans ce projet qui voit le jour, qui grandit, sont des forces de proposition et sont des ressources. Nous vous expliquerons comment ce postulat

modifie nos pratiques et quel sens il a, particulièrement au regard de notre thématique d'aujourd'hui, les filles des quartiers, puisqu'elles ont été associées au même titre que leurs pairs garçons, qu'elles sont forces de proposition et que dans ce projet, elles ont influé sur la vocation pédagogique des lieux, sur le nom et sur le sens même de cette structure. Ce sera mon propos dans un second temps.

J'ai posé le cadre et je reprends ma casquette de l'UPPS, l'Union de la prévention spécialisée parisienne, pour vous resituer la prévention spécialisée dans le contexte parisien. L'UPPS représente 14 associations, 250 salariés et 16 000 jeunes accompagnés. Les filles des quartiers en contact avec les éducateurs de la prévention spécialisée représentent un tiers du public de la PS. On peut comprendre ce chiffre par le fait qu'elles sont globalement moins visibles dans la rue que les garçons. D'autres structures de quartier comme les centres sociaux et les associations de proximité constatent les mêmes proportions dans leur public. Les plus grandes, jeunes adultes ou grandes adolescentes, préfèrent s'épanouir en dehors des quartiers afin d'échapper au regard des membres de leur propre famille, de leurs grands frères ou des habitants. Dans l'ensemble, les filles sont soumises à des contraintes familiales peu propices à leur développement : le ménage, les courses, l'éducation des petits frères. Elles sont fortement sollicitées. Les plus jeunes, préadolescentes, subissent moins la pression culturelle des familles que leurs aînées. Certaines pratiquent ponctuellement des activités sportives dans les structures de proximité. On les rencontre dans l'espace public et effectivement, elles sont inscrites dans toutes les structures qui offrent des loisirs, des temps partagés autour du sport ou de leur propre épanouissement.

Les équipes éducatives ont acquis des savoir-faire et une approche adaptée à leurs rythmes et à leurs problématiques. Les éducateurs vont à leur rencontre devant les collèges, les croisent sur les trajets et sur les lieux qu'elles fréquentent : gymnases, centres sociaux... Les éducateurs de rue leur accordent des moments privilégiés, que ce soit dans leurs locaux d'appui, avec parfois un accueil spécifique, ou autour d'activités particulières. Je citerai pour exemple : aller au hammam, faire du shopping, organiser un week-end thématique... Autant d'exemples adaptés à leur situation et au contexte local et qui font référence à la créativité des éducateurs et des éducatrices, qui sont souvent force de proposition pour accompagner le public des filles – et d'ailleurs aussi des garçons... Ces stratégies d'approche permettent de cibler des groupes de filles, de tisser des liens de confiance.

Les plus jeunes participent aux activités de loisirs et aux temps partagés. Souvent, les équipes connaissent bien les frères et les sœurs ainsi que les parents des adolescentes. Il est ainsi aisé de négocier la possibilité qu'elles partent en camp, mixte ou pas, de constituer une équipe éducative essentiellement féminine ou pourquoi pas, mixée : un binôme éducateur – éducatrice. Sur les quartiers, les équipes éducatives prennent en compte l'environnement de ces adolescentes, sont vigilantes aux réactions des grands-frères et font souvent un travail auprès de ces jeunes adultes afin de les aider à dépasser leurs résistances à une action éducative avec leur sœur. Je cite pour exemple Samir, 22 ans : « hors de question que ma sœur participe à une chorégraphie dans le cadre de la fête du quartier ! Je vous connais, je vous fais confiance, vous faites ce que vous voulez avec elle, mais en dehors du "tierquar". Pas question qu'elle se produise sur une scène dans le quartier. »

S'agissant des rapports filles / garçons, dans les actions éducatives, la mixité ne se décrète pas. Il faut du temps. C'est la bonne connaissance du milieu de vie des jeunes et de leur environnement qui favorise les processus d'action commune filles / garçons. Je donnerai

l'exemple d'un « solid'raid » que l'association que je dirige a mené en 2006 et où, sur les treize adolescents qui composaient ce groupe, la moitié étaient des filles. Même si les parents avaient été associés à la démarche, au projet qui, de fait, avait donné aux filles une forme de visibilité, les plaçant sous les projecteurs, tout un travail d'information, d'échange avec leurs frères avait été nécessaire pour qu'ils adhèrent à cette grande action sur le territoire.

Bien qu'elles semblent moins touchées que leurs pairs par les problématiques de déscolarisation, certaines filles ont vécu des événements traumatisants. Elles sont parfois en conflit avec leur famille, ce qui nécessite des périodes de rupture temporaire, parfois d'éloignement. Je vous cite un exemple, qui est à relativiser et dans lequel il n'y a de ma part aucun jugement de valeur, celui des mariages forcés, pour certaines d'entre elles.

Elles occupent souvent des emplois précaires et leur modeste insertion sociale fait l'objet de peu de considération, alors qu'un frère qui distribue de l'argent a la reconnaissance de ses parents. Je fais là référence aux travaux de Karima GUENFOUD, qui est maître de conférences à Paris-13 et qui a beaucoup travaillé sur la place des garçons qui apportaient de l'argent dans la famille. Elle avait beaucoup étudié la place des filles, qui disaient qu'elles avaient « mal à la tête qu'on ne s'occupe que des garçons et de la considération des frères », parce que quelle que soit la nature des revenus qu'ils apportaient dans la famille, ils étaient considérés alors qu'elles, même précarisées ou dans des emplois modestes, n'avaient de toute façon pas la reconnaissance dans la famille.

Les filles sont fragilisées, avec peu de possibilités pour exprimer leur malaise. Leur violence est souvent intérieure, peu verbalisée. C'est souvent sur le registre de la dépression qu'elles font ressentir leur « mal vivre ». D'autres sont plus présentes dans la rue et prennent part à des actes d'incivilité avec les garçons. Elles participent à la dégradation des espaces publics. Ce sont des filles qui font partie de groupes naturels mixtes. Certaines ont des conduites à risque : addictions, pratiques sexuelles non maîtrisées, comportement exubérant dans la rue. Ces adolescentes ou jeunes adultes sont vulnérables et souvent à la merci des garçons, qui les instrumentalisent dans leurs activités illicites.

Les jeunes filles connues des équipes éducatives expriment parfois leur souffrance d'un certain manque de considération dans leur famille. Je fais notamment référence, une nouvelle fois, aux travaux de Karima GUENFOUD. Un frère inscrit dans des conduites à risques mobilise toute la famille : le parloir, le linge, les mandats, le courrier, tout un réseau de solidarité va se mettre en place pour que le jeune puisse appréhender cette période d'incarcération dans les meilleures conditions. Une fille dans la même situation sera mal considérée. Adopter des conduites à risques pour se rendre remarquable ne lui fera gagner qu'une réputation de fille de « mauvais genre », avec peut-être le risque d'être punie, parfois même le risque d'un renvoi dans le pays d'origine.

Que faut-il faire pour jouir de considération si la réussite scolaire et finalement, l'honnêteté, ne sont pas récompensées ? C'est ainsi que certaines expriment leur souffrance psychique. Elles disent avoir « mal à la tête qu'on ne parle que de leurs frères », elles qui sont si souvent mobilisées pour l'accompagnement des plus petits dans la fratrie et les démarches de la famille en général.

Cette souffrance est prise en charge par les éducateurs de rue. Les filles savent où contacter un éducateur ou une éducatrice, comment joindre un membre de l'équipe en cas d'urgence. La proximité, la souplesse et la réactivité sont des caractéristiques de l'action de prévention

spécialisée, qui porte une attention particulière aux filles des quartiers. C'est un travail très perlé, en dentelles, qui les prend en compte dans leur spécificité et leur diversité.

J'ai posé le cadre de la situation des adolescentes et des filles des publics de la prévention spécialisée et j'en reviens à l'illustration qui nous permettra d'avoir un débat sur la place des filles dans les projets, autour de ce lieu innovant dont l'AJAM est porteuse, 10^e United. La démarche de l'AJAM a été d'engager un diagnostic participatif auquel plus de 600 jeunes du 10^e arrondissement ont participé à travers des questionnaires et des entretiens. Les jeunes y ont été considérés comme jeunes en tant que ressource. Les filles – des adolescentes âgées de 14 à 19 ans – ont été très nombreuses à participer à cette démarche parce qu'elles ont très vite compris qu'il y avait des enjeux, notamment autour d'un axe particulier : l'AJAM porte ce projet en partenariat avec les CEMEA, grand mouvement d'éducation populaire qui, lui aussi, s'appuie beaucoup sur les méthodes actives et les jeunes en tant que ressource. C'est vrai notamment autour du BAFA citoyen où, sur 24 jeunes qui ont passé ce brevet – il s'agit d'un BAFA sur site, qui les a pris en compte dès la genèse du projet jusqu'à la finalité –, elles ont été 15 adolescentes à participer à ce BAFA citoyen.

Dans la démarche du lieu innovant, elles ont été fortement actrices, notamment quand nous avons travaillé avec les jeunes sur la vocation pédagogique du lieu et que nous avons demandé : « qu'est-ce que l'on va faire dans ce lieu ? L'AJAM et les CEMEA sont porteurs d'un projet qui sera un lieu dédié à la jeunesse, où toute forme de projet pourra se réaliser, dès lors qu'il entre dans le cahier des charges. Qu'allons-nous y faire ? Qu'allez-vous y faire ? » Les questions étaient assez génériques et très vite, parmi les jeunes qui débriefaient, les filles ont compris que la place des adultes dans ce lieu serait un enjeu, mais qu'il fallait qu'elles se saisissent des espaces de parole, et notamment, du Grand Conseil, qui en était l'épine dorsale. Le Grand Conseil est une instance où, tous les trois ou quatre mois, 40, 50, 60 jeunes se sont réunis pendant deux ans durant la phase de préfiguration. Dans ce lieu, les jeunes ont travaillé sur une charte de fonctionnement, sur la place des adultes dans ce lieu, sur la vocation pédagogique de chaque espace et sur d'autres éléments que j'oublie peut-être.

Sachant que la démarche participative consiste à mettre le jeune dans une posture de sujet qui propose, les filles se sont très vite mobilisées. Elles sont actives. Je vous relate une discussion que j'ai surprise lors d'un grand conseil. Trois d'entre elles s'exprimaient. Elles disaient : « il faut qu'on se mobilise, parce que les gars vont transformer ce lieu en salle de billard, avec Play Station et gros frigo, parce que c'est leur proposition. » C'était intéressant. Nous les avons laissées mûrir et effectivement, elles ont imaginé une « pièce cosy » où se retrouver, un lieu qui leur serait particulier. « On pourrait y inviter des garçons », disaient-elles. « Mais un lieu avec des fauteuils. Et, s'il vous plaît, pas de bureau, Mesdames, Messieurs les professionnels. Une table basse, et on est à égalité, jeunes et adultes. » Cette pièce existe – si vous avez l'occasion de venir dans le 10^e arrondissement, nous vous ferons visiter le lieu. « Et surtout, comment faire en sorte que dans ce lieu, on puisse accueillir des intervenants et que l'on n'aille pas vers ces institutions ? – le planning familial, des intervenants en matière de culture, d'accès aux loisirs, l'insertion professionnelle, mais pas forcément la mission locale. Puisque vous nous avez sollicités pour être force de proposition, avec qui pourrions-nous être dans une situation d'échange à égalité ? » Ce lieu est donc une pépinière à projets, une caisse de résonance des projets d'un quartier, avec une place importante des adolescentes et des jeunes adultes.

Je vais laisser Karima apporter des compléments sur la notion de projet et l'implication des filles, parce qu'elle est davantage sur le terrain que moi et tout à fait légitime pour évoquer quelques exemples. Ensuite, nous pourrions débattre ensemble et échanger avec vous.

Karima DAOUD, éducatrice spécialisée à l'AJAM

Cela fait plus de neuf ans que je travaille en prévention spécialisée. J'ai travaillé neuf ans en Seine-Saint-Denis et depuis un an en prévention spécialisée, mais dans le 10^e arrondissement, où l'approche de la prévention spécialisée est différente. Depuis peu, j'ai intégré l'équipe de la structure innovante, appelée 10^e United, qui a également une approche de travail différente avec les jeunes de l'arrondissement.

S'agissant de la socialisation des filles, entre mon expérience passée et le nouveau poste que j'occupe aujourd'hui, je peux faire quelques observations. Le travail de rue en banlieue et le travail de rue dans le 10^e arrondissement est différent. Il est plus facile d'approcher les filles dans le 10^e arrondissement, de les rencontrer, d'avoir des espaces où se poser. Je n'avais pas moi-même la culture « café ». J'ai essayé de l'apprendre et je l'ai intégrée avec des filles, pour la plupart. Ce sont même les jeunes qui m'ont formée à cette culture « café », à se poser en terrasse, à boire des cafés, à discuter, plutôt que se retrouver dans un local ou sous le porche de leur immeuble.

Suite à l'appel à projets de Paris, qui a retenu l'AJAM pour porter ce projet-là, j'ai trouvé pertinent de m'associer à cette équipe pluridisciplinaire. Il y a deux animateurs ; moi, je suis éducatrice spécialisée et il y a un chef de service et une psychologue. Il y a autant de garçons que de filles et j'estime important qu'il y ait aussi des filles dans les équipes, que ce soit des équipes de rue ou d'autres institutions, parce que selon mon expérience, il est beaucoup plus facile de les approcher et de les accrocher que s'il n'y avait que des éducateurs hommes. Dans ce nouveau projet, notre idée est vraiment d'utiliser les ressources et les projets des jeunes. Ce n'est pas un énième centre social de quartier investi par les garçons et où les filles ne souhaitent pas venir. Nous sommes véritablement ouverts à la demande et à l'initiation des projets des jeunes et nous travaillons vraiment avec les éducateurs de rue. Quand ils me sollicitent ou me présentent un groupe de jeunes filles qui ont une idée, une envie de projet, parce qu'elles n'arrivent pas à concrétiser ce qu'est un projet, dans leur tête, nous prenons le temps d'en parler avec elles, avec les éducateurs de rue et l'équipe de la nouvelle structure. Nous mettons des locaux à leur disposition, parce que nous avons beaucoup de salles, nous pouvons inviter des intervenants extérieurs, différents partenaires, nous avons aussi une salle informatique. Ensemble, nous pouvons vraiment travailler sur ces projets.

Nous pouvons ouvrir du lundi au dimanche. Dernièrement, avec un groupe de jeunes, nous avons réalisé un court métrage, du jeudi au dimanche, jusque tard dans la nuit. Nous nous adaptons en fonction des projets des jeunes. Nous essayons aussi de les accueillir, mais également de favoriser la mixité. Nous voulons éviter qu'il y ait des groupes de jeunes filles qui travaillent sur certains projets et des groupes de garçons sur d'autres projets. Mais il est vrai que les jeunes filles arrivent beaucoup plus à se projeter et à donner des idées de projet, comme la mise en place d'une page Facebook sur 10^e United ou un blog où publier les courts métrages, les photos et tout ce que font les jeunes au sein de la structure. Ce sont aussi elles qui interpellent les garçons et qui les associent à leurs projets. Cette idée de mobiliser les ressources des jeunes et de les accompagner est vraiment intéressante.

La structure est ouverte à tous les jeunes de l'arrondissement. Actuellement, nous touchons 60 % de jeunes connus des éducateurs en prévention et nous essayons de cibler d'autres publics auprès des lycées ou des collèges. Mais il n'est pas facile de les amener et de les accrocher.

Rachida AZOUGUE

Pour compléter les propos de Karima, 10^e United est un lieu qui accueille les jeunes porteurs de projet et porteurs de désir. Sa spécificité réside dans le fait que c'est un lieu décalé dans le temps, fortement inspiré des pratiques de la prévention spécialisée. Il est ouvert en soirée, en fin de semaine et les week-ends. Mais ouvrir le dimanche pour y faire quoi ? Grâce à toute l'inspiration et le métissage de l'éducation spécialisée, particulièrement de la prévention spécialisée et de l'éducation populaire, nous avons construit, avec les jeunes, un concept qui s'appelle « le café San'Chaise », dans l'esprit des cafés pédagogiques. C'est un espace temps où les jeunes sont forces de proposition et traitent d'une thématique qui leur est chère. Il y a eu des cafés pédagogiques sur la solidarité internationale, sur le travail, sur les femmes et les filles, etc. Ce sont les jeunes qui choisissent les thématiques.

Quand on part du postulat que l'on travaille avec des jeunes en tant que ressource, les filles sont porteuses de projet, mais cela s'appuie sur le travail social communautaire, à ne pas confondre avec social communautariste. Pour moi, Porto Alegre, ce qui se passe à Salvador de Bahia ou les pratiques inspirées notamment au Québec ne sont pas une vaine utopie. Karima évoquait un court métrage. C'est un clip d'éducation à la santé qui a été coréalisé par des jeunes, qui s'appelle *La Prev' par toi* et qui porte sur les problématiques d'addiction et de toxicomanie. Mais les jeunes sont dans la logique d'être ressource et force de proposition. Cela n'empêche pas que ce sont des jeunes qui continuent à être en situation de difficulté, certains d'entre eux étant toujours consommateurs de cannabis – mais ce n'est pas le propos. En tout cas, cela s'appuie beaucoup sur la notion de travail social communautaire, de jeunes en tant que ressource, en tant que force de proposition et qui, dans ce lieu, rencontrent une équipe pluridisciplinaire, à égalité. Ce n'est pas le psy qui sera docteur ès entretien, l'animateur qui sera porteur de propositions d'animation. C'est plutôt le métissage de l'équipe, sa transdisciplinarité – terme qui me semble plus approprié que celui de pluridisciplinarité – qui permet à ces jeunes d'être des forces de proposition et d'être en situation d'acteur.

Patrick DUBECHOT

Je vous propose de passer à l'exposé de la deuxième expérience et d'échanger ensuite. Je voudrais simplement livrer un témoignage. J'ai assisté au Grand Conseil et il est assez impressionnant de voir 50, 60, 70 personnes en cercle, parmi lesquelles des jeunes en majorité, mais également des élus, des habitants, des travailleurs sociaux, des enseignants et parfois, un sociologue... Ici, nous sommes à la tribune, donc extrêmement valorisés, mais dans le Grand Conseil, je suis un parmi d'autres... Pour avoir assisté à ces séances, il est tout à fait impressionnant de voir la discipline qui y règne – puisque nous parlions de prise de parole, dans l'intervention de Sophie Ruel.

Nous allons prendre connaissance de la deuxième expérience et ensuite, nous aurons un débat. Notez bien vos questions pour ce moment-là.

Pédagogie de la socialisation par l'artistique et le culturel

Séverine MARTIN, éducatrice de prévention spécialisée, Sauvegarde 95

Je travaille en prévention depuis une dizaine d'années. Lorsque l'on m'a proposé d'intervenir dans ce colloque, j'ai d'abord été surprise. D'abord parce que je ne suis pas une habituée des micros. Ensuite parce que l'on m'a demandé d'intervenir sur le support artistique et culturel que je développe depuis plusieurs années dans le quartier et que jusqu'à présent, cela n'avait pas été une préoccupation de l'association dans laquelle je travaille, il me semble. Les temps de réunion et de discussion que nous avions étaient plus consacrés aux conflits inter-quartiers ou aux conduites délinquantes des garçons. Enfin, j'ai été surprise par le thème du colloque, principalement orienté sur la place des filles et les choses que l'on peut faire avec elles.

De ce fait, je me suis interrogée sur ma pratique professionnelle. J'ai fait un retour sur mes expériences, parce que je n'avais envisagé mon travail en prévention sous cet angle. Je travaillais dans une logique de territoire, auprès d'un public, et pas spécifiquement avec des filles ou des garçons. Il se trouve qu'évidemment, je travaille avec des filles et des garçons. Toujours est-il qu'en m'interrogeant sur ce que je faisais, j'ai pris conscience que c'était par le biais de ma rencontre avec un groupe de filles que j'avais abordé le support culturel. Quand j'ai repensé aux projets que j'avais montés, je me suis aperçue que l'un des principaux objectifs qui revenait souvent était la socialisation, et je n'avais pas l'impression que les projets que je mettais en place me permettaient de faire avancer les jeunes avec lesquels je travaillais, de les amener vers cette socialisation.

Jusqu'au jour où j'ai commencé à travailler avec un théâtre situé dans le quartier. J'ai rencontré un groupe d'adolescentes, lors d'un travail de rue, qui ont émis l'envie de faire quelque chose. Mais elles ne savaient pas forcément dire quoi ni comment. Je leur ai proposé de faire des sorties au théâtre. Cette demande limitée du groupe de filles m'a fait prendre conscience qu'il y avait un travail d'ouverture à faire avec elles, parce qu'elles étaient assez repliées sur elles-mêmes et sur le quartier. Je me disais que le fait d'avoir envie, c'était déjà quelque chose et que cela pouvait être un point sur lequel je pouvais m'appuyer.

Je vais retracer une expérience faite avec ce groupe. Au départ, nous avons fait des sorties au théâtre dans le quartier et toujours ensemble. Le projet a évolué, dans la mesure où nous avons continué à faire des sorties ensemble, mais davantage axées sur les relations intergénérationnelles : nous sommes allées au théâtre voir des spectacles avec des résidents d'une maison de retraite. Ensuite, nous en parlions autour d'ateliers, de repas, etc. Il me semblait avoir franchi une première étape dans la socialisation des jeunes filles par le biais de l'artistique et du culturel. Ceci a abouti à ce que l'une des jeunes filles me dise, un jour, qu'elle avait envie de faire du théâtre. Je me suis intéressée à ce qui se passait autour de cela, parce que notre agglomération est assez fournie, dans ce domaine. J'ai entendu parler d'un stage de théâtre qui était organisé par le conservatoire et j'ai proposé à la jeune fille d'y aller. C'est la seule à laquelle je l'ai proposé parce que c'est la seule qui avait émis cette demande.

Les autres n'étaient pas encore dans cette dynamique. Au départ, je l'ai accompagnée ; nous avons participé aux séances de sensibilisation. À mesure que je la voyais trouver une place dans ce nouveau groupe, celui des stagiaires, je me suis retirée pour aller continuer mon travail avec les autres adolescentes. La jeune fille a été au bout de sa démarche : elle a participé au stage, puis à la représentation en public et l'année suivante, elle a confirmé son engagement et s'est inscrite à un nouveau stage de théâtre sans passer par moi. C'est alors que je me suis dit que j'avais enfin trouvé un moyen de faire mon travail comme j'avais envie de le faire et de bien le faire, par le biais de l'artistique et du culturel.

Rachida AZOUGUE parlait de pépinière à projets. Je trouve que l'artistique et le culturel, c'est une boîte à outils merveilleuse parce que quand on l'ouvre, on a beaucoup de supports d'expression : le théâtre, la vidéo, la peinture, etc., dans lesquels chaque jeune peut se retrouver et prendre sa place, à travers un moyen d'expression qui lui appartient et dans lequel il peut avancer à son rythme.

S'agissant de la pédagogie, j'ai pris conscience, avec ce groupe de filles, qu'il fallait d'abord s'appuyer sur une démarche et une mobilité collectives, une volonté de mise en mouvement, pour pouvoir ensuite dégager des trajectoires individuelles. Je n'ai pas encore pu effectuer ce travail avec des garçons. C'est encore en évolution. Mais avec les filles, j'ai réussi à partir d'un groupe pour les amener chacune dans des parcours individuels.

Dans ce groupe de jeunes filles, il y avait un binôme à qui j'ai proposé de participer à la création d'un spectacle avec un certain nombre de jeunes de l'agglomération. J'ai pris appui sur leur volonté et sur la possibilité de faire des choses à deux pour les amener à s'intégrer dans un projet plus global et mixte. Pour ce spectacle, les stagiaires sont des garçons et des filles, qui ne sont pas forcément du quartier, qu'elles ne connaissent pas forcément. Nous vous projetterons tout à l'heure une vidéo montrant le travail qui a été fait. Contrairement à la première jeune fille, les deux dernières n'ont pas été jusqu'au bout de leur démarche : elles n'ont pas participé à la représentation. Elles se sont arrêtées en cours de route, mais après un bon trimestre de théâtre et de danse. Elles redoutaient certainement d'aller au bout, mais peut-être aussi que la forme que prenait le spectacle ne correspondait pas à leurs attentes. Aujourd'hui, elles sont revenues vers moi pour créer un groupe de danse. Alors qu'auparavant, elles étaient dans l'attente que je leur propose quelque chose, là, ce sont elles qui ont fait la démarche de revenir et d'être à l'initiative d'un nouveau projet.

Les étapes sont franchies de manière progressive et adaptée à chacune. Dans le groupe – elles étaient cinq –, il en reste deux, qui ont toujours adhéré aux propositions que je leur faisais, mais qui n'ont pas encore réussi à être source de propositions. Si ce n'est que l'expérience d'aller au théâtre, puis d'aller au spectacle avec des personnes âgées et d'aller voir ce que faisaient leurs copines leur a donné aujourd'hui l'envie de s'inscrire dans un EDI, un espace dynamique d'insertion, puisqu'elles sont déscolarisées. Je pense que c'est la familiarité qui s'est peu à peu installée avec le théâtre, la danse et les pratiques culturelles et artistiques qui fait qu'aujourd'hui, elles sont prêtes à s'inscrire et qu'elles sont reparties dans une dynamique de mouvement.

J'avais une certaine hésitation, quant à mon intervention, parce que je ne m'étais jamais posé la question du travail avec les filles ou avec les garçons. Je ne sais pas si, comme il l'a été dit hier, c'est de l'ordre de l'impensé ; en tout cas, pour moi, c'était de l'ordre de l'évidence. Mais en même temps, puisque j'ai participé à l'implantation de l'équipe dans le quartier, j'étais présente au début et nous n'avons pas envisagé la question des éducatrices dans le

travail en prévention spécialisée, ni celle du public féminin, même s'il représente bien un tiers de notre public. Les filles sont peu visibles.

Du fait qu'elles sont moins visibles, le travail avec les filles demande du temps. J'ai trouvé ma façon de travailler dans l'utilisation du support artistique et culturel. Vous en avez peut-être d'autres, qui sont plus parlants pour vous. Pour moi, c'est ma priorité, aujourd'hui, et c'est au quotidien que je travaille dans ce sens avec les filles – et aussi avec les garçons, mais de manière un peu différente.

Rachel TANGUY, espace CESAME (espace culturel d'éducation aux sports, aux arts et aux métiers)

Je travaille dans le même service que Séverine, un service de prévention spécialisée à Cergy-Pontoise, mais dans un autre cadre, puisque nous avons monté, avec les collègues éducateurs et la mission locale, un dispositif de formation qui s'appelle un espace dynamique d'insertion et qui est propre à la région Île-de-France. Mais je suis persuadée que dans les autres régions, cela existe aussi, même si c'est avec une autre dénomination.

Je vais vous parler brièvement de l'EDI pour vous dire dans quel cadre j'interviens et comment je rencontre ces jeunes filles dont nous allons parler. Il s'agit d'un centre de formation et non d'un travail de rue. Les jeunes viennent vers nous et sur libre adhésion, puisqu'il n'y a pas de mandat. Ils sont parfois accompagnés, mais en tout cas, ils sont dans une démarche individuelle. C'est différent, et c'est plus simple pour commencer un travail que quand on les croise dans les cages d'escalier et qu'ils n'ont pas de demande.

L'EDI a deux missions principales :

- accompagnement socio-éducatif individualisé pour identifier et lever les principaux obstacles que le jeune rencontre dans son parcours d'insertion (ex : rupture familiale, problème de santé, d'hébergement, d'ouverture des droits, problème judiciaire...) ;
- accompagnement pédagogique, en collectif, qui vise l'acquisition de compétences transversales et comportementales qui favorisent la réussite des parcours d'insertion...

En effet, c'est un centre de formation professionnelle, mais nous ne leur proposons pas de qualification, ni même un travail portant directement sur l'aspect professionnel. Il s'agit davantage de leur proposer des ateliers pédagogiques pour qu'ils puissent développer leurs compétences sociales et personnelles. Nous sommes plus orientés sur la socialisation et sur ces fameux acquis qu'il faut avoir quand on veut affronter le monde du travail ou pour réussir les sélections dans les centres qualifiants.

Si nous développons aujourd'hui l'activité artistique et culturelle, c'est d'abord à la suite de constats que nous avons faits en prévention spécialisée. J'ai travaillé pendant dix ans dans le même quartier avec des jeunes gens et je me suis aperçue, au fur et à mesure de mes expériences, qu'à un moment donné, ce qui empêchait le plus les jeunes d'évoluer, de progresser, était leur enfermement dans une culture, leur sur-socialisation dans la culture de banlieue, la culture « ouèche ». Ceci ne vaut pas pour tous les jeunes, heureusement, mais pour une minorité de jeunes que l'on rencontre dans ces quartiers et qui, malheureusement, ont raté la marche du premier vecteur d'intégration qu'est l'école. Pour les jeunes qui

réussissent à l'école, cela va bien. En général, ils arrivent à mieux s'en sortir. Le gros souci, ce sont les jeunes qui ratent cette première marche, parce que le lien avec l'école est tout de même le premier lien d'intégration dans la société. C'est par là que l'on passe de la famille à la société plus large. Quand ce lien est mis à mal, parfois très tôt, et que ces jeunes sortent du système scolaire sans qualification et avec un sentiment d'illégitimité sociale, comme diraient les sociologues, il est compliqué pour eux de se construire une identité sociale. Et ce que nous constatons, c'est qu'ils trouvent cette identité, mais dans un groupe de pairs, dans le quartier, qui à la fois les protègent et les rassurent. Au moins, ils existent quelque part, ils ont un groupe d'appartenance. Mais celui-ci, en même temps, les enferme, parce que ce qu'ils vont développer comme socialisation, dans ces groupes, n'est pas forcément en adéquation avec ce qu'on leur demande pour accéder à une qualification ou à un emploi. En tout cas, cela devient un frein, parce qu'ils s'y enferment. Plus les mois et les années passent, plus ils ont du mal à sortir de ce quartier. Parfois, c'est fantasmatique : « je ne peux pas... » Et parfois, c'est réel, parce qu'il y a des conflits de quartier, des enjeux de violence, parfois de mort.

L'idée de l'éducatrice était d'aller vers ces jeunes – c'est la première mission, bien sûr. Mais une fois que l'on est accepté, que l'on discute avec eux, que l'on est reconnu, il faut absolument développer des actions de socialisation qui leur permettent progressivement de se mettre en mouvement vers l'extérieur, vers la société large. À travers les activités artistiques et culturelles, nous avons trouvé un vecteur possible. Quand on met ces jeunes en mouvement et que l'on travaille la relation « aller vers », la relation de confiance s'établit petit à petit. Et lorsque l'on a ce lien de confiance, que l'on joue le médiateur et qu'on veut les entraîner vers l'extérieur, cela peut prendre des mois, parfois des années. Et si cet extérieur vous accueille mal, c'est fini ; on peut tout recommencer à zéro. Il fallait donc absolument travailler à la mise en mouvement, mais travailler aussi pour que l'extérieur puisse les accueillir dignement, avec considération. Et ce n'est pas simple partout. Avec les structures artistiques et culturelles, sans aller jusqu'à dire que ce soit idéal, nous avons trouvé des partenaires qui, de par leurs objectifs de travail et peut-être en raison de la sensibilité des artistes, nous ont permis de trouver des pistes, des actions possibles.

S'agissant des filles, comme Séverine, je me suis questionnée sur cette thématique particulière. J'ai travaillé dix ans en prévention, mais j'ai commencé en 1994 et je me suis souvenue que les premières filles qui ont intéressé l'équipe – j'étais dans une équipe mixte d'une femme et quatre hommes, comme c'est souvent le cas, en prévention – étaient les copines des garçons avec lesquels l'équipe travaillait. En 1994, il y avait encore l'idée que les garçons se rangeaient et s'apaisaient quand ils avaient une petite amie. Nous allions donc voir aussi les petites amies.

Le travail que nous avons développé ensuite était plutôt en individuel, auprès de filles qui nous étaient signalées souvent par les garçons eux-mêmes : les petites sœurs pour lesquelles ils étaient inquiets, mais en général, les petites copines ou les copines de copines, ou la voisine. Les jeunes garçons eux-mêmes nous demandaient de rencontrer ou de travailler avec des jeunes femmes qu'ils nous signalaient. Ou bien auprès de filles signalées par les assistantes sociales, dans les collèges, ou par des partenaires en AEMO. Il s'agissait davantage d'un travail individuel avec des adolescentes qui étaient vraiment dans une souffrance importante. Elles n'étaient pas toujours visibles dans le quartier, mais quand on commençait à travailler avec elles, c'était un paquet de souffrances énorme et très vite, on

tombait sur la sphère intime : nous parlions de sexualité, du couple, de maltraitance physique, d'avortement, d'accompagnement à la grossesse, de tentatives de suicide, de troubles psychiques, etc. Ces jeunes filles, nous pouvions les voir chez elles. J'avais le droit d'aller voir les filles chez elles, mais pas les garçons, dans l'idée de protection de la femme éducatrice.

Et dans les années 2000 à 2004, nous avons vu apparaître au local, dans le quartier, des groupes de jeunes filles. C'était quelque chose que je ne connaissais pas avant – ce qui ne veut pas dire que cela n'existait pas. Mais nous n'en avions pas pris conscience avant. Tout à coup, des jeunes filles sont venues se présenter comme les garçons, c'est-à-dire en groupes naturels. Elles entraient en contact avec les éducateurs de prévention comme les garçons, c'est-à-dire pas de manière individuelle, mais en groupe. En général, elles se connaissaient très bien, depuis l'école primaire. Elles avaient souvent une activité commune à la maison de quartier, au centre social. D'ailleurs, j'ai souvenir du premier groupe qui m'avait marquée : elles s'étaient présentées comme un groupe de danseuses qui s'appelaient « Les Tigresses » – elles étaient dans le capital guerrier... En fait, elles récupéraient, se réappropriaient les stigmates ou les caractéristiques des garçons, la façon dont les garçons investissaient la rue et le local des éducateurs. Elles sont arrivées en disant : « voilà, nous, on est les Tigresses. On voudrait aussi faire quelque chose avec vous. » Mais elles n'avaient pas de demande spécifique. En général, elles nous disaient vouloir faire comme les garçons : faire un camp voile, partir en Bretagne, partir dans le sud... Mais elles n'avaient pas de demande spécifique de genre.

J'ai fait quelques actions avec ces filles et j'ai le souvenir d'un camp mémorable : un camp itinérant, où j'étais seule avec huit adolescentes. J'avais choisi l'itinérance parce que cela me permettait d'avoir un peu le contrôle du groupe : il ne fallait pas qu'elles s'installent complètement dans un endroit. Il s'agissait de jeunes filles qui, dans le quartier, se présentaient de manière très sobre, masculine, avec les mêmes T-shirts, les mêmes joggings que les garçons, les cheveux toujours attachés en arrière, sans maquillage, sans talons, avec des baskets. Nous prenons le minibus neuf places et nous partons. Elles avaient des sacs de voyage énormes. Quand nous arrivons dans la première auberge de jeunesse, elles déballet tout. Elles avaient utilisé l'argent de poche et les bourses des chantiers pour aller dévaliser le magasin Jennyfer et elles avaient tout l'attirail : les talons hauts, les mini-jupes, les petits shorts, les paillettes... C'était incroyable ! Et elles passaient deux ou trois heures, tous les matins ou tous les soirs, dans la salle de bains. Elles s'échangeaient tout : tout était collectif. « Tu me prêtes ta jupe ? Je te prête mes chaussures », etc. Nous étions à Concarneau. Nous sortons à Concarneau, où tout le monde est habillé en jean avec un K-way, et là, mes petites jeunes débarquent, pailletées, maquillées comme si elles allaient à un gala, avec des jupes courtes – en plus, ce sont de jolies filles – qui mettent en évidence leurs jolies formes, de grands talons, etc. Évidemment, tout le monde les regarde, pas seulement parce qu'elles sont appétissantes, mais aussi parce que cela dépareille. Un groupe, cela se repère... En plus, elles prennent des poses... C'est « la totale »... Et comme elles attirent le regard, elles me disent : « mais ici, il n'y a que des pervers et des pédophiles ! Tu as vu comment ils nous regardent ? » Moi, en tant qu'éducatrice et femme, j'essaie de leur dire qu'il faut aussi s'interroger sur ce que l'on provoque, ce que l'on induit. Que c'est bien de se mettre en jupe, mais qu'il faut être conscient de ce que cela peut évoquer chez les autres. Nous nous connaissions pourtant déjà bien, mais mon discours n'avait pas d'impact. Elles disaient : « ouais, ouais... » et cela passait. Je n'arrivais pas à aller beaucoup plus loin dans la réflexion

avec elles, jusqu'au jour où – et c'est ce qui m'a un peu désolée –, un soir, nous sommes baladées sur la plage. Elles étaient parées comme d'habitude, avec des paillettes, etc. – un peu moins quand même, elles faisaient un peu plus attention. Nous sommes passées devant un groupe de jeunes, qu'elles ont reconnus comme étant leurs pairs, avec la casquette, etc. L'un des garçons, en les croisant, a dit à son pote : « regarde les pétasses » – ou « regarde les tasse-pé. » Ça leur a fait très mal, parce que là, il n'y avait plus de grands-frères, il n'y avait plus rien. Ce soir-là, nous avons beaucoup discuté, beaucoup réfléchi et elles ont commencé, à ce moment-là, à accepter d'aller plus loin dans la discussion, de s'interroger sur la manière dont elles s'habillaient. Ce qui m'a le plus frappée, dans cette histoire, c'est qu'il a fallu, finalement, que ce soit quelqu'un qu'elles reconnaissent comme faisant partie de leur milieu qui leur renvoie cela pour qu'enfin, nous puissions en discuter ensemble et que le déclic se fasse.

À travers cette expérience, je me suis aperçue qu'en gardant une action sur le quartier, il était extrêmement compliqué, même avec la meilleure volonté du monde, quand on est éducateur en prévention, de résister à cela. La force de cette socialisation est énorme. Je me suis dit qu'il fallait absolument que mon travail leur permette de choisir d'autres scènes de socialisation. C'était le plus important. Voilà pourquoi nous avons beaucoup monté d'actions à l'extérieur, avec des structures qui n'ont rien à voir avec le social et qui ne sont pas forcément dans le quartier. Et l'on voit que là, dans le travail de socialisation, on rencontre moins de résistances et l'on peut aller beaucoup plus profondément dans les choses que si l'on reste dans le quartier, où il y a beaucoup de limitations.

Nous allons illustrer nos propos avec une vidéo – qui n'a pas été faite pour le colloque. C'est un spectacle que nous avons monté avec une scène nationale de notre territoire. Nous avons travaillé autour de la danse ; et parfois, à travers la danse, on va très loin dans les comportements de séduction – puisque nous parlions de mixité. Et là, cela ne pose pas problème, parce que c'est sublimé par l'aspect artistique. De ce fait, on peut discuter de quantité de choses, en passant d'abord par le vecteur artistique. Nous pourrions en reparler après.

Projection de la vidéo

Patrick DUBECHOT

Avant de passer aux questions, je voudrais faire quelques remarques, à propos des deux expériences qui ont été présentées. Rachida a évoqué le travail social communautaire, qui n'est pas du tout dans la culture des travailleurs sociaux, jusqu'à maintenant. Cela me fait penser au travail d'Augusto Boal sur le théâtre de l'opprimé. Ces initiatives, qui sont en rupture avec la pratique du travail social, de l'entretien individuel, de la relation individuelle, sont tout à fait complémentaires, surtout dans des logiques territoriales de quartier, de développement local des quartiers. Je pense que ce sont des pratiques et des méthodes très originales et intéressantes.

Un autre point, relatif à la capacité d'anticipation des gens qui sont grande difficulté que j'évoquais : à la suite des travaux que j'avais faits dans le cadre d'une recherche nationale, nous avons travaillé avec des structures qui étaient liées à la formation ou à la remobilisation des gens, parce que pour retrouver cette capacité d'anticipation, il faut travailler sur l'imaginaire, sur la manière dont on se représente dans l'espace, dans le monde.

Et pour cela, il faut développer des activités comme le théâtre, la peinture, où l'on fait travailler l'imaginaire. Or, aujourd'hui, vous avez des politiques publiques mais aussi des pratiques qui vous font travailler sur le projet individualisé. Il n'y a pas de possibilité de travailler sur des projets si les gens ne travaillent pas sur l'imaginaire. S'ils ne sont pas capables de se projeter dans l'avenir et le long terme, vous ne pouvez pas travailler sur le projet. Sinon, le projet ne devient qu'une procédure.

Les travaux présentés portent sur l'imaginaire à travers le théâtre, la danse. Mais l'imaginaire, c'est aussi le collectif, c'est voir comment le collectif construit l'avenir. Ces travaux permettent justement, au plan individuel, de se reconstruire un imaginaire et donc, une identité.

Vous avez certainement des questions à poser sur ces deux expériences...

Une participante

Je suis entièrement d'accord avec tout ce que vous dites, mais quand on regarde le budget du ministère de la Culture et ce qu'il nous reste comme subventions... Nous aussi, nous avons essayé de faire du théâtre, mais nous avons dû diviser notre ambition par deux, parce que nous n'avons pas eu les subventions.

Je trouve cela formidable, je suis vraiment d'accord, c'est vraiment vers cela qu'il faut se diriger, mais les chefs, « ils grattent pour avoir des sous !... »

Rachel TANGUY

Certes, c'est compliqué. Déjà, il est compliqué de faire valoir ces actions au plan social. Je parle encore de mon expérience, mais quand j'ai commencé à faire de l'action artistique et culturelle, il y a une dizaine d'années, mes collègues – qui ne sont pas de mauvais collègues – m'ont fait des réflexions. J'avais carte blanche, mais ils me disaient que moi, je m'amusaient bien. Parce qu'avec les jeunes, il fallait transpirer, en tout cas, avec les garçons : casser du caillou, travailler sur des chantiers, couper des bûches, faire du sport – du foot, où l'on transpire aussi. Et tout le reste n'avait pas de valeur et d'incidences socialisantes. Il a fallu que je me batte... Pour réussir ce type d'expérience, il faut être archi convaincu. Hier, nous parlions de la volonté nécessaire pour travailler avec des filles. Pour faire de l'action artistique et culturelle, il faut être archi convaincu, résister au discours ambiant – même si cela devient à la mode, maintenant. Et ensuite, il faut résister face aux freins financiers. Quand on demande de l'argent, comme il s'agit de socioculturel, il n'y a pas d'argent au niveau de la culture parce que cela relève du social et quand on se tourne vers les budgets sociaux, on vous dit que la culture, c'est élitiste. Mais en fait, il y a des fonds – il y en a un qui vient de disparaître, mais il y a en d'autres qui se créent. Le projet dont nous avons parlé n'a pas coûté un centime au service de prévention puisque c'est l'Apostrophe, la scène nationale, qui a porté un projet de la politique de la ville. Jusqu'à l'année dernière, on pouvait en effet monter des projets d'action culturelle en faveur de l'intégration républicaine. Beaucoup de structures culturelles ont répondu à ce type de projets, ont monté des projets un peu toutes seules, dans leur coin – et, quand elles ont obtenu le financement, se sont demandé où elles allaient trouver des jeunes... Cela, c'est encore un autre problème. Les structures culturelles se trouvent confrontées à une réaction : quand elles s'adressent aux

centres sociaux ou aux collègues en prévention ou à d'autres associations, il y a une résistance des travailleurs sociaux, qui disent qu'ils n'ont pas de public, que le théâtre n'intéresse pas les jeunes... Je suis sûre que vous avez déjà entendu cela.

Récemment, nous avons fait une scène slam avec Royaumont. Les éducateurs de prévention avec lesquels nous travaillions nous ont dit n'avoir mobilisé qu'une jeune fille, parce que le slam, c'était démodé. Ce sont des représentations de ce type contre lesquelles il faut lutter. Il y a aussi les représentations des jeunes eux-mêmes...

Tout cela est compliqué et demande un travail de conviction et ensuite, un travail spécifique de médiation culturelle. Mais je vous assure que c'est possible. C'est difficile à faire démarrer, mais une fois que l'on a démarré, on est repéré, on reçoit beaucoup des propositions. En tout cas, cela demande une vraie volonté, au départ.

Patrick DUBECHOT

Cela me fait penser au projet du 10^e arrondissement. Derrière ces actions c'est la question du temps qui est posée. Aujourd'hui, la tendance est à l'obtention de résultat apparent en peu de temps justement. L'action doit être efficace dans une durée limitée. Mais le temps consacré à la préparation, à la construction, à la mise en place d'un partenariat est un temps rarement pris en compte et donc qui interroge la performance du projet du point de vue des résultats attendus, qui eux sont sur des durées courtes, voire l'immédiat. L'évaluation de la « performance » de ce type de projet se mesure sur un temps long. Pour soutenir ces projets au regard des attentes des élus et autres représentants d'institution qui gèrent l'urgence, il faut pouvoir s'appuyer sur la volonté d'un conseil d'administration, d'une direction, d'une équipe. Il est certain que ce type de logique d'action exige ou relève d'un engagement de multiples acteurs. En outre, le travail partenarial qui est réalisé est très compliqué, et cela demande un temps considérable.

Rachida AZOUGUE

Pour le lieu innovant, 10^e United, vous imaginez ce qu'impliquaient la préfiguration et le diagnostic participatif. Cela signifiait aller à la rencontre de centaines de jeunes, mettre en place, tous les trois mois, un Grand Conseil, un lieu où prendre des décisions, où mettre en œuvre l'élaboration... Cela représentait tout un travail. Il faut laisser le temps au temps... Il a fallu donner des conditions à des adolescents formatés au libéralisme ambiant. Nous allions même contre les idées et les représentations sociales d'un projet de ce type. Patrick évoquait Augusto Boal. Certes, ce n'est pas tellement dans l'air du temps, mais nous l'avons assumé. Avec du recul, je l'assume avec sérénité, mais la direction de l'AJAM, moi-même et mes collègues des CEMEA, nous montions sur un ring de boxe pour convaincre les élus. Je ne dis pas cela de façon péjorative à leur égard parce que pour eux, le temps n'était pas le même que le nôtre. Ce travail s'inscrivait dans la durée : comment mobiliser 200 jeunes autour d'un projet, faire en sorte que 50 jeunes travaillent sur une charte de fonctionnement ? J'ai oublié de vous dire que, lors de la première rencontre, nous nous étions solennellement engagés à aller dans ce processus auprès des jeunes. Ils nous avaient tous dit qu'ils ne nous croyaient absolument pas. Nous avons alors pris l'engagement solennel d'aller jusqu'au bout du processus, qu'ils seraient respectés, pris en compte et qu'ils seraient force de proposition.

Pour cela, il faut résister, parce que le temps n'est pas le même pour les élus, pour les institutions qui financent, et il faut résister à cette pression. Mais dans le temps, c'est gratifiant, si l'on veut que des jeunes puissent reconstruire l'imaginaire, dans cette phase de l'adolescence où le formatage est clair : c'est l'ultralibéralisme. Quand nous les auditionnions et que nous leur demandions ce qu'ils voyaient dans ce lieu pour la jeunesse, les filles disaient que les garçons voulaient une Play station, un billard, qu'elles n'étaient pas d'accord. Et beaucoup nous disaient – surtout les plus grands – que ce qu'ils voulaient, c'était « un boulot, une meuf et une voiture ». Un expert candide comme Patrick leur a dit, un jour : « mais qu'est-ce que vous êtes normatifs ! Vous êtes des jeunes et vous ne rêvez pas... » J'avais été heurtée par les propos de cette personne, qui est d'ailleurs travailleur social. Ils ne rêvent pas mais, dans un contexte aussi anxiogène, ils ont raison. Ils veulent une voiture, une « meuf » et aussi un logement. Construire de l'imaginaire, se projeter, c'est vraiment un travail dans la durée. En revanche, une chose est certaine : ils sont force de proposition. Ils sont capables. Je le martèlerai tout le temps autour de cette expérience : les jeunes, considérés comme ressource, nous ont impressionnés, à notre niveau, par leurs capacités créatrices – j'ai pourtant moi-même une grande expérience en prévention spécialisée, et c'est un secteur où nous sommes créatifs – et cette façon de se projeter, en partant du postulat qu'au début, ils ne nous croyaient pas. Et ils avaient raison de ne pas nous croire.

Question de la salle

Quelle est leur moyenne d'âge ?

Rachida AZOUGUE

La tranche d'âge concernée était celle des 15-21 ans. La moyenne d'âge, sur les deux premières années, était plutôt 19-20 ans, et elle est redescendue à 16-19 ans.

Valérie CAILLETEAU, Sauvegarde 71

Ma question s'adresse à Rachel TANGUY. Est-il possible de vous contacter pour emmener un groupe voir votre spectacle ?

Rachel TANGUY

Avec plaisir, mais celui que vous avez vu est fini. Il a eu lieu le 10 janvier. Mais tous les ans, nous en faisons plusieurs, notamment un que nous créons nous-mêmes. C'est l'espace Césame qui crée le spectacle, parce que nous avons un atelier d'écriture, un atelier de théâtre, un atelier d'arts plastiques, de ferronnerie d'art, etc. Les jeunes, accompagnés par des artistes et des formateurs, créent un spectacle qui vient d'eux à 100 % : leurs paroles, leurs écrits, leurs témoignages, leur construction de spectacle...

Il s'agit de pédagogie de la socialisation. Nous avons trois niveaux de pédagogie avec les jeunes en insertion. Premièrement, pratiquer et faire. Deuxièmement, aller voir ce qui se fait, pour sortir de son schéma et réapprendre à circuler dans différents milieux sociaux et

géographiques, parce que c'est la clé de la réussite. Et comme cela ne suffit pas, parce que parfois, on zappe, comme à la télé, il faut un troisième temps d'élaboration et de réflexion pour se réapproprier tous ces acquis et pouvoir éventuellement, à terme, les transférer sur le projet de vie ou le projet professionnel. Mais la production est importante. À un certain moment, nous avons fait des ateliers théâtre pour le développement personnel, et nous nous sommes aperçus qu'il manquait quelque chose, parce que les jeunes n'accordent pas toujours immédiatement de valeur à ce qu'ils font. Quand ils faisaient de l'art plastique, ils ne comprenaient pas. Ils trouvaient que ce que le professeur leur demandait de faire était moche. Il faut un regard extérieur. C'est aussi cela, l'identité sociale. Elle se construit en rapport au regard extérieur. Par conséquent, il faut produire, et il faut du public pour que le public renvoie quelque chose aux jeunes et que les jeunes s'approprient une image positive de leur travail et de leur investissement. D'où l'importance d'avoir du public. Donc, bienvenue. Je vous donnerai ma carte avec plaisir.

Villar CHATELUS, association Club relais

Nous avons abordé le volet de la communauté issue des différents quartiers. Il me semble qu'il y a plusieurs communautés, plusieurs enjeux qui se jouent, au niveau communautaire, notamment au s'agissant de l'Afrique subsaharienne et un peu du Maghreb, en sachant que pour les jeunes filles, le fonctionnement n'est pas identique. Sur le volet culturel, je n'ai pas eu le sentiment, à travers les interventions qui ont eu lieu ici, que nous avons été orientés sur cette question des filles qui vivent la polygamie, sur la place qu'on leur accorde. Je suis d'accord avec vous à propos de l'imaginaire. Il me semble qu'elles sont toutes forces de proposition, qu'elles ont beaucoup d'envies, mais quand on vit de telles situations, je pense que l'imaginaire passe un peu après tout cela.

Patrick DUBECHOT

Notre étude montrait, outre cette question autour de l'avenir des gens et de leur projection dans cet avenir, le souci permanent des professionnels, de prendre en compte leurs préoccupations immédiates, que l'on ne peut pas négliger. Ce que je n'ai pas précisé, c'est que l'étude concernait des populations qui étaient issues de la rue ou en grande précarité. Je comprends bien ce que vous dites, et je suis d'accord. On ne peut pas demander à des gens comment ils se voient dans vingt ans si l'on ne travaille pas sur la résolution de leurs problèmes immédiats. Il faut constamment travailler sur les deux dimensions temporelles.

Rachida AZOUGUE

Effectivement, il y a une prise en charge spécifique des adolescentes des quartiers quant à leur « mal vivre », à la souffrance psychique, à ce qu'elles subissent, mais ce sont des réponses à court terme, qui s'appuient sur les pratiques de la prévention spécialisée. Dans les équipes, nous sommes très soucieux de cela, et nous sommes loin de la projection collective de susciter du désir sur des projets qui vont faire en sorte que le quartier ira mieux. Nous sommes parfois sur des préoccupations de survie immédiate pour des jeunes filles. Et il faut le revendiquer, je pense. À mon avis, il ne faut pas avoir une posture de toute puissance en

prévention spécialisée, mais nous sommes les mieux placés. Nous sommes experts. Et donc, il faut aussi être force de proposition pour faire du réseau, pour que ces filles ne se retrouvent pas dans des situations de rupture. Moi, je suis d'une génération où, dans les années 1980, chez les filles que l'on appelait les beurs issues de l'immigration maghrébine, la fugue était un traumatisme. Il suffit de reprendre les études des sociologues de l'époque. Je pense à la région Paca, où des filles se jetaient par la fenêtre du quatrième étage devant la perspective d'être mariées, après la fin de l'année scolaire, avec un monsieur plus âgé qu'elles ne connaissaient pas, devant les contraintes des codes sociaux. La situation a beaucoup évolué. Vous évoquiez la spécificité des jeunes filles issues d'Afrique subsaharienne. Je crois que ce travail perlé que porte la prévention spécialisée – parce que nous sommes toujours dans une posture d'altérité – doit se poursuivre, quelles que soient les origines de ces adolescentes, avec une prise en compte spécifique et la tentative de résolution de problématiques immédiates. Et c'est vrai que parfois, les filles vulnérables sont en situation de danger.

Mon propos est nuancé parce que je suis très inquiète, compte tenu du populisme ambiant, de la récupération qui est faite de toutes les difficultés des jeunes et de leurs familles dans les quartiers populaires. J'avoue que je suis très prudente, parce que comme tout est utilisé, il faut faire très attention. Il n'empêche que ces filles doivent être soutenues, accompagnées et que nous sommes les mieux placés pour être force de proposition pour les aider et, parfois, les mettre en situation de sauver leur peau, parce que certaines d'entre elles dans une situation dramatique. Pas toutes, fort heureusement.

Une participante

Ma question s'adresse à Karima Daoud. Au début de votre intervention, vous disiez que quand vous étiez arrivée dans le 10^e arrondissement, vous trouviez que même si le travail dans ce quartier était compliqué et la mise en place du projet, intéressante mais complexe, c'était plus facile que dans les cités. Pourriez-vous nous donner quelques éléments de votre analyse à ce sujet ? Pourquoi est-ce plus difficile ?

Karima DAOUD

Il y a quand même énormément de points que l'on peut comparer. Je travaillais à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, dans une cité vraiment très enclavée, qui était un peu éloignée du centre-ville. Aucune institution n'y était présente ; elles avaient toutes plus ou moins fui. À ce moment-là, nous avions implanté un club de prévention spécialisée. Nous avons tout reçu, nous avons tout pris, nous étions des éponges : la colère, la souffrance des habitants... Ce n'était pas facile. Les éducateurs ne restaient pas non plus. Il y avait un énorme turnover. J'y ai travaillé huit ans. Cela a été dur, mais efficace. Une fois que l'on a pris emprise, que les gens ont confiance en nous et qu'ils comprennent que l'on est là pour les aider et que l'on avance avec eux, je pense qu'après, nous avons notre place.

Quand je suis arrivée à Paris, c'était différent. Le travail de rue est différent. Même moi, je me suis perdue – j'habite en banlieue. Le fait de ne pas trouver de jeunes et de voir des gens de nulle part et de partout me surprenait. Je me demandais si tel jeune habitait là ou non. Ce n'est pas sectorisé. Il y a vraiment des jeunes qui viennent de tout l'arrondissement et il n'y a

pas de lieu de stationnement où ils peuvent se retrouver. Pour les filles, les collègues ont mis en place des sports collectifs. Si je voulais aller voir des filles, je savais qu'à telle séance de sports collectifs féminins, je verrais toutes les filles du 10^e arrondissement. C'était vraiment une démarche pour aller chercher les jeunes ; j'avais l'impression de les poursuivre : « où êtes-vous ? Qu'est-ce que vous faites ? » Alors que quand j'étais arrivée à Bobigny, j'appelais au secours : « je n'ai que deux bras, je ne peux pas vous aider... »

Mais la problématique des jeunes est la même. L'espace, les moyens que nous avons sont plus importants à Paris. Nous avons des structures où nous pouvons nous poser, contrairement à Bobigny, même si j'avais pu y tisser un réseau. En banlieue, une fois que l'on a créé le lien, les gens sont là pour nous aider, ils sont attentifs, mais c'est bien plus facile à Paris, où il y a énormément de partenaires. Parfois, quand on en fait la liste, on ne sait même plus à quel partenaire s'adresser pour telle demande. Les jeunes sont beaucoup plus mobiles, ils bougent beaucoup plus. Il faut vraiment les accrocher. Quelquefois, j'ai l'impression qu'ils sont un peu « pourris – gâtés », dans le sens où quand on leur propose des choses, c'est du déjà-vu. Alors qu'en banlieue, c'était un terrain neutre. Il n'y avait pas grand-chose qui était proposé sur le plan culturel ou dans d'autres domaines. Mais de ce fait, il est peut-être plus facile d'accrocher et de travailler avec les jeunes en banlieue qu'à Paris.

Ludovic AURIOL, ADSEA de l'Ardèche

Je souhaiterais que Rachida AZOUGUE revienne sur la notion de travail communautaire. J'ai travaillé pendant quelques années à Paris, à la Goutte d'Or, et maintenant, je travaille en Ardèche. C'est un petit peu différent... Nous sommes amenés à travailler avec de jeunes filles et de jeunes garçons parfois issus de l'immigration, mais aussi de la deuxième ou troisième génération. Jusqu'à quand seront-ils d'origine immigrée et quand seront-ils avant tout citoyens français ? Et que met-on derrière ce mot de communauté ? Est-ce une zone géographique ? Une banlieue ? Une couleur de peau ? Une culture ?

Patrick DUBECHOT

Il ne faut pas faire de confusion. Le travail social communautaire se réfère à des méthodes liées au développement social local. Dans ce sens-là, il s'agit de travailler avec les habitants. Ce qu'a dit Rachida AZOUGUE est que la ressource, ce sont les habitants. Ce n'est pas du tout un travail avec les communautés, au sens utilisé trop souvent aujourd'hui de communautés regroupées autour d'une religion. Les références sont Paolo Freire, Augusto Boal : il s'agit de faire prendre conscience aux habitants qu'ils sont une force, qu'ils sont une ressource, qu'ils ont des ressources collectivement, « par une mise en commun » pour le bien collectif. C'est donc une démarche tout à fait différente.

Rachida AZOUGUE

Oui, ce sont des logiques de travail social communautaire. Il s'agit de développement local, où les populations, jeunes ou adultes, sont force de proposition et acteurs dans tout le processus d'un projet, quel qu'il soit.

Pour compléter le propos de Karima à propos de la spécificité du travail, il faut savoir que l'AJAM a trois territoires, dans le 10^e arrondissement : quartiers populaires, mixité sociale, malgré la « gentrification » et l'arrivée de populations. Ce type de projet serait plus difficile sur un autre territoire où nous avons une équipe, le secteur Danube-Solidarité, dans le 19^e, qui ne comporte que de l'habitat social.

Pour terminer, je voudrais dire que la facilité du travail avec les filles, lorsque Karima est arrivée, est aussi due au capital de confiance qu'ont les familles des jeunes envers l'équipe. Je suis arrivée à l'AJAM en 1998. Le public des filles représentait alors 5 %. Quand je rencontrais les familles, je leur disais : « vous êtes tuteur et je vous respecte quand vous me dites que votre fille ne viendra pas en camp avec nous. Je n'ai pas de jugement à poser sur cela. C'est vous qui décidez. » C'est tout un cheminement que nous avons accompli et la visibilité du travail de l'équipe a fait en sorte que les parents ont désormais confiance dans les trois équipes de prévention du 10^e arrondissement et qu'ils autorisent leurs filles à avoir des temps partagés avec les éducateurs. C'est en cela que nous nous rejoignons ici, notamment les acteurs de prévention spécialisée : la relation de confiance et le travail dans la durée.

Patrick DUBECHOT

Merci aux deux équipes, parce que ce sont des projets fort intéressants.

LE RAPPORT AU CORPS : LA FEMINITE, LE REGARD SUR SOI, LE REGARD DES AUTRES, LA SEXUALITE...

Patrick DUBECHOT

La première intervenante de l'association « Ni putes, ni Soumises » fera cet après-midi une intervention sur le sexisme et les relations garçons / filles, qui nous intéressent. Nous ferons ensuite une courte pause avant la présentation d'une action, un camp « estime de soi », par une équipe de prévention spécialisée de la Sauvegarde de Saône-et-Loire.

Le thème de l'après-midi est le rapport au corps : la féminité, le regard sur soi, le regard des autres, la sexualité. Le rapport au corps est une question sensible. Nous avons parlé des rapports de séduction, des échanges parfois compliqués entre des garçons et des filles, mais aussi entre des professionnels hommes et des filles, entre des professionnels femmes et des filles, entre professionnels hommes et femmes. Ce rapport au corps n'est pas neutre, et comme nous l'avons vu hier, cette question n'est pas nouvelle dans l'histoire du travail social ; c'est à la fois un thème et un objet des pratiques, récurrent... si, comme nous l'avons vu parfois il est impensé.

En attendant que la première intervenante arrive, je voudrais vous dire deux mots du travail que j'ai pu faire et qui a donné lieu au titre de ces deux journées : « Les filles sont un problème, c'est bien connu ». L'histoire du travail social nous rappelle que nombre d'institutions philanthropiques se sont intéressées à la question des filles et des jeunes filles délinquantes. Nous avons pu entreapercevoir que les préoccupations et les problèmes des filles sont assez similaires d'un siècle à l'autre. Elles sont de tout temps d'une nature différente de celles des garçons et le regard porté sur les comportements des filles et des garçons semble assez différencié, comme nous avons pu le voir.

J'ai travaillé avec Françoise TETARD en prévision de ces journées et j'avais déjà travaillé avec elle il y a deux ans pour un colloque qui avait lieu à Nancy sur cette question des filles, dans le cadre de la protection de l'enfance. Ma démarche pour ces deux journées a été d'aller regarder, dans des documents relatifs à la prévention spécialisée, ce qui était dit sur les filles et sur les garçons. J'ai donc travaillé à partir d'un corpus de documents qui sont essentiellement des rapports d'activité – mais pas uniquement – de la fin des années 1970, du début des années 1980, des années 1990 et des années 2000, pour voir ce qui avait été écrit sur cette question à ces différentes périodes.

J'ai pu remarquer que le thème des filles est évoqué depuis longtemps autour de la question de leur place dans l'activité des équipes et dans la cité. Où sont les filles ? Nous l'avons vu hier avec Jacqueline Mathieu, qui, très tôt, a travaillé avec des filles dans le cadre de la prévention spécialisée. Donc, le travail avec les filles n'est pas nouveau. En revanche, c'est la place qu'elles occupent dans les rapports d'activité qui est nouvelle. J'ai fait une analyse lexicale de ces rapports, c'est-à-dire un comptage des mots, termes, expressions utilisés qui ont à voir avec filles et garçons. Quand on compare les rapports d'activité de la fin des années 1970 et du début des années 1980 avec ceux des années 2000, le nombre d'occurrences du mot « fille » ou de mots qui ont à voir avec des filles a doublé.

En règle générale, dans les chiffres présentés dans les rapports d'activité consultés, en termes de population suivies, les filles représentent 10 à 15 % des effectifs pris en charge. Aujourd'hui, c'est près d'un tiers.

Ces éléments constituent des signes de l'évolution de la nouvelle place des filles dans la prévention spécialisée.

Cependant, si dans les années 1980, le mot « fille » apparaît très peu, il faut prendre avec précaution ce constat parce qu'il y a un vocable générique, celui de « jeunes », qui recouvre sans doute le fait qu'il s'agit de garçons et de filles... mais on retrouve bien là « l'impensé » du genre.

Je vais m'arrêter là et je vais laisser la parole à notre invitée et je reprendrai la suite de cette étude, si nous en avons le temps et si vous le souhaitez. Elle est publiée dans une revue, que j'évoquerai à la fin de la journée.

Les actions menées par Ni putes, ni soumises contre « l'oppression » des filles dans les quartiers

Fanny DERENNE, militante de l'association Ni putes, ni soumises

Je remplace aujourd'hui Sihem ABCHI, parce qu'elle est sur tous les fronts et qu'un imprévu l'a empêchée d'être parmi vous aujourd'hui. Elle vous prie de l'en excuser.

L'initiative que vous avez prise avec ces deux journées d'échange me paraît fondamentale. La relation filles / garçons est quelque chose de fondamental. Je trouve le titre que vous avez choisi : « les filles sont un problème, c'est bien connu » assez représentatif de la situation, aujourd'hui. C'est une problématique que nous portons depuis déjà sept ans. Notre mouvement s'est créé de la rue, à partir de personnes qui en ont eu assez de la pression quotidienne exercée sur les filles et particulièrement sur le corps des filles, et qui ont décidé de se réunir et d'organiser différents événements. Nous avons commencé par des états généraux, où 200 femmes et filles des quartiers se sont réunies pour réfléchir à la situation aujourd'hui et à leurs difficultés, ce qui a mené à la marche contre les ghettos et pour l'égalité conduite en 2003 partout en France. Aujourd'hui, le combat continue parce que tout n'est pas gagné. La pression est quotidienne, comme on peut le voir à travers l'actualité qui, malheureusement, est souvent dramatique. Cette année, énormément de viols collectifs ont été évoqués dans la presse. Ce qui figure dans la presse n'est que la partie émergée de l'iceberg. C'est au quotidien que ce genre de chose se produit.

Le débat sur le niqab a également été très représentatif, à un moment, de la volonté de cacher le corps des femmes. Mais nous nous occupons aussi de choses un peu moins dramatiques, qui sont cependant très révélatrices. Nous avons travaillé, l'année dernière, avec une jeune fille de 17 ans, Léa Dedieu, qui a organisé une journée du short dans son établissement, dans l'Essonne. De prime abord, on peut se dire que la journée du short, c'est sympathique ; on ne voit pas trop le rapport avec la pression sur le corps des filles et les sujets qui nous occupent aujourd'hui. Pourtant, c'est une vraie problématique. Pourquoi a-t-elle organisé une telle journée ? Elle l'a fait de manière totalement informelle : ce n'est pas une militante, à la base, mais elle a senti le besoin de s'engager dans cette problématique, parce que face aux problèmes qu'il y avait régulièrement dans son établissement, aux pressions et aux insultes à l'encontre des filles qui portaient des jupes ou des shorts, le proviseur, un peu démuné – il ne

faut pas jeter la pierre aux acteurs de terrain de l'Éducation nationale –, a interdit le short pour essayer de régler la situation. Léa et de nombreuses amies se sont dit que ce n'était pas possible, que l'on avait le droit de s'habiller comme on voulait, que le problème n'était pas les filles, leur corps, mais le regard que portaient les garçons sur leur corps. Pourquoi serait-il problématique qu'une fille vienne en short au lycée ? Elle a rencontré le proviseur, qui lui a expliqué que le lycée n'était pas un lieu de vacances et que le short n'était pas une tenue appropriée. Mais le fond du problème, c'étaient ces clashes réguliers, ces insultes, voire ces bagarres, en tout cas ces pressions verbales très violentes sur les jeunes filles qui s'habillaient de cette manière. Elle a donc organisé cette journée, qui a eu un retentissant assez fort, parce qu'elle a lancé l'information sur Facebook, que les médias ont suivi et tout le lycée aussi. Cela a été une journée assez sympathique.

Mais il y a quantité d'exemples de ce genre. On a vu fleurir les journées de la jupe, les journées du short, à droite et à gauche. Le film dans lequel joue Isabelle Adjani, *La Journée de la jupe*, aborde ces questions, et nous nous servons régulièrement de ce support pour les interventions scolaires que nous réalisons au quotidien. Nous avons en effet tout un programme d'éducation au respect filles / garçons, qui est fondamental. On ne pourra pas avancer sur la place des femmes dans notre société ni sur la place du corps des femmes dans la société tant que l'on n'abordera pas ce sujet de manière sociétale. Certes, il faut une prévention spécialisée pour les jeunes filles, parce qu'elles ne peuvent pas toujours aborder tous les sujets en public, entourées de garçons. Mais il est également essentiel de travailler avec les jeunes garçons et de faire de la prévention à leur niveau. On ne peut pas travailler qu'avec les jeunes filles en disant que l'on va changer le regard que les autres portent sur elles. C'est un problème plus global.

Dans le cadre de ce programme d'éducation au respect, nous réalisons des interventions en milieu scolaire, mais aussi en prison, alors que ce n'est pas forcément notre vocation. Ni putes, ni soumises est une association de lutte contre les violences faites aux femmes. Mais nous avons été sollicitées par les prisons – ce n'est pas nous qui avons défoncé les portes des prisons pour y aller... Nous avons été sollicitées autant dans les maisons d'arrêt pour les femmes que dans celles pour les hommes. Ce sont des lieux qui sont très violents et il y a tout un travail à faire pour les aider à se réintégrer en sortant, notamment en termes de gestion de la violence. On sait très bien que les hommes qui sortent de prison, par exemple, auront du mal à gérer le couple et que cela peut amener à des situations de violence sur les femmes. Nous effectuons un travail d'éducation au respect, de promotion de l'égalité, etc.

J'insiste sur le fait qu'il faut vraiment envisager cela de manière sociétale. C'est vraiment important. À partir du moment où l'on travaille sur un pan de la société, il faut toujours l'envisager de manière sociétale, sous peine d'échec. Nous qui portons ces messages, nous ne devons pas nous laisser enfermer dans des stéréotypes : féministes, donc éventuellement anti-hommes... Ce n'est pas le cas. Je pense que les animatrices du planning familial qui me succéderont à la tribune ont la même position. Elles interviennent en milieu scolaire avec les filles et les garçons.

Nous lançons d'autres initiatives pour sensibiliser le grand public sur ces questions. Nous avons un peu l'impression que c'est un sujet annexe, parce qu'il y a des choses plus importantes, comme la crise économique, et que le corps des femmes n'est peut-être pas le sujet d'actualité. Au contraire, c'en est un, notamment quand on voit toutes les anecdotes dont je vous ai parlé. C'est pourquoi nous menons des campagnes de sensibilisation auprès

du grand public pour créer le déclic et pour que tous se sentent un peu concernés, à un moment donné. Ne nous mentons pas : nous sommes toutes confrontées à cela. Quand on a un rendez-vous professionnel important, on se demande si on ne ferait pas mieux de mettre un tailleur. Quand on passe dans la rue et que l'on est en jupe, on s'expose à se faire siffler, à « t'as pas un 06 ? », etc. Cela paraît anodin, mais cela ne se passe pas toujours aussi bien. Ce n'est pas simplement une phrase. Dans le milieu professionnel, cela peut mener à du harcèlement ; dans la rue, cela peut mener à des violences. Et dans les quartiers, il y a la réputation. Dans le milieu rural aussi. Pour ma part, je viens d'un milieu rural. Vous m'avez vue monter sur l'estrade : je suis en robe, en robe plutôt courte. Je l'assume. Mais dans le « bled » d'où je viens, il est beaucoup plus compliqué de s'habiller ainsi. C'est grave. Je ne suis pas habillée de manière indécente. Tout va bien, vous me supportez, vous ne vous dites pas : « qu'est-ce c'est que cette meuf ? » C'est un vrai problème. C'est pourquoi les campagnes de sensibilisation sont importantes : nous sommes toutes concernées et finalement, tous concernés aussi, parce que parfois, une petite remarque, même dite avec humour, peut être la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Et la jeune fille qui fait l'objet de la petite remarque humoristique de son collègue ou d'un copain va finir par ne plus porter que des vêtements plus larges. Elle va faire attention... À quel titre ? Elle a le droit de s'habiller comme elle veut !

L'initiative que nous portons en ce moment, la journée de la jupe, aura lieu demain, 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. C'est une initiative qui suscite beaucoup d'intérêt : 100 000 inscrits sur Facebook suivent cette journée, 200 000 personnes sont en attente de réponse... Énormément de personnes nous contactent pour nous demander si nous allons organiser quelque chose demain. Pourquoi la « journée de la jupe », alors que c'est une journée internationale instaurée par les Nations unies et portée par la société civile ? En général, c'est l'occasion de faire des choses importantes en matière de sensibilisation. La « journée de la jupe », cela paraît léger... Mais je vous ai exposé les raisons. Le point de départ des violences faites aux femmes, c'est aussi ce regard que l'on porte sur le corps des femmes et sur cette volonté de le cacher : il ne faut pas qu'il apparaisse. Nous avons aussi organisé cette journée parce que quand il y a un viol, la phrase que l'on entend tout le temps, c'est : « elle l'a bien cherché... Vous avez vu comment elle était habillée ? De toute façon, celle-là, on la connaît... » Ceci rejoint la réputation. Et finalement, ces jeunes filles vont être violées et ne seront pas soutenues, parce qu'il y a ce mécanisme qui fait dire : « mais quand même, sa jupe était courte... Elle l'a bien cherché. Elle n'avait qu'à pas se balader à cette heure-là ou à cet endroit dans cette tenue. » Elle va rencontrer des difficultés dans tout son parcours et la plupart du temps, elle ne va pas parler. Elle va s'enfermer, vivre cette violence toute seule parce que personne n'a été capable de casser ce stéréotype, cette pression, et de lui dire : « non, ce n'est pas de ta faute. » C'est cela, notre message essentiel de demain : nous sommes femmes, nous devons en être fières parce que nous sommes la moitié de l'humanité. Et si la moitié de l'humanité doit se cacher, c'est compliqué. Et comment construire une société égalitaire si la moitié de l'humanité n'est pas présente ? Parce que quand on cache le corps des femmes, on ne nous fera pas croire que les femmes seront admises dans les instances de décision...

C'est le message de demain. Si vous souhaitez vous mettre en jupe, demain, n'hésitez pas à nous envoyer les photos. Soyons fières de notre corps. Toutes en jupes ! Il n'y a pas de raison...

Patrick DUBECHOT

Je voudrais citer une chercheuse, Jacinthe MAZZOCCHETTI¹⁴, qui a travaillé sur les conséquences du placement pour les filles. Notamment, les rumeurs à la suite de ce placement entament leur réputation. En fait, la rumeur va construire à ces jeunes filles une étiquette, qui même si elles n'ont rien fait va la poursuivre très longtemps. Cette réputation enferme la jeune fille dans une image qui peut la conduire à adopter des comportements de négation de soi : négation de sa féminité, de son corps, de sa personnalité, donc à une violence contre soi, comme évoqué ce matin, des filles qui se mettent en jogging, en baskets, pour avoir un corps qui ressemble à un corps de garçon et nier cette féminité, mais aussi à des dérives liées à des comportements plus « masculins », des bagarres... À l'inverse, on agresse très peu les garçons sur leur corps. Dans les rapports d'activité que j'ai consultés, les équipes de Prévention spécialisée, dans leurs formulations, leur écriture, dans les problématiques évoquées renvoyaient au corps des filles, la mise en couple et la sexualité ; thématiques très rarement abordées quand il s'agit des garçons. Cette distinction genrée est quelque chose de très important dans la manière dont on travaille le sujet d'un point de vue éducatif, notamment.

Une participante

Ma question s'adresse à l'association Ni putes, ni soumises et à sa représentante et porte sur la dernière commande que vous avez acceptée et qui m'a beaucoup questionnée, à propos du voile. Où en êtes-vous de cette mission que vous avez acceptée et quelles questions cela vous pose-t-il ?

Fanny DERENNE

C'est une vraie question, qui est liée au problème qui nous préoccupe aujourd'hui, puisque nous parlons de pressions sur le corps. On cherche à cacher le corps des filles. Les comportements peuvent être différents : il y a des jeunes filles qui se mettent en jogging et d'autres qui se cachent derrière le voile intégral. Tout est lié. La pression sur le corps des femmes se retrouve dans cette problématique.

Dans notre volet d'éducation au respect, nous travaillons depuis des années sur un programme qui s'appelle « les ambassadeurs du respect ». Nous l'avons lancé en 2005, suite à la sortie du *Guide du respect*, qui est un outil très pédagogique à destination des 12-25 ans et qui contient beaucoup de conseils sur la manière d'appréhender les soucis que les jeunes peuvent rencontrer en termes de sexualité, de pressions sur le corps, de mariage forcé, etc. Et nous nous sommes aperçus que les ambassadeurs du respect ne suffisaient pas. Aussi, depuis un an, nous travaillons nous-mêmes – je dis bien « nous-mêmes », parce que j'ai relevé le mot « commande » et que je ne suis pas quelqu'un qui esquive ; mais je tiens à vous donner l'historique, parce que c'est important. Nous travaillons donc depuis un an avec des associations de quartier et des femmes relais dans les quartiers pour mettre en place des ambassadrices de l'égalité et de la laïcité. Ceci parce que depuis un an, nous nous battons par

¹⁴ Jacinthe MAZZOCCHETTI, Université de Louvain : *Adolescent(e)s : des pratiques de placements différenciés ?*, Colloque Mire-Drees-Etsup, journée d'étude : « Parcours de vie et intervention sociale : l'impensé du genre », Paris, 9 novembre 2010

ailleurs pour une loi contre le port du voile intégral et pour une médiation, dans le cadre de cette loi. Nous avons en effet constaté que la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux ostentatoires au sein des écoles n'avait pas été accompagnée sur le terrain. Les acteurs de terrain, c'est-à-dire les associations, les acteurs de l'Éducation nationale et les maires se sont retrouvés seuls pour la faire appliquer, ce qui a donné lieu à des conflits qui ont été très largement relayés par les médias, parce que cela posait de vraies questions par ailleurs : que faire de ces jeunes filles ? Est-ce que nous en avons perdu beaucoup ou non ? Nous nous sommes donc battus pour qu'il y ait une période de médiation.

Dans ce cadre, et comme toute association qui cherche à survivre – c'est bien d'avoir des bénévoles, mais moi, je n'y arrive plus : cela devient un peu compliqué –, nous avons déposé des dossiers dans différents ministères, notamment ceux de l'Éducation nationale et de la Justice, et nous avons été renvoyés vers le ministère de l'Immigration, parce que c'était celui qui était en charge de ce dossier. La question était de savoir si nous acceptions ou si nous refusions. Nous avons fait le pari d'accepter. Nous nous sommes dit que si nous ne le faisons pas, nous restions sur la touche alors que nous nous étions battus pendant un an pour qu'il y ait une période de médiation qui accompagne cette loi. Décider de ne pas s'y engager parce que c'était avec tel ministère et que nous ne voulions pas travailler avec lui posait tout simplement la question de savoir si nous acceptions les subventions publiques ou non. Nous avons donc accepté. C'est une position que nous d'ailleurs toujours tenue : à part l'extrême droite, nous travaillons avec tout le monde, dès lors – et d'autant plus – que la personne est au gouvernement et que le gouvernement entier nous renvoie vers cette personne, si c'est elle qui est en charge du dossier. Nous avons donc choisi de signer la convention avec le ministre chargé de l'Immigration pour ce projet que nous étions en train de monter depuis un an avec les associations de quartier. Ce projet va effectivement être mis en place. Nous en sommes aux derniers réglages avec les associations, l'objectif étant qu'un maximum d'acteurs puissent s'impliquer. Nous travaillons déjà entre associations. Par la suite, nous travaillerons avec les collectivités locales, qui doivent également pouvoir s'y impliquer. En effet, nous ne sommes pas partisans d'un circuit descendant : il faut que cela puisse venir de la base. Et ce sont aussi les collectivités locales qui font vivre les lois sur le terrain. Nous espérons également pouvoir travailler avec la fonction publique, parce que les policiers, notamment, vont être confrontés à l'application de cette loi.

Nous souhaitons pouvoir lancer le programme très rapidement. Il comportera des moments phare qui seront visibles, avec des débats, mais il s'appuiera la plupart du temps sur des réunions d'appartement. En effet, le but est aussi de sortir les femmes de l'enfermement et pour ce faire, il faut aller les chercher. Et l'expérience montre que le meilleur moyen de les faire venir est la réunion d'appartement, parce que personne n'est au courant ; cela reste relativement confidentiel. On peut donner le prétexte d'un thé entre copines et parler de sujets tout à fait sérieux comme ceux-là. Mais cela passe beaucoup plus facilement, notamment auprès des maris.

Une participante

Je voulais vous remercier pour votre intervention, parce que je trouve très important de parler de ce problème du regard sur le corps des femmes au niveau de la société. Je pense à une expérience que nous avons vécue l'année dernière : nous sommes partis en transfert avec

de jeunes garçons. À un moment, ils se promenaient torse nu dans la rue. Il n'y a pas eu de remarques à connotation sexuelle ou portées sur le sujet. On regarde leurs pectoraux, mais on ne les regarde pas comme des objets sexuels. En revanche, ce matin, une éducatrice est intervenue, parlant de l'expérience de jeunes filles de quartier qui se sont lâchées lors d'un séjour à Concarneau. Elles se maquillaient à outrance, avaient sorti les mini-jupes, etc. Et là, le regard des personnes sur ces jeunes filles a suscité une interrogation d'ordre plutôt sexuel. C'est vraiment en ces termes qu'il faut travailler, encore et toujours.

Vous parliez de *La Journée de la jupe*. Ce film remarquable est un très bon support pour travailler avec les filles. Il y a encore beaucoup de choses à faire, et beaucoup de régression dans les quartiers.

J'ai travaillé dans une autre ville, à Chaville. Lorsque j'intervenais dans les quartiers où il y avait des populations issues de l'immigration, je remarquais que la mixité entre garçons et filles ne se faisait pas alors que dans d'autres quartiers, elle se faisait. Cela montre qu'il y a vraiment, encore et toujours, un travail à faire dans ce sens. Je regrette le temps où ma mère, âgée d'une vingtaine d'années, me portait dans ses bras, vêtue d'une mini-jupe. Même moi, je n'ai jamais osé porter une mini-jupe comme celle-là, à part sur la plage. C'était dans les années 1970. Nous sommes bien loin de tout cela. Ce n'était pas de la provocation. Mais il y a aujourd'hui une régression. Il faut y réfléchir et aborder ce sujet.

Patrick DUBECHOT

Il n'y a pas de régression. Simplement, le moment où votre mère portait des mini-jupes est un moment bien précis de l'histoire.

Même participante

Comment l'appellez-vous, alors, si ce n'est pas une régression ?

Fanny DERENNE

Pour moi aussi, c'est une régression.

Patrick DUBECHOT

Vous avez vu que je n'analysais pas les choses sur le court terme. Sur le long terme, c'est une période de notre histoire. Mais ceux dont les parents ont aujourd'hui 80 ans, comme les miens, savent que dans les années 1940 ou 1950, les filles ne se promenaient pas en mini-jupe.

Même participante

Bien sûr. Ma grand-mère, qui est née en 1921, ne se promenait pas en mini-jupe. Je parlais des années 1970.

Patrick DUBECHOT

Mais vous avez raison de soulever la question : c'est un problème de société. Ce n'est pas seulement autour de la mini-jupe que cela se joue, mais sur les rapports entre individus et société. Et aujourd'hui, nous sommes dans une régression des libertés individuelles. Mais les années 1970, c'est une période très courte. Nous sommes en régression par rapport à 1970, mais nous ne sommes pas en régression par rapport à 1930. Je pense que c'est important.

Même participante

Nous n'allons pas refaire toute l'histoire des femmes, mais lorsque les femmes ont pris le pouvoir, en Chine, en Europe, partout, chaque fois, cette histoire des femmes a été niée, gommée de l'Histoire. Lorsqu'il y a des périodes où les femmes peuvent se révéler normalement en tant que femmes, comme individus, nous avons droit à... Ce n'est pas une question d'opposition entre hommes et femmes. Nous sommes différentes, mais nous avons les mêmes droits.

Patrick DUBECHOT

Là où je suis d'accord avec vous, c'est sur le fait que nous sommes dans une période de régression des libertés individuelles. En particulier, comme je le dis depuis deux jours, si les femmes ne s'emparent pas de la lutte pour leur libération, ce ne sont pas les hommes qui iront dans ce sens.

Même participante

Vous ne savez pas ce que vous perdez ! C'est dommage... Imaginez une société un peu pensée par les femmes... Peut-être que ce serait intéressant, puisque la société est pensée et gouvernée majoritairement par les hommes. Je n'ai rien contre les hommes, au contraire. Je les adore, et heureusement qu'ils sont là. Mais franchement, ce serait bien, aussi, de penser peut-être aux femmes.

Fanny DERENNE

Dans ce que vous dites, je retiens trois éléments. Je suis plutôt d'accord avec vous pour dire qu'il y a une régression. Certes, si l'on considère les deux mille ans d'histoire de l'humanité, nous progressons. C'est clair. Nous commençons à en parler, c'est déjà un bon début. Mais je dis qu'il y a régression parce qu'effectivement, dans les années 1970, il y a eu un vent de libération en France, mais que l'on a pu aussi observer dans les années 1980 en Algérie, où les femmes arrachaient leur foulard. Et les « nanas » algériennes, dans les années 1980, attention, « mazette ! » Comme c'était le cas chez nous, dans les années 1970, et de manière générale. C'est-à-dire que toutes les femmes se sentaient concernées par cela. Quand je dis qu'il y a régression, c'est parce qu'aujourd'hui, il y a des femmes qui pensent que ces histoires ne sont pas pour elles : elles ont une telle pression quotidienne, notamment dans les quartiers, qu'elles se disent : « tout ce débat sur la jupe... Moi, je sais que de toute façon, je ne peux pas en porter ! » C'est là que nous avons un problème et où je pense qu'il y a une

régression dans la société, dans l'imaginaire collectif. Toutes les femmes montaient au créneau. Il y avait une petite proportion de femmes conservatrices qui reculaient parce que c'était accompagné d'un mouvement de libération sexuelle, mais toutes les femmes qui le souhaitaient avaient accès à cette pensée. Aujourd'hui, il y a toute une partie des femmes, en France, qui se sentent complètement à part de cette situation, de cette envie d'assumer son corps et de se dire : « oui, j'ai une place dans la société. » De ce fait, elles manœuvrent dans la petite marge qu'on leur laisse et l'on observe ces comportements.

Ceci m'amène au deuxième élément que vous avez cité : « elles se sont lâchées. » Quand on a une pression quotidienne sur son corps, cela finit par devenir notre identité. C'est-à-dire que si l'on dit en permanence à ces jeunes filles, parce que ce sont les plus coquettes du quartier, que ce sont des « putes » – je caricature un peu mais pas énormément, parce que c'est ce type de discours –, elles en arrivent à se dire : « quelle chance ai-je d'être respectée par ces personnes, puisque de toute façon, j'ai cette réputation-là ? Donc j'y vais. Je mets le paquet. » Cette dynamique est inconsciente, mais elle existe. De la même manière, il y a des jeunes filles qui font le choix de porter le voile pour avoir la paix, et d'autres celui de mettre des joggings, d'aller jeter des pierres sur les camionnettes de la police et de faire concurrence aux bandes de garçons dans la rue. Ce sont les alternatives qu'ont ces jeunes filles, aujourd'hui, pour manœuvrer dans l'espace qui leur est donné. C'est le sens de cette journée de la jupe : dire que nous sommes toutes concernées. En mettant cette jupe, c'est une preuve de solidarité, c'est montrer qu'on ne les oublie pas. Certaines pensent que cette idée de la jupe est un peu bourgeoise. Oui, c'est bourgeois, parce qu'il y a toute une partie de la population qui n'y a pas accès. C'est tout le sens que nous voulons donner à cette journée : « portez la jupe pour dire qu'il n'est pas normal que certaines ne puissent pas la porter quand elles veulent... »

Je ne sais plus quel était le troisième élément...

Une participante

Je reviens à quelque chose de plus concret. Il s'agit des animations. Vous dites que vous faites des animations en milieu scolaire. Comment cela se passe-t-il ? Est-ce que vous n'y allez qu'une fois ? Comment travaillez-vous la mixité ? Comment amorcez-vous votre animation ?

Par ailleurs, comment votre association est-elle implantée en France ? Par exemple, où est-elle implantée en Île-de-France – puisque je suis de Paris –, mais aussi en France ? Cela donnerait une idée de l'ampleur de Ni putes, ni soumises.

Fanny DERENNE

S'agissant des interventions en milieu scolaire, nous travaillons toujours dans la mixité. Nous avons parfois des demandes spéciales, pour lesquelles nous travaillons dans la non-mixité, mais dans l'objectif final de travailler dans la mixité. C'est le cas quand nous travaillons sur le long terme. Notamment, lorsque nous intervenons dans des établissements où il y a eu des viols collectifs, il peut arriver que nous commençons à travailler séparément avec les filles, d'un côté, mais aussi avec les garçons, de l'autre. Nous ne travaillons pas d'abord avec les

filles pour réunir tout le monde ensuite : nous travaillons avec les deux et après, nous réunissons tout le monde.

Nous essayons le plus possible d'avoir des programmes sur le long terme et de vrais partenariats. Intervenir une fois peut provoquer un déclic, mais intervenir plusieurs fois peut amener des changements comportementaux. Et c'est ce qui nous intéresse. Mais lorsque nous n'intervenons qu'une fois, nous essayons d'être très percutants pour provoquer le déclic et souvent, il y a de nombreuses jeunes filles de l'établissement qui, ensuite, viennent chez nous en stage. Quand nous intervenons sur le long terme, c'est dans le cadre d'un programme qui est réalisé en concertation avec l'établissement, où nous travaillons toutes les thématiques qui nous préoccupent et que nous défendons au quotidien. Mais nous avons une manière d'intervenir qui part toujours du discours des jeunes que nous avons en face de nous. Nous avons toujours un support, des témoignages : *La Journée de la jupe* ou un livre, comme celui de Diaryatou Bah, *On m'a volé mon enfance*, ou celui de Samira Bellil sur les viols collectifs. Nous utilisons un extrait pour susciter les réactions, mais sans aller plus loin : nous n'en faisons pas tout un laïus. Nous leur proposons le support et nous attendons leurs réactions. À partir de ces réactions, nous pouvons identifier les stéréotypes et déconstruire le discours, petit à petit, en allant chercher les causes, pour, ensuite, sensibiliser, trouver pourquoi ils pensent cela, si c'est fondé ou non, ce que cela induit comme comportement, etc.

L'idéal est de pouvoir travailler sur toute une année avec une classe. Nous sommes en train de développer pour cela des outils particuliers : au-delà du *Guide du respect*, qui est un outil pragmatique au quotidien, que nous distribuons systématiquement dans nos interventions et à partir duquel nous faisons parfois des interventions, nous développons actuellement un outil à destination des professionnels de l'éducation, une mallette pédagogique contenant les outils que nous utilisons. Ceci parce qu'il n'est pas toujours facile, pour l'association, d'entrer dans les collèges et les lycées. Il y a parfois des réticences. En revanche, lorsqu'il y a eu un viol collectif, bizarrement, tout le monde retrouve notre numéro et le standard explose... Mais dans certains établissements, il est parfois compliqué d'entrer, parce que notre association véhicule tout un inconscient, une image. Certains pensent qu'ils vont se trouver face à des hystériques, ou que c'est un mouvement très médiatique, mais qui ne fait rien sur le terrain : on ne voit pas trop et on ne comprend pas que Ni putes, ni soumises intervient en milieu scolaire. Et pourtant, nous intervenons – et nous faisons aussi beaucoup d'autres choses. Nous sommes en train de finaliser cet outil à destination des enseignants pour qu'ils puissent s'approprier notre travail et le répercuter, s'ils le souhaitent, sans passer par nous. Nous nous tenons bien sûr à leur disposition pour les former et pour qu'ils puissent mener des projets pédagogiques parallèlement à nos interventions. En effet, actuellement, nous en sommes au stade où nous définissons le travail avec eux et où nous leur apportons notre expertise, mais cela nous prend énormément de temps. L'objectif n'est pas de les lâcher dans la nature, mais de leur apporter des supports qui leur permettent d'être indépendants de nous afin qu'ils puissent faire leur propre travail en l'accommodant à leur sauce, s'ils le souhaitent, et nous restons en soutien quand ils le souhaitent.

S'agissant du maillage territorial de Ni putes, ni soumises, nous fonctionnons par comités locaux. Le siège du mouvement se situe à Paris, dans le 20^e arrondissement, au sein d'un quartier relevant de la politique de la ville, ce qui correspond à un choix : il n'est pas question de parler des quartiers et de s'enfermer dans le 16^e arrondissement. Mais la porte est aussi ouverte aux habitants du 16^e arrondissement : nous travaillons avec tout le monde.

Il est cependant plus cohérent que nous soyons installés dans un quartier ciblé par la politique de la ville. Nous avons de nombreux comités locaux, dans la plupart des grandes villes de France et parfois même, dans des villes plus petites. Sur le territoire de l'Île-de-France, nous travaillons davantage par relais, parce qu'il est assez difficile d'ouvrir une antenne de Ni putes, ni soumises dans les quartiers : il peut y avoir une pression comme c'est le cas à Meaux, où nous avons un comité dont la présidente, toutes les deux semaines, va porter plainte pour tabassage. Elle est en permanence victime d'intimidations : elle se fait frapper dans la rue, dans les supermarchés. Ils aiment beaucoup, quand elle fait ses courses, aller la trouver dans des rayons où elle est toute seule. Ils adorent la jeter dans les yaourts... C'est compliqué, il faut du courage pour animer un comité dans les quartiers. C'est pourquoi nous travaillons davantage avec des femmes relais. C'est comparable au fonctionnement d'un comité local, mais c'est officieux. Il n'y a pas le nom juridique de l'association.

Une participante

Je voudrais faire un parallèle avec ce qu'a dit Rachel, ce matin, notamment à propos des jeunes filles qu'elle a amenées à Concarneau et de ce questionnement autour de l'image qu'elles renvoyaient à l'extérieur : en jupe, bien apprêtées, avec des paillettes, etc. – je le rappelle pour Fanny Derenne, qui n'était pas là ce matin. Les jeunes filles s'étonnaient fortement qu'on les regarde. Le rôle de l'éducatrice a été de les amener à s'interroger sur le fait que c'était peut-être un peu trop ostentatoire.

Je trouve que parler de la jupe est assez réducteur. J'ai l'impression que, dans votre discours, vous réduisez le problème des filles des quartiers au fait de s'affranchir, de s'habiller comme elles veulent. Certes, il faut qu'elles puissent s'habiller comme elles le veulent, mais il y a une réalité : ce ne sont pas simplement les jeunes hommes des quartiers qui ont une vision réduite ; nous sommes tous matraqués d'images de jeunes femmes très dénudées à la télévision, dans les médias, dans des clips, dans les émissions de télé réalité comme L'Île de la tentation, etc. Selon moi, la question est aussi celle de la responsabilité des médias. Au lieu de pointer du doigt ces jeunes hommes qui ne respectent pas les jeunes filles, c'est peut-être à nous, en tant qu'éducateurs, de faire en sorte que les jeunes filles puissent s'habiller comme elles le souhaitent, mais aussi qu'elles se posent la question de ce qu'elles renvoient. C'est aussi la question de l'attitude et de la posture, de la manière de se tenir avec sa jupe, qui peut comporter une certaine vulgarité, comme dans l'exemple donné ce matin. Mais il y a vraiment une responsabilité de la société de consommation. Il est trop facile de pointer du doigt des gamins de 15 ou 20 ans.

J'ai une petite fille qui a 8 ans. Je vais dans les magasins, je regarde et j'achète. La mode, actuellement, même pour des fillettes de 5 à 10 ans, ce sont les chaussures à talon... Il y a une quantité de facteurs qui conditionnent les fillettes pour qu'elles s'habillent en petites femmes. Je trouve que c'est assez réducteur de désigner les garçons des quartiers et de les accuser de ne pas avoir une vision assez ouverte. À mon sens, c'est passer à côté du problème. Ce ne sont que des gamins qui sont conditionnés.

Fanny DERENNE

Je suis entièrement d'accord et je pense qu'effectivement, nous sommes dans une société de surconsommation où l'on nous vend en permanence des images de femmes nues à la télé. Mais mon problème est que je ne peux pas toucher ceux qui les véhiculent, parce que je suis petite, que je ne représente rien ni personne, à part moi-même. J'ai bien du mal à les toucher et à les faire changer. Derrières ces images, il y a d'énormes sociétés de production. Mais je suis entièrement d'accord avec vous. Ce que vous dites à propos de la mode pour les enfants est tout à fait juste : il y a une hyper sexualisation de nos corps, en permanence, à tous les niveaux de la société. C'est ce qui amène cette volonté, aujourd'hui, de cacher le corps des femmes. Tout dépend de l'endroit où l'on place le curseur : il est trop facile de construire la société de telle sorte que le corps des femmes soit hyper sexualisé et toujours utilisé dans les médias, sans comprendre qu'il y a des répercussions sur le comportement. C'est une vraie problématique, puisque l'on sait qu'aujourd'hui, la majorité des jeunes, et notamment les jeunes garçons, font leur apprentissage de la sexualité par le porno et sur Internet. Peut-être n'ai-je pas été assez claire dans ma manière de présenter les choses : moi, je ne stigmatise pas les jeunes garçons. Je ne dis pas que ce sont eux les coupables, et c'est le sens de mon propos quand je dis que c'est sociétal.

C'est une remarque que nous entendons souvent : « Ni putes, ni soumises stigmatise les garçons. » Si l'on pousse un peu plus loin et que l'on prête l'oreille à tous les bruits de couloir, on entend même : « Ni putes, ni soumises stigmatise les jeunes garçons arabes. » Eh bien non. Nous, nous considérons que justement, il faut aller travailler avec eux. Il y a des personnes qui disent qu'il ne faut pas les stigmatiser et donc, qu'il ne faut pas travailler eux. Je pense pour ma part que ce n'est pas les respecter, parce que ces jeunes ont très peu d'interlocuteurs en face d'eux pour parler de cela. Pourquoi vont-ils sur Internet pour faire leur éducation à la sexualité ? Parce que personne n'est capable de leur en parler, mais de leur en parler pour de vrai, pas sur le mode de la leçon de choses : les hommes ont un pénis, les femmes ont un vagin. Cela ne les intéresse pas. Moi, à 14 ans, cela me barrait. Et cela me barbe toujours. Il faut dire les choses. C'est dans ce sens que nous intervenons en milieu scolaire : avec un vrai discours. Nous ne faisons pas de blabla. Nous y allons franco, nous parlons des vrais sujets et nous cherchons ce qu'il y a au bout. Je pense que cela concerne tous les jeunes garçons, qu'ils soient ou non des quartiers, parce que la problématique de l'apprentissage de la sexualité sur Internet se retrouve dans toutes les classes sociales, dans tous les milieux géographiques et recoupe cette vraie question. À un moment donné, il faut arrêter de prendre les garçons pour des imbéciles. Nous allons leur parler pour avoir un vrai échange. C'est pour cette raison que je dis que c'est un problème sociétal et qu'il faut intervenir dans la mixité. Et c'est pour cette raison que nous ne cessons de parler de cette mixité, au sein du mouvement Ni putes, ni soumises : on fait des séparations en disant que les filles ont un comportement provocateur, que le comportement des garçons est formaté et que finalement, c'est le problème de la société et que l'on doit changer la société, mais finalement, ce sont eux, la société. Je refuse que l'on considère que ce sont les médias, les publicités qui nous abreuvant à longueur de journée de ces images dégradantes, pénibles et mercantiles, qui constituent la société. Ils essaient de faire la société comme ça les arrange. Moi, je suis citoyenne et la société, je l'envisage avec ces jeunes filles et ces jeunes garçons.

Patrick DUBECHOT

Ce que vous venez de dire est important : c'est nous qui faisons la société, dans la manière dont nous élevons nos enfants, dont nous les guidons dans l'histoire, dont nous regardons les gens. Je suis assez étonné de la façon dont vous avez présenté le témoignage de Rachel, parce que c'était une vision assez négative. C'est bien votre regard à vous qui vous fait voir ces filles comme des filles déguisées... C'est notre propre regard qu'il faut interroger en permanence et non le regard des autres. C'est la manière dont on réagit dans la vie quotidienne qui importe.

Je voudrai maintenant passer la parole à Mesdames NAWRAT et VIOSSAT du Planning familial, mouvement qui a une importance considérable dans la conquête des droits des femmes, leur indépendance.

Le sexisme et les relations garçons / filles

Martine NAWRAT, animatrice militante du Mouvement français pour le planning familial

Je suis animatrice au planning familial au sein de l'association départementale de Paris. Mon adresse mail est indiquée. Si vous n'avez pas le temps de nous poser vos questions, n'hésitez pas à le faire par mail.

Anne-Marie VIOSSAT, animatrice militante du Mouvement français pour le planning familial

Je suis animatrice militante dans le Val-de-Marne. Nous sommes domiciliés plus spécialement à Maisons-Alfort, mais nous tournons sur tout le département. Vous voyez également mon adresse mail. Si vous nous posez une question par Internet, nous y répondrons.

Regardez bien cette affiche, parce que c'est quand même avec cela que le planning a commencé : « *Un enfant si je veux, quand je veux.* » Cela pose un peu le décor du planning familial.

Pour commencer, je vais vous faire un petit historique du planning familial et resituer certains éléments qui ont précédé sa naissance. En 1911, Jacques Bertillon a publié : *De la dépopulation de la France*. On sentait déjà qu'il fallait faire des enfants. En 1913, sont institués les premiers congés payés de maternité, d'une durée de quatre semaines. On sent qu'il faut faire des enfants. La guerre de 1914-1918 provoque une multitude de décès. Le 31 juillet 1920, la très réactionnaire chambre des députés, surnommée de ce fait « chambre bleu horizon », vote, par 500 voix contre 53, ce qui est peu, une loi réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, sous peine de lourdes sanctions. La publicité pour la contraception est punie d'une amende et si l'on avorte ou si l'on fait avorter une autre personne, on encourt six mois à deux ans d'emprisonnement. En 1939, la maternité devient un devoir civique ; c'est un peu gênant. En 1942, l'avortement est considéré comme un crime contre la sûreté de l'État et est puni de mort. Je vous invite à voir le film de Chabrol, *Une*

affaire de femmes, qui passe régulièrement à la télé, dans lequel Isabelle Huppert incarne la dernière femme exécutée pour avoir pratiqué des avortements.

À l'époque, c'était une catastrophe. Les avortements étaient clandestins. Les femmes arrivaient chez les médecins – quand elles y arrivaient, parce que beaucoup mouraient sur place – dans un état atroce. Les médecins, des gynécologues, se regroupent alors et forment, en 1956, une première association dénommée « La Maternité heureuse », pour faire du lobbying auprès des pouvoirs publics en faveur du droit à l'avortement et de la contraception libre. En 1960, l'association change de nom et prend celui de « Mouvement français pour le planning familial ». Je vais très vite, puisque ce n'est pas vraiment le sujet de l'intervention. En 1967, paraît la loi Neuwirth sur la contraception et en 1974, la loi Simone-Veil pour le droit à l'avortement.

Martine NAWRAT

S'agissant du droit à la contraception, il a quand même fallu attendre sept ans pour que les décrets d'application soient publiés. C'est donc en 1974 que l'on commence à donner la contraception.

Anne-Marie VIOSSAT

En 1982 est institué le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. En 2001, la loi sur l'IVG est modifiée : les délais sont allongés et l'hôpital public a obligation de répondre aux demandes d'IVG – obligation dont on connaît les difficultés... En matière d'éducation sexuelle, trois interventions sont rendues obligatoires entre l'école primaire et la terminale, ce qui est infaisable et pas suffisant.

Le planning familial est un mouvement d'éducation populaire – mécanisme qu'il n'est pas utile d'exposer ici, car vous le connaissez –, laïc et féministe. Nous sommes pour le droit à l'information et à l'éducation permanente pour toutes. Nous fonctionnons sur toute la France, par associations départementales (AD). Nous avons une confédération, un bureau, des commissions qui travaillent sur l'avancée de la politique du mouvement. Chaque association départementale est libre de son organisation interne mais travaille sur la politique qui a été préparée et élaborée au sein des commissions et du bureau, composés de membres des AD.

Nous travaillons pour créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences, de la responsabilité et de la liberté des personnes. Nous luttons contre les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle, pour le changement des mentalités et des comportements et contre toutes les formes de violence. Notre projet politique est une société d'égalité entre les femmes et les hommes. C'est la première fois que je prononce le mot « hommes », mais nous sommes un mouvement mixte et nous travaillons beaucoup sur la sexualité et le corps des garçons, également.

Martine NAWRAT

Nous avons des associations départementales dans près de 70 départements. Elles fonctionnent un peu différemment selon les départements et selon qu'il y a des militantes. Certaines associations ne fonctionnent qu'avec des militantes, c'est-à-dire sans salarié. D'autres associations plus grosses, notamment la nôtre, à Paris, ont des salariés et des militantes, qui viennent sur la base du bénévolat.

Nous sommes lieu d'accueil, c'est-à-dire que l'on peut venir nous voir pour toute demande de contraception, d'avortement, quand on est victime de violences ou que l'on a besoin de préservatifs. Tout est gratuit, sauf les consultations médicales, en tout cas à Paris. D'autres associations ont opté pour leur gratuité. Nous organisons des séances d'éducation à la sexualité et à l'égalité dans les collèges et les lycées, souvent à la demande des établissements. Nous intervenons aussi dans les foyers ; nous travaillons avec les missions locales, avec Emmaüs. Nous préférons venir plusieurs fois. J'entendais que Ni putes, ni soumises arrivait à travailler sur du long terme... Nous avons vu que la loi rendait obligatoires trois animations et nous avons un mal fou à venir deux fois. J'aurais bien voulu échanger un peu plus longtemps avec Fanny Derenne pour voir comment elles font pour intervenir à long terme dans des établissements. Nous avons des programmes spécifiques, notamment un programme particulier intitulé « réduction des risques sexuels », pour lequel nous intervenons à sept reprises auprès du public. Nous arrivons surtout à le mettre en place dans les foyers maternels. Dans les foyers de jeunes travailleurs, nous parvenons à intervenir plusieurs fois sur du long terme.

Désormais, nous mettons aussi en place des formations de professionnels acteurs sociaux. Pour nous, ces formations sont essentielles parce que certes, faire des animations à court ou long terme est une bonne chose, mais si les professionnels ne se posent pas de questions sur leurs propres stéréotypes, il est difficile d'avancer. Ensemble, nous réfléchissons à la manière de travailler sur le genre. Cette formation professionnelle est capitale. Nous avons d'ailleurs mis des plaquettes à votre disposition, à l'entrée, dont l'une présente toutes les formations que proposons. Je vous invite à vous servir. Nous rencontrons les associations et nous formons aussi au cas par cas. Selon la demande de l'association, nous pouvons ne faire qu'une sensibilisation. Nous nous adaptons en fonction des demandes. N'hésitez pas à nous contacter.

Anne-Marie VIOSSAT

Le constat que l'on peut faire de la situation actuelle est que l'on ne peut nier qu'il y a des avancées juridiques, mais on ne peut pas dire qu'elles sont appliquées de façon homogène sur tout le territoire. Et si l'avancée des lois est certaine, il y a, certes, des lois qui ne reculent pas, mais il y a des réformes. Par exemple, onze centres d'IVG sont fermés ou regroupés – ce qui signifie que l'on perd les lits... C'est une catastrophe, sur le terrain : nous avons de plus de mal à trouver une solution lorsqu'une jeune fille ou une jeune femme vient nous voir pour une IVG.

Martine NAWRAT

C'est particulièrement le cas en province.

Anne-Marie VIOSSAT

Avant, nous disions : « un enfant si je veux, quand je veux. » C'était le premier combat ; nous l'avons gagné. Aujourd'hui, notre combat est le suivant : « droit à l'avortement : où je veux, quand je veux et comme je veux. » Nous avons gagné la loi, mais il y a encore énormément de choses encore à faire. Il est certain que cela avance, mais il ne faut pas baisser les bras. Ce n'est pas fini.

Nous devons travailler autrement pour faire bouger les mentalités. C'est ainsi que le planning s'est approprié le concept de genre, pour réinterroger les stéréotypes. Le genre a permis de réorienter la prévention au sein du Mouvement français pour le planning familial.

Martine NAWRAT

Lorsque l'on parle d'inégalités, on peut tout de même soulever le débat sur les retraites, en ce moment. Les premières victimes sont les femmes, puisqu'il y a le temps partiel imposé, que ce sont encore elles qui s'arrêtent pour élever les enfants... La retraite va être un peu difficile pour elles. Par ailleurs, 80 % des personnes en grande difficulté sont des femmes. « On ne naît pas femme, on le devient. » Tout le monde connaît cette phrase...

Anne-Marie Vioissat

« Et l'on ne naît pas homme, on le devient également. »

Martine NAWRAT

Nous aimons beaucoup cette affiche, quand nous travaillons sur le genre, parce que l'on s'interroge sur cette féminité, mais aussi sur la masculinité. Vous voyez, c'est un visage d'homme, de femme, cela se mélange un peu... Cherchez l'homme, cherchez la femme..., quand on travaille sur le genre et que l'on se demande où est la construction. Nous allons vous donner deux définitions du genre :

« Le genre se réfère à la construction et à la répartition des rôles sociaux féminins et masculins, base des sociétés humaines et qui se caractérisent par des inégalités. » Nous avons ajouté une petite photo. Ce sera bientôt la période de Noël et il est toujours très intéressant d'examiner les catalogues de jouets. Nous parlions des avancées au niveau des lois, mais les catalogues de jouets sont à re-questionner sur le plan de ce que l'on voit pour les petites filles et les petits garçons. En l'espèce, la petite fille va recevoir un fer à repasser et le petit garçon, un personnage représentant un policier.

La deuxième définition est un peu la même : « Le genre est conçu comme une organisation sociale qui divise l'humanité en deux groupes de sexe, leur assigne des fonctions différentes et hiérarchisées, institue l'hétérosexualité comme une norme et légitime la domination

masculine. » Je ne sais pas si certains d'entre vous ont vu le film *La Domination masculine*. Il porte beaucoup sur les violences conjugales, mais le début est très intéressant et permet de se réinterroger sur la construction des hommes et des femmes. En particulier, lorsque l'un des personnages se fait rallonger son pénis.

Cette construction sociale existe depuis la nuit des temps, ce qui implique qu'il va être très difficile de la déconstruire. Mais nous y croyons. Nous entendons tous ces idées reçues :

- « on appelle garçons manqués les filles qui s'habillent en garçon. » Mais on ne dit pas : « une fille manquée », on parlera plutôt de « pédé » et de « garçon efféminé ». Le côté féminin est toujours dévalorisé ;
- « les femmes ont l'instinct maternel, c'est bien connu ». Nous vous conseillons le livre d'Élisabeth Badinter sur le sujet...
- « les garçons ont plus de pulsions sexuelles ». En animation, ceci est très intéressant, parce que c'est vraiment ancré également dans la tête des filles. Avant-hier, j'ai fait une animation avec des garçons, qui disaient : « mais quand elle m'a chauffé, Madame, j'ai mal, après... » Parfois, quand elles viennent chercher la pilule d'urgence, les filles disent : « je ne voulais pas vraiment, mais on sait que pour un garçon, il est difficile de se retenir, alors parfois, on le fait pour lui faire plaisir, le pauvre chéri... »
- « les garçons ne pleurent pas » ;
- « les femmes sont toujours des mères » ;
- « la contraception est une histoire de filles ». C'est assez flagrant... D'ailleurs, même si le planning familial est un mouvement mixte, ce sont tout de même les filles qui viennent. Mais lorsque le garçon s'aperçoit que la petite copine est enceinte, qu'elle veut garder le bébé et que lui, ne veut pas être papa à 17 ans, on peut peut-être se dire que c'est aussi une histoire de garçon ;
- les professionnels pensent que nous parlons de contraception et de sexualité avec les garçons – la représentante de Ni putes, ni soumises parlait des viols en réunion –, mais chez nous, c'est lorsqu'il y a une grossesse non désirée. Dès qu'il y a des filles dans un établissement, on pense au planning. S'il y a des garçons, on n'y pense pas parce qu'apparemment, « les garçons gèrent la sexualité. »

Anne-Marie VIOSSAT

Martine et moi sommes chacune dans des AD différentes. En Val-de-Marne, nous avons de plus en plus de jeunes couples qui viennent, les garçons accompagnant les filles. Et, de façon rarissime, nous avons des garçons – cela se produit, maintenant – parce que nous faisons toujours des entretiens avant que la jeune fille ou la femme rencontre le médecin. Nous avons besoin de parler, donc nous menons des entretiens, parfois en groupe, parfois individuels, cela dépend des AD. On commence à voir la jeune fille qui vient avec son compagnon et tous les deux veulent participer à l'entretien. Le compagnon n'est pas uniquement un accompagnant. Peut-être qu'à l'AD de Paris, il y en a plus, mais pour ma part, j'ai vu cela se produire cette année, avec un très, très grand plaisir. Nous sommes toujours heureuses auprès des garçons.

Martine NAWRAT

Chez nous aussi, à Paris, ils viennent accompagner leur dame. En animation, nous précisons bien que les filles et les garçons peuvent venir. Et donc, de temps en temps, comme nous avons une après-midi ouverte pour les jeunes le mercredi, il arrive que quelques-uns viennent chercher des préservatifs, mais ils ne sont pas nombreux.

Pour nous, le collectif est essentiel et nous lui donnons la priorité. Que les filles soient en demande de contraception ou d'avortement, nous réunissons toujours un groupe auparavant où elles échangent entre elles et nous, nous donnons l'information si elle est nécessaire – parce qu'elles connaissent assez bien les moyens de contraception. Et là, il y a des garçons. Mais quand c'est un garçon tout seul et qu'il voit sept filles autour de la table, il n'est pas très à l'aise et il repart. On ne peut pas le forcer à rester. Quand ils sont deux, c'est plus facile. Mais il n'est quand même pas très fréquent qu'il y ait des garçons.

Anne-Marie VIOSSAT

Les idées reçues sont enfoncées, formatées par les stéréotypes et chez nous, les stéréotypes de sexe, bien sûr. Le stéréotype est un terme de psychologie sociale. À l'origine, c'est un terme technique d'imprimerie. Il s'agissait d'une planche dont les caractères étaient fixes et qui était conservée pour faire de nouveaux tirages. C'est en raison de cette idée de fixité que le terme a été emprunté par la psychologie sociale. Il en est de même pour nos comportements humains et sociaux.

Les stéréotypes de sexe sont l'ensemble des croyances rigides, voire caricaturales, qui concernent les groupes de sexe féminin et de sexe masculin. Ils contribuent à créer des différences entre les sexes et aussi – et surtout – à les hiérarchiser, conformément à l'ordre social inégal des sexes instauré par le patriarcat. Mais ceci n'est pas dans la définition de Hurtig et Pichevin. C'est moi qui l'ajoute.

Martine NAWRAT

Nous évoquions la publicité, tout à l'heure. Tout le monde connaît Babette. Non ? Tant mieux. Cette publicité a tout de même été interdite, parce que les féministes se sont mobilisées pour la déclarer scandaleuse.

Anne-Marie VIOSSAT

Je la lis : « Je la fouette et parfois, elle passe à la casserole. »

Martine NAWRAT

Nous vous en présentons quelques autres pour vous montrer comment la société continue à véhiculer et à utiliser le corps des femmes : « Je loue une femme » n'est pas mal non plus. Ce sont des publicités récentes.

Anne-Marie VIOSSAT

Il faut lire le texte.

Martine NAWRAT

« Mâcher Hollywood sans sucres vous promet un bel avenir, même sans diplôme ! » Mesdames, vous savez ce qu'il vous reste à faire... Et la dernière nous est arrivée tout récemment des États-Unis. Boycottez Diesel... C'est une marque de jeans. Nous pensions voir un jean dans une publicité pour Diesel, et ce que l'on voit, ce sont des... C'est affiché sur les murs de Brooklyn.

Pour nous, toutes ces publicités sont effectivement du sexisme, que l'encyclopédie Universalis définit ainsi : le sexisme est l'ensemble des institutions et des comportements individuels et collectifs qui perpétuent le pouvoir des hommes sur les femmes. Comme le racisme, le sexisme est facteur de discrimination, de subordination et de dévalorisation, et particulièrement du corps des femmes.

Anne-Marie VIOSSAT

Ce mot a été inventé par les Américaines dans les années 1960 et a été collé au mot « racisme » pour signifier que le sexe était aussi un objet de discrimination. Il est arrivé en France dans les années 1965.

Martine NAWRAT

Maintenant que nous avons planté le décor, nous allons vous dire comment nous travaillons en animation en milieu scolaire. Nous allons en collège ou en lycée. Nos objectifs sont de parler de la sexualité et de réfléchir aux représentations, ceci pour parler de la pornographie : quel est l'impact de la pornographie sur les comportements sexuels, en particulier ? Est-ce que ce qui se passe dans cette pornographie se passe aussi dans nos vies ? Comment se déroulent les relations dans la vie normale ? Nous ouvrons un espace de parole sur ces questions et ensuite, nous avons un deuxième temps pour parler des différences entre filles et garçons : d'où viennent-elles ? Nous réfléchissons avec eux pour voir en quoi consiste être une fille et être un garçon.

Nous nous battons pour que les animations se passent en commun et de façon mixte.

Un participant

Pour moi, le sexisme, c'est dans les deux sens.

Anne-Marie VIOSSAT

Le sexisme est dans les deux sens, mais voyez le nombre de violences et de femmes qui meurent : une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son compagnon ou ex-

compagnon. Pour 166 femmes mortes, il y a eu 11 hommes morts. Et ces hommes ont été tués par leur compagne d'abord parce que la femme est humaine et qu'elle n'a pas uniquement des qualités. Mais parmi les 11 morts, il y a eu de l'autodéfense et la défense d'un enfant victime d'un inceste. Ce sont les chiffres de 2009. Bien sûr, le sexisme joue dans les deux sens, mais quand on lutte contre les violences, on est plutôt de l'autre côté.

Une participante

Il y a aussi des hommes victimes de violences.

Martine NAWRAT

À chaque fois que nous faisons une intervention sur les violences, on nous dit qu'il y a des hommes qui sont maltraités. Nous sommes d'accord. Mais les statistiques montrent que ce sont quand même les femmes qui sont victimes et les hommes qui sont auteurs. En même temps, il est clair qu'il est difficile pour un homme d'aller au commissariat dire que sa femme le bat. Comment va-t-il être reçu au commissariat ? Il s'agit bien aussi de la construction du masculin. Si l'on commence à déconstruire, peut-être y aura-t-il de plus en plus d'hommes qui diront qu'ils sont victimes de violences. Mais pour l'instant, les statistiques sont là, et ce sont quand même les femmes qui sont victimes. Pour la prostitution, c'est la même chose. Il y a de plus en plus d'hommes qui se prostituent, c'est une réalité. Mais qui va les voir ? Il faut savoir que les hommes qui se prostituent sont jeunes et que leurs clients sont des hommes. Certes, il y a d'autres cas, comme ceux des transsexuels, pour lesquels des choses se mettent en place. Mais la réalité est là et pour l'instant, on ne peut se baser que sur ces statistiques. Dans nos accueils, ce sont tout de même les jeunes filles qui, quand elles viennent chercher la pilule d'urgence, nous disent qu'elles ne voulaient pas le rapport, qu'elles ne voulaient pas qu'il y ait pénétration, mais que c'est leur petit copain qui... C'est cette réalité que nous connaissons. Il y a des hommes victimes, effectivement, mais ils restent minoritaires.

Patrick DUBECHOT

Nos deux intervenantes ont bien montré le problème permanent dans la question des rapports de domination entre les hommes et les femmes. Le genre est conçu comme une organisation sociale qui assigne des fonctions différentes et hiérarchisées, comme normes de comportements et d'organisation des relations hommes/femmes et légitime ainsi la domination masculine. Et si l'avancée des lois est certaine, il y a aussi d'autres processus qui peuvent inquiéter comme la diminution de centres d'IVG.

Notre dernière intervention recentrera notre propos dans le secteur professionnel de la Prévention spécialisée et de pratiques professionnelles d'éducateurs de rue. L'estime de soi est un élément fondamental pour l'évolution de l'individu. Les éducateurs du service de Prévention spécialisée vont nous expliquer comment ils s'y sont pris pour restaurer l'estime de soi, pour travailler sur cette question.

Estime de soi

Présentation de trois actions de l'équipe de prévention spécialisée de l'association Sauvegarde 71

Olivier PEROL, éducateur à Chalons

Quand nous avons été sollicités pour venir ici, nous devions être un ou deux, mais pas quatre. Le sujet nous semblait tellement intéressant et actuel que nous sommes dit que nous pouvions apporter plusieurs réponses à cette question.

C'est un jeu difficile que de terminer le colloque, parce que nous savons qu'il y a des participants qui doivent partir. Nous allons essayer d'être assez concis et assez clairs.

Je vais présenter brièvement mes collègues et le service. Nous venons de Saône-et-Loire, petit département situé en Bourgogne, à 100 km au-dessus de Lyon. Nous avons la particularité d'avoir quatre villes différentes : grande, moyenne et petites villes, voire rurales. Nous sommes séparés de 50 km les uns des autres. Nous allons parler du camp que nous avons organisé cet été à Crozon, en Bretagne, avec Michel et Valérie, entre autres. Nathalie, qui est à Mâcon, travaille auprès des filles et va également vous présenter son action. Moi-même, je terminerai par une expérience très récente, puisqu'elle a eu lieu le week-end dernier, relative à un défilé de mode avec des filles de quartier du nord de Chalons avec lesquelles nous avons travaillé pendant des mois pour préparer cet événement.

Camp « estime de soi »

Michel LITTOZ, éducateur à Monceaux-les-Mines

Nous travaillons habituellement avec des groupes déjà composés, qui viennent nous voir pour faire une action : un camp ski, un déplacement pour aller voir un match de football à Marseille sur deux jours... Dans le cas présent, nous n'avons pas respecté ce processus parce que nous avons des signalements de jeunes filles de Monceaux-les-Mines qui paraissaient invisibles. Ce n'est pas du tout notre public habituel et pour nous, c'est vraiment une nouvelle expérience. Ces quatre jeunes filles ne se connaissaient pas et elles ne ressemblaient pas à nos jeunes des quartiers. Elles correspondaient plutôt à des personnes que l'on cible et que l'on étiquette comme cas sociaux. Pour cette action, nous avons associé les deux antennes de prévention d'Autun et de Monceaux-les-Mines. Autun se trouve à 40 km et le public est complètement différent.

Nous étions partis sur l'objectif de travailler vraiment l'expérimentation avec ces quatre jeunes : comment accepter la différence ? Comment accepter d'autres cultures ? Comment être reconnu dans un groupe, mais aussi de l'extérieur ? Ce sont en effet des jeunes qui sont relativement dévalorisés. Nous voulions travailler sur les compétences, pour qu'elles prennent conscience de leurs capacités et qu'elles dépassent leurs propres limites. Nous avons utilisé pour cela des outils comme les chantiers éducatifs, les activités sportives – où nous les avons un peu poussées dans l'extrême. Ensuite, nous voulions travailler sur l'affirmation de soi, pour qu'elles soient capables de dire non, pour casser les représentations qu'elles avaient d'elles-mêmes et des autres, pour qu'elles puissent choisir et se positionner en disant : « je voudrais faire cela. » Nous voulions aussi travailler sur la confiance, la

confiance en l'adulte, pour gagner la confiance avant tout, libérer la parole, échanger, partager, faire avec dans le cadre des activités sportives, des activités quotidiennes : quelle place ont-elles dans la préparation des repas, dans les tâches ménagères ? Bref, le fameux positionnement du garçon et de la fille.

Je qualifierai le public de Monceaux-les-Mines comme économiquement et culturellement disqualifié. Ce sont réellement des jeunes qui sont invisibles et vraiment ciblées « cas social. » Elles sont âgées de 13 à 18 ans – il y a donc un écart d'âge. Elles sont repérées par des partenaires dans les collèges, dans un lycée et par la PJJ, puisque l'une a des problèmes de justice – et même deux, aujourd'hui : cela a évolué. Au début, elles ne se connaissaient pas et n'étaient pas connues de nous. Ceci, c'était au printemps. Un travail d'approche avec les familles et de positionnement auprès des jeunes a été effectué. Pour moi en particulier, cela a été un problème, en tant qu'homme. Je n'ai pas l'habitude d'intervenir auprès de ce type de public. Je suis plutôt en contact avec un public de quartier, où le contact est assez rapide et où il s'agit davantage de résolution de problèmes ou d'un peu de confrontation. Dans ce cas, c'était complètement différent.

S'agissant du contexte familial, trois de ces jeunes vivent en situation monoparentale et l'une en famille recomposée. Nous avons demandé les autorisations parentales des deux parents, ce qui n'a pas été simple, parce que dans les quatre familles, les pères sont complètement absents. La mère est très présente, mais nous cherchions à travailler aussi avec le père, parce que je pense important de travailler sur le système.

Une jeune fille de 18 ans vit avec sa mère. Elle a été victime de maltraitance et de séquestration pendant de nombreuses années. Elle a une relation très compliquée avec sa maman.

La plus jeune a 13 ans. Au premier abord, elle paraît très sauvageonne, mais elle ne sait pas dire non. Elle a des idées bien arrêtées, mais ne peut pas les exprimer. Le contact avec elle a été très intéressant.

Une autre jeune de 14 ans est dans la surestimation. Elle a pratiquement tout vu, tout fait... Elle le dit de cette façon. Elle réclame de l'exclusivité. Elle a un côté séducteur et un côté très enfantin. C'est une personne relativement compliquée.

La quatrième a de très grosses difficultés scolaires et financières, des difficultés de communication et de très gros problèmes d'hygiène.

Valérie CAILLETEAU, éducatrice à Autun

Michel disait qu'elles étaient stigmatisées comme cas sociaux. C'est le groupe d'Autun qui les a appelées ainsi, quand nous sommes revenues de la première rencontre avec le groupe de Monceaux. Les filles de Monceaux disaient de celles d'Autun que c'étaient des filles de quartier, donc des filles à problèmes. C'est amusant, parce qu'elles habitent toutes des quartiers. C'est l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes. Nous n'étions pas sûrs que le service pourrait fonctionner jusqu'en décembre, en raison des difficultés de financement que vous connaissez.

Le groupe d'Autun était formé de quatre filles, au départ. L'une d'entre elles n'a pas pu partir pour des raisons familiales. Il y avait donc trois filles de 15 ans, qui se connaissaient,

qui vivaient dans le même quartier et qui fréquentaient notre service, à la différence de celles de Monceaux. Comme quelqu'un l'a dit ce matin, je ne m'étais pas posé la question de mon intervention auprès des filles ou auprès des garçons. Quand je suis arrivée, j'ai travaillé avec les deux. Les filles participaient à des projets collectifs et nous avons pu cibler les difficultés de chacune. Mais je voudrais insister sur le fait que nous nous sommes appuyés sur leurs compétences, pendant le camp. Je précise que je ne vais parler que des trois Autunoises, qui constituent vraiment un exemple. Elles se trouvent dans un véritable cloisonnement culturel et occupent une place prépondérante dans leur famille. Issues d'une grande fratrie, elles ont un rôle bien déterminé dans la participation familiale, à savoir faire le ménage, la cuisine et s'occuper des enfants. Cela fait écho avec ce que disait Jacqueline Mathieu sur ce qui se passait il y a trente ans. Les trois filles avaient des difficultés de comportement scolaire et peu d'estime de leur corps. Elles m'ont carrément dit qu'elles se trouvaient « moches, avec un gros cul », et avaient peu confiance dans leurs capacités : « j'ai un corps de mec, tout le monde me dit que j'ai le même corps que mon frère. » J'aurais bien aimé pouvoir vous apporter la photo de la jeune fille, qui ne ressemble pas du tout à son frère, qui est loin d'être moche et d'avoir un gros derrière... C'est l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes.

Nous avons travaillé en collaboration parce que pour pouvoir partir, nous devions être quatre éducateurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons fait le camp ensemble. Différentes rencontres ont été initiées pour permettre au groupe de se connaître et de s'impliquer collectivement. Les filles d'Autun sont allées à Monceaux avec moi pour une sorte de brunch auquel nous avons convié une infirmière scolaire. Le thème retenu pour cette soirée était : les envies des filles. Les échanges ont été très animés. Ils portaient sur leurs souhaits, leurs goûts, mais aussi sur les règles de vie et l'hygiène. L'une des filles de Monceaux – celle dont parlait Michel – avait précisé : « si le groupe ne me plaît pas, je me barre. » Nous étions donc prévenus. Mais suite à cette journée, il y a eu une période d'observation et le contact a été plutôt positif, puisqu'elle est restée.

Ensuite, nous nous sommes rendus à Annecy, qui est à environ quatre heures de route. Il s'agissait d'abord de sortir du quartier, de voir autre chose et de participer à une activité de parapente, qui était une activité défi en lien avec les objectifs du projet. L'une d'entre elles n'a pas sauté, par peur. Par la suite, nous avons repris cela avec elle. Nous avons d'ailleurs beaucoup travaillé sur les peurs, pendant le camp, avec cette jeune. Nous sommes également allés nous baigner dans le lac d'Annecy, chose toute bête, mais qui nous a permis de vérifier si elles savaient nager et si les activités que nous avions prévues pour la Bretagne pouvaient se faire dans de bonnes conditions. Ne pas savoir nager, quand on fait du surf, c'est un peu embêtant. Au retour, les deux groupes ont commencé à se mélanger dans les véhicules, et deux petits groupes se sont constitués : les plus âgées et les plus jeunes, Monceaux et Autun mélangés, ce qui n'était pas évident, au départ.

Ensuite, nous avons emmené tout le groupe dans un espace de bien-être pour une journée de détente. Nous sommes restés une heure et demie dans l'espace et nous avons passé la journée à discuter, autour d'un pique-nique. Nous avons parlé d'hygiène, de famille, d'amour, de culture... Tous les thèmes ont été abordés. Après le premier rendez-vous, l'image des filles était celle de cas sociaux et de filles à problèmes. À la fin, l'image était celle du groupe de Crozon. Le séjour n'a fait que confirmer leur implication dans le projet.

Nous avons réalisé un chantier avec elles. Le projet leur a permis de s'inscrire dans une démarche d'utilité sociale, parce que nous sommes partis nettoyer les plages en Bretagne :

nous avons effectué trois matinées de nettoyage, de manière à pouvoir également payer les activités de l'après-midi. Nous les avons sensibilisées aux conséquences économiques et sociales des diverses pollutions. Elles ont participé activement et volontairement au nettoyage. Bien sûr, il a fallu un peu les motiver, chaque matin. L'une des jeunes trouvait cela trop fatigant. Elle n'avait pas l'habitude de se lever le matin et de faire plus d'une heure d'activité. Trois heures de nettoyage, pour elle, c'était beaucoup.

Leur sentiment d'utilité a été conforté par le fait que le responsable du littoral est venu nous rencontrer. Il a échangé avec elles. Cela a été enregistré et nous nous servirons de l'enregistrement par la suite, avec le groupe complet. Elles ont aussi été très sensibles aux remerciements des promeneurs pour leur travail. Elles pensaient également adopter ensuite un comportement plus citoyen dans le quartier, à leur retour. Et il y a eu des changements, effectivement, mais il faut faire des piqûres de rappel, parce que l'on n'obtient rien en une seule fois.

Le quotidien du séjour a été très riche d'échanges autour du collectif. Deux groupes se sont formés : les plus jeunes et les plus âgées. Les activités et les repas, en revanche, étaient communs à toutes. Les tâches étaient partagées. Certaines ont toutefois été surprises par la participation des éducateurs hommes. De ce fait, nous avons pu parler du rôle de la femme, du rôle de l'homme. Mon collègue faisait la cuisine, Michel lavait la vaisselle. Elles ont été tentées de rencontrer d'autres jeunes du camping. Elles se sont aussi autorisées à porter des tenues plus féminines que celles qu'elles portaient habituellement dans leur quartier. Les plus jeunes sont plutôt restées entre elles et se sont retrouvées autour de jeux, de papotage, mais tout le temps avec nous. Le soir, nous avions des temps « estime de soi » pour celles qui le souhaitent, à travers des choses très simples comme se maquiller avant de sortir. Cela nous a permis également de voir leur comportement hors du quartier et leur façon de se maquiller, et de travailler aussi sur l'image que l'on renvoie. Par exemple, une jeune que je vois d'habitude en jogging et baskets dans le quartier est descendue en minishort, haut transparent... Ce n'est pas la tenue qui m'a dérangée, mais le fait qu'il pleuvait. Je lui ai demandé d'aller au moins mettre un pull... Nous avons travaillé sur l'image que l'on peut renvoyer et l'image que l'on a de soi-même.

Nous avons aussi beaucoup travaillé sur l'hygiène. Dès notre arrivée, nous avons eu une problématique de poux. Je pense que nous ne sommes pas les seuls éducateurs à avoir eu cette expérience. Tout le monde sait que dans un camp, on entre dans la vie quotidienne, ce qui amène la question de l'intimité. S'agissant des repas, trois jeunes sur sept ont eu des comportements alimentaires inquiétants. Je peux dire « inquiétant » parce qu'au retour, nous avons vérifié cela. Elles avaient toutes une image négative de leur corps. Avant de dire cela, nous les avons bien sûr interrogées. Six d'entre elles lient cela à leur façon de s'alimenter. Deux seulement étaient intéressées par des nouveautés culinaires.

Pour elles, ce camp était celui des premières fois : la première occasion de partir hors du cadre familial, la première occasion de participer à un chantier et à un projet lié à l'écologie, les premières vacances pour deux d'entre elles et la première fois qu'elles voyaient l'Atlantique. Le séjour a été une rupture totale avec leur quotidien pour au moins trois d'entre elles et il leur a permis de rompre avec les tâches qui leur étaient assignées à la maison. Elles ont eu énormément de difficulté à lâcher balai et chiffons et ont eu beaucoup de mal à occuper leur temps libre. Elles nous ont même proposé de nettoyer notre chambre –

qui était propre, je vous rassure... Elles ont eu du mal à laisser mon collègue faire à manger, à prendre du temps pour elles.

Michel LITTOZ

Nous avions des outils. Pour cette activité, nous étions partis la tête pleine d'idées. Souvent, lorsque nous partons, nous, les éducateurs, nous avons beaucoup d'outils. Nous imaginons de faire ceci, cela, nous voulons aller vite. Il me semble que nous voulons toujours aller un peu trop vite. Je pense qu'il faut rester humble et que parfois, il est urgent d'attendre. Par exemple, nous leur avons laissé un appareil photo. Elles pouvaient photographier tout ce qu'elles voulaient. Leur regard est très intéressant. Elles se sont prises en photo, elles ont photographié des détails de la maison, des choses que je n'aurais jamais imaginé prendre en photo. Nous avons organisé une soirée photos et nous les avons regardées avec elles. Pour elles, cela a un sens. Il ne faut pas rater cela. Et je pense que je vais garder cela au chaud, parce que cela va encore ressortir.

Nous avions aussi prévu des activités : faire du surf, du cheval... Nous avons fait deux heures de bateau, par temps de tempête, avec des vagues de 1,50 m, ce qui n'était pas rien, pour des jeunes filles qui n'étaient jamais pratiquement montées sur un gros bateau. Je pense que nous allons pouvoir réutiliser tout cela, parce qu'elles ont vaincu des peurs, elles ont travaillé sur leurs peurs.

Nous étions quatre éducateurs et nous avions chacun un rôle, vis-à-vis de ces jeunes. Notre collègue, qui n'est malheureusement pas là, représentait la mère. Toutes les jeunes allaient la voir. Il a fallu casser cela très rapidement. Avec nous, les hommes, c'était très ambigu. Moi, je n'ai pas beaucoup l'habitude de ce public et certaines jeunes venaient, nous accaparaient. Elles étaient dans la séduction. À un moment, la jeune de 14 ans est venue me prendre par le bras de manière assez suggestive...

Valérie CAILLETEAU

Je vous montre le geste pour que vous vous rendiez compte...

Michel LITTOZ

Il a fallu remettre la distance, réexpliquer.

Nous avons une web-radio pour faire un reportage radio. Mais ces jeunes ne sont pas encore prêtes. Nous allons donc garder ce projet sur la radio. L'éducateur veut toujours en faire un maximum, mais on s'aperçoit, avec le temps, qu'il faut savoir attendre.

La question de ma place en tant qu'homme vis-à-vis des mères s'est aussi posée. Mais là, j'avance à reculons...

Groupe de socialisation sur support créatif

Nathalie COUFLEAU, éducatrice à Mâcon

Au printemps, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des suivis individuels de filles, à Mâcon, et qu'elles avaient peut-être des points communs, à savoir qu'elles étaient invisibles dans les quartiers, extrêmement isolées, dans des situations familiales très complexes et de souffrance aiguë. Nous avons eu l'idée de les rassembler dans le cadre d'un groupe de socialisation provoqué afin de leur permettre de rompre cette solitude et de leur offrir des lieux d'échanges qui ne se font pas, alors qu'elles sont en pleine adolescence et que c'est là aussi que peuvent se construire les individus.

La première rencontre s'est faite à Lyon, dans un contexte de café-théâtre qui a rencontré beaucoup de succès auprès de ces jeunes filles. Nous avons donc décidé de renouveler cette expérience. L'été arrivait, et nous leur avons proposé de faire une sortie à Sète. Nous avons fait d'autres propositions, mais en proposant à des jeunes filles de sortir plusieurs jours, nous nous sommes heurtés au refus des parents. Le ramadan arrivait aussi. Baignades, sorties en maillot de bains ont véhiculé beaucoup de fantasmes. Même les filles, dont nous pensions qu'elles pouvaient avoir envie de cette expérience un peu nouvelle, étaient réfractaires, parce que la culture des vacances en dehors de la famille, découvrir, se promener en maillot de bains, même si nous expliquions aux parents que cela restait assez sage, que nous n'allions pas sortir en boîte de nuit très tard le soir, cela ne passait pas auprès des filles ni auprès des parents. Je pense qu'elles étaient aussi envahies par une problématique. Nous avons donc décidé de changer d'optique et nous avons rebondi sur une idée de projet de groupe de socialisation avec des supports artistiques, que nous avons souhaité instituer toutes les semaines pour que les filles puissent se retrouver et découvrir autre chose que leur situation de famille à problèmes, une situation lourde, qu'elles puissent s'en échapper et se trouver des compétences nouvelles. En même temps, cela nous permettait d'avoir un lien plus étroit avec ces jeunes filles, qui étaient dans des situations où c'était parfois nécessaire. Quatre jeunes filles se sont greffées sur ce groupe de socialisation pendant les vacances, de manière hebdomadaire. Nous souhaitions aussi qu'elles puissent faire des propositions et que l'on puisse échanger des idées. L'objectif de cet atelier était de leur offrir au moins une bouffée d'air frais pendant les vacances. Nous nous sommes vite rendu compte, à court terme, qu'il y avait des répercussions vraiment très intéressantes. Ainsi, l'une des jeunes filles se trouvait dans une situation préoccupante. Nous avons écrit au conseil général pour faire émerger une situation de viol au sein de la famille. Elle a pu faire des choses, commencer à pouvoir être confrontée à d'autres jeunes filles, à leur parler, à être mise en valeur par elles. Il y avait aussi une jeune fille très malade qui a pu venir et avoir un comportement beaucoup plus adapté. Une autre, qui vit aussi de manière très isolée, souvent complètement dans les nuages et très fermée, a pu également avoir un comportement plus adapté et être beaucoup plus ouverte, discuter plus facilement. Le support créatif apparaissait donc comme un support très riche. Nous espérions pouvoir le faire perdurer dans le temps, mais nous avons actuellement du mal à provoquer les réunions de ces jeunes filles. Nous réfléchissons à la manière de travailler cela dans l'avenir.

Défilé de mode

Olivier PEROL, éducateur à Chalons

Nous avons fait quelques constats à propos du quartier, dont la population est en majorité composée de familles issues de l'immigration, avec tout ce que cela comporte. Nous avons observé le problème des filles dans le quartier, que vous connaissez tous : le père, le frère, la façon de s'habiller, qui n'est pas la même dans le quartier et en ville... Si elles sont habillées trop coquettement, elles passent pour des filles faciles ; si elles sont habillées de manière plus conforme à ce que l'on porte en ville, elles sont perçues comme... autre chose. Je n'entre pas dans les détails. La particularité des filles réside dans l'image qu'elles donnent d'elles-mêmes pour pouvoir se situer et de se partager entre notre société « française » et la culture liée à leurs origines, ce qui les met parfois dans des positions très difficiles, notamment vis-à-vis des garçons.

Nous nous sommes aussi interrogés sur le fait que la plupart des gamines – je dis « gamines » parce qu'elles pourraient être mes filles –, des jeunes filles ou des jeunes femmes, puisque nous avons des jeunes de 22 ans, venaient nous voir en pyjama, dans le service. On les croisait même au centre commercial en pyjama – avec un manteau par-dessus, mais en pyjama... Nous leur avons dit qu'il y avait tout de même des règles à respecter. Certaines ont aussi de gros problèmes d'hygiène, parfois liés au fait que les gens n'ont pas beaucoup d'argent. On entend dire que les jeunes ont Internet, etc. Mais ce n'est pas vrai. Dans ces quartiers, ils ont malheureusement peu de choses. Et les problèmes d'hygiène sont récurrents chez certaines jeunes filles.

Il est très difficile de parler de la position des filles sans parler de la position des garçons, dont je regrette que nous l'ayons peu abordée. Ce qui me choque énormément, ce sont les garçons et leur rôle – je parle des garçons, mais aussi des hommes.

Je vais vous parler des papas, dans le quartier. Tous les jeudis après-midi, nous nous retrouvons avec les mamans pour discuter de leurs soucis, de leurs problèmes, de leurs projets, aussi. En même temps, elles font des gâteaux, c'est agréable. Je suis le seul homme à être accepté. Elles nous disent : « mais les pères, les maris, enfin, ce qui nous sert de mari, on ne les voit pas. Ils ne servent à rien ! C'est nous qui faisons tout... » Et c'est vrai que les pères sont au bistrot. La plupart ne travaillent pas et ils passent leur temps à ne rien faire. D'ailleurs, nous le voyons quotidiennement. Quand nous allons faire signer des autorisations parentales, ce sont les mamans qui s'en occupent, qui s'occupent des enfants... Il est dommage que nos collègues du planning familial soient parties. Ah non, elles sont toujours là ! En tout cas, les hommes ont perdu beaucoup de pouvoir. Ils ont perdu du pouvoir parce qu'ils ont perdu un statut. D'abord, beaucoup n'ont plus de travail. Et les mères gèrent tout. Les femmes tiennent les rênes.

Je voudrais aussi parler des plus jeunes, qui sont très inquiets. Quand les enfants viennent me voir, les filles viennent parfois me faire part de leurs aventures amoureuses, mais les garçons se montrent très inquiets parce que les femmes, les jeunes filles sont très arrogantes en matière de sexualité. Ils me demandent comment faire avec les filles. Ils ne savent pas du tout comment les aborder, parce qu'elles leur font peur.

Tout cela pour vous dire qu'après une multitude de rencontres avec une professeure de danse, nous avons organisé un défilé de mode qui s'est déroulé samedi dernier, à la maison de quartier. C'était un véritable challenge, parce qu'il fallait avoir les autorisations des

mamans, mais aussi celles des grands-frères. Et il y avait l'appréhension, le trac... Nous devions avoir sept participantes, au départ – nous en avons huit, le premier jour, mais à la première répétition, la première formation, nous n'en avons que sept. Lors de la répétition suivante, nous en avons encore sept, mais le dernier jour, nous n'en avons plus que cinq. L'une a eu très peur. Pour l'autre, son grand-frère lui a interdit de venir. J'étais un peu fâché contre lui... Cela s'est très bien passé. Lors de la soirée, ma collègue Corinne était présente et nous avons passé un moment vraiment très intense de bonheur et d'émotion. Les filles étaient vraiment dans l'estime de soi. Et les mères aussi, parce qu'elles ont défilé. Réussir à faire un défilé de mode dans un quartier où il y a une mosquée juste à côté, où il y a des règles... Les filles étaient très belles. D'ailleurs, elles m'ont appelé, à un moment donné, dans les coulisses – je n'allais pas dans le vestiaire : c'étaient mes collègues filles qui y étaient. L'une m'a dit : « si je me détache les cheveux, Zitoune – Zitoune, c'est Olivier, en arabe –, est-ce que je suis belle ? » Je lui ai dit : « oui, tu es belle. » Elle est venue avec les cheveux lâchés, et c'était super.

Une participante

Je travaille dans la prévention spécialisée en Indre-et-Loire. Je voudrais que vous m'apportiez une précision sur les ateliers artistiques que vous avez proposés aux jeunes filles à Mâcon. Vous disiez qu'ils avaient lieu une fois par semaine. En quoi cela consistait-il ?

Nathalie COUFLEAU

Il s'agissait un peu de balbutiements. J'avais essayé de mettre en place de l'expression par le dessin, par exemple, et c'était souvent avec des jeunes filles seules. J'ai donc voulu le faire de manière groupale. Nous avons fait un peu de dessin, de la création de bijoux. C'était assez féminin.

Même participante

C'était vous-même qui les meniez ?

Nathalie COUFLEAU

Oui. Nous achetions des perles et les jeunes filles créaient les bijoux. Nous faisons aussi des collages de papier. Ce n'était pas très novateur, mais c'était un support qui était intéressant pour démarrer, parce qu'il mettait les filles en valeur. Elles se découvraient des compétences qu'elles ne connaissaient pas forcément. C'était aussi un support de discussion leur permettant d'être ensemble et de rebondir sur beaucoup d'autres thèmes, de manière très légère et spontanée. Nous pouvions aborder des sujets relativement graves et assez profonds, mais cela favorisait un espace d'échange de manière presque spontanée.

Une participante

Ma question n'en est pas vraiment une. Depuis ces deux jours et en vous écoutant, puisque votre intervention porte sur l'estime de soi, je pensais à la question du corps, que ce soit des filles ou des garçons, au travail que l'on peut faire avec ces jeunes gens autour de ce thème et autour de celui de la séduction, thème récurrent depuis hier. Je ne sais pas comment nous l'entendons, les uns et les autres. Il y a d'ailleurs eu deux petits épisodes amusants sur la tribune : Michel, d'abord, avec sa collègue qui a imaginé la séduction, et Olivier, ensuite, qui a mis en scène la jeune fille, quand celle-ci lui demande si elle est belle et comment elle est plus belle. Elle demande donc à un homme de le lui dire. Dans ces deux moments, j'entends qu'il y a eu une manière différente d'entendre ce que ces deux adolescentes ont dit et qui, au fond, est peut-être un peu la même chose. La question que nous avons à nous poser est la suivante : comment est-ce que nous, les femmes et les hommes professionnels qui travaillons auprès des garçons et des filles, nous nous positionnons en tant que femmes, en tant qu'hommes, notamment s'agissant de la séduction, mais aussi du désir ? Parce que cette question du désir, nous avons du mal à la poser telle quelle. Il semble que ce soit encore tabou. Et ceci amène également la question du plaisir.

Michel LITTOZ

Il y a deux questions. Il y avait le rapport de cette jeune qui disait avoir le corps de son frère. C'est ce que vous évoquez ?

Valérie CAILLETEAU

Non, c'est la jeune fille qui t'a pris le bras. Il faut savoir qu'elle a subi un viol intrafamilial, commis par son frère. De temps en temps, elle avait une posture d'enfant, avec des jeux d'enfant, et à d'autres moments, elle faisait un clin d'œil au collègue, se maquillait à outrance... Elle était vraiment dans ces deux phases et dans la provocation. Pour cette jeune en particulier – pour les autres, ce n'était pas exactement la même chose –, nous étions quatre et avec quatre rôles différents. Elle considérait ma collègue, qui n'est pas là et qui est âgée d'une quarantaine d'années, plutôt comme sa maman. D'ailleurs, à un moment, elle l'a dit : « maman Nathalie » ; c'est sorti. Moi, elle m'a fuie, parce que j'étais plutôt la rivale ; je l'ai vraiment ressenti ainsi. Michel était plutôt une image du papa – mais ce n'est pas cette jeune qui s'est rapprochée de lui – et mon autre collègue était l'homme à séduire : elle lui faisait des clins d'œil. Au jacuzzi, elle se mettait vraiment dans des postures très aguichantes.

Michel LITTOZ

C'était au mois d'août, et cela nous questionnait beaucoup. Nous avons revu cette jeune fille à la mi-septembre, lors d'une rencontre. Elle a énormément changé. Je disais qu'il était urgent d'attendre parce que cela peut évoluer très vite. Aujourd'hui, cette jeune fait un travail sur l'expérience qu'elle a eue et cela avance. À l'heure actuelle, elle n'est plus dans la provocation. Elle a pris une forme de maturité. Cela change très vite. On peut se faire une image d'une personne à un moment, et... C'est pourquoi je suis hyper vigilant à cet égard. Acquérir l'estime de soi ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Cela prend

énormément de temps. Je pense à l'une des plus jeunes filles. Quelqu'un parlait hier du trousseau que se confectionnaient les jeunes filles au Bon Secours. Pour les vacances de Noël, nous allons organiser un chantier, qui va servir à financer des vêtements pour les jeunes de Monceaux. Nous avons demandé au maire de prévoir l'équipement pour partir en camp et notamment, des baskets. Il y a une des jeunes qui est venue avec une paire de baskets de taille 42 alors qu'elle chausse du 35. C'étaient les baskets de sa mère. Il n'y en avait pas d'autres dans la maison. Et la jeune fille porte les habits de son frère. Bien sûr, elle est habillée en jogging. Si l'on s'arrête à cette image, c'est une fille un peu garçonne, mais ce sont les vêtements de son frère. Nous allons donc faire un travail de vêtue, mais avec la mère, parce que nous ne voulons pas du tout court-circuiter les parents. Tout cela constitue une richesse, et il faut que nous prenions notre temps pour faire des accompagnements individuels. Pour la plus âgée, qui a 18 ans, nous nous disons qu'elle est beaucoup trop dans l'estime d'elle-même. Elle ne l'était pas du tout au mois d'août. Elle se maquille, a des percings sur la langue... Elle part dans l'expérimentation totale, alcool, etc. Il faut garder une vigilance. Nous avons travaillé sur ce qu'elles étaient déjà capables de faire du point de vue sportif, sur ce qu'elles étaient, sur leurs représentations.

CLOTURE DES JOURNEES

Patrick DUBECHOT

Je vous remercie d'être intervenus dans cette fin de journée. Je tiens à remercier chaque intervenant à ces journées pour la qualité de leurs interventions.

Ces deux journées ont peut-être mis à jour un débat sur ce que l'on appelle l'impensé du genre, c'est-à-dire sur la manière dont la question du genre, dans les pratiques professionnelles..., n'est pas pensée.

Comme cela a été écrit dans la présentation de ces journées et dans le préambule de ce document, on note une attention accrue des professionnels de la prévention spécialisée à l'égard des filles. Cette situation fait écho à un contexte dans lequel le rôle social de la femme évolue, mais cette attention est peut-être aussi liée à l'augmentation du nombre de femmes dans les équipes de Prévention spécialisée.

Si les filles prennent une place nouvelle dans les actions des professionnels du travail social, c'est aussi parce que leurs comportements sont de plus en plus médiatisés, notamment à propos de leur agressivité, des actes violents que certaines commettent, des bagarres qu'elles n'hésitent pas à provoquer, autant d'attitudes, de manières d'agir qui surprennent parce qu'ils vont à l'encontre des repères sociaux de féminisation et de masculinisation des rôles. Mais les travaux de Françoise TETARD et Claire DUMAS et d'autres relatent également ce type de comportements dans des temps passés... mais qui n'étaient pas mis sur le devant de la scène. En revanche, ce que l'on retrouve de tout temps, ce sont d'autres types de comportements qui sont mis en exergue à propos des filles. Et quand bien même certains de ces actes seraient « nouveaux », ils pourraient bien être le résultat non pas d'une « masculinisation », mais bien d'un comportement libéré des codes traditionnels relatifs aux genres.

Nous avons vu, dans l'intervention d'hier matin, qu'autour de la question de la jeunesse et des jeunes filles, notamment – et nous le retrouvons dans les rapports d'activité de la prévention spécialisée –, il y a une fascination... Je ne sais pas si c'est une fascination, mais je trouve votre intervention tout à fait intéressante pour clore ces deux journées : pourquoi est-ce que, quand on parle des filles, ce sont la mise en couple et le mariage qui préoccupent les éducateurs et les éducatrices ? Pourquoi est-ce la question de la sexualité des jeunes filles qui est évoquée et pas celle des garçons – à quelques très rares exceptions près – comme un problème ? Et si elle est évoquée, elle n'est jamais assortie d'une action spécifique en direction des garçons ? C'est une constante. Que ce soit à la fin des années 1970 ou dans les années 2000, c'est la même permanence : la perception que l'on a des filles, c'est qu'elles s'inscrivent dans des rapports de séduction, donc avec des dérives possibles, dans la manière dont elles s'habillent, se comportent... À aucun moment, dans les documents consultés on ne traite de ces questions pour les garçons sous cet angle de la séduction et de ses dérives (rapports sexuels contraints par exemple). On en parle quand il y a des événements dramatiques comme des viols.

Dans les rapports d'activité, des équipes de Prévention spécialisée pendant longtemps, on retrouvait beaucoup le terme « jeunes », comme si cette catégorie de population était indifférenciée en termes de genres. Longtemps noyées dans la masse des jeunes suivis par les équipes, les jeunes filles deviennent une catégorie spécifique de l'action publique et des équipes de Prévention. Et vous voyez que dans la manière d'aborder la question, on procède comme avec les pauvres ou les personnes handicapées, comme avec ce que l'on appelle, dans les politiques sociales, des « populations cibles ». Aujourd'hui, elles seraient « les invisibles des quartiers populaires » reléguées au second plan quand les garçons investissent la rue. Mais au temps des Blousons noirs, les filles des milieux populaires étaient-elles bien visibles ? Celles qui étaient dans la rue, l'expression utilisée était qu'elle « traînaient » dans la rue... avec tous les sous entendus qui accompagnaient cette perception... une « traînée ». J'ai habité dans les années 60, Cité Marcel Cachin, dans le 93, et je peux vous dire que mes deux sœurs n'avaient pas la liberté de sortie dont je disposais... elles n'avaient pas intérêt à être vues dans la rue avec des garçons. Certaines d'entre vous, dans cette salle, de cette génération en garde peut-être quelques souvenirs cuisants. De quels « milieux populaires » parle-t-on aujourd'hui au point que cette invisibilité fasse problème ? Là réside tout l'intérêt de s'attacher à comprendre et saisir les enjeux que sous-tendent l'aide et l'accompagnement des jeunes filles. Il est bien entendu particulièrement intéressant que les professionnels de la prévention spécialisée mettent en évidence la nécessité d'une attention particulière en direction des filles. Les acteurs de la Prévention spécialisée jouent bien là sont rôle de « veille sociale », d'« alerte ». Mais, comme l'a dit Fanny DERENNE, la position des filles et la position des femmes, comme la position des garçons et la position des hommes, sont un problème de société. On ne peut pas traiter des comportements des femmes sans traiter celui des hommes, on ne peut travailler sur le comportement des filles sans interroger le comportement des garçons. Selon moi, quand on est éducateur – les professionnels comme vous, mais aussi tous les éducateurs que nous sommes à des moments de notre vie –, on doit avoir en tête, dans le quotidien, dans la manière dont on regarde les gens, dont on parle de l'autre et de soi, dans la manière dont on se comporte au quotidien, les rapports de genres. Moi comme les autres, il y a des moments où je me sens un peu décalé par rapport à mes idées, dans ma manière d'appréhender les choses, de parler des autres, de comprendre les autres. Il faut continuellement être attentif à rétablir ce regard, parce que les rôles des genres

sont différenciés dans des relations inégalitaires. Traiter la question de la sexualité chez les filles et ne pas la traiter chez les garçons, c'est aussi un problème d'inégalité.

A destination des directeurs, comme des travailleurs sociaux, ces journées de formation organisées par la CNAPE se sont inscrites dans le cadre d'une approche historique, sociologique et technique de la place des filles dans la prévention spécialisée, c'est pourquoi, au cours de ces deux journées, la CNAPE a souhaité apporter des regards variés sur le thème de la Prévention spécialisée et des filles. Nous pensons que ces apports d'intervenants d'horizons divers (sociologues, historiens, militants, professionnels de terrain...) sont complémentaires et que ce croisement des expressions, des points de vue, des analyses, des expériences est nécessaire pour saisir dans toute sa complexité cette question des rapports de genre et de l'action à conduire pour des éducateurs de rue.

Au nom de la CNAPE et des personnes qui ont mis en œuvre ces deux journées, je tiens à remercier tous les participants de cette salle pour votre contribution aux débats,

Enfin, il faut remercier la CNAPE de nous avoir donné l'occasion de réfléchir sur cette question des rapports de genre, et évidemment sur l'action éducative en Prévention spécialisée sur ce thème.

Merci beaucoup.

CNAPE
www.cnape.fr

Convention
Nationale
des Associations
de Protection
de l'Enfant

Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant
118, rue du Château des Rentiers - 75013 PARIS -
Tél : 01 45 83 50 60 - Fax 01 45 83 80 36 / Email : direction@cnape.fr

Transcription : Résuméo, Nantes – 02 40 47 12 70